



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le jeudi 11 juin 1987

Vol. 29 - No 122

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 200 - Loi modifiant la charte de la ville de Montréal	8221
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	8221
Dépôt de documents	
Réponse à une question inscrite au feuillet	
Un article de la Lettre du Québec en mars dernier	8221
Dépôt de rapports de commissions	
Consultations particulières et séances de travail afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des valeurs mobilières (CVM)	8221
Étude détaillée du projet de loi 19 - Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	8222
Étude détaillée du projet de loi 38 - Loi sur la transformation des produits marins	8222
Dépôt de pétitions	
Appui à une réforme administrative de l'adoption internationale	8222
Questions et réponses orales	
La nomination du Solliciteur général par intérim et les opérations policières à la CSN	8223
Les services médicaux assurés pour les femmes	8228
L'intention du gouvernement au sujet de l'affichage public	8230
L'apport économique de l'immigration chez les investisseurs	8232
Réponse différée	
Règlement hors cour d'une poursuite contre le Grand Théâtre de Québec	8239
Avis touchant les travaux des commissions	8241
Affaires du jour	
Projet de loi 16 - Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités	
Adoption du principe	8241
M. André Bourbeau	8241
M. Francis Dufour	8243
Projet de loi 43 - Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	
Adoption du principe	8249
M. André Bourbeau	8249
M. Francis Dufour	8251
Projet de loi 21 - Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile	
Adoption du principe	8254
Mme Thérèse Lavoie-Roux	8254
Mme Cécile Vermette	8266
M. Claude Filion	8273
M. Jean Leclerc	8275
M. François Gendron	8278
M. Roger Paré	8282
M. Herbert Marx	8285
Mme Carmen Juneau	8287
M. André Boulerice	8290
M. Christos Sirros	8293
M. Gérald Godin	8296
M. Jean-Guy Parent	8297
Mme Pierrette Cardinal	8299
M. Jean Garon	8301
M. Guy Chevrete	8303
Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)	8305

Table des matières (suite)

Projet de loi 43 - Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	8308
M. Guy Chevrette	8308
M. Charles Messier	8309
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	8311
Projet de loi 16 - Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	8311
M. Guy Chevrette	8311
Mme Violette Trépanier	8312
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	8314
Ajournement	8314

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, Qc
GIR 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le jeudi 11 juin 1987

Dix heures onze minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement!
Veuillez vous asseoir!
Nous allons passer aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles.
Présentation de projets de loi. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article b du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi 200

Le Président: À l'article b du feuillet, j'ai reçu le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi 200, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal. Le directeur de la législation a constaté que tous les avis ont été publiés et qu'ils sont conformes au projet de loi. Je dépose donc ce rapport.

À l'article b du feuillet, Mme la députée de Dorion présente le projet de loi 200, Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal. Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi? Adopté?

Avant de procéder à l'acceptation, M. le député de Gouin.

M. Rochefort: Est-ce que le leader du gouvernement pourrait nous dire quand il compte appeler les amendements à la charte de la ville de Québec en commission?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: De Québec ou de Montréal? Le projet de loi dont on vient de parler? J'ai l'intention de donner un avis pour que la commission siège jeudi de la semaine prochaine, pour respecter le délai de sept jours. Évidemment, s'il devait y avoir problème, on pourrait toujours ajuster après consultation.

Le Président: Si j'ai bien compris, l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 200.

M. le leader du gouvernement, votre motion de déférence.

Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

M. Gratton: Je fais motion pour que le

projet de loi 200 soit déferé à la commission de l'aménagement et des équipements, et pour que le ministre des Affaires municipales en soit membre.

Le Président: Est-ce que cette motion est adoptée, M. le leader de l'Opposition?

M. Chevette: Adopté.

Le Président: Est-ce qu'il y a d'autres présentations de projets de loi?

Dépôt de documents. M. le leader du gouvernement.

Réponse à une question inscrite au feuillet

Un article de la Lettre du Québec en mars dernier

M. Gratton: M. le Président, à l'article 8 du feuillet d'hier, à une question du député de Lac-Saint-Jean, le ministre des Relations internationales est prêt à déposer la réponse.

Le Président: M. le ministre des Relations internationales.

M. Rémillard: M. le Président, il me fait plaisir de déposer les réponses aux questions inscrites au feuillet du mercredi 10 juin 1987.

Le Président: M. le ministre, votre document est déposé.

Dépôt de rapports de commissions.

M. le président de la commission du budget et de l'administration et député de Vanier.

Consultations particulières et séances de travail afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la CVM

M. Lemieux: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a tenu des consultations particulières les 4 et 31 mars 1987 ainsi que le 8 juin 1987 et qui a tenu treize séances de travail entre le 19 juin 1986 et le 8 juin 1987 afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Le rapport contient des observations, des conclusions et des recommandations.

Le Président: M. le président de la commission du budget et de l'administration, votre rapport est déposé.

M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements et député de Gouin.

Étude détaillée du projet de loi 19

M. Rochefort: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la...

M. Gratton: Excusez-moi, M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je souhaiterais plutôt, si le député est... D'accord. Je crois comprendre que c'est réglé.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Rochefort: M. le Président...

Le Président: M. le député de Gouin, vous avez la parole.

M. Rochefort: ...j'ai donc l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 9 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Votre document est déposé.

M. Chevette: Une question au leader du gouvernement qui a référé à la question posée hier par le député de Lac-Saint-Jean. Ce n'est pas la même, je crois, parce qu'on remarque que c'est une réponse à la question du 10 juin alors que la question qu'on vous posait hier, c'était celle qui remontait à une année.

Une voix: Mai 1986.

Une voix: Fin mai.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, on a référé au feuillet du 10 juin, mais, effectivement, à l'article 8 du feuillet d'hier, il s'agissait d'une réponse à une question inscrite le 15 avril 1987.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Alors que celle à laquelle on demandait une réponse, cela remontait à mai 1986.

Une voix: Cela va venir.

Une voix: Vous l'avez perdue celle-là.

Le Président: Je vais continuer au dépôt de rapports de commissions. M. le président de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et député d'Iberville.

Étude détaillée du projet de loi 38

M. Tremblay (Iberville): M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé les 5 et 9 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Votre rapport est déposé, M. le député d'Iberville.

Dépôt de pétitions. Mme la députée de Marie-Victorin.

Appui à une réforme administrative de l'adoption internationale

Mme Vermette: Oui, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 2750 sympathisants du Regroupement des organismes d'adoption et d'associations de parents du Québec pour l'adoption internationale invoquant les faits suivants: "Que les parents désireux d'adopter légalement un enfant hors Québec rencontrent des obstacles quasi insurmontables; Que les parents désirent respecter les lois actuelles prescrites par le Code civil du Québec en matière d'adoption internationale"; et concluant à ce que: "Les membres de l'Assemblée nationale appuient par une action positive les revendications quant à une réforme administrative, plutôt que législative de l'adoption internationale afin de répondre aux besoins réels des enfants et aux attentes des parents adoptants.

Le Président: Mme la députée de Marie-Victorin, votre pétition est déposée.

Est-ce qu'il y a d'autres dépôts de pétition?

Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit de privilège ou sur un fait personnel.

Avant de reconnaître la première question principale, j'annonce immédiatement qu'il y aura complément de réponse à la fin de la période régulière de questions par Mme la ministre des Affaires culturelles relative-

ment à une question posée par M. le député de Saint-Jacques, dont le sujet était le Grand Théâtre de Québec.

Je vais reconnaître une première question principale.

M. le député de Taillon.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

La nomination du Solliciteur général par intérim et les opérations policières à la CSN

M. Filion: Oui, merci, M. le Président. On sait que le Solliciteur général en titre était en Californie, sur les plages de la Californie, alors que se déroulaient au Québec...

Des voix: Ah! Ah! Ah! Ah! Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le leader du gouvernement, sur une question de règlement.

M. Gratton: Question de règlement.

Des voix: Vous êtes malades, ce matin!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Sur une question de règlement, M. le Président. Il me semble que le député de Taillon n'a pas à reprendre les expressions qui ont pu être utilisées lors de bulletins de nouvelles télévisées hier. Pour plus de précisions, j'aimerais indiquer que le Solliciteur général est effectivement en tournée en Californie dans le cadre des consultations sur la rénovation de la police. Donc, je pense qu'il est tout à fait injuste et inapproprié, en vertu du règlement et en vertu du fair-play et de l'honnêteté intellectuelle...

Une voix: Ils n'en ont pas!

M. Gratton: ...que le député de Taillon fasse précéder sa question d'un préambule aussi injustifié.

Le Président: M. le député de Taillon, en principale, s'il vous plaît!

M. Filion: Disons qu'il était sur le bord du Pacifique, quand même! La Californie...

Le Président: S'il vous plaît!

M. Filion: Donc, le Solliciteur général était absent du Québec, alors que se déroulaient des opérations policières d'importance. D'autre part, nous avons appris

hier qu'un décret, portant le no 884-87 daté du 9 juin 1987, avait, semble-t-il, selon les documents qui sont devant nous, procédé à la nomination du ministre de l'Industrie et du Commerce à titre intérimaire comme Solliciteur général pour la période du 9 juin 1987 au 14 juin 1987. Nous avons reçu ce décret hier en fin d'après-midi. (10 h 20)

Or, je pense que l'attachée de presse du Solliciteur général, qui suit un peu son ministère et son ministre, déclarait mardi soir vers vingt heures qu'il n'y avait pas de Solliciteur général de nommé. L'attaché de presse du premier ministre déclarait la même chose à certains journalistes mardi soir.

Le Président: Question.

M. Filion: Le chef de cabinet du leader du gouvernement, selon nos informations, aurait également déclaré la même chose.

Le Président: Votre question.

M. Filion: Comment le premier ministre peut-il concilier ce décret qu'il a rendu public hier en fin d'après-midi avec le fait qu'en Chambre mardi il n'a aucunement fait mention de la nomination d'un Solliciteur général par intérim, alors que les personnes que je viens de nommer n'ont jamais fait mention de la nomination du Solliciteur général par intérim et, au contraire, auraient mentionné qu'il n'y avait pas de Solliciteur général par intérim nommé à cette date.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, alors qu'il y a tellement de problèmes sérieux actuellement au Québec, on coupe les cheveux en quatre. Hier, j'ai dit, et le ministre de l'Industrie et du Commerce l'a confirmé que ce dernier avait été appelé par le secrétaire du Conseil exécutif vers 10 h 15, alors que le chef de l'Opposition, toute la journée hier, contredisait le ministre de l'Industrie et du Commerce. J'aime mieux le croire, lui, que le chef de l'Opposition. Il affirmait à la télévision, à la radio, que durant 24 heures il n'y avait pas eu de responsable. C'est absolument faux, un mensonge pur. Alors que le ministre de l'Industrie et du Commerce lui-même a dit que vers 10 h 15 hier il a été appelé par le secrétaire général...

Une voix: Avant-hier.

M. Bourassa: Avant-hier. Alors, pourquoi continuer... Il a dit hier. S'il vous plaît.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Il a dit hier qu'il avait été appelé avant-hier.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Un peu de calme, s'il vous plaît. Alors, pourquoi continuer à déformer les faits? M. Ronald Poupard, mardi soir, était en ma présence avec le ministre et tous ceux qui avaient travaillé au dossier constitutionnel depuis quelques mois. Il ne pouvait pas faire de déclaration à huit heures du soir, il était en ma présence avec le ministre et d'autres. Donc, je crois qu'on doit examiner les documents officiellement signés par le secrétaire général et qui confirment ce que j'ai dit et ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit. Pourquoi cette tempête dans un verre d'eau?

Le Président: M. le député de Taillon, question additionnelle.

M. Filion: On cherche la vérité ici, M. le Président.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: On se méfie du premier ministre, en plus de cela.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Quand le Solliciteur général par intérim a-t-il eu ses premiers contacts avec des fonctionnaires de son nouveau ministère?

Le Président: M. le Solliciteur général par intérim...

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président...

Le Président: ...et ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): ...le député de Taillon est en train de vouloir accréditer une théorie qui serait d'une nouveauté frappante, celle qu'à l'occasion du départ ou de l'absence temporaire d'un membre du Conseil exécutif on procéderait avec fanfare, trompettes ou autrement à l'annonce de la nomination par intérim d'un autre membre quelconque du Conseil exécutif pour remplacer l'absent. J'invite le député de Taillon à consulter les journaux, à consulter les coupures de presse, à consulter les attachés de presse de tous les gouvernements du Québec, présent et passés, pour voir à quel moment et combien de fois on annonce la nomination de quelque membre que ce soit du Conseil exécutif à titre intérimaire pour remplacer un collègue absent. Cela n'a jamais été fait, ou à peu près, et on le

découvre au hasard, littéralement. C'est ce que l'Opposition semble reprocher à tout ce système qui est en place depuis des années.

Le Président: Conclusion.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): On le découvre à l'occasion de la période de questions ou à l'occasion de dossiers spécifiques.

On me demande à quel moment j'ai eu des contacts personnels avec les fonctionnaires. Je dirais, au même titre que lorsque j'ai pu avoir assumé l'intérim d'un autre ministère ou que d'autres collègues peuvent avoir, quant à eux, assumé l'intérim de mon ministère, il est rarissime que nous ayons des contacts de la même façon que le titulaire permanent avec nos fonctionnaires.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Nous sommes, par ailleurs, et c'est ça l'objectif, et c'est ça la théorie et la réalité, disponibles en tout temps pour requérir de la part de l'administration les directives, les objectifs, les directions que le pouvoir politique peut avoir à donner à ses fonctionnaires....

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): ...ou aux organismes qui dépendent de lui. En l'occurrence, il n'y avait pas de raison, nous l'avons expliqué hier, que des contacts de quelque nature que ce soit se déroulent comme si j'étais procureur permanent...

Le Président: M. le ministre.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): ...solliciteur permanent, en poste dans un bureau, à une adresse précise, entouré de mes sous-ministres et des autres gens. Ce n'est pas la...

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): ...réalité, M. le Président.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Alors, ma question au Solliciteur général était - je la répète - dans un premier volet: Quand a-t-il eu ses premiers contacts avec ses fonctionnaires ou les dirigeants de la Sûreté du Québec? Je prends bonne note de son absence de réponse ou de son absence de contact.

Est-ce que le Solliciteur général...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

M. Filion: ...par intérim peut nous dire s'il a avisé ses collègues du fait que lui-même, qui remplaçait un ministre qui était aux États-Unis, s'en allait aux États-Unis? Je lui répète également ma première question: Quand a-t-il eu des contacts avec ses fonctionnaires?

Le Président: M. le Solliciteur général par intérim et ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, le député de Taillon prétendait que le Solliciteur général permanent serait sur les plages en Californie; je trouve plutôt que l'intelligence ou le jugement du député de Taillon fait la grève!

Je répète la réponse, étant donné que le député de Taillon répète la question.

Des voix: ...

Le Président: A l'ordre!

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): La réponse, je l'ai donnée il y a quelques secondes. Je n'ai pas à avoir, dans le contexte qui nous préoccupe, de contacts suivis avec les fonctionnaires du ministère du Solliciteur général dans la mesure où il n'y a pas de matière qui m'apporterait à le faire.

En réponse à des questions des représentants des médias, j'ai indiqué que je m'enquerrais auprès de la Sûreté du Québec, deuxième volet ou deuxième groupe de personnes dont je serais responsable actuellement, quant à certains événements qui se seraient déroulés avant la fin de semaine. C'est ce que les gens, que j'appellerais de mon bureau pour quelques jours, ont fait pour et en mon nom...

Le Président: En conclusion.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): ...et on m'a transmis les réponses. Donc, il y a ces contacts par le biais du cabinet permanent du Solliciteur général permanent et il s'agit non pas - quand même, il faut réaliser ce qu'il en est - de m'ingérer, prendre fait, acte et cause en tout temps et en tout lieu pour mon collègue qui est absent pour quelques jours.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Oui. M. le Président, ma question au Solliciteur général est simple: Quand a-t-il eu des contacts avec les fonctionnaires de son ministère ou des

officiers de la Sûreté du Québec? S'il n'en a pas eu qu'il le dise donc franchement.

Le Président: M. le Solliciteur général par intérim et ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, je vous dirais que, pour les fins de la continuité, il m'apparaît important qu'un titulaire par intérim d'un ministère puisse avoir recours aux gens qui, quotidiennement, en l'occurrence depuis un an et demi, transigent pour et au nom du ministre avec les gens qui relèvent, à l'intérieur du ministère ou d'organismes dépendant du ministère, transigent donc avec les responsables de la direction de la SQ. En l'occurrence ce que j'ai fait, je le redis, il me semble que je l'ai dit il y a quelques secondes, je n'ai pas personnellement pris le téléphone et appelé le directeur de la SQ. Des gens du cabinet du Solliciteur général qui sont là pour cela, l'ont fait et ils m'ont transmis les faits, les gestes et les paroles qui ont été échangées et m'ont fait part des réponses aux questions que nous avons posées.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: En additionnelle, toujours sur le même sujet, c'est-à-dire le décret. M. le Président, ma question s'adresse à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. Je voudrais savoir quand et où, s'il y a lieu, elle a participé à une mini-séance du Conseil des ministres cette semaine?
(10 h 30)

Le Président: Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Robic: M. le Président, c'est très facile à vérifier. Nous avons eu une réunion mardi matin après la période de questions.

M. Filion: Est-ce qu'il y a eu, au cours de cette réunion, des décisions qui ont été prises?

Le Président: M. le leader du gouvernement sur une question de règlement. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement, sur une question de règlement.

M. Gratton: M. le Président, sur une question de règlement. L'article 75, que devrait connaître le député de Taillon est très précis. On peut poser des questions et elles "doivent porter sur des affaires d'intérêt public, ayant un caractère d'actualité ou d'urgence, qui relèvent d'un ministre ou du gouvernement." Il me semble que poser des questions à la ministre des

Communautés culturelles et de l'Immigration sur des réunions du Conseil des ministres, moi, comme membre du Conseil des ministres, je ne répondrais pas de choses qui ne sont pas de ma responsabilité. Je pense que si la question du député de Taillon devait être acceptée comme recevable, elle ne pourrait être recevable comme à l'intention de Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, mais plutôt à celle du premier ministre qui lui est chef du gouvernement.

M. Chevette: M. le Président, je trouve fort habile...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette:...de pouvoir donner la réponse que devrait fournir Mme la ministre. Vous comprendrez que, lorsqu'on émet un décret et lorsqu'on indique les personnes qui ont participé à cette décision, il est tout à fait normal qu'on leur demande quand. Il n'y a pas tant de sources. M. le Président, l'objectif d'une période de questions, c'est de chercher la vérité. Est-ce qu'on n'a pas le droit de poser des questions, quand il y a autant de personnes du milieu du fonctionnarisme, du personnel politique et de plusieurs cabinets qui nous réitérent qu'à 9 h 30, hier matin, c'était la nomination et quand on sort un décret daté de midi et trente la veille? On a le droit de rechercher la vérité. Qui dit vrai, M. le Président? C'est cela l'objectif des questions.

M. Gratton: M. le Président, sur la question de règlement.

Le Président: Sur la question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, le leader de l'Opposition dit: On a le droit de poser la question à savoir quand la réunion a eu lieu. La question a été posée, la réponse a été donnée. Quand on prétend vouloir chercher la vérité, de l'autre côté, je pense plutôt qu'on essaie de semer le doute. Je répète que si la question du député de Taillon est acceptable selon l'article 75 de notre règlement, elle ne peut être acceptable à l'endroit d'un membre du Conseil des ministres qui n'est pas responsable de la tenue des réunions du Conseil des ministres. Il y a une personne responsable de fixer l'ordre du jour, de convoquer les réunions du Conseil des ministres, et c'est le premier ministre, M. le Président.

Le Président: Dans la section "Période de questions et réponses orales", l'article 75 se lit comme suit: "Les questions doivent porter sur des affaires d'intérêt public, ayant

un caractère d'actualité ou d'urgence qui relèvent d'un ministre ou du gouvernement. Toute autre question doit être inscrite au feuillet." Il est clair, et il y a de nombreuses décisions à savoir que c'est le gouvernement, l'exécutif qui choisit celui qui doit répondre de la matière ou d'une question, non pas celui qui pose la question.

Il y a plus, le premier ministre ou un ministre pourrait, dans l'Exécutif, répondre à toutes les questions principales et additionnelles d'une période de questions. Ce n'est pas à celui qui pose la question en cette Chambre de décider lequel des membres de l'exécutif doit répondre à la question ou à la matière, qu'elle soit d'actualité, d'intérêt public ou très spécialisée, c'est l'Exécutif qui décide qui est celui qui doit répondre à la question.

M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Oui, M. le Président, en additionnelle. Évidemment, je pense que le premier ministre comprendra... Est-ce qu'il comprend que l'Opposition pose des questions là-dessus étant donné que son propre attaché de presse a déclaré...

Des voix: ...

M. Filion: Est-ce que le premier ministre comprend les préoccupations de l'Opposition, alors que son attaché de presse a déclaré à un journaliste de **La Tribune**, mercredi matin, à 9 heures, qu'il n'y avait pas de Solliciteur général par intérim de nommé? C'est simple, voilà nos préoccupations.

Ma dernière question s'adressera au Solliciteur général par intérim et traite de la présence des médias lors de la deuxième perquisition effectuée par la SQ. Est-ce que le Solliciteur général par intérim peut nous expliquer comment il se fait que les médias étaient prévenus quelques heures à l'avance d'une perquisition dans un local d'une centrale syndicale québécoise, alors que lui-même ne le savait pas, et que les caméras de télévision étaient là?

Le Président: M. le Solliciteur général par intérim.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, le député de Taillon reprend à son compte une question que les représentants des médias m'ont posée hier. Je me suis engagé, à ce moment-là, à faire découvrir auprès de la direction de la SQ si cela faisait partie de leurs politiques et de leurs pratiques d'avertir les médias en de telles circonstances. La réponse est non, cela ne fait pas partie des habitudes, des politiques, des comportements de la Sûreté du Québec d'émettre, de quelque façon, des renseigne-

ments à des membres de la presse de façon officielle ou officieuse afin de les convoquer à des opérations policières.

La réalité, c'est qu'on me souligne qu'il y a, à l'occasion de ces opérations, énormément de télécommunications, à titre d'exemple, et que la technique veut que certains puissent avoir les moyens d'intercepter des télécommunications et de se laisser guider de cette façon vers des opérations policières. En troisième lieu, je dirais alternativement qu'une personne quelconque, par des contacts informels, peut avoir appris ce qui en était. Je dirais presque de façon évidente pour tout le monde - mais personne ne le dit - que les personnes qui connaissent la réponse sont les journalistes qui étaient là.

M. Johnson (Anjou): Une question additionnelle au premier ministre.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, une question additionnelle au premier ministre. Elle est fort simple, je pense qu'elle n'exige pas un long préambule et une longue réponse de sa part. Est-ce que le premier ministre peut affirmer de son siège - il sait que nous prendrons sa parole, comme l'exige notre règlement - que la décision de nommer un Solliciteur général par intérim a été prise mardi matin?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je ne vois pas pourquoi le chef de l'Opposition veut dramatiser cette question. Hier, le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit qu'il avait été informé par le secrétaire général qu'il devait remplacer le Solliciteur général. J'ai moi-même demandé au secrétaire général, quand j'ai appris le voyage du Solliciteur général, d'appeler le ministre de l'Industrie et du Commerce pour qu'il soit le Solliciteur général par intérim. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit lui-même, hier, qu'il avait été appelé avant-hier. Est-ce qu'il ne prend pas la parole du premier ministre ou la parole du ministre de l'Industrie et du Commerce? Je ne comprends plus rien.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Un complément de réponse, M. le Président.

Le Président: Très brièvement, M. le Solliciteur général par intérim.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): J'aimerais compléter, M. le Président...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Brièvement, M. le ministre.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Oui, mais quand on se calmera.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le Solliciteur général par intérim, très brièvement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): J'aimerais compléter, et c'est précisément ce dont, à notre connaissance, seuls deux représentants des médias ont tenté de s'assurer. Le 3 juin, il y a eu - de mémoire, j'étais présent - au Conseil des ministres, le décret qui nommait mon collègue, le ministre du Travail et ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, Solliciteur général par intérim pour la période du 9 au 14 juin. Le ministre pourra nous en parler s'il le désire, mais à cause de l'état de la situation dans ce dossier, compte tenu des parties en cause, on comprendra que mon collègue du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu trouvait pour le moins délicat d'être Solliciteur général par intérim, dans les circonstances qu'on connaît depuis vendredi dernier, et d'être en même temps ministre du Travail qui transige tous les jours avec les gens en cause.

Le Président: En conclusion.

Une voix: C'est important qu'on prenne le temps!

Le Président: En conclusion, s'il vous plaît.

Des voix: ...

Le Président: Cela va, cela va! (10 h 40)

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): C'est donc dans ce contexte qu'il m'a fait plaisir d'accepter la demande du premier ministre, de prendre le relais de mon collègue. Mais, il n'y a jamais eu de trou dans la mesure où c'est du 9 au 14 que l'intérim se réalise. Il y avait une nomination le 3 pour la période du 9 au 14 et une abrogation du décret du 3, le 9 également, pour pourvoir à la continuité, car il y a toujours eu continuité au poste de Solliciteur général.

Le Président: M. le député de Couin, en principale.

M. Rochefort: Merci, M. le Président.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rochefort: Il y a plusieurs députés

de Gouin en cette Chambre, M. le Président, ce matin.

Le Président: M. le député de Gouin, en principale.

**Les services médicaux
assurés pour les femmes**

M. Rochefort: Merci, M. le Président. Depuis déjà quelques semaines, nous tentons de convaincre la ministre de la Santé et des Services sociaux de modifier l'entente à laquelle elle en est arrivée avec les gynécologues obstétriciens afin de ne pas couper dans l'accessibilité aux services médicaux pour les femmes. On sait que des spécialistes ont dénoncé cette entente, que le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec a aussi dénoncé cette entente comme nuisible et nettement insuffisante pour la qualité des services pour les femmes atteintes de maladies infectieuses. Même un des appuis de la ministre, le Dr Gauthier, a affirmé et avoué que cette entente pouvait léser des pratiques et nécessiterait probablement d'être revue éventuellement.

Voilà que lundi, avant que la ministre nous quitte pour deux jours de conférence, elle a rendu public un avis qu'elle avait sollicité de la part de la Corporation professionnelle des médecins du Québec qui, faut-il le rappeler, est l'organisme chargé de défendre le public quant à la responsabilité des professionnels qui sont sous sa responsabilité. Cette corporation recommande de modifier l'entente de façon à assurer aux femmes des services médicaux de qualité et conformes aux besoins des patientes. Ma question à la ministre est la suivante: Est-ce que la ministre a l'intention de modifier son entente, notamment en fonction de l'examen principal pour faire en sorte qu'il y ait possibilité de plus d'un examen principal à l'intérieur d'une période de quatre mois, même s'il n'y a pas de nouvelle pathologie ou de nouveau diagnostic, tel que le demandent la Corporation professionnelle des médecins du Québec et les autres intervenants?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, il est exact que, depuis quelques semaines, le député de Gouin s'emploie à créer la panique, en particulier chez les femmes. On se souviendra qu'au cours des deux premières semaines, il nous parlait constamment du nombre insuffisant de visites au médecin dans le cas d'une grossesse normale. Dans le cas d'une grossesse à risque c'était plus difficile, puisque les visites sont illimitées. Il nous disait: Les femmes enceintes n'auront pas les soins requis parce que vous les

limitez à douze; il excluait évidemment la visite principale, ce qui en fait treize. Il affirmait que les femmes seraient lésées. M. le Président, depuis ce temps, sur ce sujet particulier dont il nous a entretenus pendant assez longtemps, nous avons eu l'avis de l'Association des obstétriciens gynécologues et de la Corporation professionnelle des médecins du Québec qui nous demandent que ce soit aussi assuré en cabinet privé et tel est le cas. Nous avons également l'avis de différents experts et tout le monde s'entend pour dire que c'est amplement suffisant, sauf le député de Gouin.

En ce qui a trait aux visites principales, là encore, il est exact que nous avons reçu l'avis de tous ces groupes dont je viens de parler. Il y avait une remarque dans la lettre du Dr Roy, président de la Fédération des médecins omnipraticiens, à savoir que quatre visites principales étaient suffisantes mais il nous demandait que l'interprétation soit faite largement de telle façon que si une autre visite était requise, les personnes puissent en bénéficier. J'ai dit au président de la corporation que nous allions interpréter d'une façon large l'article 5.3 tel qu'il le demande et que nous pouvions aussi prévoir des visites spéciales afin d'établir si vraiment les mesures qui ont été prévues dans l'entente peuvent nuire à la santé des femmes ou non. Mais, je m'oppose à ce que le député de Gouin, parce qu'il est à l'Assemblée nationale, puisse dire des choses qui sont absolument fausses et il les a dites dans les journaux, hier, aussi.

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: Vous me permettrez de dire qu'en ce domaine, la personne qui vient de parler parle en connaissance de cause.

M. Gratton: Question.

M. Rochefort: Oui, M. le Président, la personne qui vient de parler parle en connaissance de cause, notamment dans le dossier des urgences.

Le Président: M. le député de Gouin...

M. Gratton: C'est une question complémentaire.

M. Rochefort: M. le Président.

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: Comment la ministre peut-elle faire les affirmations qu'elle vient de faire, alors qu'on lit dans la lettre du Dr Roy ce qui suit. Le Dr Roy dit: "Toutefois, pour certains cas particuliers - on ne parle pas d'un gros bouton sur le nez, il parle de cancer et de maladies infectieuses - cette limitation du nombre de visites pourrait être préjudiciable aux patientes." Il poursuit en demandant que le médecin ne soit pas tenu de poser un nouveau diagnostic ou d'instituer une nouvelle thérapie pour réclamer une visite principale. La ministre a-t-elle, oui ou non, changé l'entente pour répondre à cette demande du Dr Roy?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'ai remis, la semaine dernière, les lettres qui m'étaient parvenues à ce sujet et également une réponse que je faisais parvenir au Dr Roy dans laquelle je disais que nous considérons la possibilité d'examen particulier ou de demande spéciale dans le cas où ceci pourrait être nécessité. M. le Président, je pense que le député de Gouin a là sa réponse et je voudrais ajouter ce qui suit, parce que je pense que ces choses doivent être rectifiées. Quand vous lisez dans la *Gazette* d'hier ce que le député de Gouin nous dit: "Une femme qui sera avertie par son gynécologue qu'elle a le cancer devra attendre deux ou trois mois pour une confirmation de son diagnostic", c'est une chose absolument fautive, M. le Président. Qu'une femme qui a un diagnostic de cancer du col cervical et qui doit subir un traitement doive visiter son médecin seulement une fois à tous les quatre mois, c'est absolument faux, parce qu'il y a les visites de contrôle qui sont illimitées, M. le Président, et également associés aux visites de contrôle, il peut y avoir des actes de traitement qui sont posés et qui sont rémunérés différemment de la visite de contrôle.

Une voix: Excusez-vous!

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: M. le Président, est-ce que la ministre peut nous dire si elle a aussi...

Une voix: Excusez-vous!

Une voix: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: M. le Président, est-ce

que la ministre peut nous dire si elle a aussi donné suite à la demande de la Corporation professionnelle des médecins du Québec voulant qu'il y ait aussi une rémunération de prévue spécifiquement pour les colposcopies en cabinet privé, pour éviter justement qu'en n'ayant pas de rémunération pour cet acte en cabinet privé, on les concentre en milieu hospitalier avec les conséquences que j'ai décrites et que je maintiens?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, il y a eu modification à l'entente de telle sorte qu'à l'avenir la colposcopie est intégrée à la visite principale, alors qu'autrefois la visite principale était intégrée à la colposcopie. Ce n'est pas la première fois que de telles choses sont modifiées à l'intérieur des ententes.

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: Je prends bonne note, M. le Président, que la ministre ne donnera pas suite à la demande de la corporation...

Le Président: En additionnelle.

Des voix: Question.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rochefort: M. le Président, compte tenu de toutes les réponses que la ministre vient de nous faire ce matin, est-ce qu'elle pourrait déposer le texte revu de la directive de la Régie de l'assurance-maladie du Québec datée du 21 mai qui donnait suite à l'entente initiale qui était dénoncée par la corporation? S'il est vrai que la ministre va donner suite aux demandes de la corporation, pourrait-elle nous donner la nouvelle version de la directive de la régie qui applique l'entente qui a été dénoncée par la corporation?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'ai de la difficulté à saisir l'explication du député de Gouin. Ce que je puis dire...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je peux dire au député de Gouin que nous avons dit à la corporation, à la suite de la représentation qu'elle nous a faite sur une interprétation large de l'article 5.3, pour

permettre que l'accessibilité requise soit assurée, que nous avons des rencontres avec la Fédération des médecins spécialistes pour voir à l'application de telles dispositions.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, en principale.
(10 h 50)

L'intention du gouvernement au sujet de l'affichage public

M. Brassard: M. le Président, on sait que, depuis avril dernier, un comité ministériel composé de neuf ministres étudie, se penche sur toute la question linguistique du Québec. La ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française déclarait, à l'occasion de l'étude des crédits, ce qui suit: "Les membres du comité ministériel ont convenu qu'il ne fallait pas mettre en cause de manière fondamentale la Charte de la langue française." Plus loin, elle disait: "L'objectif fondamental consiste donc à bonifier les lignes de force de la loi et de proposer quelques adaptations et ce, après dix ans d'application de la Charte de la langue française."

Comme l'une des lignes de force de la loi 101 est l'affichage public dans la seule langue officielle, soit le français, ma question au premier ministre est la suivante: Est-ce qu'il est en mesure de confirmer à cette Chambre qu'en matière d'affichage public son gouvernement a l'intention de recourir à la clause "nonobstant", l'article 33 de la charte canadienne, clause dérogatoire, de façon à empêcher le recours à la charte canadienne pour rendre inapplicables les clauses de la loi 101 sur l'affichage?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: De toute évidence, je comprends très bien, cette question est reliée au congrès de la fin de semaine et, comme je le disais au chef de l'Opposition, hier, je n'ai pas d'objection à ce qu'on attaque le gouvernement. Je l'ai dit au chef de l'Opposition: Si, demain soir, pour consolider son leadership, il a besoin de m'attaquer durement, je ne lui en garderai aucune rancune.

Des voix: ...

Le Président: M. le premier ministre.

Une voix: On veut le garder.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le premier ministre, sur la question.

M. Bourassa: De toute manière, on

verra s'il va suivre mes conseils demain soir ou dimanche. On pourra observer cela.

En ce qui a trait à la question linguistique, la position du gouvernement est bien connue. Nous avons un comité. Des recommandations seront faites au Conseil des ministres et on avisera. Il y a quand même un jugement devant la Cour suprême. Je sais que, durant le débat parlementaire sur la question constitutionnelle, on faisait constamment en sorte de soulever le danger dans le cas de l'affichage, en oubliant, comme par hasard, la clause "nonobstant". Alors qu'on me demande du côté de l'Opposition d'appliquer la clause "nonobstant", là, durant le débat, elle n'existait plus. Il reste quand même que, dans l'état actuel de la situation, c'est devant la Cour suprême.

Je ne vois pas pourquoi le chef de l'Opposition rigole constamment. J'apprécie qu'il ait un moment de détente à la veille des prochains jours, mais je lui dis qu'il y a un appel à la Cour suprême. Alors, pourquoi me demander de préjuger du jugement de la Cour suprême?

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président, au lieu de s'occuper du congrès du Parti québécois, le premier ministre devrait s'occuper de la question linguistique.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
À l'ordre, s'il vous plaît!

En additionnelle, M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: Je vais lui reposer la question d'une autre façon. Est-ce que le premier ministre considère que la disposition sur l'affichage public dans la seule langue officielle, soit le français, prévue dans la Charte de la langue française, la loi 101, constitue une ligne de force de la loi 101 à laquelle il convient, selon le comité ministériel mis sur pied, de ne pas toucher? Est-ce que, selon lui, l'affichage public en français est une ligne de force fondamentale de la loi 101?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Gratton: Une demande d'opinion.

M. Bourassa: D'abord, je tiens à dire que je ne m'occupe pas du congrès du Parti québécois. Je rectifie certains faits. Hier, le chef de l'Opposition parlait de 25 % pour M. Larocque dans un congrès de leadership et c'est 20 %. M. Larocque n'avait pas obtenu 25 % par rapport à M. René Lévesque,

c'est...

M. Chevette: Question de règlement.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:
Sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, je comprends qu'il y a de la largesse dans l'interprétation de l'article 79, surtout quand c'est le chef...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: L'article 79 dit qu'une réponse à une question doit être au moins un petit peu connexe. Le premier ministre, qui se préoccupe à peu près de tout, sauf de la question qu'on lui pose, pourrait peut-être faire une réunion de son parti de temps en temps pour essayer d'avoir des éléments de réponse. Ce serait plus intelligent.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Une voix: À Drummondville, ça irait mal.

M. Gratton: Je ne sais pas si c'était vraiment une question de règlement, mais je pense que la souplesse dans l'interprétation du règlement que semble vous reprocher le leader de l'Opposition, s'applique des deux côtés. En fait, j'aurais pu me lever et prétendre qu'en vertu de l'article 77, la question du député de Lac-Saint-Jean n'est même pas recevable puisqu'elle sollicite une opinion personnelle du premier ministre. Qu'est-ce qu'il pense? M. le Président...

Une voix: On sait qu'il n'en a pas.

M. Gratton: Ah: justement, il s'agit de le côtoyer de façon quotidienne pour savoir qu'il en a, M. le Président. Si on veut appliquer le règlement à la lettre...

Des voix: ...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: ...il faudra que ce soit fait des deux côtés.

Le Président: Bon. Je demanderais la collaboration de tous, sans allusion, lorsque les questions sont posées. La question. M. le premier ministre.

M. Brassard: M. le Président, est-ce que je pourrais rappeler ma question?

Le Président: Non. Je pense que le

premier ministre avait déjà été...

M. Brassard: Cela ne sera pas une question d'opinion, ce sera une question de position gouvernementale. Est-ce que c'est la position de son gouvernement de considérer l'affichage public en français seulement, disposition incluse dans la charte du français, comme une ligne de force fondamentale de la loi 101 auquel il convient, selon son comité ministériel, de ne pas toucher?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je ne vois pas en quoi on s'oppose à ce que je recherche la vérité ou que j'apporte certains chiffres plus précis. Quand même, c'est hier que le chef de l'Opposition parlait du leadership de M. Lévesque. J'ai le droit de rectifier les faits.

Pour la position du gouvernement, on a dit à de très nombreuses reprises qu'elle était contenue dans le programme du Parti libéral. C'est bien connu, on connaît notre programme. Pour des raisons que le ministre a expliquées, nous avons décidé d'aller en Cour suprême. Nous allons connaître le jugement de la Cour suprême. Je pense bien que la position du gouvernement est connue. On l'a explicitée à de très nombreuses reprises. Je ne vois pas la pertinence, ce matin, de la question du député de Lac-Saint-Jean, sauf des événements des prochains jours.

Le Président: Question additionnelle, M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Une question additionnelle au premier ministre. La question est fort simple. Est-ce que le premier ministre, au-delà de nous référer à de nombreux documents qui, à l'occasion, sont contradictoires, pourrait nous dire et pourrait répondre clairement à cette simple question: Est-ce qu'il considère que l'affichage unilingue en langue française au Québec est une ligne de force de la loi 101 que son gouvernement entend maintenir?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: D'abord, je veux féliciter le chef de l'Opposition pour le calme et la sérénité avec lesquels il a posé la question. Je voudrais lui dire, M. le Président, que, dans le programme du Parti libéral, c'est le français comme langue prioritaire. Je crois que c'est expliqué dans le programme du Parti libéral, le français comme langue prioritaire. C'est le programme du Parti libéral. Il y a actuellement des causes devant les tribunaux, comme je dois le répéter constamment. Nous aviserons sur les mesures à prendre. Des recommandations seront faites par le comité présidé par la ministre des Affaires culturelles et nous adopterons la

politique la plus conforme à l'intérêt collectif et au respect des libertés individuelles, parce que, nous, on n'a pas suspendu la Charte des droits et libertés de la personne, comme vous l'avez fait avec la loi 111 pour assommer les travailleurs. On n'a pas eu recours à ce genre de mesure.

Le Président: Je m'excuse, Mme la députée. Je vais maintenant reconnaître un député de la formation ministérielle. Il reste à peine quelques minutes. Je vais reconnaître, pour une question principale M. le député de Saint-Louis. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chagnon: M. le Président, dans le comté de Saint-Louis, comme vous le savez, comté que je représente ici à l'Assemblée et qui correspond au centre-ville de Montréal, nous avons connu depuis un an, un an et demi de nombreux nouveaux arrivants, de nombreux amis immigrants, particulièrement des réfugiés que nous avons fort bien accueillis.

Nous remarquons aussi depuis quelques mois de nombreux investissements de sociétés étrangères. Je pense, entre autres, à la Banque de Chine et autres. On a aussi de nombreux immigrants investisseurs qui viennent s'établir dans le centre-ville de Montréal.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

**L'apport économique de l'immigration
chez les investisseurs**

M. Chagnon: M. le Président, est-ce que je pourrais savoir de la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, d'une part, comment on estime au ministère l'apport économique de l'immigration chez les investisseurs? D'autre part, qu'en est-il en termes de création d'emplois au Québec? (11 heures)

Le Président: Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Une voix: Déclaration ministérielle.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

Une voix: Elle est préparée, là.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Robic: M. le Président, je vais tout d'abord remercier le député de Saint-Louis de sa question parce que je pense que c'est une question intéressante pour les membres de cette Chambre et pour le public qui nous écoute.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: S'il vous plaît!

Mme Robic: Nous avons parlé d'immigration au début de l'année à plusieurs reprises, mais nous n'avons pas parlé justement de cette catégorie d'immigrants qui sont nos immigrants investisseurs. Pourtant, ces personnes contribuent directement au développement économique du Québec, soit en créant des entreprises, soit en investissant dans des entreprises en voie de développement. En 1986, M. le Président, nous avons reçu 19 % de l'immigration canadienne, mais nous avons reçu 30 % de cette immigration économique. Nous avons su attirer au Québec 645 entrepreneurs, ce qui est une augmentation de 28 % sur l'année 1985 pour un capital total de 416 000 000 \$. Une augmentation de 60 % sur l'année 1985. Ce genre d'investissement représente la création de plusieurs milliers d'emplois pour les Québécois.

Une voix: Très bien!

Le Président: En additionnelle, M. le député de Saint-Louis. En additionnelle.

M. Chagnon: En additionnelle, M. le Président. La ministre a annoncé au mois de septembre dernier un programme d'investisseurs. Mme la ministre pourrait-elle nous signifier combien de conventions ont été signées, particulièrement entre ces investisseurs et des courtiers en valeurs mobilières?

Le Président: Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Une voix: Deuxième page.

Mme Robic: M. le Président, oui, c'est juste. J'ai les chiffres. Parce que ça m'intéresse. C'est un programme extrêmement dynamique qui a été très bien reçu par l'entreprise privée. Malgré que ce programme ait moins d'un an, nous avons déjà signé une trentaine de candidats avec une autre quinzaine de candidats qui se pointent. Non seulement nous avons signé ce nombre de conventions avec des entrepreneurs, des investisseurs, mais nous avons des firmes, des maisons de fiducie et de courtage qui ont préparé un dépliant et qui se préparent à aller en mission pour attirer ce genre d'investisseurs. C'est un programme dynamique et j'en suis très fière.

Le Président: Une dernière très brève question, Mme la députée de Johnson.

Mme Juneau: Merci, V. le Président. On sait que c'est hier que le...

Le Président: Très brève, madame.

Une voix: ...en additionnelle...

Le Président: J'ai reconnu Mme la députée de Johnson. Je m'excuse, M. le député, j'avais reconnu Mme la députée de Johnson, une très brève question. Mme la députée de Johnson, une très brève question pour finir la période de questions. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Question de règlement.

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: Selon la coutume, M. le Président, quand, à la suite d'une question principale, on aborde les questions additionnelles, n'est-il pas normal de vider les questions additionnelles avant de passer à une autre question principale, quelle que soit la provenance de la question principale?

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Quant à moi, je suis conscient que votre décision est excellente à ce moment-ci.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Chevette: Je vais vous expliquer pourquoi. La ministre avait seulement deux feuilles de réponse. La troisième pourrait lui jouer un tour. On est bien mieux d'aller à la députée de Johnson.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le leader du gouvernement. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je pense que c'est la plus belle indication, M. le Président...

Le Président: Un instant! M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, la plus belle indication que vous auriez raison de reconnaître le député de Saint-Louis, c'est ce que vient de dire le leader de l'Opposition qui serait d'accord pour passer à une question de Mme la députée de Johnson. Ce n'est pas par mesquinerie. Ce n'est pas non plus par formalisme. Mais, il me semble que les députés ici à l'Assemblée nationale ont les mêmes droits. Qu'ils soient de la

formation de l'Opposition ou de la formation ministérielle, nous acceptons que les règles du jeu permettent à l'Opposition de poser un nombre de questions beaucoup plus grand que les députés ministériels, mais quand, à l'occasion, on a une question ministérielle, il me semble que deux questions additionnelles, ce n'est pas abuser. Je vous demanderais de reconnaître le député de Saint-Louis pour qu'il puisse poser sa question additionnelle.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...le leader du gouvernement conviendra que rarement, au chapitre de la jurisprudence...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: ...en cette Chambre, vous remarquerez - faites-en le relevé - que rarement le gouvernement ou les députés ministériels ont posé une question avec une additionnelle. C'est très rare même; c'est plus rare qu'il y en ait deux. Pourquoi? Écoutez, le comité ministériel, ils peuvent se rencontrer en caucus tous les jours. La période de questions est précisément faite en fonction de l'Opposition. De temps à autre, on permet une principale. Vous ferez le dénombrement entre une seule question et deux même et vous allez vous rendre compte que, pour la grande majorité, c'est une seule question. C'est peut-être arrivé une fois dans notre Parlement, au cours des dix dernières années, qu'il y en a un qui a eu deux ou trois complémentaires sur des sujets très importants.

M. le Président, je pense que vous avez reconnu la députée de Johnson et que vous devez lui permettre de poser sa question.

Le Président: Non. Voici, je suis prêt à rendre ma décision. Depuis toujours en cette Assemblée, toute question de règlement est comptabilisée à l'intérieur même de la période de questions. Lorsque j'ai reconnu Mme la députée de Johnson, je reconnais, M. le député de Saint-Louis, que je ne vous avais pas remarqué. Vous êtes à droite, habituellement. Je m'excuse. La grande majorité du temps, il n'y a qu'une principale d'accordée à la formation ministérielle. Je reconnais que, depuis deux mois, très souvent, la formation ministérielle n'a pas utilisé de question principale.

Maintenant, j'avais reconnu Mme la députée de Johnson et il restait à peine quinze secondes. Étant donné qu'il y a eu une question de règlement, je vais mettre fin à la période de questions.

Des voix: Oh!

Le Président: Attendez, je veux m'expliquer! Toute période... À l'ordre, s'il vous plaît! Toute question de règlement est comptabilisée à l'intérieur... Madame, vous n'aviez pas commencé à poser votre question et il y a eu une question de règlement de posée, lorsque j'ai tenté de vous reconnaître.

Je m'excuse, là: C'est une coutume et un usage ici, dans cette Assemblée, que, si une question a commencé à être posée ou une réponse a commencé à être donnée, on ne suspend pas et on n'arrête pas la période de questions. Mais, dans votre cas, Mme la députée de Johnson, juste sur le fait de vous reconnaître en cette Assemblée, il y a eu une question de règlement. Cette question de règlement a fait qu'actuellement, à l'heure où je vous parle, cela fait presque cinq minutes que la période de questions est terminée. Alors, toutes les questions de règlement soulevées sont comptabilisées à l'intérieur du temps.

Maintenant, quant aux moyennes, je donne raison aux argumentations qui ont été faites de part et d'autre: de la part de M. le leader du gouvernement, ainsi que sur le principe qui fait que la période de questions revient d'abord aux membres de l'Opposition. Sur 2083 additionnelles en cette Assemblée depuis le 16 décembre 1985, plus de 2000 ou presque 2000 ont été accordées à l'Opposition. Quant aux principales, sur 740 questions principales, plus de 87 % ont été accordées à l'Opposition. Alors, les arguments qui ont été, de part et d'autre, énoncés tout à l'heure sont toujours respectés. Le règlement... M. le député! Toute question de règlement est comptabilisée à l'intérieur du temps d'une période de questions.

M. Chevette: Question de règlement.

Le Président: Ma décision est maintenant rendue.

M. Chevette: M. le Président, vous vous souviendrez qu'en cette Chambre - vous étiez sur le trône du président - au moment où je vous ai posé une question de règlement sur une circonstance exacte, identique, je vous avais prévenu, à l'époque, en vous disant ceci: Dès qu'on sait qu'il reste 15, 20 ou 30 secondes, il s'agit que le leader du gouvernement se lève pour nous empêcher précisément de poser une principale. Vous m'aviez donné raison à l'époque. C'est même votre propre décision sur mon argumentation dans un cas similaire, identique qui a créé une jurisprudence sur la fin de la période de questions.
(11 h 10)

Ce matin, le même président, sur le même trône, dans une circonstance similaire, change sa jurisprudence. Ordinairement, on voit cela entre deux juges; on voit un juge qui contredit un autre juge. Là, ce matin on

voit un juge qui se contredit lui-même. C'est cela, M. le Président, je vous demande de la prendre en délibéré parce que vous avez vous-même rendu une décision sur le banc. Souvenez-vous, M. le Président, on n'est pas tous des gens... on assiste aux mêmes événements. Vous êtes le même individu. Il me semble que, lorsqu'un président de tribunal d'arbitrage ou un juge rend une sentence, ordinairement c'est son couloir qu'il se trace lui-même pour rendre ses sentences subséquentes. Cela m'apparaît très logique. Je n'ai jamais vu dans un cas similaire, vous savez je ne peux quasiment pas m'empêcher de sourire. Je vous avoue que c'est au-delà de mon entendement de voir quelqu'un qui s'est tracé un corridor et qui s'en sort lui-même. Je vous avoue que ceux qui ont fait des relations du travail, ceux qui ont fait du droit et ceux qui ont assisté à des procès n'auront jamais vu, M. le Président, à l'intérieur d'une même enceinte, le même individu changer sa décision. Vous aviez reconnu Mme la députée Johnson, il restait du temps, vous l'aviez dit vous-même. Le leader du gouvernement se lève et il dit: Une question de règlement. Vous aviez convenu, dans votre décision première, que c'était là une stratégie, une tactique précisément pour priver de son droit de parole un individu que vous aviez reconnu dans les délais normaux, corrects et admissibles. Franchement c'est absolument inacceptable que Mme la députée de Johnson soit privée d'un droit pour lequel vous-même vous aviez rendu une décision exactement dans une situation similaire, exacte ou identique.

Le Président: Je maintiens la décision que j'ai rendue. Je vous rappelle que la décision dont vous faites mention est datée du 12 juin 1986. Vous vouliez apporter d'autres arguments.

M. Gratton: Oui.

Le Président: Alors, je m'excuse. M. le leader du gouvernement, une dernière intervention sur une question de règlement.

M. Gratton: Je m'excuse, M. le Président, mais effectivement je noterai d'abord que le leader de l'Opposition est intervenu en dépit de l'article 41 qui prescrit qu'on ne doit pas discuter de la décision du président ou la décision du président ne peut être discutée. Or, la décision que vous avez rendue, la jurisprudence à laquelle fait allusion le leader de l'Opposition on la retrouve dans le Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire. Effectivement, la période de questions prévue dans le règlement c'est 45 minutes en comptabilisant le temps pour les questions de règlement. Je veux relever une autre

affirmation qu'a faite le leader de l'Opposition à laquelle je ne souscris pas en ce sens que la période de questions appartient à l'Opposition. C'est faux M. le Président. Il n'y a pas un seul député ici qui a un statut différent de l'autre, soit-il membre du Conseil exécutif, membre de l'Opposition ou membre de la députation ministérielle. Tout le monde est égal ici à l'Assemblée nationale. Il y a des pratiques par contre qui font que... et le but de la période de questions ce n'est pas, comme le disait le leader de l'Opposition, de permettre à des députés de se faire valoir ou de se faire voir. Le but de la période de questions c'est d'informer la population. Si une question ministérielle peut servir à informer la population, cela peut déplaire à certains membres de l'Opposition mais cela n'enlève pas le droit au député ministériel de poser sa question. Je ne veux pas qu'on crée un précédent en reconnaissant que, parce que c'est une question ministérielle... D'ailleurs je le dis publiquement ce que je vous ai dit privé, je n'aime pas qu'on fasse une distinction quand on reconnaît un député ministériel ou un député de l'Opposition à la période de questions. Quant à moi, chaque député ici, reconnu pour poser une question, devrait être reconnu par le nom de son comté et non pas accompagner cela de son appartenance politique.

Une voix: C'est vrai.

M. Gratton: C'est le député de Saint-Louis, ce n'est pas le député libéral de Saint-Louis. Bon! M. le Président, si un député ministériel pose une question, je ne veux pas qu'on reconnaisse comme précédent ou comme pratique que, parce que c'est une question d'un député ministériel, il doit y avoir seulement une question additionnelle. Il doit y avoir autant de questions additionnelles que vous le jugerez en vertu du règlement. C'est vous, le président, qui avez, à l'article 78, le soin de déterminer combien de questions additionnelles peuvent être permises et cela ne devrait pas varier. L'interprétation de l'article 78 ne devrait pas varier selon qu'on est un membre de l'Opposition ou un membre ministériel. Vous jugez si la question additionnelle est pertinente, si elle est de nature et répond à l'article 77 qui édicte quelles sortes de questions on doit poser et, dans la mesure où elle satisfait au règlement, elle doit être permise.

Je voudrais qu'on comprenne une fois pour toutes que, quand je me suis levé tantôt pour demander qu'on reconnaisse le député de Saint-Louis pour une question additionnelle, ce n'était pas pour brimer, ce n'était pas pour écouler le temps jusqu'à ce que la période de questions soit terminée, et je sais que le leader de l'Opposition le

reconnaîtra volontiers. C'était pour défendre les droits du député de Saint-Louis, qui a des droits - je le répète - qui devrait avoir des droits égaux à l'ensemble des membres de la députation, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Pardon?

Le Président: Sur la dernière argumentation.

M. Chevette: M. le Président, je vous référerais, pour votre information, à l'argumentaire que tenait le leader du gouvernement lui-même, au moment où il était à ma place ici, sur les périodes de questions. Pour qui cette période devait-elle être "priorisée"? C'était pour l'Opposition.

Je vous réfère à son prédécesseur, Fernand Lalonde lui-même, au moment où il a occupé la banquette que j'occupe présentement en cette Chambre et aux propos qu'il tenait; vous allez peut-être vous amuser quelque peu, M. le Président.

Je vous réfère également à vos prédécesseurs qui ont rendu des sentences sur les périodes de questions. Je vous réfère entre autres à Jean-Noël Lavoie qui, à une question de Robert Burns, à l'époque, a tranché, en ce qui concerne la période de questions, en indiquant qu'il était clair, qu'il était évident que la période de questions était d'abord et avant tout pour l'Opposition, puisqu'on a le tiers du temps dans une période de questions. On a le droit de poser une question d'une minute pour avoir des réponses en dehors, même pas cohérentes, même pas connexes à la question qu'on pose, et on sait que le gouvernement a toute la glace par rapport au temps de questions que nous avons.

Deuxième chose, M. le Président. Quant au député de Gatineau qui dit qu'il s'est levé pour défendre les privilèges du député de Saint-Louis, soit, et même là je serais d'accord avec lui, mais ce n'est pas là l'objectif de la question de règlement que j'ai posée par la suite. L'objectif, c'est que, quand la présidence reconnaît un député en cette Chambre, ce député ne peut pas, par une question de privilège, perdre son droit de poser une question au moment où il reste du temps légal. Au lieu de s'en prendre à la formation de l'Opposition... C'est une décision présidentielle, c'est la décision du président, le fait d'avoir reconnu Mme la députée de Johnson. À ce moment-là, M. le Président, au mois de juin, l'an passé, vous aviez tranché, après avoir reconnu le droit à un député en cette Chambre de poser une question de privilège, en disant que la question de règlement ne pouvait pas avoir pour effet de l'empêcher de poser sa

question.

M. le Président, vous avez même dit en vous levant: "Une très brève question, une dernière, Mme la députée de Johnson." C'est cela. C'est vous qui avez fait le choix de reconnaître, soit le député de Saint-Louis ou Mme la députée de Johnson. Je comprends qu'il est du droit du leader du gouvernement de se lever pour défendre les droits des parlementaires du côté ministériel; je ne nie pas cela. Ce n'est pas cela que je remets en cause. Ce que je remets en cause, M. le Président, c'est votre décision de ne pas allouer à Mme la députée de Johnson, légalement reconnue par vous au moment où il reste du temps légal dans la période de questions... Ce que je remets en cause, c'est votre décision maintenant, contradictoire par rapport à celle de juin 1986, de dire: Quand il reste du temps, le jeu des questions de règlement ne peut pas avoir pour effet de brimer le droit d'un individu que j'ai légalement reconnu. C'est cela, M. le Président, que je remets en cause. Je ne le fais pas avec agressivité, je trouve que cela n'a plus de bon sens si on ne suit pas une certaine cohérence, M. le Président. Une certaine cohérence, c'est d'assumer ses responsabilités en fonction du corridor qu'on s'est tracé. C'est vous-même qui nous aviez tracé le corridor. C'est vous-même, par votre décision de juin, qui, instinctivement, m'avez fait bondir de mon siège pour dire: Écoutez, on ne peut pas avoir des idées différentes sur un même sujet ou face à une situation identique. M. le Président, c'est cela qui fait qu'à un moment donné, en cette Chambre, personne ne se reconnaît. C'est cela qui fait l'indiscipline généralisée parce qu'on n'a pas de cohérence dans les décisions. C'est cela qui fait que le climat de cette Chambre est plus ou moins pris au sérieux. Quand on a un corridor de tracé, qu'on a agi de telle façon à un moment X, qu'on respecte toujours cette façon de faire, les députés savent à quoi s'en tenir et respectent les décisions qui sont prises. Mais quand les décisions face à des situations similaires changent de nuance, sont contradictoires, toutes sortes de... Aujourd'hui, je "file" bien, c'est ça; demain, je "filerai" peut-être mal, ce sera autre chose et, après-demain, vous verrez comment je "filerai". Imaginez, où est-ce qu'on s'en va? Vous nous demandez comme leaders de chacune des formations politiques de respecter les règlements. Je suis prêt à les faire respecter, mais précisément, c'est pour appuyer avec force votre propre jurisprudence que je me suis levé pour faire reconnaître les droits de Mme la députée de Johnson. C'est pour appuyer justement le fait que vous aviez tranché sur le fait qu'on ne peut pas utiliser de stratégie à la fin d'une période de questions pour brimer un individu qui a le droit de poser une question après que vous l'ayez reconnu. Le moins que vous

puissiez faire, M. le Président, c'est de lire la décision de juin avant de prendre une décision dans le cas de la députée de Johnson. Sinon, on conclura, on sera obligé de conclure... Je devrai dire aux députés de l'Opposition: Attendez-vous à tout. Même si hier c'était blanc, aujourd'hui c'est peut-être noir. Même si avant-hier, c'était gris, aujourd'hui, cela a blanchi. Cela ne marche pas de même, un règlement. Cela ne marche pas de même, un cadre juridique, quand on veut le faire respecter. On a une cohérence, une ligne droite et on les respecte.

(11 h 20)

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement, une dernière intervention.

M. Gratton: Je signale très respectueusement, M. le Président, que ce que vient de faire le leader de l'Opposition, c'est de contester votre décision, de contester votre autorité d'interpréter le règlement selon votre bon jugement.

J'aurais pu faire le même genre d'argumentation au moment où vous avez rendu la décision, il y a quelques semaines, quelques mois - on la retrouve d'ailleurs dans le répertoire des décisions rendues - parce que, effectivement, Clément Richard, le 22 juin 1977, lui, avait rendu une décision différente de celle que vous avez rendue. Moi, je ne suis pas avocat, mais je sais que la jurisprudence évolue. Lorsque cela évolue dans le sens que la longue tradition parlementaire, la longue pratique des règles parlementaires de ce Parlement, de l'Assemblée nationale sont respectées, il me semble que le genre d'arguments que vient de présenter le leader de l'Opposition n'a pas sa place, surtout que cela contrevient directement à l'article 41 qui précise très clairement que la décision du président ne doit pas être discutée.

M. le Président, quelle que soit votre décision, en supposant que vous acceptiez de la prendre en délibéré - quant à moi, je ne le souhaite pas, parce que la décision est déjà rendue - mais si vous deviez décider de la prendre en délibéré, nous, on va respecter votre décision sans discuter et sans pour autant ne pas maintenir qu'il y a une seule interprétation qu'on doit donner au règlement. Effectivement, quant à nous, la décision que vous avez rendue était la décision à rendre dans les circonstances.

M. Chevette: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Vous avez là un bel exemple de quelqu'un qui veut en charrier un

autre et qui est tombé dans le panneau immédiatement avant. Le leader du gouvernement s'est levé pour contester votre décision de reconnaître la députée de Johnson. Il vient dire avec candeur que, lui, il respecte votre décision. Il contestait le fait que vous ayez reconnu la députée de Johnson au lieu du député de Saint-Louis. De grâce, votre jupon dépasse, il traîne à terre!

Une voix: C'est une remarque sexiste, cela.

Le Président: Très bien, très bien. Là, c'est assez! C'est assez, c'est assez! Un peu plus, un peu plus, un peu plus, un peu moins, c'est assez! Cela fait déjà plusieurs fois...

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: Une autre question de règlement?

M. Gratton: Oui, M. le Président.

Le Président: Question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M- Gratton: D'abord, M. le Président, j'aimerais que vous invitiez le leader de l'Opposition à choisir ses mots de façon différente. On n'est pas dans une basse-cour ici, on est à l'Assemblée nationale du Québec. Quand on me reproche...

Des voix: Bravo!

M. Gratton: Je comprends que quand on veut faire image et épater la galerie, on peut choisir les mots qu'on veut, mais il me semble qu'on doit respecter un certain décorum, ici, à l'Assemblée nationale, M. le Président.

Deuxièmement, quand je me suis levé sur une question de règlement alors que vous aviez effectivement reconnu Mme la députée de Johnson, ce n'était pas pour contester votre décision, mais simplement pour faire valoir mon point de vue et vous avez maintenu votre décision en disant que si la période de questions n'avait pas été écoutée, c'est la députée de Johnson qui aurait été reconnue. Je ne partage pas votre point de vue là-dessus, mais vous ne m'avez pas entendu le discuter ni le contester, M. le Président. Quand je contesterai vraiment une de vos décisions, M. le Président, non seulement je vous invite, mais j'invite le leader de l'Opposition à me rappeler à l'ordre, parce que j'ai le souci de respecter le règlement. Mais qu'il ne vienne pas me rappeler à l'ordre, alors que je n'ai pas fait accroc au règlement. Ce n'était pas le cas avec Mme la députée de Johnson.

Le Président: Je mets certains propos

sur le dos de la fatigue et sur le fait que nous sommes en session spéciale très intensive depuis déjà un bon moment. J'aimerais attirer l'attention de tous les membres de l'Assemblée sur une décision qui a été rendue ici, en cette Chambre, par moi-même, le 15 mai 1986, quant à la période de questions et quant aux principes et aux grands paramètres reconnus pour une période de questions. On a sous-entendu beaucoup de choses durant les interventions concernant cette question de règlement, mais j'aimerais vous rappeler certains passages. Je les appuie toujours et je les défends toujours.

A l'Assemblée nationale du Québec, la répartition de la période de questions est fondée sur deux grands principes établis par nos règles de procédure et par la tradition. De l'article 74 de notre règlement se dégage clairement un premier principe, à savoir que tout député peut poser des questions aux ministres. Du fait que, dans un système de responsabilité ministérielle et de ligne de parti, la période de questions est reconnue comme l'instrument par excellence du contrôle parlementaire exercé par l'Opposition, le second principe directeur de la répartition des questions reconnu traditionnellement est à l'effet suivant: de manière privilégiée, la période de questions est dévolue à l'Opposition. C'est moi, en tant que président de l'Assemblée nationale, qui émettais ces principes-là au mois de mai 1986.

Je continue. "À cet égard, permettez-moi de vous citer un passage des plus significatifs extrait d'une directive portant sur une période de questions et émise par un de mes prédécesseurs, le 22 juin 1977 - je cite: "Partout où elle existe, et particulièrement au Québec, la période de questions constitue un instrument privilégié de contrôle de l'exécutif par le législatif. C'est pourquoi, dans tous les Parlements, elle est principalement dévolue à l'Opposition. Aussi, j'entends me conformer à la tradition propre à l'Assemblée nationale du Québec en continuant de privilégier l'Opposition. Aussi, dans la répartition des questions, le président tente de se conformer à ces principes fondamentaux." Fin de la citation.

M. le leader de l'Opposition et M. le leader du gouvernement, lorsque j'ai cité tout à l'heure des chiffres et qu'on m'a dit: Qu'est-ce que cela vient faire dans le débat? Eh bien, cela répondait à ce moment-là partiellement à certains arguments qui ont été apportés de part et d'autre de cette Chambre. J'ai, je pense, très bien, d'une façon très transparente et de façon continue, maintenu et défendu la décision que je rendais au début de mai 1986. Je l'avais gardée en délibéré, de consentement des deux leaders de cette Chambre, dans le but de mieux saisir de quelle façon se comporteraient les deux côtés à la période

de questions. Je ne l'ai rendue qu'en mai 1986. Je le répète, du 16 décembre 1985 au 2 juin 1987, sur 740 questions principales, 640 ont été accordées à l'Opposition. Quant aux complémentaires, du 16 décembre 1985 au 2 juin 1987, plus de 2000 questions complémentaires ont été accordées à l'Opposition et à peine 50 ont été accordées à la formation ministérielle. Je pense que les grands principes de la période de questions reconnue en droit parlementaire britannique ont été reconnus.

Maintenant, j'admets et j'ai admis la semaine passée qu'encore une fois dans les périodes intensives de fin de session, je m'étais fait avoir avec la question de temps et c'est ce qui arrive encore. C'est ce qui est arrivé en décembre 1985, ce qui est arrivé en juin 1986, et cela se reflète dans la jurisprudence. C'est ce qui est arrivé encore la semaine passée et c'est ce qui arrive ce matin, c'est-à-dire des questions de règlement sur le temps qui reste à la période de questions, alors qu'on est en session intensive. À la suite...

Des voix: ...

(11 h 30)

Le Président: Excusez-moi. J'ai des explications à apporter qu'on a vécues ici en cette Chambre.

À la suite d'une question de règlement, deux jours avant la fin de session de décembre 1986, concernant le temps et encore la reconnaissance d'un député, j'ai demandé aux deux formations politiques et tout spécialement aux deux leaders, donc vous, M. le leader de l'Opposition, et vous, M. le leader du gouvernement, d'installer l'électronique nécessaire pour éviter des questions de règlement semblables.

J'ai reconnu tout à l'heure que je n'avais pas remarqué, et que c'était son droit que M. le député de Saint-Louis puisse avoir une question additionnelle. C'est possible, c'est reconnu et prévu dans notre règlement. Je ne l'avais pas remarqué... À ce moment-là je n'avais que reconnu Mme la députée de Johnson. Elle n'avait pas commencé à interpellier la Chambre. Il restait à peine douze secondes à la période de questions. C'est sur ce fait que M. le leader du gouvernement s'est levé, non pas sur le fait que la période de questions était terminée mais que je n'avais pas remarqué M. le député de Saint-Louis. Ce fut la question de règlement et toute question de règlement est comptabilisée à l'intérieur.

Je reprends la cause du 12 juin 1986 pour exprimer la constance de mes décisions. C'était M. le député de Lac-Saint-Jean, le 12 juin 1986, qui avait commencé à poser sa question et c'est là qu'on a soulevé la cause de jurisprudence qui découle de l'article 74.8: Période de questions: "À la suite de plusieurs rappels au règlement, le leader du

gouvernement informe le Président que la période de questions est terminée et l'invite à mettre fin" à la période de questions. À la suite de plusieurs rappels au règlement...

Ce matin, M. le leader du gouvernement s'est levé et a soulevé une question de règlement et il ne restait que douze secondes. Tout ce que la présidence avait dit, c'est: "Mme la députée de Johnson, très brièvement."

Au printemps 1986, le 12 juin, M. le député de Lac-Saint-Jean avait commencé à poser sa question avant la fin de la période de questions. Il y a eu cinq ou six questions de règlement et malgré l'intervention très importante de votre part et de la part du leader du gouvernement, j'ai quand même reconnu M. le député de Lac-Saint-Jean parce qu'il avait commencé à poser sa question. Ce n'était pas le cas ce matin et je maintiens ma décision.

M. Chevette: M. le Président, si on vous apporte les galées et qu'on démontre que Mme la députée de Johnson avait commencé la question, est-ce que vous êtes prêt à reconnaître que vous pourriez changer d'opinion?

Le Président: Écoutez! Moi, ce que j'en saisis...

M. Chevette: Je vous pose la question parce qu'il y a des galées qui parlent...

Le Président: Non. Non, je ne reviendrai pas sur mes décisions. Je ne commencerai pas avec des bouts de phrases ou je ne sais pas... Il y a eu une question de règlement qui a été soulevée et je n'avais pas reconnu M. le député. Je vous dis: Non, ma décision est rendue et sans appel.

M. Chevette: M. le Président, comme le fort de votre argumentation est sur le fait... Vos prétentions, et vous y avez droit, si vos prétentions ou vos convictions sont à savoir que Mme la députée n'a pas commencé mais que l'enregistrement du **Journal des débats** et des galées prouve hors de tout doute que vos convictions sont mal fondées, qu'est-ce qui arrive?

Le Président: Non, non, ce ne sont pas mes convictions, c'est ma perception de l'Assemblée. Il y a des choses qui se passent ici, qui se disent entre 121 personnes. Je reconnais une personne à la fois et si cette personne-là a des propos non parlementaires, je vais demander de les retirer. Je ne les ferai pas retirer à 120 personnes en même temps. Ce matin, j'ai perçu que j'avais reconnu... Laissez-moi finir! Ce matin, j'ai perçu que j'avais reconnu Mme la députée de Johnson. Il y a eu une question de règlement et on m'a dit: Vous avez manqué M. le

député de Saint-Louis qui, lui, a posé la principale et voudrait une additionnelle. C'est simple comme problème et ça se limite à ceci. Si chaque fois, la présidence est obligée de relire, de suspendre, d'aller visionner les vidéos de l'Assemblée, revenir sur ses décisions, je me demande ce qu'on fait ici et il n'y a pas un président qui va maintenir et qui va tenter, comme je le fais de très bonne foi, avec une constance - la constance d'un homme et ses erreurs - de faire fonctionner les travaux de cette Assemblée.

Mme Juneau: Sur la même question de règlement, M. le Président. Étant donné que je suis en cause, il me semble que je devrais avoir le droit d'intervenir. Premièrement, quand je me suis levée, c'était avant le député de Saint-Louis...

Le Président: Mme la députée de Johnson, pas sur la même question de règlement. J'ai rendu ma décision. Si vous avez...

Mme Juneau: Sur une nouvelle question de règlement, M. le Président, d'abord! Quand je me suis levée, j'étais debout avant le député de Saint-Louis. Vous m'avez fait signe, comme ça, et vous avez montré le député de Saint-Louis. Alors le député de Saint-Louis a posé sa question. Vous m'avez reconnue après, me disant qu'il restait très peu de temps, que ce devrait être une très courte question. J'ai fait signe que oui et j'avais commencé à poser ma question. Les galées vont le prouver, M. le Président. Il me semble que la question du député de Saint-Louis avait bel et bien été posée et la réponse avait bel et bien été donnée.

M. Chevrete: Et redonnée.

Mme Juneau: Et redonnée. Il me semble qu'après que vous m'avez reconnue et que j'aie commencé ma question, il va de soi que vous puissiez me laisser continuer et poser ma question.

Le Président: Ma décision est rendue, madame. Cela n'apporte aucun fait additionnel. Je pense que j'ai expliqué assez clairement la perception que j'en ai eue. J'ai expliqué le règlement et j'ai également répondu à quelques arguments des deux leaders tout à l'heure. Je maintiens ma décision et je ne me reprendrai jamais à la lecture du Journal des débats dans les jours qui vont suivre. Oui? Je pense que c'est aussi la fatigue... Non, non, non, non. Je pense que la présidence aussi, qui est ici tous les matins. C'est possible que des fois... Mais je maintiens ma décision. Je pense que je l'ai rendue de façon très détaillée.

Cette période d'argumentation sur le règlement met fin à la période régulière de

questions. Maintenant, je vais reconnaître, sur une question complémentaire, tel que je l'avais annoncé avant la période de questions, Mme la ministre des Affaires culturelles.

Réponse différée

Règlement hors cour d'une poursuite contre le Grand Théâtre de Québec

Mme Bacon: J'avais pris avis d'une question du député de Saint-Jacques la semaine dernière. J'apporte ce matin la réponse concernant le Grand Théâtre de Québec. Me Louis Vézina a été nommé par le décret 1910-86 du 16 décembre 1986. Son mandat s'étend du 1er janvier 1987 au 31 décembre 1990.

Dès la troisième semaine de décembre, Me Vézina avisait M. Marcotte qu'il cessait d'occuper dans son dossier et, dans la semaine du 5 janvier 1987, Me Pierre Linteau devenait le procureur de M. Marcotte. Lors de la première réunion du conseil d'administration, le 12 janvier 1987, Me Louis Vézina informait les membres qu'il n'était plus le procureur de M. Marcotte. Le 19 janvier 1987, M. Vézina a formellement informé le comité exécutif du Grand Théâtre de Québec qu'il n'agissait plus comme procureur de M. Marcotte et que ce dernier était dorénavant représenté par Me Pierre Linteau.

Les membres du comité exécutif, à l'exclusion de M. Vézina, ont fait le point sur le dossier et ont décidé de confier à Me Henri Beaudry le mandat de représenter le Grand Théâtre. Me Beaudry a fait rapport le 30 mars 1987 et a déposé alors une opinion écrite. Sur la base de ce rapport, le comité exécutif, présidé par la vice-présidente, Mme Francine Létourneau-Gignac, a adopté une résolution autorisant Me Henri Beaudry, à titre de procureur du Grand Théâtre, à offrir à M. Marcotte un règlement hors cour de 50 000 \$ en capital plus les frais au montant de 5000 \$, le montant total du règlement ne devant pas excéder 5 % du montant mentionné.

Le 7 avril dernier, M. Marcotte a accepté formellement cette offre et on m'informe qu'à aucun moment M. Louis Vézina n'a participé de près ou de loin aux discussions sur le dossier de M. Marcotte. Je dépose, M. le Président, tous les documents pertinents à ce dossier.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour le dépôt de documents que demande Mme la ministre des Affaires culturelles?

Une voix: Oui.

Le Président: Il y a consentement. Alors, vos documents, Mme la ministre, sont

également déposés. Question additionnelle, M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: M. le Président, est-ce que Mme la ministre consent à ce que je m'étonne qu'un règlement hors cour intervienne trois mois après la nomination d'un nouveau président, alors que le dossier remonte à 1984 et que certains experts qualifiaient l'argumentation de très faible? Maintenant, est-ce que la ministre peut me préciser si la poursuite intentée par Me Marcotte a fait l'objet de discussions au sein de réunions du comité exécutif entre décembre 1986 et le 30 mars 1987? Et, dans les documents qu'elle dépose, y a-t-il les procès-verbaux du comité exécutif et du conseil d'administration?

Le Président: Mme la ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: M. le Président, dans les documents que je dépose, il y a des décisions qui ont été prises par le comité exécutif le 6 avril. Il y a aussi un extrait du procès-verbal de l'assemblée régulière du comité exécutif du 30 mars 1987. Il y a aussi un extrait du procès-verbal de l'assemblée régulière du comité exécutif tenue le 19 janvier 1987. Il y a la nomination de M. Vézina et le décret nommant M. Vézina, Mme Gignac et M. Vadboncoeur comme membres du conseil. Ce sont les dossiers, les documents que je dépose ce matin, de même que le document de la cour, M. Gilles Marcotte, demandeur, contre la Société du Grand Théâtre, et la transaction est enregistrée dans ce document. (11 h 40)

Le Président: Merci, Mme la ministre des Affaires culturelles. Ceci met fin au complément de réponse apporté.

Votes reportés.

Avis touchant les travaux des commissions. M. le leader du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton: J'avise l'Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et si nécessaire de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission de l'aménagement et des équipements procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce dans l'ordre indiqué: d'abord, le projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et ensuite la loi 22, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi. Après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 16 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission de l'économie et du travail

procédera à l'étude détaillée du projet de loi 161, Loi sur les mines. De 15 heures à 18 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission du budget et de l'administration procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants dans l'ordre indiqué: d'abord, le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik et ensuite le projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique.

J'avise également l'Assemblée que le jeudi 18 juin 1987, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et si nécessaire de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des institutions entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants et ce dans l'ordre indiqué: d'abord, le projet de loi 223, Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur; deuxièmement, le projet de loi 261, Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin et finalement, le projet de loi 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

Aux mêmes jours et aux mêmes heures à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission du budget et de l'administration entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants et ce dans l'ordre indiqué: premièrement, projet de loi 204, Loi concernant Quick O Wash Inc.; deuxièmement, le projet de loi 205, Loi concernant Fleming Mines Limited; troisièmement, projet de loi 217, Loi concernant Roma Gardens Inc. et finalement, le projet de loi 236, Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec.

Enfin, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures - on parle toujours de jeudi prochain - et si nécessaire de 20 heures à 24 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'aménagement et des équipements entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal.

Le Président: J'ai également un avis à faire aux membres de cette Assemblée. Je vous avise que la séance de travail de la commission de la culture prévue pour aujourd'hui, après la période des affaires courantes, a été reportée au mardi 16 juin et se tiendra après la période des affaires courantes à la salle 84 de l'Hôtel du Parlement.

Y a-t-il d'autres avis concernant les travaux des commissions? Y a-t-il des renseignements concernant les travaux de l'Assemblée? Alors, je vais appeler...

M. Chevrete: M. le Président, ce n'est que pour bien officialiser le consentement qu'on a, à savoir que le ministre des

Affaires municipales, sur ses deux lois, et le critique, procèdent au cours de la matinée aux deux lois et cet après-midi sur l'adoption internationale, si j'ai bien compris?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: En vertu de l'entente, on va d'abord procéder à l'adoption du principe du projet de loi 16 avec l'intervention du ministre et la réplique du porte-parole officiel de l'Opposition. Nous ajournerons ensuite le débat pour procéder à l'adoption du principe du projet de loi 43. On fera de même: intervention du ministre et intervention du porte-parole de l'Opposition. On ajournera ensuite les débats. S'il n'est pas 13 heures, à ce moment, on poursuivra l'adoption du principe du projet de loi 16. Si, à 13 heures, on n'en est pas rendu là, effectivement, à 15 heures nous procéderons à l'adoption du principe du projet de loi modifiant la loi sur la protection de la jeunesse et concernant l'adoption.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: C'est tout.

Le Président: Nous allons appeler les affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

M. Chevette: Appelez le 43.

Le Président: Aux affaires du jour, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: C'est 43 ou 16? M. le Président, on m'indique qu'on pourrait appeler l'article 3 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 16

Adoption du principe

Le Président: À l'article 3 au feuillet, ce matin, il s'agit de la motion proposant l'adoption du principe du projet de loi 16, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités. Je vais reconnaître le premier des intervenants, M. le ministre des Affaires municipales. M. le ministre, vous avez la parole.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Merci, M. le Président. Nous en sommes, maintenant, à l'adoption du principe du projet de loi 16 intitulé Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités.

Le ministère des Affaires municipales, comme vous le savez, est à mettre de l'ordre dans la législation municipale. La priorité ayant été accordée à cette vaste révision, celle-ci donnera ses premiers fruits par l'adoption prochaine du premier volet de ce qui sera le prochain Code des municipalités du Québec. Cela n'empêche pas, cependant, le monde municipal de continuer à évoluer, soit à cause de décisions des tribunaux, de nouveaux modes de gestion ou encore de nouvelles politiques gouvernementales. L'évolution constante du milieu oblige le législateur à intervenir périodiquement en matière municipale afin de s'assurer d'une adéquation entre la loi et les pouvoirs qui sont, de fait, exercés par les municipalités.

Rappelons qu'en matière municipale, tout ce qui n'est pas autorisé est, à toutes fins utiles, légalement interdit aux municipalités. Or, il arrive parfois que nous devons fournir aux municipalités de nouveaux outils juridiques afin que leurs interventions correspondent aux besoins de la population. C'est donc dans le but de maintenir une saine et efficace gestion que nous proposons, aujourd'hui, d'amender certaines lois municipales, de façon à clarifier des situations qui, sans plus attendre, exigent des correctifs.

Qu'il s'agisse d'une nouvelle manière de taxer, d'approbation des régimes de retraite, de taxe d'affaires ou encore d'un renouvellement anticipé d'un emprunt, les modifications aux lois actuelles ont toutes des incidences financières. C'est la raison pour laquelle nous les avons regroupées dans ce projet de loi.

Parlons tout d'abord de taxes ou de compensations différentes. Dans le cadre du pouvoir accordé aux municipalités de tarifier les utilisateurs de certains services, il importe de lever l'incertitude juridique et de permettre à une municipalité d'imposer des taxes de services ou des compensations qui varieront en fonction des catégories d'usagers. Cette distinction entre les catégories d'usagers est actuellement permise en matière de déchets. Nous comptons, avec ce projet de loi, étendre cette distinction aux autres services, qu'il s'agisse d'eau, d'égout, d'éclairage ou de vidange périodique de fosses septiques. De plus, une disposition législative spécifique vient déclarer valides les règlements municipaux qui auraient été adoptés suivant la formule des catégories d'usagers, puisqu'il semble que certaines municipalités avaient déjà procédé de cette façon depuis déjà plusieurs années. La Loi sur les cités et villes et le Code municipal seront donc modifiés en conséquence.

Parlons, maintenant, si vous voulez, Mme la Présidente, de permis d'affaires. Dans l'état actuel du droit, une municipalité régie par le Code municipal du Québec peut, jusqu'au 1er janvier 1988, continuer à

imposer une taxe d'affaires sous forme de permis, plutôt que d'en imposer une sur la base d'un rôle de valeur locative. Ce privilège est maintenu dans l'attente d'une solution au problème des coûts de confection du rôle de valeur locative, lesquels coûts, il nous faut en convenir, sont disproportionnés par rapport aux revenus perçus de cette taxe par les municipalités rurales.

En ce qui concerne l'approbation des régimes de retraite, il est prévu à la Loi sur les cités et villes, au Code municipal ainsi qu'à la charte de la ville de Québec que la Commission municipale du Québec doit approuver un règlement municipal dont l'objet est d'établir, de modifier ou d'abroger un fonds de retraite. Jusqu'à présent, l'approbation accordée par la Commission municipale du Québec s'est limitée au strict caractère légal du règlement. L'étude du dossier par la Commission municipale du Québec n'a jamais porté sur la mécanique des dispositions financières comprises dans les régimes de retraite, par exemple, sur la capacité de la municipalité d'assumer la dette du régime. La Commission municipale du Québec n'a pas l'expertise actuarielle pour mener à terme ces études. En conséquence, nous supprimons tout simplement cette étape et allégeons d'autant le cheminement d'un tel dossier.

(11 h 50)

Parlons maintenant du renouvellement anticipé d'un emprunt par une municipalité. Lorsqu'une municipalité fait un emprunt par émissions successives de titres auprès d'un marché de capitaux étrangers, il est de plus en plus fréquent que les financiers exigent que la municipalité s'engage à remettre, avant l'échéance de chaque émission, les fonds nécessaires au service de cet emprunt. Or, l'incertitude règne quant à la légalité de cette exigence des institutions financières. Nous modifions donc la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires afin de confirmer le pouvoir d'une municipalité, de procéder à un renouvellement anticipé d'emprunt lorsqu'elle doit pourvoir avant échéance au paiement d'obligations, de billets ou d'autres titres autorisés par un règlement d'emprunt.

D'autre part, les affaires de la Société de développement de la Baie James, dont l'un des objets est d'administrer la municipalité de la Baie-James, sont administrées par un conseil d'administration de cinq membres. L'an dernier, le gouvernement a décidé de ne plus rémunérer les membres des conseils d'administration d'organismes gouvernementaux qui ne sont pas à temps plein. Les membres de la Société de développement de la Baie James font partie de cette catégorie. Compte tenu du manque à gagner, la Loi sur le développement de la Baie James est modifiée afin qu'à l'avenir les membres du conseil,

sauf exception, ne soient plus rémunérés mais simplement remboursés des frais de déplacement et des autres dépenses engagées pour assister à ces réunions.

Le financement municipal des villages nordiques du Québec se fait actuellement par voie de subventions gouvernementales. Les municipalités de cette région dépendent donc largement des gouvernements centraux pour leur financement. Le gouvernement du Québec a fait le choix récemment d'instaurer un nouveau système de financement basé sur la taxation et entraînant du même coup la participation financière de la population locale. La Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik est donc modifiée de façon à permettre à une telle corporation d'imposer une taxe ou une compensation en matière de déchets, de distribution d'eau, d'éclairage, d'eaux usées et de tout autre service municipal. Cette taxe ou compensation peut être exigée du propriétaire et du locataire ou de l'occupant d'un immeuble suivant une proportion déterminée par règlement. Cette proportion peut varier selon les catégories d'immeubles établies par règlement. Une autre disposition identifie les immeubles qui bénéficient d'une exemption de la taxe foncière municipale. Ces immeubles sont du type de ceux mentionnés à l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Parlons maintenant de la taxation des hippodromes. L'article 65, de la Loi sur les licences, exempte de toute taxe, impôt ou droit de la part d'une municipalité l'exploitation d'un hippodrome ou la tenue d'une réunion de courses. Cette disposition risque d'interférer avec l'article 232 de la Loi sur la fiscalité municipale qui décrète l'assujettissement de pareilles activités à la taxe d'affaires. Afin de garantir la légalité des prélèvements faits par les municipalités à l'endroit des hippodromes il y a lieu de modifier la loi et d'affirmer la primauté de la Loi sur la fiscalité municipale sur la Loi sur les licences. Cette règle sera rétroactive au 1er janvier 1980 sous réserve des causes qui sont déjà pendantes à cette date ou des droits qui peuvent découler de jugements déjà rendus.

Parlons, si vous voulez maintenant, Mme la Présidente, du très important sujet de la taxe d'affaires. Ce sera là notre dernier propos. Nous avons élargi la portée de la taxe d'affaires à l'égard des organismes à but non lucratif. L'assujettissement des organismes à but non lucratif à la taxe d'affaires fait problème depuis la réforme fiscale de 1980. Dans le cadre actuel de la loi, il existe une inéquité injustifiée selon qu'un organisme à but non lucratif est propriétaire ou locataire du local qu'il occupe dans le cadre de ses activités. Ainsi, les organismes à but non lucratif qui sont propriétaires de leur immeuble peuvent,

sur décision de la Commission municipale du Québec, être exemptés de la taxe foncière. S'ils obtiennent l'exemption de la taxe foncière, ils sont, ipso facto, par l'effet de la loi, exemptés de la taxe d'affaires, alors que les mêmes organismes, s'ils ne sont pas propriétaires de leurs immeubles, ne peuvent être exemptés de la taxe foncière et, de ce fait, ne satisfont pas à la condition préalable nécessaire à l'exemption de la taxe d'affaires.

En d'autres mots, l'exigence d'une exemption de la taxe foncière se pose donc comme une condition préalable à l'exemption de la taxe d'affaires. Nous voulons corriger cette situation et remplacer la formule actuelle qui procède par renvoi, par une formule plus précise qui énumère spécifiquement les activités exemptées de la taxe d'affaires. Ainsi, les paragraphes 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 9^e, 10^e et 11^e du nouvel article 236 constituent en quelque sorte une refonte de l'article actuel. Le seul changement qu'il importe de noter, c'est l'exception désormais reconnue en faveur du titulaire d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial.

Les paragraphes 5^e, 6^e, 7^e et 8^e que propose le présent projet de loi constituent le corps principal des modifications introduites en matière d'exemption de la taxe d'affaires. Ces exemptions ne sont pas automatiques. Contrairement aux précédentes, elles doivent faire l'objet d'une reconnaissance par la Commission municipale du Québec.

Le paragraphe 5^e, quant à lui, rompt le lien jusqu'ici nécessaire entre l'exemption de la taxe foncière et celle de la taxe d'affaires. Les organismes à but non lucratif qui exercent principalement des activités à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables, sociales ou de protection des animaux dans un immeuble à l'usage du public sont, par cette disposition, exemptés de la taxe d'affaires.

Les activités administratives rattachées aux activités précédemment énumérées sont aussi exemptées, et ce, même si elles s'exercent dans un immeuble distinct. L'exemption de la taxe d'affaires s'applique aussi aux organismes poursuivant des activités administratives à caractère social, telle la défense des intérêts ou des droits d'un groupe de personnes formé en raison de la langue, de l'origine ethnique ou nationale, de l'âge ou d'un handicap, ou d'un groupe luttant contre une forme de discrimination illégale ou visant à venir en aide à des personnes socialement ou économiquement défavorisées.

Notons en dernier lieu que l'actuelle exemption de la taxe d'affaires dont peut se prévaloir un organisme de charité enregistré aux fins de la Loi sur les impôts en raison de ses activités est reconduite.

Voilà donc, Mme la Présidente, l'explication sommaire des dispositions contenues dans ce projet de loi. La nécessité de fournir au monde municipal ces nouveaux outils de gestion est indéniable et, pour certaines d'entre elles, impérative. Que l'on pense seulement aux dispositions qui assureront aux organismes charitables et communautaires un traitement fiscal privilégié. À ce chapitre, je tiens à souligner la généreuse vision du monde municipal à l'endroit de ces organismes. La volonté des municipalités de soutenir tous ceux qui oeuvrent à l'amélioration de la qualité de vie est tout à leur honneur. Je suis convaincu que tous les membres de cette Assemblée partagent nos objectifs et j'ose croire que cette nouvelle loi sera accueillie favorablement. Je vous invite donc tous à souscrire au présent projet de loi. Merci, Mme la Présidente.

(12 heures)

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Affaires municipales. M. le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: Merci, Mme la Présidente. Un an s'est écoulé, environ, depuis l'adoption d'un dernier projet de loi qui avait pour effet de toucher la taxe d'affaires. Ce projet de loi qu'on a devant nous est justement pour corriger une décision qui, à mes yeux, était extrêmement légère, une décision du ministre des Affaires municipales qui nous avait informés, lors de l'adoption du projet de loi, l'an dernier, que cela ne causerait pas de problèmes. À ce sujet, à la suite des explications du ministre, l'Opposition avait concouru à l'adoption de la nouvelle formule d'imposition des taxes d'affaires. On a vécu depuis ce temps un certain nombre de problèmes. On a assisté à un certain nombre de réactions de plusieurs organismes indiquant que l'article que nous avons adopté causait problème, et, effectivement, j'aurai l'occasion d'en parler un peu plus longuement dans mon exposé.

Ce matin, on est devant un nouveau projet de loi qui ressemble étrangement à un projet de loi omnibus. Il faut se rappeler qu'on a dit à maintes et maintes reprises, et on l'a fait affirmer à maintes reprises par le leader du gouvernement, qu'à l'avenir, c'était fini, il n'y aurait plus de lois omnibus, qu'on avait changé la façon de légiférer. Cela voulait dire que chaque fois qu'on avait un projet de loi, on devait faire ou présenter des amendements par une loi spécifique, ce qui a eu pour effet d'amener devant les législateurs beaucoup de lois, pas beaucoup de contenu, pas beaucoup d'articles, mais ce qui a fait qu'on légiférait autrement. Aujourd'hui, on se rend compte qu'avec le temps on est retombé dans ce qu'on

reprochait aux autres. Il faudrait faire attention, lorsqu'on veut changer des éléments, d'être bien sûr que ce sont des politiques de fond et non pas des politiques pour jeter de la poudre aux yeux ou pour expliquer aux gens que, nous, on n'est pas comme les autres, d'une façon temporaire, très temporaire, puisque, aujourd'hui, le projet de loi 16 touche huit lois différentes. Donc, un projet de loi omnibus qui a essentiellement pour effet de toucher l'article sur la taxe d'affaires qui fait problème, un projet de loi qui avait été changé l'an dernier, qui n'était pas censé causer de problèmes, mais qui en réalité en a causé. Pourquoi? C'est là qu'il faut s'interroger. Est-ce que le ministre a bien fait ses devoirs l'an dernier lorsqu'il a proposé à l'Assemblée nationale d'améliorer un projet de loi pour rendre justice aux municipalités? Il est allé beaucoup trop loin à mes yeux.

On parle donc dans ce projet de loi qu'il n'y aura plus de formule d'approbation par la commission municipale des règlements de fonds de retraite dans les municipalités à cause des projets de loi acceptés précédemment qui permettent de faire presque autant de fonds de retraite qu'il y a d'individus, d'accélérer les procédures qui sont, la plupart du temps, intégrées dans des conventions collectives. Si on n'acceptait pas cet amendement, cela pourrait causer certains problèmes, puisque la convention collective, que je sache, prime presque tout le temps par rapport à ce qui se passe dans nos municipalités.

Un autre problème, parce que, la taxe d'affaires, je vais y revenir beaucoup plus longuement, mais je veux rappeler certains éléments pour montrer comment ce gouvernement qu'on a en face de nous a évolué rapidement. Est-ce qu'il a évolué pour le mieux ou pour le pire? On va laisser aux gens qui nous écoutent le soin d'en juger.

L'an dernier, lors d'une commission parlementaire, la première discussion qui a eu lieu entre le ministre des Affaires municipales et celui qui a présentement la parole concernait la rémunération des bénévoles à des commissions ou des comités mis sur pied par différents ministères ou par le gouvernement. L'argument de poids, c'est que nous, on ne légifère pas de la même façon. Pourquoi ne pas profiter, surtout d'une façon gratuite, de l'expérience des bénévoles, qui ne doivent pas être payés, puisque servir l'État, c'est devenu une obligation, une nécessité. Les gens attendent à la porte pour venir présenter leur candidature pour aider le gouvernement à mieux gérer et à gérer d'une façon plus efficace. Dans ce sens-là, c'est difficile de discuter ou de contester le fait que ces gens-là qui sont devant nous sont des gens de très bonne volonté.

La position que j'avais adoptée ou les

arguments principaux que j'avais énumérés à ce moment-là, c'était que je ne croyais pas qu'il y avait autant de bénévoles qui attendaient aux portes pour offrir leurs services au gouvernement et que cela pouvait susciter un certain intérêt chez les gens intéressés, pas nécessairement des gens intéressants, à venir offrir leurs capacités ou leur compétence au gouvernement du Québec. Cela empêchait aussi, parce que ces gens-là n'étaient pas payés, d'amener des gens de l'extérieur de la capitale ou de Montréal à venir siéger à des comités. Donc cela les "extirpait" à la face même. Cela empêchait aussi, à mes yeux, de mieux en profiter, parce que c'était devenu presque péché d'avoir payé anciennement des gens qui avaient offert leurs services ou qui avaient travaillé à des comités. On avait soulevé un certain nombre d'objections, par exemple que ces bénévoles auraient des intérêts particuliers. Donc, ils voudraient ou ils chercheraient à travers leurs actions à être payés.

Il y avait aussi le problème des personnes salariées qui offraient leurs services et qui pouvaient réclamer certains montants qu'elles perdaient en offrant leurs services. Le problème, c'est qu'il y avait une discrimination envers les gens qui n'avaient pas de salaire, par exemple, la femme au foyer ou certaines personnes, des professionnels, qui, temporairement, pour une raison ou pour une autre, par changement de carrière, ne recevaient pas de salaire. À ce moment-là, leurs services étaient rémunérés gratuitement et vraiment d'une façon extrêmement bénévole.

Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis cette discussion, on s'est rendu compte que la politique a subi des accrocs continus et, en même temps, tout le monde a de la difficulté à se reconnaître. Ce matin, sous la plume de Vincent Cliche, on parle de la rémunération des membres externes des organismes gouvernementaux qui est devenue une politique de deux poids deux mesures, pour ne pas dire autant de poids autant de mesures qu'il y a de politiques dans les différents ministères. Où sont allés les principes de ces gens qui nous ont convaincus, qui voulaient convaincre la population qu'ils allaient légiférer d'une autre façon que ce qui se faisait auparavant? Comme si donner un jeton de présence à celui qui offrait ses services pour travailler pour le gouvernement, qui n'est pas une société Saint-Vincent-de-Paul, entre parenthèses, qui n'était pas aussi mal en point qu'on a bien voulu l'affirmer et l'annoncer avec trompette, tambour et clairon... On aurait pu continuer cette politique qui était beaucoup plus claire où, en fin de compte, tout le monde se reconnaissait.

Actuellement, il faut chercher dans les

arrêtés en conseil quelle est la politique établie pour les jetons de présence. Encore là, double langage, puisqu'il y a certains ministères qui n'ont jamais voulu se conformer à ces directives. Donc, deux poids deux mesures, politique discriminatoire et, en même temps, politique qui enlève la transparence aux actions du gouvernement. Même si on veut prétendre qu'on peut conduire le gouvernement comme un business, ce n'est pas un business privé. C'est un business, qui appartient à l'ensemble de la population, qui appartient à l'ensemble des actionnaires, donc à tous les gens du Québec. On ne peut pas se permettre, par des arrêtés en conseil, de cacher des décisions ou de démontrer que, tantôt, on a des bénévoles ou pas, et si on fait des recherches beaucoup plus grandes, on va se rendre compte qu'il y a des bénévoles qui sont grassement et largement payés. Donc, cette politique est remise en cause.

(12 h 10)

Dans ce projet de loi, on revient effectivement avec la possibilité de payer des bénévoles. Puisqu'on ne veut pas le reconnaître pour l'ensemble, il faudra penser qu'il y a un certain nombre d'organismes qui sont plus ou moins importants, qu'il y a des bénévoles plus ou moins compétents. Il y a aussi des comités de bénévoles qui sont mis sur pied pour retirer les décisions ou pour ne pas prendre de décision.

Donc, quand on parle des bénévoles, c'est fini cette politique-là. Il faudrait arrêter de dire à la population que les gens qui travaillent dans des comités gouvernementaux ne sont pas payés. Ils sont payés selon la volonté du ministre - quand il y a un ministre - ou la volonté gouvernementale. Ça se passe par des décrets et, encore là, j'attire l'attention des gens qui nous regardent sur l'article de Vincent Cliche, dans **Le Soleil** du 11 juin 1987 qui parle justement de ce problème de rémunération.

Revenons à un article qui, à mes yeux, semble important, la taxe d'affaires. C'est évident que lorsqu'on a adopté la loi 16 l'an dernier qui contenait un article qui permettait aux municipalités de prélever des taxes d'affaires, on avait posé la question directement au ministre à savoir: Est-ce que cet amendement pourrait causer des problèmes à certains organismes? Le ministre nous avait répondu que c'était pour se conformer à une action de cour qui faisait problème où les municipalités perdaient de l'argent d'une façon importante. Donc, l'argument de poids du ministre était qu'il ne pouvait pas corriger cette loi, puisqu'il y avait des millions que la ville de Québec et celle de Montréal étaient en train de perdre et qu'ils se devaient de corriger cette loi pour leur permettre de retirer pleine compensation pour les organismes qui sont dans leurs municipalités mais qui doivent

payer des taxes d'affaires.

Ce projet de loi a été adopté et le 4 décembre, on a commencé à avoir des problèmes assez importants. La CSN, l'ordre des infirmières, l'association des chômeurs, Centraide, un certain nombre de groupes à but non lucratif sont devenus obligés, par l'effet de ce projet de loi, de payer des taxes d'affaires aux municipalités de façon rétroactive, jusqu'à deux ans en arrière. Donc, ce sont des montants suffisamment importants et cela a ameuté la population.

Le ministre n'écoute pas toujours la première fois et il n'est pas différent des autres. La première fois, il n'y a jamais de problème. Il dit toujours: Il n'y a pas de problème, on va pouvoir régler ça, on va examiner cela. La ville de Montréal est venue faire des doléances à Québec, elle a fait une conférence de presse pour dire que ça n'avait pas d'allure et qu'elle n'imposerait pas ces taxes aux associations.

Dans un communiqué du temps, le ministre disait à la ville de Montréal: Vous pouvez donner des subventions équivalent au montant de la taxation qu'on vous a imposé. La ville de Montréal n'a pas pris nécessairement la parole du ministre. Elle a refusé et a dit clairement: Nous ne remettrons pas de subvention équivalente au montant de taxe que nous imposons à nos associations.

Je pense que de ce côté-là, le président du comité exécutif de la ville de Montréal, disait, le 17 décembre 1986, qu'il avait pris connaissance des communiqués des Affaires municipales mais aussi, en même temps, qu'il ne ferait pas ce que le ministre leur recommandait de faire. Je pense qu'il avait raison parce que quand on regarde le projet de loi qu'on a devant nous, le ministre est obligé de prendre une disposition de la loi pour dire que les municipalités qui auraient écouté ce que lui avait donné comme recommandation, vont être dédouanées, c'est-à-dire qu'on va leur garantir qu'elles ne seront pas poursuivies.

Quand on est obligé d'écrire dans une loi que les municipalités ne seront pas poursuivies si elles ont suivi la politique de remettre des subventions, cela veut dire tout simplement que ce n'était pas si clair que cela. Cela veut dire que, si des contribuables à ce moment, avaient répliqué, avaient contesté, il y aurait eu de grandes chances que la municipalité ne remette pas des subventions équivalentes au montant de taxes payées.

Ce n'était pas clair. D'une façon, le ministre dit: On adopte une loi, il n'y a pas de problème. Or, on a beaucoup de problèmes. Effectivement, il y en a, puisqu'on est obligé de revenir pour changer cette loi qu'on a adoptée l'an passé. On aura beau dire que le problème existe depuis 1980, mais il existe beaucoup plus fortement qu'avant depuis qu'elle est là, et aujourd'hui

on est obligé de déposer un projet de loi en catastrophe pour protéger et corriger ce qui avait été mal fait. Donc, c'était un problème de taille et on fait une énumération importante de tous les éléments qui font problème ou de la grande partie des éléments qui font problème et qui ont été amenés par l'adoption de l'ancienne loi. Donc, c'est une loi qui va énumérer.

Il faut se rappeler que, dans la taxation ou dans la Loi sur la fiscalité municipale, il n'y a pas que cela qui fasse problème. Mais comme cela touchait beaucoup d'organismes, on se dépêche de corriger. Ce n'est pas une première fois non plus. Le ministre est égal à lui-même de ce côté. Quand il y a un problème qui touche des individus, il se dépêche et il oublie peut-être les principaux problèmes. Je pense qu'on peut se rendre compte de ce vers quoi je veux aller. Effectivement, le problème de taxation des organismes à but non lucratif existe. Il faut le corriger. Mais n'oublions pas que, lorsqu'on corrige ce projet de loi, cela veut dire que l'ensemble des contribuables vont payer pour les montants qui ont été éliminés pour d'autres.

Quand on regarde le point de vue de la taxation fiscale des municipalités, le problème est aussi grand. Au point de vue des taxes industrielles, il y a un article, l'article 65.1 de la Loi sur la fiscalité municipale, qui cause problème depuis son adoption, qui a mis les municipalités dans l'embarras et a causé des problèmes majeurs dans beaucoup de cas. Pas seulement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, mais dans la région de Québec, dans la région de l'amiante, dans la région de la Côte-Nord et dans toutes les régions où on a appliqué les principes de la fiscalité municipale. Pourquoi? Parce qu'il y a une loi qui laisse un certain trou, comme la loi qu'on a devant nous et qu'on doit corriger, qui permet à des compagnies de profiter d'une situation, celle de ne pas payer nécessairement et obligatoirement, comme tous les contribuables au Québec, leur quote-part de taxes réclamée par les municipalités, ce qui fait qu'à la longue, les municipalités ont des problèmes, l'argent n'entrant pas et, comme la loi oblige les municipalités à administrer selon... Elles n'ont pas le droit de faire de déficit. Ce n'est pas comme le gouvernement du Québec ou le gouvernement fédéral.

Donc, les municipalités doivent administrer avec les montants qui leur sont dévolus sans faire de déficit. Les compagnies, en ne payant pas leurs taxes, forcent les municipalités à négocier. Cela se fait au vu et au su du ministre des Affaires municipales qui, lui, accepte que les municipalités soient comme des moutons vis-à-vis des compagnies, puisque celui qui a le gros bout du bâton, c'est celui qui paie, ce n'est pas nécessairement celui qui reçoit.

Dans ce cas, c'est clair que la loi a permis, a entériné jusqu'à un certain point la pratique de compagnies qui ont décidé de retenir des montants importants de taxes qui oblige les municipalités à négocier en catastrophe, à rabais pour régler les problèmes de taxation.

Quand on sait, nous, d'autre part, qu'on pourrait corriger par une loi: Aussi facilement qu'on le fait pour les organismes à but non lucratif, on pourrait corriger ces lois en faisant des amendements qui ressemblent drôlement à ce qu'on a devant nous. L'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté, l'ensemble du monde municipal, le rapport Parizeau en viennent tous à la conclusion qu'il y a un problème majeur dans la fiscalité industrielle municipale qui demanderait et qui doit être corrigé. Une façon qu'on a de corriger - et la plupart des intervenants se sont entendus, sont arrivés à certaines conclusions - fait que les remèdes proposés ressemblent jusqu'à un certain point à ce qu'on a devant nous, c'est-à-dire une énumération de certaines bâtisses qui doivent être évaluées ou qui ne doivent pas être évaluées.

(12 h 20)

Ce sont des éléments importants. Ce qui fait problème, c'est: Devrait-on accepter de faire toute cette énumération dans la loi? Je pense qu'aujourd'hui on a justement la preuve que c'est possible et que ça doit être fait si on veut corriger ces problèmes. Il faut comprendre que ce n'est pas la première fois qu'on touche à la Loi sur la fiscalité municipale en corrigeant cette loi, en corrigeant la loi de l'an dernier par ce projet de loi 16 concernant l'évaluation, concernant les organismes à but non lucratif. L'an dernier aussi on avait réglé et c'est ça que le ministre fait dans le fond. Il enlève toute la pression possible de l'ensemble des intervenants pour laisser les autres se régler, ou s'arbitrer entre eux et laisser tout le monde un peu sans réponse à des problèmes cruciaux, mais qui touchent moins l'ensemble du Québec.

On reconnaît facilement la sémantique ou la dynamique qui a été insufflée dans ce projet de loi. L'an dernier, on avait aussi - lors de l'adoption du projet de loi qu'on doit corriger aujourd'hui - enlevé ou corrigé une disposition de la loi qui faisait que dans certains domaines, surtout dans le domaine de l'hôtellerie, les évaluateurs pouvaient taxer jusqu'à la vaisselle et la literie des hôtels. Cela avait soulevé un tollé. Bien sûr, ça semblait absurde, mais une municipalité avait appliqué cette règle et là ça faisait un problème tellement gros qu'il a fallu apporter, encore en catastrophe, un complément ou un projet ou une correction à ce projet de loi concernant cette évaluation.

Cette façon d'évaluer les hôtels, cela a été fait, ce qui a enlevé encore de la

pression. Il reste quoi comme problème du point de vue de l'évaluation actuellement pour les municipalités? Il resterait quoi après ce projet de loi? À mes yeux, le problème important - parce que c'est le tiers de l'évaluation au Québec, 35 000 000 \$ qui sont touchés par l'évaluation industrielle - ce serait de corriger l'article 65.1 de la Loi sur la fiscalité municipale ce qui permettrait à l'ensemble des municipalités du Québec de se reconnaître dans un système de taxation applicable à l'ensemble des citoyens, des intervenants. On adopte une loi qui est approuvée par l'Assemblée nationale et qui est laissée au bon vouloir de la négociation. On ne voit pas cela souvent. On est en train de créer du droit nouveau. Les lois ne sont pas faites pour être observées, elles sont faites pour être négociées. Je ne comprends pas et je n'accepte pas cette attitude attentiste du ministre des Affaires municipales qui peut laisser aller les choses de cette façon, qui a besoin dans ce ministère de décisions qui sont de nature à améliorer les relations entre différents intervenants. C'est important que cette loi qu'on a devant nous, qui parle de taxation des organismes, soit corrigée, puisqu'il y avait des problèmes un peu partout.

Je pense que les municipalités n'ont pas intérêt à écraser des organismes comme Centraide, ou la Croix Rouge, leur faire payer des taxes, ce qui n'avait jamais eu lieu auparavant, pour les faire contribuer à la vie de la communauté, puisque déjà ces gens distribuent des montants d'argent dans un but humanitaire ou dans un but culturel, scientifique ou autres. Ce projet de loi va corriger la loi que nous avions malheureusement approuvée l'an dernier sur l'indication du ministre des Affaires municipales. Il nous avait informés, à ce moment, que ça ne causerait pas problème. Il va falloir toujours se méfier à l'avenir de l'attitude ou des informations que le ministre va nous donner quand on va étudier des projets de loi.

C'est évident que même avec tous les experts qui l'entourent, tous les groupes importants qui le conseillent, on a l'impression que souvent et régulièrement on ne met pas tout l'effort voulu pour aller chercher le maximum de renseignements. Ce qui fait qu'on est induit en erreur, jusqu'à un certain point, puisqu'on a concouru à l'adoption d'une loi qui fait que ce matin on est obligé de corriger ce qu'on a fait l'an dernier. Il ne faudrait pas que cela arrive trop souvent, parce que, à ce moment-là, on va juste légiférer. Il vaut mieux dire qu'on va légiférer moins et mieux. À ce moment-ci, je ne sais pas ce qu'on fait de moins et ce qu'on fait de mieux, on fait juste corriger ce qu'on a mal fait, surtout quand c'est pour corriger une action qui, selon les dires du ministre, n'était pas claire depuis 1980.

Voyez-vous la légèreté de la décision

de l'an dernier. On a un problème devant nous qui durait et perdurait depuis cinq ou six ans. En le corrigeant, on refait une autre erreur. Il me semble que c'est élémentaire. Quand on a une situation qui fait problème et qu'on veut la corriger, on doit le faire avec célérité, bien sûr, mais avec le moins de chance possible de retomber dans les erreurs qu'on veut corriger. Malheureusement, ce n'est pas ce qui est arrivé dans ce projet de loi. Pour nous, là comme ailleurs, il faudra toujours s'interroger sur le sérieux que le ministre va apporter dans des projets de loi. Je ne pense pas qu'on devrait accepter, comme lettre à la poste, tout ce qui nous est dit, en commission parlementaire, par le ministre des Affaires municipales. Pour nous, le projet de loi 16, qui est devant nous, vise principalement à corriger des erreurs qui ont été faites par un projet de loi proposé l'an dernier par ce même ministre qui nous a amenés à prendre une mauvaise décision, puisqu'on est obligé de corriger ce qui a causé des problèmes pendant un an et qui a obligé un certain nombre d'intervenants...

C'est une interrogation que je me pose à ce moment-ci: Est-ce que ce projet de loi ne sera pas amendé d'une façon très forte lors de l'étude? C'est un point sur lequel je m'interroge sérieusement, puisqu'on a senti, depuis un an, certaines pressions venant de l'extérieur. Il y a beaucoup de groupes qui contestent, même si ce sont des groupes qui, pense-t-on, doivent payer des taxes, des taxes d'affaires, même ces groupes-là... Il y a beaucoup de groupes qui ont fait des pressions dans le sens qu'ils ne devraient pas payer de taxes. On verra sûrement, lors de l'étude du projet de loi, quels seront les amendements, parce que je serais surpris qu'il n'y en ait pas quelques-uns et même plusieurs, qui pourraient être apportés.

Le ministre ne m'a pas informé, il ne nous a pas dit qu'il y aurait des amendements. Encore là, il faut se tenir sur nos gardes. C'est arrivé dans le passé que souvent des projets de loi ont été déposés. Souvent ou non, mais régulièrement, les projets de loi qui nous ont été proposés ont subi, dans le cours de l'étude en commission parlementaire, des changements importants.

On doute actuellement, devant la pression de certains intervenants du Conseil du patronat, que ce projet de loi ne subisse certaines pressions, certaines interventions qui feront que le projet de loi, qui nous a été déposé, pourrait subir certains amendements importants. On dit, à l'avance, qu'on sera à l'écoute, mais surtout très prudents et très critiques par rapport aux amendements qui seront probablement apportés, parce qu'on sait que ce n'est pas nécessairement le ministre qui décide là-dedans, on sait que cela peut venir d'ailleurs, cela peut leur être poussé d'ailleurs.

Donc, ce projet de loi, on va l'étudier. Mais, admettons, en conclusion, qu'il est déjà un accroc très grand parce que ce gouvernement nous disait que, les lois omnibus, c'était fini. C'est un projet de loi omnibus puisqu'il touche à huit lois. Donc, un recul très fort, très important sur les affirmations qu'on a faites, à savoir qu'on allait changer la façon de légiférer, qu'on légiférerait moins et mieux. Au cours de l'étude de chaque projet de loi, on le dit et on le répète, on revient à ce qu'on faisait parce que c'était peut-être la seule façon logique de le faire, remarquez bien. Mais, quand on fait son lit et on dit des choses, je pense qu'on a, comme Opposition, le devoir de dénoncer ou de montrer à la face du monde qu'on ne respecte pas nécessairement la parole donnée, les actions qu'on a posées. (12 h 30)

Le deuxième point, même si le ministre des Affaires municipales avait affirmé que tout était correct, moi, j'avertis les municipalités et ceux qui nous écoutent qu'avant de prendre la parole du ministre ils devraient peut-être aller consulter leurs conseillers juridiques. C'est aussi une particularité du gouvernement de faire régler par la Cour suprême à peu près tous les problèmes. Il faudrait dire à ceux qui nous écoutent: Allez un peu plus loin dans vos recherches, cela sera plus chanceux et probablement qu'il ne sera pas toujours nécessaire de revenir pour voter des lois particulières pour corriger les erreurs ou les suggestions que vous aura faites ce ministre des Affaires municipales. Dans ce projet de loi encore, c'est un problème d'importance, on a affirmé par communiqué et on a dit à toutes les municipalités: Vous pouvez le faire, il n'y a pas de problème. Si c'est vrai, pourquoi dans ce projet de loi est-on obligé de protéger ce que le ministre a dit? Cela veut dire une chose, cela veut dire clairement que ce n'était pas aussi vrai qu'il voulait bien le prétendre. C'était de la poudre aux yeux. S'il y avait des gens à ce moment qui s'étaient opposés il y a de grandes chances que les municipalités se seraient retrouvées avec des poursuites.

Un troisième point, Mme la Présidente. Le même gouvernement et surtout le même ministre avec lequel j'avais eu une conversation excessivement intéressante mais qui tous les jours renie ses engagements et, depuis un an, modifie toutes les règles du jeu... Les comités de bénévoles, cela n'existe plus. Il y a les bénévoles dans des comités qui n'ont probablement aucune importance, mais dès qu'un comité a quelque importance, parlons de l'enseignement, de l'environnement, et tous ces comités où on a renié ce qu'on a dit. Ce sont des comités payés. Ceux qui n'étaient pas payés regardons quand on a commencé à passer des décrets un peu partout. Il y a deux

poids, deux mesures pour tout le monde. Même une vache y perdrait son veau. Tout le monde ne comprend pas et ne peut pas comprendre de quelle façon on peut procéder pour tantôt payer les uns et tantôt ne pas les payer.

Qu'on dise à l'ensemble de la population: On a fait une erreur quand on a dit qu'on ne paierait pas les bénévoles. Il n'y a pas des bénévoles de deuxième classe, de troisième classe, de quatrième classe ou de cinquième classe. Il y a un gouvernement en place, ce n'est pas une société de bienfaisance. On veut profiter des capacités et des connaissances des gens et on est capable de donner un jeton de présence, qui, jusqu'à maintenant n'a pas tué qui que ce soit. Les 5 000 000 \$ que cela coûtait auparavant, ce n'est pas scandaleux. C'est certainement un avantage, c'est clair. Tout le monde est traité sur le même pied. Les gens qui veulent offrir leurs compétences, on n'est pas obligé de les récompenser différemment. C'est cela les règles du jeu. Autant la personne au foyer que la personne qui a un travail à l'extérieur doivent être rémunérées de la même façon. Donc, cela rendrait les choses claires et cela empêcherait des discussions où l'on fait accroire aux gens, où l'on essaie de démontrer aux gens qu'on est différent, comme si le monde avait commencé à tourner le 2 décembre 1985.

Ce n'est pas possible d'avoir autant de naïveté ou de vouloir autant organiser le monde que ce qu'on a dit le 2 décembre. Les gens font finir par le comprendre. On vous le dit. C'est clair que le gouvernement a en main actuellement les germes de sa déchéance comme de sa défaite. C'est évident que cela va se faire. Ce matin, on voit justement des éléments qui font qu'on a mêlé les gens et qu'on a essayé de les mêler. On avait dit au point de vue de l'administration: Cela va coûter... Les finances, c'est fini. Il n'y a plus rien à faire. "On est sur la bombe", le gouvernement est en faillite. Cela n'a pas pris de temps, cela a changé de discours. Cela a changé encore cette année et cela va continuer comme cela. C'est cela le message qu'on doit donner à la population et que je dois donner aussi sur ce projet de loi.

Méfiez-vous donc des gens qui semblent être des vendeurs ou des diseurs de bonne aventure, des gens qui vont essayer de vous dire qu'eux, ils arrangent tout cela, qu'on n'a qu'à faire des petits papiers et que cela va s'arranger. Quand on sait où cela mène ces petits papiers, cela mène à la cour et assez souvent on fait condamner des gens avec cela. Soyons donc prudents, apprenons donc à regarder ce qui se passe et à être critiques. Essayons donc de présenter des bonnes lois.

Bien sûr que nous allons concourir à l'adoption de ce projet de loi, puisqu'il est

bon en soi, il corrige une erreur que le gouvernement actuel nous a fait faire l'an passé et tous les problèmes qui ont été causés aux municipalités dans l'ensemble du Québec. Heureusement, il y a des municipalités qui ont dit: Nous, on n'est pas prêts à prendre les paroles de l'un ou de l'autre, même si on a beaucoup de respect pour le ministre des Affaires municipales. Si on doit prendre une décision, on va aller un peu plus loin. Le plus loin, c'est que le ministre a reculé sur tous les fronts, il a accepté de reconnaître qu'il a fait une erreur au moment de l'adoption de la loi l'an dernier, puisqu'il la corrige par une autre. Il reconnaît, par ce projet de loi, que toute la discussion sur les bénévoles ne pouvait pas se tenir et, en même temps, il reconnaît que même quand il dit quelque chose... Ce n'est pas la première fois que cela arrive, c'est arrivé pour l'évaluation, c'est arrivé encore cet été à Montréal quand il a dit que pour l'évaluation, il n'y avait pas de problème, mais une semaine après, il a mis sur pied des comités pour étudier les problèmes.

On n'a pas fini de voir des reculs de la part du ministre. Les municipalités continueront d'être inquiètes parce qu'il y a juste le ministre qui pense correct. Je vais lui rappeler ce que je lui ai déjà dit à certains endroits: Il faudrait qu'il commence à être à l'écoute. Surtout quand on veut corriger une erreur, on doit mettre toutes les chances de son côté; on ne consulte jamais assez quand on veut corriger une situation. L'an passé, quand on a corrigé une situation, on l'a fait très légèrement puisque, aujourd'hui, on est devant un projet de loi qui nous permet de constater quelques reculs. C'est là qu'on voit que le monde municipal admet de plus en plus qu'il n'est pas nécessairement toujours bien défendu dans ses dossiers.

En conclusion, Mme la Présidente, ce projet de loi corrige une mauvaise situation créée par de mauvaises décisions, et l'Opposition concourra à son adoption, parce qu'on ne peut laisser les municipalités dans l'incertitude. En ce qui concerne le paiement des jetons de présence aux bénévoles, on a dénoncé l'attitude du gouvernement au moment où la discussion a eu lieu, et le temps nous donne raison là comme ailleurs. Quant à la rétroactivité, c'est évident que si des municipalités ont agi de bonne foi sur l'indication du ministre, cela mérite qu'on puisse les absoudre ou leur donner toutes les chances. Elles vont apprendre à connaître le ministre avec le temps et on aura de moins en moins à accepter des articles de loi réparateurs concernant certaines indications qui leur seront données.

Merci, Mme la Présidente, on est prêts à voter.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député

de Jonquière. Mme la députée de Dorion.

Mme Trépanier: Mme la Présidente, selon l'entente intervenue entre les leaders, je demande l'ajournement du débat sur le projet de loi 16.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement pour l'ajournement du débat concernant...

Une voix: Oui, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Consentement. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Mme la Présidente, je voudrais que vous appeliez maintenant l'article 17 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 43

Adoption du principe

La Vice-Présidente: A l'article 17 de notre feuillet, le ministre des Affaires municipales propose l'adoption du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. M. le ministre des Affaires municipales.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Merci, Mme la Présidente. Nous abordons maintenant l'adoption de principe du projet de loi 43 qui s'intitule Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme doit aujourd'hui encore être modifiée afin d'intégrer des techniques modernes d'urbanisme visant à rendre l'exercice de la gestion du territoire plus vivant et mieux adapté à la réalité.

Certaines de ces techniques ont déjà été ajoutées au gabarit de cette loi. Rappelons entre autres les dispositions relatives aux dérogations mineures. Aujourd'hui, le projet de loi présenté introduit dans la loi générale la notion de plan d'aménagement d'ensemble. Quoique cette notion soit encore inconnue dans la législation québécoise, elle s'inspire des techniques d'urbanisme utilisées dans les provinces ou les pays les plus innovateurs en cette matière.

Brièvement, le concept du plan d'aménagement d'ensemble trouve son application dans les parties du territoire municipal vouées à un changement de vocation dans un avenir plus ou moins rapproché. Pensons par exemple aux zones périphériques d'expansion urbaine ou encore aux zones industrielles vétustes, aux centres-villes qui ne répondent plus aux besoins des entreprises modernes.

(12 h 40)

Il peut être difficile pour la municipalité de déterminer à l'avance pour ces zones la localisation exacte des différentes utilisations du sol, les normes d'implication ainsi que les autres dispositions réglementaires. Face à l'obligation de prévoir dans le plan d'urbanisme les affectations du sol pour la totalité du territoire municipal, certaines municipalités tentent de réaliser une planification détaillée pour ces secteurs.

Or, cette planification peut se révéler inadéquate lorsque la mise en valeur des secteurs concernés ne se réalise qu'après plusieurs années. Ainsi, les dimensions créatives et évolutives d'un projet de développement peuvent être réduites considérablement par une planification municipale trop détaillée et surtout trop hâtive. C'est pour cette raison qu'une révision de la planification initiale peut alors s'imposer avec l'obligation de modifier à nouveau le plan et les règlements d'urbanisme. Actuellement, certaines municipalités ont choisi pour pallier ces inconvénients d'introduire des techniques plus souples de contrôle telles le zonage dit RX et le zonage différé. Toutefois, le recours à ces techniques par plusieurs municipalités du Québec ne repose sur aucun pouvoir habilitant clair et ce n'est qu'à partir de la jurisprudence que les municipalités peuvent cerner les possibilités et aussi les limites de ce pouvoir.

Le présent projet de loi vise, notamment la législation du recours au zonage différé ou RX et la définition d'un cadre approprié pour sa mise en application. Ainsi, l'introduction de nouvelles dispositions dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permettront aux municipalités, dans les zones où le plan d'aménagement d'ensemble est requis, d'identifier de façon générale la nature et les caractéristiques souhaitées pour le développement de ces zones sans pour autant se voir dans l'obligation d'entreprendre immédiatement une planification détaillée des affectations du sol, du réseau routier, des infrastructures, etc.

Cette planification et la modification des règlements d'urbanisme qui la traduira ne viendront qu'au moment où les propriétaires de la zone souhaiteront mettre en valeur leur propriété. Ces derniers devront alors préparer un plan d'aménagement d'ensemble pour toute la zone et faire approuver ce plan par la municipalité. Ensuite, il sera intégré aux règlements d'urbanisme afin de consacrer le changement de vocation. Cette approche comporte plusieurs avantages. En voici quelques-uns: elle permet d'identifier clairement les secteurs prioritaires de développement; elle assure une planification adéquate dans ces secteurs, mais seulement lorsque leur mise en valeur est imminente. Elle permet enfin à la municipalité de fixer les paramètres généraux de développement

avant de recevoir des propositions de modification des règlements de la part des propriétaires. Enfin, rappelons que la production d'un plan d'aménagement d'ensemble constitue une condition préalable à la modification des règlements d'urbanisme dans la zone concernée. Les règles relatives à une telle modification, dont la consultation et l'approbation par les citoyens, ne sont aucunement changées par le recours à cette technique.

Le projet de loi propose, de plus, d'accorder au ministre de l'Environnement certains pouvoirs exceptionnels afin d'assurer une protection cohérente des rives et des cours d'eau sur l'ensemble du territoire du Québec. Le gouvernement, conscient de la nécessité de procéder à un aménagement adéquat de toutes les berges du Québec, s'est donné une politique provinciale dont les maîtres d'oeuvre sont les municipalités qui sont, certes, les intervenants les plus outillés pour assurer une véritable protection des rives et des cours d'eau.

Dans ce contexte, le pouvoir habilitant accordé au ministre de l'Environnement est circonscrit dans un cadre d'intervention extrêmement balisé. Ainsi, le ministre de l'Environnement ne pourra intervenir que lorsque la municipalité ne respectera pas la politique gouvernementale en la matière, véhiculée par le biais des schémas d'aménagement.

Par ailleurs, le ministre pourra se prévaloir de son pouvoir lorsque le milieu physique l'exige en raison de la topographie du sol, du degré de dégradation des rives ou de toute autre particularité physique commandant une intervention particulière du ministre.

En conclusion, je rappelle que les dispositions comprises dans le projet de loi sont des mesures qui, manifestement, contribueront à rendre les règles de l'aménagement du territoire plus souples et surtout plus adaptées. L'urbanisme doit demeurer une forme d'expression où l'originalité et la culture d'une population peuvent constamment s'exprimer. Je crois que le présent projet de loi répond à cette nécessité.

Le texte proposé consacre, de plus, l'importance qu'accorde le gouvernement à la sauvegarde des rives et des cours d'eau tout en reconnaissant le rôle déterminant que les municipalités auront à jouer dans ce domaine. C'est pour toutes ces raisons, Mme la Présidente, que le présent projet de loi doit être adopté avec l'appui, je l'espère, de tous les membres de cette Assemblée. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Affaires municipales.
M. le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 43 qu'on a devant nous est exactement l'aboutissement de ce qu'on prévoyait et de ce qu'on a prévu depuis un certain nombre d'années. D'abord, avec l'avènement de la loi 125, Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il y avait des articles qui assujettissaient l'ensemble des ministères et des ministres à donner leur plan d'aménagement ou leurs intentions de développement dans tout le territoire du Québec. Avec la venue et la mise en place des schémas d'aménagement, on se rend compte de plus en plus qu'il y a des problèmes, puisque tous les ministères, les uns par rapport aux autres, les uns vis-à-vis des autres, se disent les plus importants. Le projet de loi 43 est exactement un aboutissement de ce que je viens d'exprimer. Qu'on regarde ce qui se passe pour la loi 125, tous les ministères étaient impliqués dans l'aménagement. Il n'y en a pas beaucoup qui veulent s'astreindre à demeurer sous le principe de la loi 125 qui donnait au ministre des Affaires municipales la responsabilité de l'aménagement, comme elle donnait le pouvoir politique aux municipalités, aux municipalités régionales de comté, aux municipalités locales d'adopter des règlements et de les faire appliquer.

Qu'est-ce qu'on voit depuis la mise sur pied des schémas d'aménagement, soit depuis un an? Tantôt, c'est le ministère de l'Environnement qui s'attaque aux plans d'aménagement. Tantôt, c'est le ministre de l'Énergie et des Ressources, avec la loi 102 sur les terres publiques, qui s'attaque aux plans d'aménagement. C'est le ministre délégué aux Mines qui s'attaque aussi aux plans d'aménagement. C'est le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, qui, à cause de la faune, veut y toucher. Le ministre délégué aux Forêts touche aussi à certaines parties de l'aménagement. Il y a aussi le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui touche aux municipalités régionales de comté. Si on l'a bien écouté, il était évident qu'il a voulu convaincre ou qu'il essaie de convaincre les municipalités que l'agriculture, c'est très important. Je pense qu'il ne prouve absolument rien, c'est un service inacceptable, puisque la plupart des municipalités ont de grands secteurs ruraux qui les touchent ou qui sont à l'intérieur. Qu'on reconnaisse que l'agriculture, c'est important au Québec - comme dans tous les pays du monde, c'est une industrie qui fait partie de la vie ou du vécu de l'ensemble de la population - je pense qu'on n'y gagne rien. On ne fait qu'admettre des choses que tout le monde a admis. Ça ne prend pas un dictionnaire pour accepter ça.

Le ministre de l'Agriculture fait aussi

pression pour appliquer des morcellements et des parties de la loi et il fait du chantage ou pose des exigences aux municipalités pour appliquer ses méthodes ou ses futurs règlements qu'on ne connaît pas.

Le 30 septembre 1985, il y avait tellement de problèmes entre différents ministères qu'on avait confié au COMPADR, c'est-à-dire le Comité ministériel permanent à l'aménagement et au développement, d'essayer d'arbitrer, de trouver à travers les organismes et les différents ministères une façon de mettre de l'ordre et de procéder dans tout ce qui touche l'aménagement. Le 30 septembre 1985, on n'a pas trouvé de formule miracle. C'est évident que c'était compliqué, mais c'était d'autant plus compliqué qu'on ne connaissait pas encore les effets ou les influences ou qu'on n'avait pas examiné encore ce que les municipalités auraient à déterminer dans leurs schémas d'aménagement.

De plus en plus, on s'est rendu compte que les municipalités ont été un peu plus loin. En donnant du pouvoir, elles en veulent un peu plus et c'est normal... De plus en plus, les municipalités étaient conscientes que l'aménagement du territoire, c'est une responsabilité locale, municipale et aussi une façon de mieux gérer son territoire. Quand on regarde ce que ce comité interministériel a accompli, les résultats qu'on obtient, ce qui se passe sur le terrain actuellement, on voit qu'aucun problème n'est réglé, puisque de plus en plus les ministères, de l'Environnement ou autres, nous disent: Mon ministère est le plus important. Au moment où on pose un geste, c'est évident que c'est le ministère concerné qui est le plus important, mais dans l'ensemble de la vie sociale économique du Québec, s'il y a un intervenant qui les recoupe tous, c'est normalement les municipalités dans lesquelles vit tout ce beau monde.

Donc, en acceptant l'article et surtout ces articles 3 et 4 que je veux toucher du projet de loi 43, il semblerait qu'on est en frais d'enlever ou d'extirper aux municipalités une grande part de responsabilité. (12 h 50)

Le ministre s'appuie régulièrement sur des avis de groupes ou d'organismes pour dire qu'il est correct quand il nous présente un projet de loi. On vient d'en étudier un où il y avait des problèmes. Je pense que tout le monde voyait le problème, tout le monde l'avait vu. C'est pour cela qu'on corrigeait la loi. Mais, dans ce projet-ci, ce n'est pas sûr, ce n'est pas si évident que cela que tout le monde est d'accord sur le projet.

Je veux juste citer certains partis et certains organismes qui s'opposent de façon féroce à l'adoption de ce projet de loi, surtout aux articles 3 et 4. Il y a l'Association des aménagistes régionaux du Québec qui adressait, le 26 mai, au ministre des

Affaires municipales, une lettre dans laquelle ils disaient, et je cite des parties de la lettre: "En ce qui a trait à l'article 3 du projet de loi, je dois vous faire part de mon plus profond désaccord quant à un tel contrôle par le ministère de l'Environnement. Un tel amendement à la loi n'est ni plus ni moins qu'un vote de non-confiance face aux municipalités régionales de comté et aux municipalités."

Ils continuent en disant: "C'est donc dire que ces deux instances ne sont pas suffisamment responsables pour assurer une protection adéquate de leurs rives, compte tenu de la particularité de leur milieu." Ce projet de loi - et là je vais juste citer certaines phrases - c'est aussi remettre en cause l'autonomie municipale. Ce projet de loi nie aussi l'amendement, nie un des principaux objectifs de la loi qui disait que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visait la mise en place d'un vaste processus de concertation et de consultation, tant au niveau local qu'avec l'appareil gouvernemental.

De plus, compte tenu de la conformité entre la disposition de documents complémentaires et la réglementation d'urbanisme, c'est une conformité stricte. Et en même temps on dit: Permettez-nous de vous interroger sur la velléité du ministère de l'Environnement puisqu'en vertu des articles 11, 16 et 27 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ce dernier a eu l'occasion de se prononcer sur les orientations de l'aménagement des schémas d'aménagement et les dispositions des documents complémentaires. L'analyse du contenu de plusieurs lettres transmises aux MRC, aux municipalités régionales de comté, en vertu de l'article 27 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme m'amène à conclure que le ministère de l'Environnement s'est prévalu de cette procédure et d'une façon très large. Cela c'est de l'Association des aménagistes régionaux du Québec.

Il y a aussi, en date du 3 juin, l'Association des urbanistes aménagistes municipaux qui eux aussi font part, dans une lettre très explicite - je ne la lirai pas toute, bien sûr - de leurs velléités ou encore de leurs objections quant à la loi qu'on a devant nous concernant spécifiquement les articles 3 et 4. Encore là, ce qu'elles font ressortir, c'est que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la loi 125, contient en elle-même suffisamment de mécanismes qui permettent au ministre de l'Environnement d'intervenir.

Donc, quand on revient avec une autre loi, on ne fait pas qu'assujettir les municipalités. J'ai l'impression qu'on est en train d'assujettir ou mettre sous tutelle le ministre des Affaires municipales, ce que je déplore. Temporairement, ce serait peut-être une bonne chose, mais dans l'optique de

l'ensemble des choses, dans la responsabilité de ce ministère, il ne faudrait pas que ce soit un ministre en tutelle. Il faudrait que ce soit un ministre qui puisse évoluer dans un cadre normal. Peut-être que, temporairement, on pourrait accepter cela, mais je pense que pour le bien des municipalités, on ne devrait pas, quitte à ce que l'Opposition l'aide le plus possible pour faire le meilleur travail possible.

Donc, on dit: Dans un cas, il y a déjà, dans la loi 125, suffisamment d'articles qui permettent au ministre de l'Environnement d'intervenir. Deuxièmement, sur la qualité de l'environnement, le ministre de l'Environnement peut aussi intervenir pour réglementer sur les rives, le littoral et les plaines inondables et en même temps faire appliquer cela par les municipalités. Il y a deux endroits. Troisièmement, s'il veut appliquer un contenu normatif pour les règlements municipaux et d'urbanisme, il faudrait que cela se fasse par règlement. Quatrième point, que l'Association des urbanistes aménagistes municipaux soulève, c'est qu'elle pense que la disposition introduite par le projet de loi 43 constitue des embûches sérieuses à l'essence même de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et c'est ce qu'elle nous démontre. Elle parle des grands principes directeurs qui voulaient que l'aménagement soit d'abord une responsabilité politique et non uniquement une question technique.

On dit que le citoyen est associé à toutes les étapes de l'aménagement. L'aménagement, c'est aussi une fonction partagée entre trois paliers de décisions: la municipalité, la municipalité régionale de comté et le gouvernement, chacun ayant son domaine de responsabilité. L'aménagement - un autre point - fait appel à la coordination et à la consignation. Ce sont des choix puisqu'on dit que c'est une décision politique, l'aménagement, il faut qu'il y ait des choix et c'est normal que ça reste où ça doit être. On dit que le règlement ou l'article 3 va complètement à l'encontre de ce que je viens de citer précédemment. Chaque article est commenté l'un après l'autre, mais je ne pense pas que l'on aille aussi loin que cela, puisque le temps est très précieux et court. Je veux, en même temps, nommer d'autres intervenants qui, eux aussi, s'opposent farouchement à l'article 3 du projet de loi 43. Je veux juste citer l'Union des municipalités du Québec qui s'oppose directement. La lettre n'est pas tellement longue; je pense que je vais la citer mot à mot. C'est une lettre datée du 8 juin 1987, qui concerne les projets de loi 19 et 43: "Le projet de loi 19 modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement stipule, à son article 2, que le ministère de l'Environnement a la responsabilité de la mise en oeuvre, de la coordination et de l'exécution

de la politique de protection des rives. Par ailleurs, l'article 3 du projet de loi 43 modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme énonce que le ministre de l'Environnement peut demander aux municipalités de modifier leur règlement relatif à la protection des berges et des plaines inondables s'il juge qu'elles ne respectent pas la politique du gouvernement.

"Enfin, toujours au sens du projet de loi 43, le ministre peut exercer des pouvoirs réglementaires au lieu et place de la municipalité si elle refuse d'apporter les modifications. Nous reconnaissons pleinement la responsabilité du ministre de l'Environnement en matière de protection de la qualité de l'environnement, notamment pour élaborer une politique de protection des rives. Toutefois, nous sommes fermement convaincus que la modification proposée outre-passe la responsabilité du ministre et constitue une brèche sérieuse à l'autonomie et à la responsabilité des municipalités en matière d'aménagement et d'urbanisme. (13 heures)

"Les dispositions concernant les projets de loi 19 et 43 créent un précédent qui ne peut être accepté du monde municipal. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme a effectivement tracé le partage des responsabilités entre le gouvernement et les municipalités. Le gouvernement peut, en vertu de cette dernière loi, énoncer les orientations, politiques et projets...

La Vice-Présidente: M. le député...

M. Dufour: Oui, madame.

La Vice-Présidente: Je m'excuse, M. le député de Jonquière, mais vous comprenez que, compte tenu de l'heure, je dois m'enquérir auprès de cette Chambre pour savoir s'il y a consentement pour la poursuite du débat par M. le député de Jonquière.

Une voix: Consentement.

La Vice-Présidente: Consentement? Consentement. Vous pouvez poursuivre, M. le député de Jonquière.

M. Dufour: Merci - je continue, "...qu'il désire voir respectés par les municipalités. La politique de protection des berges s'inscrit dans ces orientations et politiques.

"Par ailleurs, les municipalités ont la responsabilité et l'obligation de procéder à l'aménagement et l'urbanisme de leur territoire en toute conformité avec les orientations et politiques du gouvernement. Dans ce cadre, la responsabilité de la mise en oeuvre et de la coordination de la politique de protection des berges appartient aux municipalités. Nous croyons donc forte-

ment que les dispositions du projet de loi 19 visant la responsabilité de la mise en oeuvre et de la coordination de la politique de protection des berges et des plaines inondables doivent être retirées. Pour les mêmes motifs, les dispositions du projet de loi 43 concernant le pouvoir du ministre de l'Environnement de demander aux municipalités de modifier leur règlement d'urbanisme ou de le faire à leur place doivent aussi être retirées. Enfin, nous tenons à souligner que l'Union des municipalités appuie les démarches entreprises dans le même sens par l'Association des aménagistes régionaux du Québec ainsi que par l'Association des urbanistes et aménagistes municipaux du Québec."

Donc, il y a d'autres intervenants. Il y a l'Union des municipalités régionales de comté qui va aussi dans le même sens que l'Union des municipalités du Québec ou des deux autres intervenants. Je pense que vis-à-vis de ces demandes qui font que les municipalités, étant conscientes de leurs responsabilités, reconnaissent que le ministre des Affaires municipales a déjà ce pouvoir, reconnaissent aussi d'autre part que le ministre de l'Environnement peut intervenir par d'autres méthodes, soit par la loi 125 ou soit par la Loi sur la qualité de l'environnement, ce serait de bon aloi et ce serait juste et raisonnable, devant ces pressions qu'ils ont faites, que le ministre pense de retirer les articles 3 et 4 de son projet de loi et qu'il accepte aussi de le soumettre à la table Québec-municipalités qui aura lieu le 5 et le 6 août pour pouvoir en discuter.

Les intervenants et les différentes interventions que je viens de citer tout à l'heure sont en ce sens et donnent l'impression et sûrement la certitude aux municipalités qu'actuellement elles tombent sous tutelle avec ce projet de loi. De la part du ministre par rapport à ce projet de loi il y a un manque de confiance évident envers les municipalités concernant l'application de la loi. Je pense qu'il serait juste et raisonnable, que les municipalités qui ont eu dans le passé à appliquer des lois et ont eu à intervenir sur le territoire vis-à-vis des pouvoirs qui sont accordés à l'un et à l'autre, qu'une fois pour toutes on finisse par établir une méthode de concertation, une façon où les ministères vont se reconnaître, mais surtout que les municipalités ne se reconnaissent pas parmi ces cinq, six ou dix intervenants différents mais parmi quelques intervenants ou l'intervenant principal qui, à mes yeux, devrait être et doit être le ministre des Affaires municipales.

La loi 125, c'est cela qu'elle a voulu faire et c'est cela qu'elle a voulu établir. Les municipalités sont conscientes de leurs responsabilités. Elles viennent d'accepter,

pour la plupart, ou elles sont sur le point d'accepter leur schéma d'aménagement. On peut rappeler, hors de tout doute, que les municipalités ont accepté certaines responsabilités et cela n'a pas toujours été payé parce qu'on disait: Pas de responsabilités nouvelles sans les montants financiers correspondants... On peut s'interroger sérieusement par rapport à cela. Moi, je veux démontrer et je pourrais continuer sur cette même lancée pendant quelques minutes mais je comprends qu'on veut essayer de... Il faut accepter certaines règles du jeu dans ce Parlement où on doit se contraindre à une certaine discipline. Je veux seulement affirmer d'une façon très forte et je veux insister auprès du ministre et essayer de le convaincre que les intervenants s'opposent à ce projet de loi, surtout aux deux articles que j'ai nommés, les articles 3 et 4. Le ministre aurait tout intérêt à les retirer, à les soumettre à nouveau à la consultation pour s'assurer que le travail qui a été fait par le COMPADR, c'est-à-dire le comité ministériel, pourra continuer à être fait, pour qu'un jour les municipalités aient affaire à un intervenant, qu'il y ait un responsable afin que les municipalités sachent à quoi s'en tenir.

En même temps, il faut toujours être très respectueux de la volonté gouvernementale, mais que chacun dans sa sphère d'activité, que ce soit les municipalités régionales de comté, le gouvernement ou différents ministères, ait un rôle à jouer. Mais ce n'est pas en morcelant les responsabilités de l'un et de l'autre qu'on mettra de l'ordre dans la maison et qu'on fera de meilleures lois. Il s'agit d'accepter que chacun... Cette coordination doit se faire à un niveau qui n'est pas celui des municipalités par rapport au ministère, mais à un niveau un peu plus élevé. Je suis convaincu que les différents intervenants qui s'opposent à ce projet de loi pourraient facilement concourir à améliorer la vie municipale et pourraient aussi améliorer ce projet de loi.

En conclusion, je demande que le ministre se rende à l'évidence que la plupart des intervenants ou des intervenants importants demandent de retirer l'article 3 et l'article 4 de ce projet de loi et l'Opposition se joint à eux pour demander de retirer ces articles. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Jonquière. M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Messier: Je demanderais l'ajournement du débat et la reprise à 15 heures.

La Vice-Présidente: Nous allons donc ajourner le débat concernant le projet de loi 43 et suspendre nos travaux jusqu'à

15 heures, cet après-midi.

(Suspension de la séance à 13 h 6)

(Reprise à 15 h 13)

Le Vice-Président: Veuillez prendre place, s'il vous plaît!

L'Assemblée nationale reprend ses travaux aux affaires du jour.

M. le leader adjoint du gouvernement, pouvez-vous nous indiquer l'article du feuilleton que je dois appeler?

M. Lefebvre: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 5 du feuilleton, s'il vous plaît!

Projet de loi 21

Adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 5 du feuilleton, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux propose l'adoption du principe du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile. En conséquence, je cède la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Nous voilà réunis aujourd'hui pour aborder le discours de deuxième lecture du projet de loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile qui vise à répondre aux difficultés d'interprétation et d'application qui se sont posées en matière d'adoption internationale.

Nous savons tous qu'au cours des derniers mois et même au cours des dernières années, toute la question de l'adoption internationale, à certaines époques, a soulevé un questionnement qui à certains égards était fondé. C'était donc dans la perspective de corriger ces difficultés que nous présentions, au mois d'avril, le projet de loi 21 qui, depuis, a fait l'objet d'une commission parlementaire dans le but d'entendre les principaux intervenants, les principaux intéressés et d'y apporter les correctifs qui permettraient de corriger le mieux possible les difficultés d'application que nos lois présentaient dans le domaine de l'adoption internationale.

Vous me permettrez un bref retour en arrière pour situer toutes les décisions qui ont été prises à l'Assemblée nationale au sujet de l'adoption internationale, que ce soit d'ordre législatif et même, à certains égards,

d'ordre administratif. Depuis 1979, l'Assemblée nationale a été appelée à diverses reprises à légiférer en ce domaine et les modifications ont constitué une étape dans l'objectif que s'était fixé le législateur quant au respect des droits et de l'intérêt de l'enfant. Les amendements les plus importants sont intervenus en 1979 et en 1983. Les amendements de 1979 visaient surtout à contrer les adoptions privées et certaines pratiques abusives en circonscrivant le rôle des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

À l'hiver 1981 s'est produit l'incident des quatre Québécoises emprisonnées pendant quatre jours au Guatemala où elles étaient allées adopter un enfant. Elles ont été acquittées par le tribunal guatémaltèque. Toutefois, afin d'éviter la répétition de telles situations, des modifications en matière d'adoption internationale ayant pour objectif d'établir des règles de conflit de lois ont été apportées en 1983.

Afin de compléter ce court historique, il faut préciser qu'en 1983, le législateur avait prévu une clause d'amnistie générale pour les personnes visées par un jugement d'adoption rendu hors du Québec avant le 21 décembre 1983.

Donc, depuis 1979, l'Assemblée nationale a légiféré pour répondre à cette problématique de l'adoption internationale. Cependant, l'expérience acquise et l'évolution du dossier, surtout ces derniers mois, démontrent que des difficultés d'interprétation et d'application subsistent toujours et posent des problèmes aigus, compte tenu de l'impact sur notre société.

M. le Président, ces difficultés d'interprétation et d'application sont liées à deux éléments principaux. La règle de droit prévue dans le Code civil du Québec quant à la reconnaissance des jugements étrangers en matière d'adoption internationale est le pouvoir discrétionnaire du ministre. En effet, dans le Code civil, le droit québécois exige que le juge s'assure que ce jugement a pour effet, en vertu de la loi du pays étranger où l'on va adopter un enfant, de créer un lien de filiation. Le lien de filiation dont il est question doit s'entendre, si on l'interprète au sens du droit québécois, que l'enfant cesse d'appartenir à sa famille d'origine et que le lien de filiation est rompu avec cette famille. Ce type d'adoption est nommé, dans les législations des pays étrangers, l'adoption plénière.

Certaines législations étrangères, M. le Président, reconnaissent également un autre type d'adoption, l'adoption simple, dont les principales caractéristiques sont les suivantes. Le lien qu'elle crée ne concerne habituellement que l'adopté et l'adoptant et non la famille de ce dernier. Le lien d'origine n'est pas rompu et l'adopté conserve ses droits et obligations relativement à sa famille

d'origine.

Cependant, les sérieuses difficultés d'interprétation qui ont été soulevées quant aux dispositions du Code civil du Québec ont donné lieu à des opinions juridiques et des jugements divergents, certains acceptant l'adoption simple et d'autres exigeant l'adoption plénière. Cette ambiguïté, M. le Président, a placé les adoptants et les intervenants dans une position difficile quant à l'application de la règle de droit. Des problèmes de cohérence dans les décisions administratives ont émergé.

De plus, depuis l'institution du Secrétariat à l'adoption en 1982, dont le mandat a été reconduit en 1984 et 1986, secrétariat créé par une décision administrative du ministre de l'époque, qui était le chef de l'Opposition actuel, le Québec a complété quelque 200 adoptions internationales par année sur 1000 à 1500 dossiers de parents inscrits dans les centres sociaux du Québec et désireux d'adopter des enfants. Ce secrétariat avait été prévu pour une période de deux ans parce que, disait-on, il y avait des problèmes relatifs à l'adoption internationale et que, sans aucun doute, un organisme de la sorte permettrait de régler ces problèmes. Mais la tâche ne fut pas si facile, puisque son mandat était renouvelé en 1984 et que nous-mêmes, en 1986, reconduisons le mandat du secrétariat, bien conscients qu'il existait toujours des problèmes importants relatifs à l'adoption internationale.

La confusion juridique qui a duré durant toutes ces années a donné ouverture à un réseau privé. Certains requérants ou certains parents adoptifs, sous le prétexte qu'ils devaient attendre de trois à cinq ans avant d'accueillir un enfant, connaissant les exigences de la loi et les conséquences de leur décision, ont alors adopté privément dans le pays étranger. Ce dernier, plus souvent qu'autrement, ne reconnaissait que l'adoption simple, laquelle n'était pas reconnue, selon l'interprétation que le ministère de la Justice faisait du Code civil, au Québec.

Remarquez bien, M. le Président, que je suis fort sympathique aux délais que rencontrent les parents adoptifs et qui peuvent aller de trois à cinq ans. Quelqu'un a même mentionné sept ans, en une ou deux occasions. En fait, la règle était, en général, de trois à cinq ans, ce qui a créé énormément de frustrations auxquelles nous pouvons souscrire.

L'adoption, quand elle est internationale, et justement parce qu'elle est internationale, met en cause des systèmes de droit, des organisations de société et des conceptions de la famille qui sont différents d'un pays à l'autre et pose évidemment des problèmes particuliers de réconciliation de ces systèmes de droit différents.

L'expérience de ces dernières années suggère qu'il n'y a pas de solution facile à ces problèmes et que plusieurs États cherchent encore la façon de vivre le plus sereinement possible le phénomène. Il y a environ quinze jours, je lisais, dans une revue française, une entrevue avec la ministre de la Santé et responsable de la politique familiale en France. Une de ses préoccupations les plus importantes est justement la question de l'adoption en général, l'adoption interne en France mais surtout l'adoption internationale, tout en s'efforçant également de réconcilier les intérêts de chacun en tenant compte des exigences au plan international. Ceci pour vous dire, M. le Président, que, quand on veut s'intéresser au problème d'une façon sérieuse et trouver les réponses les plus adéquates, c'est une tâche difficile. C'est pourquoi, de notre côté, une analyse sérieuse et approfondie des solutions a été faite. Les solutions ou les propositions que nous présentons, aujourd'hui, sont le résultat de divers travaux et consultations. D'une part, il importe de mentionner les travaux d'un comité interministériel regroupant les représentants du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, du ministère de la Justice, du ministère des Relations internationales et de mon ministère.

Un représentant des directeurs de la protection de la jeunesse a également participé aux travaux de ce comité. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier mes collègues de leur collaboration dans ce dossier et pour la qualité du travail effectué par ce comité, travail qui a été effectué en préparation de la loi 21. Le comité a dû se remettre à l'oeuvre à la suite de la commission parlementaire pour tenir compte des nombreuses représentations qui avaient été faites et qui, pour nous, représentaient des éléments importants dans la recherche d'une solution adéquate.

D'autre part, pour la première fois, une commission parlementaire a été appelée à se pencher sur l'ensemble du dossier de l'adoption internationale. Cette commission parlementaire a constitué une étape essentielle dans le processus de consultation. L'Opposition nous a fait reproche de ne pas avoir tenu une commission absolument élargie. Je tiens à dire que tous les organismes d'adoption internationale qui ont voulu se faire entendre se sont fait entendre. Toutes les fédérations de parents qui ont voulu se faire entendre se sont fait entendre. Quelques particuliers ont eu également cette occasion et également les principaux groupes touchés par l'adoption internationale, soit le Barreau du Québec, les centres de services sociaux et j'en passe quelques-uns. Si bien que nous croyons avoir obtenu un éventail intéressant et complet des différents points de vue.

Je veux remercier les personnes et organismes qui ont présenté des mémoires. L'étude de ces mémoires et les auditions en commission parlementaire ont permis de constater le sérieux du travail accompli. Le travail en commission parlementaire, en dépit de l'émotivité que revêt souvent, et avec raison, le dossier de l'adoption, s'est fait dans un climat serein et a vraiment permis de mieux cerner les différents aspects de cette problématique.

Certaines autres consultations ad hoc ont aussi été faites avec des intervenants qui sont impliqués directement ou indirectement dans l'adoption internationale. Je veux également les remercier de leur contribution. Enfin, il me faut mentionner l'apport privilégié d'un expert en adoption internationale, M. Didier Operti Badan de l'Uruguay, invité par la commission des affaires sociales. Ce dernier nous a entretenus de la Convention de La Paz et de certaines questions majeures, telle la position des États étrangers relativement à l'adoption internationale et à leurs attentes.

À la suite de ces consultations, un certain consensus semble se dégager sur la nature de certaines modifications à apporter au projet de loi 21 afin de proposer des solutions justes et adéquates. M. le Président, j'ai affirmé lors de la commission parlementaire et je le réitère aujourd'hui, le gouvernement du Québec est favorable à l'adoption internationale et tous les gestes que nous avons posés dans les derniers mois et ceux que nous nous apprêtons à poser d'ici la fin de la session, je pense, témoignent de ce désir que nous avons de tenter de régler le mieux possible cette question afin que l'adoption internationale ne soit plus un cauchemar pour un bon nombre, mais au contraire, devienne une démarche positive et constructive pour les personnes qui voudront s'en prévaloir.

Cette orientation, à titre d'objectif, ne soulève pas de problème. D'ailleurs, on nous a répété et avec raison, à plusieurs reprises, qu'on voulait que le gouvernement exprime cette affirmation de son intérêt pour l'adoption internationale. Cependant, déterminer les moyens de la réaliser apparaît un sérieux défi. L'évolution de ce dossier fait mesurer jusqu'à quel point il est difficile de formuler des règles de portée internationale. L'analyse du droit comparé d'un certain nombre de lois étrangères, qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suisse, des lois des autres provinces et des États américains, nous amène à la conclusion qu'il ne semble pas jusqu'à présent que des solutions vraiment satisfaisantes aient été trouvées et cette analyse révèle une diversité très marquée des critères.

Le projet de loi 21, tel que déposé en première lecture, proposait le critère du consentement de l'État ou d'un représentant autorisé à l'adoption de l'enfant par l'adoptant, l'objectif étant d'assurer le maximum de garanties quant à l'adoptabilité de l'enfant y compris les réseaux parallèles d'adoption et de trafic d'enfants. Il nous est apparu, lors de la commission des affaires sociales, que cette exigence, aussi justifiable soit-elle, pouvait se révéler difficile, voire impossible à remplir, car son application dépend de l'autorité étrangère. Il va de soi que les États se fondent sur le principe d'une confiance réciproque pour l'application des mesures qui relèvent du droit de l'État qui les adopte, et une exigence de cette nature, si elle est édictée par l'État d'origine de l'enfant, nous apparaît le complément souhaitable pour une solution complète.

Il faut remarquer qu'une évolution peut être constatée. De fait, les pays qui peuvent confier un enfant en vue de son adoption réagissent, de plus en plus, aux sorties des enfants, sans contrôle et sans autorisation. Par exemple, on a vu certains pays choisir des solutions extrêmes, tel un moratoire sur la sortie des enfants ou une fermeture du pays à l'adoption internationale. Tel a été, dans les derniers mois, le cas de la Bolivie et d'Haïti, cette dernière étant un pays où nous pouvions adopter un nombre toujours relativement important d'enfants. Plus récemment, on nous disait que le Brésil s'apprête à adopter des mesures semblables pour justement contrer ce qu'il considère être un marché d'enfants dans le domaine de l'adoption internationale.

(15 h 30)

Cependant, les réactions ne prennent pas toujours la forme d'une solution juridique ou administrative formelle. En cette matière, les flottements et les dangers ne pourront être évités que par une volonté de l'État d'origine de l'enfant d'établir des conditions administratives et légales sur la base de sa compétence. De fait, la fraude et le trafic d'enfants, lorsqu'ils y en a, se produisent surtout dans l'État d'origine ou dans le pays d'origine de l'enfant. C'est donc par un contrôle adéquat à ce niveau qu'il faut, en premier lieu, leur faire échec. Le Québec doit intervenir, c'est certain, mais dans son champ de compétence.

Conséquemment, le projet de loi 21 sera modifié pour enlever l'exigence du consentement de l'État. Le choix qui est fait actuellement de ne pas exiger une telle condition, qui serait applicable par l'État étranger, vise à respecter cet État et à reconnaître ce qui relève de sa compétence exclusive. Dans son propre champ de compétence, le Québec pose la condition que l'adoption se fasse par l'entremise du ministre. La majorité des conventions

internationales, sinon leur totalité, précisent que le placement doit être autorisé par des organismes autorisés et compétents. Cette volonté des États s'est manifestée, notamment en mars 1986, dans un texte du projet de convention relative aux droits de l'enfant des Nations unies.

Si vous me permettez, M. le Président, je vous citerai l'article 11 de ce projet de convention: "Les États parties à la présente convention prennent, dans les cas appropriés, des mesures pour faciliter les procédures d'adoption de l'enfant. L'adoption d'un enfant ne doit être autorisée que par les autorités compétentes qui s'assurent, conformément à la loi et aux procédures applicables et sur la base de tous les renseignements fiables relatifs au cas de l'enfant considéré, que l'adoption peut avoir lieu eu égard à la situation de l'enfant vis-à-vis de ses père et mère, parents et tuteurs et qui, le cas échéant, ont donné leur consentement après s'être entourées de tous les avis nécessaires."

Il faut bien comprendre, M. le Président, que ce n'est pas qu'au Québec qu'il y a des exigences vis-à-vis des parents adoptifs. Dans les pays étrangers, et même si souvent leurs législations n'ont peut-être pas évolué au même rythme ou sont différentes des nôtres, il y a aussi des exigences vis-à-vis les parents adoptifs qui viennent de d'autres pays, qu'ils soient du Québec ou d'ailleurs, quant à la qualité de ces parents comme parents adoptifs des enfants que ces pays voudront bien leur confier.

L'article 8 de la convention de La Paz est dans le même sens. Or, si un État étranger n'a pas posé une telle exigence, nous demeurons soumis aux conditions de l'adoption du lieu du domicile de l'enfant.

Dans le même ordre d'idées, M. le Président, les dispositions du Code civil du Québec prévoient que l'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec est soumise aux règles de la loi du domicile de l'enfant quant au consentement à l'adoption et à son adoptabilité. L'application de la loi du domicile de l'enfant semble être un élément de contrôle adéquat et respecte la législation de l'État étranger. Une évidence s'impose donc. Compte tenu des règles de droit international privé et des réalités d'application, la législation de chaque État doit assurer la protection de ses citoyens, notamment celle de ses enfants. C'est cette législation qui doit, entre autres, prévoir les garanties entourant le consentement des parents, à l'abri des pressions de toute nature et dans le respect de l'ordre juridique interne. L'application de la loi du domicile de l'adopté, consacrée par notre Code civil, reconnaît cette responsabilité à l'État étranger. À ce sujet, permettez-moi de vous citer, M. Opertti Badan qui s'est présenté devant la commission des affaires sociales.

Je cite: "Je voudrais également dire que l'analyse du projet de loi 21 permet - c'est un point de vue personnel évidemment - d'observer qu'il est basé à la fois sur la loi de l'adopté et celle de l'adoptant, aspect fondamental du point de vue du droit international privé interaméricain actuel."

En conclusion, M. le Président, la modification au projet de loi 21 visant à retirer l'exigence du consentement de l'État, laisse à la seule compétence de l'État étranger le soin de déterminer les règles qui régissent le consentement à l'adoption et les conditions d'adoptabilité de l'enfant. En d'autres termes, nous nous reposerons sur les dispositions des lois étrangères quant à l'adoptabilité de l'enfant et quant au consentement de l'État à laisser partir cet enfant pour être adopté dans un pays étranger.

Deuxièmement, le projet de loi 21 propose en outre de reconnaître tous les jugements d'adoption étrangers, y compris les jugements d'adoption simple et de leur conférer les effets d'un jugement rendu au Québec. Cette solution est hautement justifiable, puisqu'elle permet l'adoption d'enfants qui pourraient et même devraient, dans leur intérêt, être adoptés et qui ne peuvent l'être, actuellement, compte tenu de la règle de ne reconnaître que le jugement d'adoption plénier.

En termes plus simples, c'est un des points extrêmement difficiles qu'un bon nombre de parents adoptifs ont eu à vivre quant à la reconnaissance par les tribunaux du Québec du projet d'adoption qu'ils avaient fait à l'étranger, si ces enfants venaient de pays où seulement l'adoption simple était reconnue. Désormais, ils pourront venir de pays à adoption simple, c'est-à-dire où les liens ne sont pas complètement rompus avec la mère biologique, mais ces jugements simples reconnus ici seront transformés en jugements d'adoption plénier de telle sorte que ces enfants seront sur le même pied que les autres enfants du Québec, ce qui est une des dispositions de notre Code civil, à savoir qu'il doit y avoir une égalité entre tous les enfants au Québec.

Cette solution, en ne fermant plus aucun pays à l'adoption, devrait normalement augmenter le nombre d'enfants étrangers qui pourraient être adoptés par des Québécois et avoir comme conséquence prévisible de réduire les délais d'attente que subissent actuellement les requérants. Le projet de loi, tel qu'il sera modifié, fait confiance à l'État étranger pour déterminer, selon sa propre loi, si l'enfant doit être adopté ou non. À compter du moment où l'État étranger, par une autorité compétente, se prononce en faveur de l'adoption, une autre question se pose: Quels effets faut-il donner aux jugements étrangers dits d'adoption simple lors de sa reconnaissance au Québec?

M. Chevette: M. le Président, question de règlement, je m'excuse auprès de la ministre. Trente secondes.

Le Vice-Président: D'accord, sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, depuis le début de son exposé, Mme la ministre a annoncé deux amendements que je considère majeurs par rapport au principe de la loi déposée. J'ai prévenu le leader adjoint du gouvernement que j'allais soulever cette question de règlement. Il y a non seulement une coutume, mais quand un projet de loi est déposé, les discours en deuxième lecture ont pour but de se prononcer pour ou contre le principe du projet de loi déposé. Dans un premier temps, on se prononce sur le dépôt de la loi. Sur cela, il n'y a pas de discussion, on en est saisi à l'Assemblée nationale, mais quand on arrive en deuxième lecture, on doit se prononcer sur les principes contenus dans le projet de loi dont on a été saisi.

Mme la ministre, comme c'est son droit, a annoncé deux amendements très profonds, qui changent la nature du principe du projet de loi déposé. Vous reconnaissez maintenant l'adoption simple, alors que, dans le projet de loi qui a été déposé, vous ne reconnaissiez pas l'adoption simple. Dans le premier projet de loi déposé, celui qu'on a devant nous, vous êtes contre le consentement de l'État, et vous arrivez avec une modification. Ce sont deux principes nouveaux par rapport au projet de loi déposé.

Ce n'est pas que je veuille faire un chichi réglementaire, mais je pense que c'est important, à ce stade-ci, de demander à la ministre si elle les dépose avant la fin de son discours en deuxième lecture pour que cela devienne les nouveaux principes débattus, parce qu'à ce moment-ci, je vous avoue très honnêtement que, premièrement, c'est carrément en dehors des coutumes; deuxièmement, en dehors des traditions et inacceptable en vertu des règles du Parlement.

À l'étude article par article en commission parlementaire, on n'a pas le droit de modifier les principes fondamentaux adoptés en deuxième lecture en Chambre. Tout ce qu'on peut faire, c'est de modifier les modalités. Je ne pense pas que ce soient des modalités quand on touche des principes aussi fondamentaux que ceux-là. Pour la bonne marche de nos travaux, si la ministre - je suis prêt à donner mon consentement - veut déposer les nouveaux principes, que ce soit cela qui fasse l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale pour l'adoption du principe et on verra après en commission. Il ne pourra pas y avoir d'argumentation sur le règlement face aux changements ou aux

modifications des principes contenus lors de l'adoption en deuxième lecture. Je pense que c'est extrêmement important à ce stade-ci qu'on clarifie ce point-là, parce que je comprends qu'il est de l'intention de Mme la ministre de le faire, mais à l'Assemblée nationale, on ne peut pas discuter des intentions de modifications en commission parlementaire. À ce stade-ci, on doit discuter sur les principes fondamentaux du projet de loi. Que je sache, l'adoption simple, le consentement de l'État ne font pas partie des principes précisément déposés par Mme la ministre. M. le Président, j'aimerais vous entendre là-dessus ou entendre le leader du gouvernement, mais je crois que c'est important qu'on clarifie la situation avant que ce débat continue. (15 h 40)

Le Vice-Président: Toujours sur la même question de règlement, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, on en est à la deuxième étape de l'étude du projet de loi 21. Il y a eu la présentation du projet et l'étape qu'on vient tout juste d'aborder, soit l'adoption du principe. Je pense qu'on ne peut pas demander à la ministre de faire plus vite, si elle a l'intention de suggérer des amendements, que de le faire maintenant. On sait qu'on peut apporter des amendements à l'étude article par article en commission parlementaire. On ne peut sûrement pas reprocher à la ministre de suggérer ses amendements cet après-midi, c'est-à-dire à la première occasion qu'elle a de le faire.

Est-ce que, M. le Président, les amendements suggérés par la ministre modifient fondamentalement le projet de loi tel que déjà présenté? Je ne le crois pas, sauf que, si le leader de l'Opposition suggère que nous remettons dès maintenant les amendements sous forme de textes écrits, je dois lui dire que nous sommes d'accord. Mme la ministre a en main les amendements suggérés et je n'ai pas d'objection à ce que la ministre les dépose immédiatement et qu'on continue le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 21 tel qu'amendé par la ministre et tel qu'expliqué tout à l'heure dans son discours de présentation du projet de loi.

En résumé, je suis d'accord avec la suggestion du leader de l'Opposition qu'on dépose immédiatement les amendements. C'est ce qu'on va faire. Quant au reste, ce que je suggère, c'est que le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 21 se continue mais avec les amendements tels que déposés par la ministre.

Le Vice-Président: Sur la même question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: J'ajouterai un élément, M. le Président, un cas de jurisprudence. Vous vous rappellerez que, pour la Loi sur l'assurance automobile, la ministre responsable à l'époque, Mme Payette, avait omis de déposer en deuxième lecture ses amendements qui changeaient en profondeur le projet de loi. Il s'agissait de la création d'une compagnie d'assurances d'État pour ce qui est de la "mécanique". La décision, à l'époque, c'était que le député de Vanier, M. Bertrand, avait refusé l'inclusion dans le projet de loi de telles mesures parce qu'elles venaient en changer les principes fondamentaux. En l'occurrence, cela ajoutait. Que cela ajoute ou que cela modifie, à mon point de vue, M. le Président, c'est contraire à nos règlements parce que nos règlements disent qu'en Chambre on doit se prononcer sur un principe, et, par la suite, ce ne sont que des modifications d'ordre technique, des agencements, des adoucissements. On ne doit pas changer les principes fondamentaux qui ont été présentés lors de l'adoption en deuxième lecture. À la lecture même du projet de loi par rapport à l'exposé de Mme la ministre - je n'ai pas encore en main les amendements - c'est clair que, quand elle dit que l'adoption simple n'était pas reconnue dans le premier projet de loi et qu'elle la reconnaît, c'est donc un nouveau principe. C'était l'adoption plénière exclusivement qu'elle reconnaissait.

Une voix: Non, non, non.

Une voix: ...le consentement de l'État.

M. Chevette: Cela prenait absolument le consentement de l'État. À mon point de vue, on en est sur les principes fondamentaux en matière d'adoption, et, M. le Président, j'apprécierai avoir les amendements pendant deux ou trois minutes.

M. Lefebvre: M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Ce sur quoi je suis d'accord, c'est sur la suggestion du leader de l'Opposition de déposer les amendements. Je ne souscris pas du tout à son argumentation, voulant qu'on change le principe déjà établi ou les principes déjà établis dans le projet de loi 21. M. le Président, là-dessus, je ne suis pas d'accord. Ce sont des amendements techniques. Et j'inviterai Mme la ministre à déposer immédiatement les amendements au projet de loi. Aussi, j'imagine que le leader de l'Opposition serait d'accord pour permettre immédiatement à Mme la ministre d'expliquer ces amendements, très brièvement, avant qu'on reprenne l'exposé sur le fond, de façon générale et globale, du projet

de loi 21.

Le Vice-Président: Là-dessus, M. le leader de l'Opposition et M. le leader adjoint du gouvernement, de même que l'ensemble des députés, nous sommes saisis d'une demande. Je comprends que Mme la ministre annonce, à l'intérieur de son discours de deuxième lecture sur un projet de loi déposé à l'Assemblée, certains amendements potentiels. Je dois dire, dans un premier temps, que tout amendement qui peut être déposé au projet de loi ne sera pas déposé en cette Chambre lors de la deuxième lecture. Ce sera plutôt déposé en commission parlementaire à l'étape suivante, soit l'étude article par article du projet de loi. Nous aurons à nous prononcer en cette Chambre sur le principe du projet de loi tel que déposé. Le débat qui peut être soulevé, je pense que c'est sur la pertinence du sujet en discussion. Si Mme la ministre, dans le cadre de son exposé, fait allusion à certains amendements qu'elle pourra apporter à son projet de loi tel que déposé, ces amendements sont-ils directement reliés ou non au projet de loi? Je pense que c'est cela que la présidence a à décider pour permettre à la ministre, concernant la pertinence du sujet, de continuer son exposé. Quant à la recevabilité des amendements, le forum n'est pas à l'Assemblée, mais plutôt en commission parlementaire.

Quant à moi, pour ce qui est du principe du projet de loi 21 qui est actuellement en discussion, c'est un projet de loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile. Au sujet de l'adoption, le principe fondamental du projet de loi est de modifier la Loi sur l'adoption. Si, par des éléments ou des sujets à l'intérieur du projet de loi qui vise à modifier le principe de la Loi sur l'adoption - le principe en discussion - c'est la Loi sur l'adoption - si, fondamentalement, les amendements que la ministre doit proposer modifient tellement la Loi sur l'adoption que ce n'est plus le même projet de loi... C'est votre prétention. Comme je vous l'ai dit tantôt ce n'est pas au président, à l'Assemblée nationale, à l'étape de ce qu'il est convenu d'appeler la deuxième lecture, qui est l'adoption du principe, à en décider. Ce sera décidé par le président de la commission.

Si, dans le cadre de son exposé, la ministre veut présenter certains amendements qu'elle envisage d'y apporter, je pense que c'est son droit si c'est relié au sujet en discussion. De la même façon, je peux donner un exemple qu'on voit fréquemment ici, suivant la tradition et l'usage en cette Chambre, lors de l'adoption du principe d'un projet de loi en deuxième lecture. Un député de l'Opposition peut se lever en disant: Nous

allons voter pour le projet de loi en deuxième lecture mais nous demandons que soient acceptés certains amendements que nous présenterons pour qu'on puisse adopter le projet de loi lors de l'étude article par article et, éventuellement, lors de la troisième lecture ou de l'adoption du projet de loi.

C'est exactement le même phénomène, à mon point de vue. Tout autant que la pertinence de l'un est valable la pertinence d'un ministre qui annonce, ici, certains amendements potentiels dans le cadre du sujet en discussion - et je maintiens que le sujet en discussion présentement concerne l'adoption internationale - je ne dois pas me prononcer, ici, à savoir si, oui ou non, fondamentalement, le projet de loi est tellement modifié ou pas par les amendements, que ce n'est pas recevable. C'est le président de la commission qui devra en décider.

D'ailleurs, je ferai remarquer aussi finalement, sans vouloir être trop long, que, de toute façon, notre vote ici, lors de l'adoption du principe du projet de loi, portera uniquement sur le projet de loi tel que déposé et non pas sur les amendements. Vous devrez adopter le principe du projet de loi tel que déposé. Les amendements que la ministre peut annoncer, ici, seront discutés et acceptés ou pas en commission parlementaire.

M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Une autre question de clarification. Je peux déposer un amendement à l'adoption internationale mais je peux vouloir toucher exclusivement l'adoption simple. Donc, le principe n'est pas le fait que je dépose un amendement à l'adoption internationale, le principe du projet de loi c'est que je veux amender les parties touchant l'adoption simple, par exemple. Donc, ce n'est pas le titre du projet de loi qui est le principe mais le contenu du projet de loi ou les buts visés par le projet de loi qui constituent le principe du projet de loi.

M. le Président, si j'ai soulevé la question de privilège c'est parce que, si Mme la ministre, dans ses amendements que nous n'avons pas, change des principes, c'est à ce stade-ci que, de bonne foi, on est mieux de lui dire, plutôt que d'arriver en commission parlementaire et faire une lutte de procédures pour bloquer les amendements, sous prétexte que ça déroge au principe, qu'on a touché au principe de la première lecture. J'ai même offert, de bonne foi, un consentement pour que le débat se fasse sur un projet de loi amendé mais que ça fasse partie des nouveaux principes plutôt que de se ramasser dans l'incapacité réglementaire de faire quoi que ce soit en commission parlementaire.

Il ne faudrait pas interpréter mon

intervention à ce stade-ci comme voulant bloquer. Je vous dis que c'est déjà arrivé. Je sais, comme le président vient de le dire, que les amendements ne viennent pas ici, normalement, mais en commission. Cependant, si on s'est lié sur des principes qu'on n'a pas amendés au moment où on pouvait le faire au niveau des principes, on risque fort de se retrouver en commission parlementaire et être placés dans l'incapacité, l'impossibilité de faire des amendements sur quelque chose sur lequel on pourrait être d'accord parce que c'est contraire à nos règlements. On ne peut plus amender les principes en commission. (15 h 50)

M. Lefebvre: M. le Président.

Le Vice-Président: Là-dessus, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Il faut bien situer le débat. C'est un peu par courtoisie que Mme la ministre a annoncé, cet après-midi, qu'elle avait l'intention d'amender le projet de loi 21. Comme le dit le leader de l'Opposition - et il a raison là-dessus - elle aurait pu attendre en commission parlementaire. C'est à cette étape effectivement qu'on apporte des amendements à un projet de loi. Par courtoisie cet après-midi, la ministre est prête, dans un premier temps, à annoncer les amendements qu'elle a l'intention d'apporter à son projet de loi et aussi de déposer les amendements. Ce que vous pouvez en faire, M. le Président, c'est à peu près ce que vous avez dit tout à l'heure, rappeler aux parlementaires que c'est en commission parlementaire qu'on décidera du fond de la recevabilité et c'est là qu'on décidera si on change fondamentalement ou non le projet de loi 21.

Ce qu'on fait aujourd'hui - et le leader de l'Opposition me semblait être d'accord là-dessus tout à l'heure - c'est qu'on dépose les projets de loi et on continue le débat sur l'adoption du principe en commission parlementaire. On verra à réévaluer, c'est-à-dire à évaluer les amendements tel qu'on doit le faire et à l'étape où on doit le faire, à savoir en commission parlementaire. En deux mots, qu'on dépose les amendements cet après-midi, que Mme la ministre les explicite rapidement et qu'on continue le débat, M. le Président. C'est ce que je suggère.

Le Vice-Président: Là-dessus, je vais être bien clair que, de toute façon, s'il y a un dépôt de documents, si Mme la ministre voulait déposer des amendements, je dois dire que cela s'est déjà fait pour avoir été moi-même partie comme critique de l'Opposition antérieurement à la demande que le ministre des Affaires municipales déposait des amendements. Il les avait déposés et cela avait été accepté. Si Mme la ministre

voulait déposer ses amendements, elle pourrait le faire, mais de consentement seulement. C'est dans un premier temps après avoir eu le consentement de tout le monde.

Dans un deuxième temps, je dois rappeler ici à nouveau une distinction importante concernant notre règlement. La discussion ici a trait à deux choses. Nous sommes à la deuxième lecture, c'est-à-dire à l'adoption du principe. Je dois prendre en considération uniquement la pertinence du sujet. Je ne peux pas prendre en considération la recevabilité ou non des amendements. Ce travail, ce pouvoir est carrément, en vertu de notre règlement, dévolu au président de la commission permanente qui étudiera le projet de loi article par article.

Si, par exemple, j'empêchais la ministre d'annoncer un amendement qui a trait à l'adoption, qui pourrait modifier substantiellement, j'en conviens, sans présumer, certains éléments du projet de loi ou certains points qu'on pourrait appeler d'un principe de l'adoption, à ce moment-là, si je devais décider ou non de la recevabilité pour lui permettre de le mentionner ici, j'usurperais les pouvoirs, j'interviendrais dans les pouvoirs de décision du président de la commission permanente qui étudierait article par article.

Donc, je suis convaincu ici, en ce qui touche le règlement - et c'est le sens de ma décision - que Mme la ministre peut annoncer, peut parler de son projet de loi, peut annoncer certains amendements qu'elle a l'idée d'apporter, mais ces amendements ne sont pas décidés par moi ici. Il sera décidé s'ils sont recevables quand ils seront déposés uniquement en commission parlementaire. Deuxièmement, de toute façon le vote qui sera pris à l'Assemblée nationale concernant l'adoption du principe du projet de loi sera sur le principe du projet de loi tel que déposé, tel que l'Assemblée en est saisie, soit le projet de loi 21 à sa présentation.

Les amendements ultérieurs sont décidés recevables ou non par la commission. Nous pourrions revenir si c'est recevable pour les discuter au rapport de la commission ici à l'Assemblée nationale ou encore à la troisième lecture du projet de loi. Donc, en ce sens, je pense que Mme la ministre est pertinente, à mon point de vue au sujet... Elle peut annoncer certains amendements de la même façon que, pour l'Opposition, on pourrait dire à la ministre... Dans leurs interventions, les gens de l'Opposition pourraient mentionner à Mme la ministre, ou même un député ministériel pourrait dire à Mme la ministre dans son intervention: M. le Président, je considère que ce projet de loi pourrait recevoir notre assentiment en autant qu'on apporte certains amendements. Est-ce que les amendements qu'on souhaite sont

recevables? La commission parlementaire en décidera et nous reviendrons à l'Assemblée au rapport de la commission. Dans ce sens, je donne à nouveau la parole à Mme la ministre pour la poursuite de son intervention.

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Si tel est le désir des membres de cette Assemblée, il me fera plaisir de déposer les amendements prévus. Un certain nombre sont vraiment des amendements aussi techniques que... Mais je pense que cela peut être utile à...

Le Vice-Président: Un instant, Mme la ministre! Est-ce que j'ai ici le consentement unanime de l'Assemblée au dépôt de ces amendements?

Des voix: Consentement.

Le Vice-Président: J'ai donc consentement. Les documents, les amendements sont déposés. Poursuivez votre intervention, Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je voudrais quand même revenir sur un point qui a été soulevé par le leader de l'Opposition qui m'a dit: Si, maintenant, vous parlez d'adoption simple alors qu'avant il ne s'agissait que d'adoption plénière, vous changez ce qui m'apparaît être un principe de fond. Je voudrais lui faire remarquer que le projet de loi 21 - et c'est complexe cette question d'adoption simple et double - que plusieurs ont eu de la difficulté à saisir... Je sais que le leader de l'Opposition a été associé de beaucoup moins près à ce projet de loi 21 qu'il aurait pu l'être à d'autres. Un des effets de la loi 21 telle que déposée en première lecture était justement d'ouvrir à l'adoption simple, mais dans un contexte pas aussi large, parce qu'il y avait l'exigence du consentement de l'État.

La notion d'adoption simple était déjà introduite dans le projet de loi 21, ce qui nous apparaissait un élargissement. À entendre les personnes qui sont venues en commission parlementaire, qui nous ont fait valoir qu'elles avaient de l'expérience, etc., que ce ne serait peut-être pas aussi facile qu'on pouvait le souhaiter d'obtenir ce consentement, particulièrement de certains pays où, comme je le disais tout à l'heure, peut-être que le problème de l'adoption internationale n'est pas au cœur de leurs préoccupations ou encore compte tenu de leur organisation dans la loi au plan de la protection de la jeunesse... Il ne faudrait pas dire qu'on introduit une nouvelle notion, parce qu'elle était déjà dans le projet de loi 71.

Si vous n'exigez plus le consentement de l'État, mais que vous exigez strictement un jugement du pays étranger sur

l'adoptabilité de l'enfant, ceci a pour résultat que là où il n'y a que des jugements d'adoption simple ou que c'est un pays où on ne reconnaît que l'adoption simple, on se trouve à ouvrir à tous les pays. C'est le résultat de l'amendement qui est un amendement important compte tenu de ses effets, mais qui ne change pas, je pense, le principe même du projet de loi 21.

Cela me fait plaisir de déposer les amendements parce que j'ai eu l'impression - je ne crois pas m'être trompée - que durant les commissions parlementaires, l'Opposition a posé toutes les questions qu'elle se devait de poser, mais que, de part et d'autre, on était devant un projet de loi où, en fait, on cherchait à trouver la solution la meilleure possible en ne faisant pas fi de tous les principes en adoption internationale de dire: Va comme je te pousse, mais, en même temps, de trouver des solutions mieux adaptées aux réalités finalement, que ce soit la réalité des enfants à être adoptés ou des parents adoptifs. Dans ce contexte, il me fait très plaisir de déposer ces amendements si ça peut aider éventuellement au débat. Je concours avec vous...

Le Vice-Président: Simplement. C'est que les documents...

Mme Lavoie-Roux: Là je suis en dehors du débat.

Le Vice-Président: Non. Ce sont des documents déposés, ce ne sont pas des amendements. Ce sont des documents déposés, intitulés amendements proposés éventuellement. D'accord? C'est à vous, Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: Oui, c'est ça. Éventuellement, comme vous le signaliez, M. le Président, ils devront être jugés acceptables ou irrecevables et là on pourra faire les débats d'usage.

Je parlais tout à l'heure de l'effet de la transformation des jugements simples en jugements d'adoption plénière pour que les enfants qui sont adoptés dans les pays étrangers par des parents québécois aient les mêmes droits que les enfants du Québec. Pour nous, au Québec - c'est le Code civil qui le reconnaît - cette égalité de tous les enfants reconnue dans le Code civil doit s'appliquer également en adoption internationale. Il est incontestable que la meilleure protection pour un enfant est qu'il soit citoyen à part entière de son pays d'accueil. Ici, d'ailleurs, dans les cas d'adoption interne, le Code civil prévoit également l'adoption plénière, c'est-à-dire la rupture de liens avec la mère biologique. Si on transforme ces jugements qui viennent de pays qui accordent des jugements d'adoption simple en adoption plénière, tous les enfants

seront égaux devant la loi.

Il faut être conscient, néanmoins, que le problème le plus complexe et le plus délicat se situe dans les aspects éthiques d'une telle solution, notamment quant à la portée du consentement des parents d'origine de l'enfant. De fait, l'exigence du consentement de l'État visait initialement à aplanir cette difficulté. À ce sujet, lors des auditions en commission parlementaire, M. Operti Badan, auquel j'ai fait référence tout à l'heure, nous a cité l'article 19 de la convention de La Paz. Cette convention a été signée par neuf pays sud-américains et démontre une préférence très marquée en faveur des effets d'une adoption dite plénière dans un esprit favorable aux mineurs, c'est-à-dire que tous les liens seraient rompus avec la mère ou les parents biologiques. (16 heures)

Seule une entente avec un État étranger semble la solution qui fait consensus pour assurer le maximum de garanties. Il nous faut, cependant, reconnaître les limites inhérentes aux accords formels d'État à État. Ces accords posent un certain nombre de questions d'ordre constitutionnel, juridique et diplomatique qui peuvent, dans une certaine mesure, en retarder la conclusion. Je considère, cependant, que la coopération internationale en cette matière, quelle que soit la forme qu'elle puisse prendre, est indispensable. Elle est l'expression par excellence de l'intérêt que porte chacun des États à ce que l'adoption internationale soit une institution saine et sérieuse. C'est pourquoi il est tout aussi nécessaire d'établir des liens ou des contacts formels ou informels avec les États étrangers et de rechercher toute formule d'accord qui puisse faire de ce type d'adoption un moyen adéquat de protection des enfants, d'une part, et faciliter aux adoptants québécois leur démarche, d'autre part.

De tels moyens ou de tels efforts pour arriver quand même à des ententes, bien qu'elles ne deviennent pas une condition de l'adoptabilité des enfants, permettront d'établir un lien de confiance avec les États étrangers et d'avoir comme conséquence prévisible d'augmenter les disponibilités d'enfants. D'ailleurs, cette entente d'ordre administratif que nous avons avec la Corée a déjà porté des fruits dans ce sens. Notre approche avec les États étrangers doit être souple pour tenir compte de la réalité de chaque pays, eu égard à leurs caractéristiques propres. Il faut éviter une seule voie, une seule approche, une seule formule, tel que le soulignait M. Badan lors de son témoignage devant la commission des affaires sociales.

Un autre élément important que je voudrais souligner et que nous ne pouvons passer sous silence, c'est que nous n'avons aucune garantie, même en dépit de la

flexibilité que nous avons l'intention d'appliquer et que nous souhaitons voir adopter par la commission parlementaire, en deuxième lecture, quant au nombre d'enfants disponibles pour adoption. Lors du 12e congrès de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, tenu au Brésil en 1986, les 33 pays représentés ont adopté, à l'unanimité, la recommandation suivante, et je cite: "L'adoption internationale doit être utilisée seulement après qu'aient été épuisées toutes les possibilités du maintien de l'enfant dans sa propre famille ou dans une nouvelle famille dans son pays d'origine." Ils ont déclaré qu'il était, par ailleurs, inacceptable que les jeunes soient séparés de leur famille et de leur environnement, principalement parce qu'ils sont issus d'un milieu socialement défavorisé. En somme, à l'instar du Québec, ils privilégient la famille d'origine de l'enfant ou une famille substitut dans leur pays. L'adoption internationale peut être une solution, mais une solution de dernier recours pour ces pays. Ils ne la souhaitent que lorsqu'il n'y a pas d'autre mesure possible, pour l'enfant, de grandir et de se développer dans son pays.

En résumé, les amendements proposés à la loi 21 permettent la reconnaissance de tous les jugements étrangers, qu'ils soient simples ou pléniers. Cependant, au delà de ces amendements très importants, d'autres ajustements sont nécessaires. On a beaucoup parlé du pouvoir discrétionnaire du ministre, qui est d'ailleurs actuellement remis en cause devant les tribunaux. Il a d'ailleurs été contesté avec succès devant la Cour supérieure, et la cause est présentement portée en appel. Il est avancé qu'il n'appartient pas au ministre de la Santé et des Services sociaux mais bien au Tribunal de la jeunesse de se prononcer quant aux conditions de l'adoption ou au refus de l'entrée de l'enfant au Québec. C'est pourquoi nous avons proposé une intervention du Tribunal de la jeunesse. Tout bien pesé, une intervention du Tribunal de la jeunesse au début du processus est à l'avantage de tous. À cet effet, une disposition du projet de loi prévoit qu'une personne qui veut adopter un enfant hors du Québec doit, au préalable, s'adresser au tribunal afin de faire vérifier la régularité de son projet.

Le projet de loi 21 sera clarifié pour indiquer clairement que seul le Tribunal de la jeunesse a discrétion pour approuver ou non le projet d'adoption. Le rôle du tribunal est de s'assurer que l'adoptant a satisfait aux obligations prévues à la loi. Cette procédure complétée, les adoptants pourront obtenir un jugement dans le pays étranger et, de retour au Québec, être assurés d'obtenir une reconnaissance de ce jugement avec tous les effets d'un jugement québécois et éviter les situations pénibles que certains

d'entre eux ont connues dans le passé.

Nous croyons que cette solution d'un jugement porté par le Tribunal de la jeunesse comporte des avantages indéniables. Notamment, la crédibilité du système sera renforcée de par l'autorité du Tribunal de la jeunesse qui aura à se prononcer sur les aspects juridiques. Nous croyons aussi que les adoptants y gagneront en sécurité psychologique et juridique car ils sauront, dès le début, si l'adoption peut être reconnue au Québec. Les juges du Tribunal de la jeunesse pourront également vérifier si les délais sont raisonnables ou abusifs, un blâme qui a souvent été adressé au ministre, au Secrétariat à l'adoption ou même, à d'autres intervenants de la protection de la jeunesse.

Nous croyons également qu'en faisant vérifier, c'est-à-dire approuver plutôt que vérifier le projet d'adoption des parents adoptifs, nous contribuerons à diminuer les possibilités de fraude et de trafic d'enfants qui est une problématique que nous ne pouvons oublier.

En pratique, M. le Président, la solution que nous proposons est analogue à celle que nous suivons dans le cas de l'adoption interne au Québec, c'est-à-dire quand un Québécois adopte un enfant né au Québec. L'inconvénient que l'on peut faire valoir est surtout relatif au fait que la judiciarisation du processus risquerait d'augmenter les délais. J'aimerais rappeler que des arguments dans ce sens avaient été mentionnés lors des amendements de 1980 au Code civil du Québec. Des protestations s'étaient manifestées, compte tenu de l'exigence d'une ordonnance du Tribunal de la jeunesse lors du placement de l'enfant. Cependant, à l'expérience, nous pouvons voir que le choix du législateur était judicieux. Non seulement le problème des délais ne s'est pas posé mais l'objectif d'assurer la sécurité juridique et psychologique à l'enfant et aux parents, dès le début du processus, a été atteint.

En second lieu, M. le Président, les responsabilités du ministre doivent être précisées en regard de l'action des directeurs de la protection de la jeunesse et des organismes reconnus. Ceci a été souvent discuté au cours de la commission parlementaire. Je pense qu'il est important de reconnaître qu'il y a des difficultés réelles. Compte tenu de la responsabilité dévolue au Tribunal de la jeunesse d'approuver le projet d'adoption la responsabilité première du ministre sera de coordonner tout le processus de l'adoption internationale au plan administratif. Ce rôle est majeur et une disposition du projet de loi stipule que le ministre doit, afin d'assurer le respect des droits de l'enfant, coordonner les démarches des adoptants et les activités des personnes qui interviennent à l'adoption des enfants domiciliés hors du Québec. Il faut non seulement voir à l'application des règles mais

surtout assister les adoptants dans leurs démarches visant à donner un foyer à un enfant qui n'en a pas et à les informer adéquatement.

À maintes reprises durant la commission parlementaire, on a reproché le manque d'informations qui était à la disposition des parents désireux d'adopter des enfants et également, dans bien des situations, le manque de soutien psychologique ou autre qui leur faciliterait cette démarche d'adoption. Nous avons certainement l'intention d'examiner ces points d'une façon toute particulière.

Du fait de cette responsabilité qui serait désormais dévolue au Tribunal de la jeunesse, il y aura également plus de temps disponible à l'établissement et au maintien des liens et contacts avec les parents adoptifs, les intervenants, les organismes reconnus et les États étrangers, assurant ainsi plus de souplesse et d'efficacité au processus.

D'autre part, le ministre exerce des responsabilités conjointes notamment, avec le ministère des Relations internationales pour négocier et conclure les accords avec les pays étrangers, avec les directeurs de la protection de la jeunesse pour recevoir les demandes d'adoption, avec les autorités provinciales et fédérales de l'Immigration pour s'assurer de l'émission des documents nécessaires à l'entrée de l'enfant au Québec, avec les directeurs de la protection de la jeunesse et les organismes reconnus pour informer les adoptants, les autorités, les intervenants et la population sur l'adoption internationale.

(16 h 10)

Il est certain que l'adoption internationale implique une responsabilité étatique mais il est aussi évident que l'État a besoin de collaborateurs privilégiés tels le directeur de la protection de la jeunesse et l'organisme reconnu.

M. le Président, au moment de la commission parlementaire, quelques rares intervenants ont soulevé la question du rôle de l'État dans la problématique de l'adoption internationale. Je peux affirmer, encore une fois, à quelques exceptions près, que le consensus très général qui s'est dégagé est à savoir qu'il ne s'agit pas - d'ailleurs, d'après les règles de droit international - d'un acte essentiellement privé et que le rôle de l'État d'encadrer ce processus d'adoption internationale doit être reconnu.

Je disais donc qu'il faut aussi que nous reconnaissons le rôle que peuvent jouer les organismes d'adoption internationale dans ce domaine. Les conditions et modalités selon lesquelles le directeur de la protection de la jeunesse intervient sont déterminées par règlement. Pour sa part, l'organisme d'adoption internationale reconnu agit dans le cadre de la convention type. Un projet de

règlement a fait l'objet d'une publication à la **Gazette officielle du Québec**, le 11 mars 1987 et, évidemment, des modifications y seront apportées, compte tenu des amendements qui sont présentés et des commentaires qui nous ont été transmis. Le projet de loi 21, le règlement et la convention type auront l'effet de distinguer et de préciser les responsabilités des intervenants appelés à rendre possible un projet d'adoption, soit celui de la protection de la jeunesse, de l'organisme reconnu ou du délégué de la ministre lorsque aucun organisme ne peut agir dans un pays donné.

Comme je l'ai indiqué lors de la commission des affaires sociales, le directeur de la protection de la jeunesse exerce les responsabilités qui lui sont attribuées par le Code civil du Québec et la Loi sur la protection de la jeunesse. C'est lui qui a la tâche fort délicate et importante d'évaluer les adoptants pour évaluer la capacité d'adopter. Le directeur de la protection de la jeunesse assume la responsabilité d'assurer que la rencontre de l'adoptant et de l'enfant comportera les meilleures chances de succès. En outre, le règlement sur l'adoption internationale précise son intervention en matière d'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec.

Pour leur part - j'insiste là-dessus, car les organismes d'adoption internationale reconnus ont exprimé beaucoup d'appréhension - ces organismes, à toutes fins utiles, pour et au nom du ministère, peuvent agir dans le pays étranger. C'est pourquoi il est à l'avantage de tous que ces devoirs, pouvoirs et responsabilités soient balisés dans une convention type approuvée par le gouvernement. Il est primordial que des liens de confiance s'établissent avec ces organismes reconnus qui ont un rôle essentiel et important en matière d'adoption internationale. Ces organismes reconnus, cautionnés par le gouvernement auprès de l'État étranger pourront compter sur notre disponibilité et obtenir toute information utile.

D'autre part, la convention peut aussi contenir des clauses particulières qui pourront tenir compte des particularités des pays où il agit et de son centre d'intervention, ces remarques nous ayant été signalées à plusieurs reprises lors des audiences en commission parlementaire. Conséquemment, interlocuteur privilégié de la ministre dans ses rapports avec l'étranger, l'organisme d'adoption internationale reconnu agira dans les limites du mandat défini à la convention. Je veux bien les rassurer que le projet de loi et la convention type ne laisseront se glisser aucune ambiguïté quant au rôle de l'organisme reconnu et il n'est aucunement question de lui enlever des responsabilités qu'il exerce présentement.

M. le Président, il demeure deux

aspects majeurs auxquels le projet de loi propose une solution. Il s'agit de la régularisation du statut civil des enfants adoptés antérieurement au dépôt du projet de loi et des solutions transitoires. Compte tenu, entre autres, de la confusion juridique, plusieurs personnes ont adopté hors du Québec un enfant de façon strictement privée et n'ont pas respecté toutes les conditions prévues à la loi. D'autres personnes sont entrées au Québec avec un enfant sans jugement d'adoption du pays étranger. Il est toutefois nécessaire d'assurer que ces situations aient une finalité juridique complète et incontestable au Québec, ceci dans l'intérêt des enfants eux-mêmes et de leurs parents adoptifs.

Des modifications permettront de régulariser davantage de situations d'enfants actuellement au Québec puisque le jugement qu'ils ont obtenu à l'étranger pourra être reconnu au Québec. Ce jugement aura l'effet d'un jugement d'adoption rendu au Québec à l'égard d'enfants québécois. L'exigence d'un jugement pour chaque cas, contrairement à la clause générale qui avait été prévue en 1983, permettra une régularisation plus facile du statut d'immigrant de l'enfant et fera prendre conscience aux adoptants du danger de procéder sans respecter les conditions légales.

Enfin, est-il nécessaire de souligner que les nouvelles dispositions visent à éviter à l'avenir la nécessité d'une nouvelle clause pour régulariser les situations. À ce titre, l'intervention préalable au Tribunal de la jeunesse, comme je l'indiquais tout à l'heure, constitue une sérieuse garantie, car les parents sauront par l'autorité judiciaire si le projet est réalisable ou non. Par ailleurs, il est à prévoir que certaines adoptions, bien que faites dans le respect des conditions prévues à la loi ne pourront être complétées à l'étranger avant la date de l'entrée en vigueur du présent projet. Ce sont des situations transitoires pour lesquelles il faut assurer la reconnaissance des jugements étrangers qui seront obtenus après cette date. À cet effet, des dispositions visent à permettre la reconnaissance de ces jugements.

Au-delà des considérations légales, je demeure convaincue qu'une meilleure garantie du respect de la loi passe aussi par un assouplissement du processus. Divers moyens sont possibles, notamment augmenter les propositions d'enfants par l'ouverture des pays d'adoption simple, s'assurer qu'il n'existe pas de délais injustifiés lors des diverses interventions, qu'il s'agisse des interventions, entre autres du ministère de l'Immigration, qu'il s'agisse de l'Immigration du Québec ou du Canada, s'assurer que les adoptants ont l'information la plus complète possible concernant les possibilités d'adoption dans les divers pays, les procédures que cela

comporte, les délais d'attente et les coûts, établir des liens et passer des accords avec les États étrangers. En définitive, il convient de rappeler que l'objectif de l'adoption internationale ne saurait se distinguer de l'adoption interne au Québec. Il vise à procurer sur une base stable à l'enfant qui en est privé l'environnement familial, parental et affectif requis pour assurer sa sécurité et son développement. De ce fait, les règles et garanties doivent être analogues à celles du droit interne.

En résumé, les principales modifications prévues par le projet de loi 21 tel que présenté aujourd'hui sont les suivantes. En premier lieu, l'exigence du consentement de l'État étranger disparaît et, en conséquence, tous les jugements étrangers y compris ceux d'adoption simple pourront être reconnus au Québec avec tous les effets d'un jugement rendu au Québec. D'autre part, le pouvoir discrétionnaire de la ministre disparaît; il était déjà très atténué dans le projet de loi 21, mais nous allons un peu plus loin dans ce sens et seul le Tribunal de la jeunesse a la discrétion d'approuver ou de rejeter un projet d'adoption.

Nous désirons également réaffirmer clairement le rôle des organismes reconnus dans le processus de l'adoption internationale. Une meilleure information sera donnée aux adoptants et aux intervenants par la publication de certains documents visant à faciliter l'adoption et un avis à la **Gazette officielle du Québec** fera état de leur accessibilité.

Finalement, le projet de loi permettra un élargissement des situations pouvant être régularisées quant au statut des enfants qui se trouvent dans une situation de transition au moment où nous nous parlons.

Je me permets de souhaiter que le projet de loi que nous proposons pourra non seulement aplanir les difficultés constatées, mais surtout permettre la rencontre entre le besoin des enfants étrangers qui sont privés de famille dans leur pays et le désir des Québécois et des Québécoises qui veulent répondre à ce besoin.

En terminant, comme je l'ai signalé au début de mon intervention, je ne veux pas prétendre que ce projet de loi va corriger ou répondre au désir souvent beaucoup plus immédiat des parents qui veulent adopter des enfants, mais je pense que nous aurons en main un outil qui nous permettra, d'une part, de régler ou d'atténuer toute cette confusion juridique qui a donné lieu à des contestations, à des frustrations et, d'autre part, d'agrandir d'une façon très significative le bassin des enfants disponibles pour l'adoption internationale. Il reconnaîtra le rôle des organismes d'adoption internationale et, surtout, par les autres modalités administratives qui seront apportées tant au rôle du Secrétariat à l'adoption qu'aux études

que nous devons faire avec les centres de services sociaux pour vraiment voir de quelle façon les processus d'évaluation ou autres peuvent être accélérés, je crois, M. le Président, que nous répondrons en grande partie au désir des parents potentiels adoptifs du Québec à l'endroit des enfants étrangers qui sont véritablement disponibles pour adoption et que, surtout, nous permettrons que ces enfants, quel que soit leur pays d'origine, aient les mêmes droits et privilèges que tous les enfants du Québec. Je vous remercie, M. le Président.

(16 h 20)

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Marie-Victorin pour l'intervention principale de l'Opposition.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'apporter nos commentaires en ce qui concerne le projet de loi 21. La grande partie du discours de la ministre a porté davantage sur les modifications apportées au projet de loi 21 que sur le projet de loi 21 tel qu'il a été présenté.

M. le Président, je trouve que nous aurions pu nous passer du projet de loi 21 puisque, après le décret, l'ensemble des parents adoptants du Québec ont manifesté leur mécontentement et la difficulté de pouvoir adopter des enfants dans les pays étrangers parce que le décret adopté en novembre 1986 fermait des pays aux parents et qu'il leur devenait de plus en plus difficile de pouvoir réaliser leur rêve. Ce décret avait été pris d'une façon unilatérale sans que les parents ou les principaux organismes aient été consultés. Ainsi, plusieurs parents qui avaient déjà entrepris une démarche pour adopter un enfant se voyaient contraints sous la férule du décret.

Ce pourquoi nous avons dû vivre tous les branle-bas judiciaires et fait les manchettes des journaux en ce qui concerne les projets d'adoption internationale, c'est parce que les parents, ayant déjà eu la responsabilité et la reconnaissance d'un projet d'adoption, se voyaient dans l'incapacité de faire entrer au pays l'enfant dont ils avaient déjà la paternité, la reconnaissance de la paternité, parce qu'ils avaient déjà fait l'objet d'une reconnaissance par un organisme et que l'enfant avait été trouvé et choisi dans le pays. Nous nous souvenons qu'à partir du mois de novembre, jusqu'au mois de décembre, il y a eu un tollé. Les parents demandaient à la ministre d'être entendus et on lui demandait de faire diligence dans les dossiers puisqu'il y allait de la vie même d'enfants dans des pays étrangers connaissant les conditions sociosanitaires de ces derniers.

Qu'est-il advenu, M. le Président, de la réclamation et des demandes constantes des parents qui se faisaient de plus en plus pressantes, parce que, d'une part, ils voyaient dans l'intérêt de l'enfant qu'ils avaient adopté, de le faire venir ici, au pays, dans les plus brefs délais, et, d'autre part, parce qu'ils devaient subir cette angoisse qui est insurmontable, ne serait-ce que l'attente de former, de fonder un foyer et aussi parce que, dans quelques circonstances, cela fait partie d'un foyer élargi et qu'il y a d'autres personnes qui dépendent de ces décisions?

Qu'est-il advenu de la réponse de la ministre? La ministre a trouvé, comme réponse à cette problématique, la loi 139. La loi 139 devenait de plus en plus restrictive et, au dire même du Barreau du Québec, elle devenait une intervention abusive de l'État. Déjà, on faisait une mise en garde à la ministre en lui disant: Mme la ministre, vous allez beaucoup trop loin et, en plus, vous procédez par réglementation pour changer des lois.

De plus en plus, les parents avaient de la difficulté à mettre à jour leur projet et leurs démarches d'adoption parce que le secrétariat n'était plus capable de comprendre ce qu'il pouvait faire. D'une part, dans certains cas, on relevait que c'est parce que, dans un pays, on faisait de l'adoption simple et que c'était illégal de faire de l'adoption simple. Il fallait agir avec des pays qui n'avaient que l'adoption plénière.

De plus en plus, les parents se sentaient découragés et n'avaient aucune confirmation du secrétariat qu'ils pouvaient mettre à jour leur projet et leurs démarches d'adoption internationale. Des parents - et je pourrais soulever certains cas - ont même dû demander plus d'une fois à la ministre d'être entendus et d'obtenir une réponse à leur demande. C'est le cas de la famille Brouillard, dont les parents - je m'en souviens pour avoir écrit plus de deux lettres à la ministre pour lui demander de faire diligence dans le dossier - n'ont jamais eu de réponse du cabinet de la ministre et ont dû, par des démarches personnelles, prendre possession de leur enfant dans le pays dont ils avaient fait le choix. Et, mon Dieu! les problèmes qu'ils ont eu à revenir au pays parce qu'ils n'avaient justement pas de visa d'entrée délivré par le secrétariat. On essayait tout simplement de faire passer les parents pour des voleurs d'enfant et, à mon avis, ce n'était pas l'objectif de ces parents. Le rêve de ces parents était de fonder un foyer et de partager l'amour d'un foyer bien québécois, bien de chez nous.

Après la loi 139, après les difficultés et après les avertissements encore répétés du Barreau où on disait que la ministre agissait d'une façon très interventionniste, la

ministre, en commission parlementaire, lors de l'étude du projet de loi article par article, assurait à l'Opposition qu'il y aurait une commission parlementaire élargie qui permettrait de faire la lumière sur l'ensemble de la problématique pour en arriver à trouver des solutions et des consensus avec les principaux intéressés, c'est-à-dire les parents adoptants et les différentes associations de parents adoptants qui existent ici au Québec.

Et même plus, M. le Président, au cours de la deuxième lecture du projet de loi et lors de l'adoption en troisième lecture du projet de loi, la ministre donnait, ici même en cette Chambre, l'assurance qu'elle tiendrait, vers la fin février, dans les délais les plus courts pour l'intérêt de l'enfant - parce qu'elle ne pouvait se permettre d'aller trop loin dans le temps - une commission parlementaire élargie. C'est à force de débats... Il a fallu revenir à la charge, presque quotidiennement, pour faire en sorte que la ministre donne une réponse à nos vœux, c'est-à-dire tienne une commission parlementaire. Mais cette fois-ci, ce n'était plus une commission parlementaire élargie mais restreinte, dont la liste a été établie par la ministre, après consultation de l'Opposition, évidemment, et dont les règles du jeu étaient établies par la ministre. Où étaient les belles paroles alors qu'on était en commission parlementaire et l'assurance que la ministre voulait bien nous donner au moment de l'acceptation du projet de loi à l'Assemblée nationale? En fait, on pouvait dire que d'intentions on arrivait à de pieux souhaits.

Qu'est-il arrivé? Les règlements arrivent au mois de mars. Le 11 mars, on présente des règlements sur l'adoption. Il aurait été, peut-être, beaucoup plus sage, au lieu de présenter des règlements qui ne sont plus du tout conformes au projet de loi 21, de tenir une commission parlementaire pour vérifier exactement où se situait le vrai problème de l'adoption internationale et, sur le plan légal, quelles sont les modifications qui s'imposaient dans le cadre d'une démarche d'adoption internationale. Est-ce que les lois du Québec pouvaient s'harmoniser avec les lois étrangères? Est-ce que les conflits de droit que l'on soulevait depuis le début de l'adoption internationale par le biais du décret... Est-ce qu'on ne pouvait pas trouver des solutions plus adéquates à cette problématique? Et, par l'entêtement de la ministre, nous avons dû subir un autre projet de loi qui s'appelle le projet de loi 21. C'est à la suite du dépôt de ce projet de loi 21, après seulement, au mois de mai, que nous avons eu droit à notre consultation en commission parlementaire. C'est là que l'ensemble des parents, des associations et le monde des médias se sont fait confirmer que la ministre

s'entêtaient dans une démarche qui ne respectait aucunement les procédures des pays étrangers et qui, au contraire, était même très près de l'ingérence en pays étrangers.

Nous voilà encore, actuellement, avec des modifications au projet de loi 21 qui vont exactement dans le sens dont les parents, depuis le mois de novembre, l'affirmaient à la ministre. Depuis le mois de novembre 1986, tout le monde s'entendait pour dire à la ministre: Mme la ministre, vous faites erreur. Vous n'avez pas choisi le bon créneau actuellement en ce qui concerne l'adoption internationale et, plutôt d'aider les parents à pouvoir réaliser leur projet d'adoption, vous leur rendez la vie difficile à un point tel qu'ils sont obligés de prendre une filière complètement en dehors des règles et procédures établies pour pouvoir justement réaliser leur souhait, c'est-à-dire aller chercher l'enfant dans un pays étranger. Et après, on essaie de faire croire que les parents sont des gens qui sont irrespectueux des lois du Québec. Certains ont dû subir des procès importants et combien de frais pour ces parents qui n'avaient qu'un désir, celui de partager les joies de la famille avec un enfant.

(16 h 30)

Souvenons-nous de la cause qui, justement, a passé devant les tribunaux à Chicoutimi. Combien cela a coûté à ces parents? Lorsqu'on pense à vouloir créer une famille, on se soucie peu des sommes d'argent à dépenser parce que le plus important, c'est de procurer de l'amour et de pouvoir partager de l'amour et créer une famille. Mais, à un moment donné, il y a des limites, pour certaines familles, parce que, généralement, les gens qui recourent à l'adoption internationale sont des gens de classe moyenne; ce sont des gens qui ont de l'intérêt et qui veulent vraiment favoriser l'ensemble des citoyens et des citoyennes du Québec. Vous savez comme moi, que nous connaissons, à l'heure actuelle, au Québec, un problème de dénatalité et un problème démographique grave. Tout compte fait, nous souhaitons que la ministre, au lieu de rendre l'adoption internationale difficile, soit beaucoup plus compréhensive et favorise, dans les circonstances - puisqu'on parle de problèmes démographiques et de dénatalité - les parents qui songent à fonder un foyer.

Mme la Présidente, j'aurais aimé que la ministre accepte beaucoup plus tôt les conséquences du décret, qu'elle s'ajuste en conséquence et qu'elle apporte les solutions là où, déjà, cela devenait urgent et où il était nécessaire de répondre aux besoins ou aux exigences des parents. Cela a été un long enfantement. Il a fallu attendre tout près de neuf mois avant qu'on arrive à trouver des solutions que tout le monde clamait très haut.

Encore là, il a fallu vraiment près de neuf mois pour que la ministre finisse enfin par comprendre et ait l'ouverture d'esprit nécessaire pour faire en sorte que, dorénavant, les parents du Québec qui veulent adopter un enfant ne soient plus considérés comme pratiquement des voleurs d'enfants ou des gens qui ne veulent pas suivre la filière normale du processus judiciaire du Québec. Il a fallu que la ministre chemine. Est-ce que c'était par confusion? Est-ce que c'était par compréhension des lois? Nous ne le savons pas. Il lui a fallu une commission parlementaire et, surtout, il a fallu qu'un grand spécialiste vienne nous dire en commission parlementaire... Comme si la consultation d'un spécialiste ne pouvait pas se faire en dehors d'une commission parlementaire; il aurait fallu le faire avant d'écrire la loi et non pas après.

Tout cela sent la confusion. On consulte à la fin de tout le processus alors que, normalement, on consulte au début d'un processus. Et on arrive encore là, pour la sixième fois, à des modifications concernant l'adoption internationale au Québec, et tout cela en l'espace de neuf mois.

L'adoption internationale, ce n'est pas facile, parce que nous devons transiger avec d'autres pays et il nous faut être respectueux des lois des autres pays. Nous en sommes conscients. Mais au-delà de cette difficulté, ici, au Québec, il nous faut vraiment avoir une politique en matière d'adoption internationale. Encore là, nous n'avons vu aucune intention de la ministre de développer une politique adéquate et favorable à l'adoption internationale qui pourrait répondre à une politique familiale et favoriser les familles du Québec parce que nous avons un problème de dénatalité, ici. Lorsqu'on occupe le poste de la ministre, il faut voir l'adoption internationale dans une forme d'ouverture et non pas dans une forme restrictive.

Sur le plan international, quelle réputation aurons-nous maintenant? Je pense que cela aussi est important. Beaucoup de pays avec lesquels nous transignons dans le passé se posent des questions. Qu'est-ce qui se passe au Québec? Qu'est-ce qui arrive au Québec? Qu'arrive-t-il au Québec? Pouvons-nous lui faire confiance maintenant? On devenait suspect, je pense que ce n'était pas à notre avantage. Pendant trop longtemps, on a laissé croire aux parents qu'il n'y avait pas d'enfants disponibles pour l'adoption sur le plan international alors que nous savons pertinemment et même nous nous sommes fait dire, lors de la commission parlementaire, qu'il y a plus de 30 000 000 d'enfants abandonnés dans le monde.

Je pense qu'il était de notre devoir d'avoir cette notion humanitaire, ce geste humanitaire, l'adoption internationale et son

corollaire. Nous disons tout simplement: Non, il n'y a pas d'enfant. Ce n'est pas vrai. Il manque des enfants. Il ne faut pas aller chercher les enfants. Vous savez, les pays ne sont pas intéressés à donner leurs enfants. Je pense qu'aucun pays au monde ne veut laisser sortir les enfants comme d'une passoire. Dans certains pays, à cause des situations financières, à cause de situations politiques, géopolitiques et aussi parce qu'ils connaissent des misères considérables, des famines, toutes sortes de problèmes de guerres, beaucoup d'enfants sont abandonnés, sont laissés à eux-mêmes. Il y a beaucoup d'orphelinats qui ne souhaitent que trouver un foyer pour ces enfants, parce que ce qui est le plus important, c'est de trouver à ces enfants la possibilité de pouvoir vivre et de pouvoir s'épanouir à l'intérieur d'un encadrement familial.

L'adoption internationale doit être vue, Mme la Présidente, comme un moyen de faciliter la diversité par l'apport de nouvelles races, par l'apport de nouveaux dynamismes, car ces enfants auront toujours leur originalité. Je pense que c'est important et c'est ce qui fait la force d'une nation, la force d'un peuple. Les enfants, à cause de leur jeune âge, lorsqu'ils arrivent au Québec, sont beaucoup plus susceptibles de s'intégrer à la culture québécoise. Pour eux, il est facile de vivre nos us et coutumes et de se sentir de vrais citoyens québécois.

À mon avis, en ce sens, il serait souhaitable aussi qu'une politique sur l'adoption internationale favorise les démarches de parents qui veulent entreprendre de tels gestes, surtout avec de jeunes enfants, parce qu'elle permet d'atteindre et de réaliser ce volet qui est important chez nous car, de plus en plus, nous aurons à vivre les problèmes de la démographie. Il sera important à ce moment-là d'avoir des citoyens réellement impliqués et qui se sentent liés à la vie quotidienne des Québécois et des Québécoises.

Quelles sont les autres tracasseries dont on nous a parlé dans les quatre jours en commission parlementaire? On a soulevé plusieurs points à ce moment-là. Les parents nous ont parlé franchement de tout ce qu'ils devaient vivre et subir lorsqu'ils avaient un projet d'adoption internationale. Ma foi, je peux vous dire que ce n'était pas très reluisant. Lorsque j'entendais les comptes rendus des différents groupes en commission parlementaire, je me disais qu'il y avait vraiment urgence à changer nos mentalités et qu'il y avait urgence à prendre au sérieux l'attitude de différents organismes à l'intérieur de l'adoption internationale, notamment le Secrétariat à l'adoption internationale.

Au cours de quatre jours d'audition, 18 groupes ont été entendus. Je vais essayer le

plus fidèlement possible de vous rappeler dans les grandes lignes les points qui sont revenus assez régulièrement. Il a été dit que le Secrétariat à l'adoption fonctionne très mal. Il souffre de lenteurs administratives et s'arroge des pouvoirs normalement dévolus aux tribunaux. Les parents adoptants se sont plaints des complications de discrimination, de démotivation et d'intrusion dans leur vie intime.

(16 h 40)

Parlons-en, Mme la Présidente, de l'évaluation des parents qui veulent faire une démarche concernant un projet d'adoption. Il a été soulevé, à plus d'une reprise, que ce soit par les différents intermédiaires ou par les parents eux-mêmes, que l'évaluation était pénible à subir et que, quelquefois, les gens qui faisaient l'évaluation étaient eux-mêmes pleins de préjugés par rapport aux différents pays avec lesquels les parents devaient faire affaire.

Les parents ont demandé qu'il y ait une plus grande ouverture en ce qui concerne l'adoption et qu'elle soit plus en fonction de la problématique que soulève une adoption sur le plan international. Un projet d'adoption est le même projet individuel qui fait qu'un couple choisit, à un moment donné, d'avoir un enfant. À partir d'une démarche, leur projet devient public, mais la décision est un projet d'ordre privé. Que l'on fasse de ses pieds et de ses mains pour décider si les parents, veulent un enfant parce qu'ils sont égoïstes, parce qu'ils commencent à vieillir et se sentent incapables d'avoir des enfants et parce qu'ils commencent à s'apercevoir que, finalement, s'ils ne prennent pas leur décision, il sera trop tard pour eux... Lorsque ces parents ont fait une longue démarche, qu'ils ont dû subir tous les problèmes de l'infertilité, dans quelques cas, et qu'ils ont dû subir certains tests pour vérifier si tel était vraiment le cas, lorsque ceux-ci ont vraiment eu la conviction que, pour eux, la solution était l'adoption internationale en ce qui concerne la possibilité de créer une famille, eh bien, je pense qu'on devrait agir avec diligence lorsque ces gens demandent une évaluation et arrêter de les considérer comme des gens égoïstes ou excentriques parce qu'ils veulent aller chercher un enfant dans un pays qui n'est pas le leur.

On devrait aussi, avant d'aller chercher des enfants dans d'autres pays, s'occuper des enfants de notre pays. Je pense qu'il existe des enfants ici, au Québec, qui demanderaient peut-être un foyer. Mais il faut soulever aussi le fait que l'ensemble des parents qui désirent adopter un enfant, en sont à leur première expérience. Ils ne sont pas tous capables de supporter les problèmes reliés aux enfants qui ont des problèmes psychologiques graves et profonds. Je pense que, dans un sens comme dans l'autre, il

faut donner la chance aux parents de pouvoir élever décemment l'enfant avec leurs capacités et aussi l'expérience de leur vécu. Je pense que ce ne sont pas tous les parents qui sont prêts à accepter de vivre avec un enfant qui a un handicap ou de graves problèmes socio-affectifs. Je pense que c'est autant pour l'enfant que pour le parent qu'il faut respecter ce choix que les parents font lors d'une démarche dans le cadre d'un projet d'adoption internationale.

Actuellement, je sais qu'il est décourageant pour des parents d'entreprendre les démarches pour adopter un enfant, parce que, dans certains cas, ils doivent attendre au delà de huit, dix et même douze ans, dans certains cas, avant de pouvoir réaliser leur projet. Oui, les parents sont venus en commission parlementaire pour nous dire que les délais étaient vraiment exagérés, et même que l'ensemble des provinces du Canada n'avaient jamais eu autant de délais que nous en avons ici au Québec. Généralement, un projet d'adoption peut se faire dans un délai de douze à dix-huit mois. Ici, au Québec, la moyenne est de trois à huit ans. Je pense qu'il y a des améliorations considérables à apporter de ce côté. Je suis convaincue, indépendamment du projet de loi 21, que, si nous n'apportons pas les modifications administratives nécessaires pour faire en sorte que l'adoption internationale devienne une réalité chez nous, au Québec, nous aurons toujours les problèmes que nous avons vécus dernièrement. Les problèmes continueront, parce qu'il n'y aura pas eu de la part de la ministre une volonté arrêtée de développer une politique sur l'adoption internationale. Je pense que c'est important et essentiel qu'on sache exactement si, oui ou non, au Québec, nous voulons vraiment agrandir le champ et la possibilité d'adopter des enfants dans différents pays et si nous voulons aider, d'une façon concrète, les parents qui en font la demande. Cela fait partie, aussi, d'un volet d'une politique familiale et on pourrait voir à encourager ces familles dans un processus de demande d'adoption sur le plan international.

Mme la Présidente, on a souvent soulevé en commission parlementaire différents points. En ce qui concerne l'évaluation, les parents ont demandé que, dans certains cas, à cause des délais et d'un manque de ressources dans les CSS, on puisse passer par certains cabinets privés qui pourraient faire l'évaluation des parents et que, finalement, cette évaluation puisse avoir une contre-expertise. Le problème majeur actuellement au Québec pour l'adoption internationale c'est: les délais, le manque de ressources dans les CSS, l'attitude inhumaine du Secrétariat. C'est beaucoup plus un problème administratif qu'un problème juridique. Le problème juridique est survenu à la suite du décret de novembre 1986.

Antérieurement, il était possible de faire de l'adoption internationale. Il y avait 69 pays avec lesquels nous pouvions transiger. À partir du décret, voilà que les pays se sont fermés. Cela est devenu de plus en plus difficile, parce que le Secrétariat faisait de l'interprétation juridique plutôt que d'aider des parents dans leur démarche pour un projet d'adoption de trouver des organismes et de trouver des enfants dans d'autres pays. Le secrétariat voulait finalement interpréter les lois des autres pays et imposer les lois du Québec à l'ensemble des pays étrangers avec lesquels il devait faire affaire. Je pense qu'il aurait été beaucoup plus souhaitable que le Secrétariat joue véritablement son rôle et s'en tienne réellement à un rôle d'information et de coordination en ce qui concerne l'adoption internationale.

J'espère que la ministre ne restera pas insensible aux appels de l'ensemble des parents qui ont demandé que l'on révisé en profondeur le rôle du secrétariat et même ont remis en question ce rôle dans sa forme actuelle. Plusieurs propositions ont été mises de l'avant en ce qui concerne le mécanisme et le fonctionnement du secrétariat. On a même demandé un comité consultatif, on a même demandé un conseil d'administration auxquels pourront participer les organismes et les parents.

J'espère que, pour l'avenir, nous aurons des réponses beaucoup plus rapidement que nous n'en avons eu. J'espère aussi que la consultation se fera beaucoup plus harmonieusement qu'elle n'a été faite par le passé.

Nous avons dit que les parents au Québec... non cela va. En fait, j'aime mieux retrouver mes pages que d'être obligée de faire des projets de loi, l'un après l'autre, et apporter des modifications, à la fin, encore une fois.

Mme la Présidente, en plus du décret que les parents ont dû vivre, encore une fois je dois le rappeler, ce sont toutes les tracasseries administratives qui, de plus en plus, ont fait, en sorte, que le projet d'adoption internationale devenait un véritable cauchemar au Québec. Ce que les gens réclament, c'est un peu plus d'humanité lorsque les parents demandent de l'aide et des références au Secrétariat, qu'on leur réponde avec beaucoup plus d'humanité et un peu plus chaleureusement en ce qui concerne leur démarche et leur projet. En plus des délais, des lourdeurs administratives au Secrétariat, il y a eu tous les problèmes d'interprétation. Depuis longtemps, l'ensemble des parents, les différents organismes étaient conscients que le problème que soulevait la ministre ou le secrétariat en ce qui concerne l'adoption simple et pléniaire était un faux débat.

(16 h 50)

Le véritable débat ne se situait pas à

ce niveau, mais beaucoup plus dans la reconnaissance de projets privés. Comment expliquer certaines décisions qui semblaient assez aléatoires dans certains cas? Plusieurs projets ont fait l'objet d'un refus catégorique de la part du secrétariat alors que d'autres projets ont facilement reçu leur sanction, sans problème. Par contre, les projets qui ont eu de la difficulté ont toujours été des projets à caractère privé, alors que les projets qui n'ont jamais eu de problème sur le plan de la sanction passaient directement par le secrétariat.

Encore là, on s'est dit: Pourquoi faire autant de problèmes alors que la solution était simplement d'éliminer toute démarche à caractère privé. Pourquoi avoir rendu la vie si impossible à un grand nombre de parents qui ne demandaient qu'à suivre le processus administratif? Tout ce qu'ils réclamaient, c'est qu'on raccourcisse les délais, parce qu'ils devenaient de plus en plus intolérables par rapport à leur projet d'adoption. Que s'est-il passé? Des parents, devant le refus du secrétariat, devant l'attitude du secrétariat - peut-on les blâmer - se sont rendus directement dans le pays et ont tout simplement pris les moyens pour faire entrer au pays l'enfant qui leur était destiné. C'est vraiment là le véritable problème et c'est le seul vrai problème que nous avons eu à vivre. Ici, dans notre Code civil, il n'y avait aucun danger concernant le droit des enfants puisqu'ici, au Québec, l'adoption plénière était reconnue et les enfants avaient leur protection; il n'y avait aucun danger.

Tout au cours de ce long débat, depuis novembre 1986, la ministre s'est plu à dire que c'était dans l'intérêt de l'enfant et que nous pouvions accepter des adoptions simples dans les pays où il n'y avait pas de consentement, alors que c'est le contraire qui est ressorti au moment des commissions parlementaires, où on a dit que c'était une double protection pour l'enfant et qu'il était fort heureux que cet enfant conserve un lien de filiation. Même plus, je vous dirai que l'ensemble des parents étaient d'accord que le maintien du lien de filiation ne leur faisait aucunement peur puisque, dans la vie courante, dans la vie de tous les jours, lorsque votre enfant a 16, 17, 18 ou 20 ans, il est très difficile de l'empêcher d'entreprendre les démarches ou, tout simplement, de quitter la maison.

Il faudrait voir l'adoption dans ses perspectives modernes et avec l'ouverture de pensée qui s'est développée au cours des dernières années. Avec l'évolution, cela fait en sorte qu'on est beaucoup plus ouvert à vivre certains risques et cela permet le retour et les retrouvailles des parents biologiques. Je pense que la société est prête à vivre et à assumer ce genre de risques parce qu'on nous a toujours dit que les enfants n'appartiennent pas aux parents, mais

que ce sont des individus qui deviendront un jour des adultes et qui auront le droit de choisir la vie qu'ils voudront bien vivre. Je pense qu'il est encore justifiable, aujourd'hui, de reconnaître ce droit.

Pour ces mêmes raisons, nous sommes d'accord et nous avons toujours été d'accord pour la reconnaissance de l'adoption simple dans les pays étrangers puisque, les conflits de droit existeront toujours, parce qu'on ne peut exiger des pays étrangers de se conformer aux lois du Québec et parce qu'il est toujours possible d'harmoniser les lois, et ce, dans la plus respectueuse des règles et des conventions entre les pays.

Mme la Présidente, je crois que nous allons nous pencher avec sérieux sur les modifications que la ministre apportera en commission parlementaire. Nous sommes heureux de voir qu'enfin, la ministre tend à revenir sur sa position, à faire preuve d'une plus grande ouverture d'esprit. Tout ce que nous avons à déplorer, c'est qu'un long délai se soit écoulé et que de nombreux parents qui rêvaient peut-être de réaliser leurs vœux dans les mois qui ont précédé le projet de loi devront encore attendre un certain temps puisque, encore aujourd'hui, au Secrétariat à l'adoption, aucune décision n'est prise, parce qu'on attend la sanction du projet de loi pour procéder.

Je trouve dommage qu'à l'heure actuelle, nous soyons encore dans cette position, parce que la loi qu'on voulait présenter dans l'intérêt de l'enfant, j'ai de grandes réserves à savoir si c'était vraiment l'intérêt de l'enfant qu'on visait. Dans les circonstances et quand on sait qu'il y a plus de 30 000 000 d'enfants qui sont abandonnés dans le monde, je pense que l'intérêt de l'enfant est surtout de lui trouver un foyer et de faire en sorte qu'on allège les procédures administratives et législatives tout en ayant le contrôle qui s'impose dans les circonstances et qu'on permette aussi à l'enfant d'avoir un foyer, de pouvoir évoluer et grandir dans un environnement chaleureux.

Nous allons nous pencher avec intérêt sur les nouveaux amendements qui sont apportés au projet de loi mais il aurait été souhaitable qu'on retire le projet de loi 21 et qu'on présente un nouveau projet de loi. Cela aurait été beaucoup plus simple, en tout cas, en ce qui me concerne, en ce qui concerne l'étude, et surtout, il aurait été préférable que la ministre consulte les gens qui ne demandaient qu'à se faire entendre avant toute la procédure qui a été déclenchée, c'est-à-dire dès que le décret a été émis au mois de novembre 1986 et qu'un tollé général s'est élevé dans l'opinion publique autant de la part des parents que de la part des organismes et des intermédiaires... Il aurait été souhaitable que la ministre prenne véritablement ses responsabilités et, au lieu d'édicter loi par-

dessus loi qui ne répondent jamais aux vœux et aux demandes des parents et encore moins aux préoccupations légales du Barreau du Québec, qu'elle fasse des consultations et réponde aux vœux de l'Opposition au moment où nous avons formulé notre demande en bonne et due forme, au mois de décembre 1986.

Je pense que, dans l'intérêt de l'enfant, il aurait été souhaitable qu'on puisse faire les démarches à ce moment-là et entendre les gens concernés par l'adoption internationale. Enfin, il y aurait eu moins d'angoisse chez les parents, moins de procès auraient été entamés, moins de procédures judiciaires... Les gens s'en seraient portés mieux et on aurait démontré une volonté de faire en sorte que l'adoption internationale soit considérée comme un volet des politiques familiales ici au Québec et qu'elle contribue à répondre aux problèmes criants de démographie, de dénatalité que nous avons. Au contraire, nous avons dû vivre des moments difficiles pour les parents adoptants et pour les différents organismes qui ont vu leur rôle s'atténuer de plus en plus, beaucoup d'interrogations, beaucoup d'angoisse et même dans certains cas, cela a été, je peux vous dire, des périodes très difficiles à passer.

Lorsqu'on est parent, lorsqu'on désire être parent, je pense qu'il est difficile de décrire les sentiments que peuvent vivre les parents dont le plus grand rêve est de pouvoir enfin tenir dans leurs bras un enfant et de pouvoir porter sur lui leurs rêves et leurs espoirs... Je pense qu'il faudrait être inhumain pour rester insensible à ce besoin le plus élémentaire de notre société et qui est la base même de notre société, c'est-à-dire la famille.

(17 heures)

J'ose espérer que nous n'aurons plus à vivre de telles attitudes et de telles confrontations de la part de la ministre avec les différents organismes et personnes intéressés. Lorsque ces gens demanderont d'être entendus par la ministre, qu'elle puisse répondre d'une façon plus ouverte, plus compréhensive à leurs problèmes et faire en sorte qu'ils n'auront pas à subir les procédures judiciaires comme ils ont dû en subir et qu'ils n'auront pas à subir justement cette incompréhension qui a valu des heures d'angoisse à un bon nombre de ces parents et de ces couples et qui a pu même, dans certains cas, coûter la vie à des bébés à cause de mauvaises conditions sociosanitaires dans des pays étrangers. Je pense, Mme la Présidente, qu'il aurait fallu agir avec beaucoup plus de diligence et faire en sorte, au moment où il était important de tenir une commission parlementaire, que cette dernière soit tenue. Ainsi, nous n'aurions pas eu à vivre toutes ces tracasseries administratives légales que nous avons dû

vivre et que les parents, malheureusement, ont dû subir dans bien des cas plus qu'autrement.

Je voudrais ouvrir une parenthèse, Mme la Présidente, pour vous dire que j'espère que l'attitude de la ministre ne sera pas garante du présent, parce que j'ai peur pour certaines de nos institutions. Je regarde, notamment, ce qui se passe actuellement à l'Institut Doréa, où les gens s'attendaient à une réponse explicite de la ministre en ce qui concerne leur avenir. J'ose croire... Mme la ministre laisse sous-entendre que, probablement, elle pourra finir par leur parler, apporter les réponses à leurs demandes. Encore une fois, il sera trop tard parce que les décisions auront été prises et qu'ils seront devant un fait. Ce n'est pas une façon de gouverner, et c'est encore moins une façon de diriger et de faire respecter ses engagements et sa parole vis-à-vis l'ensemble d'organismes, d'institutions ou d'individus.

Depuis quatre jours, les gens de l'Institut Doréa manifestent à l'extérieur du Parlement, devant l'Assemblée nationale, afin d'obtenir une réponse que la ministre, le 20 mai, leur avait promise dans deux ou trois jours. J'espère que nous n'aurons plus à subir à l'avenir ce genre d'action de la part de la ministre parce que les gens croiront de moins en moins en nos parlementaires, et je trouverais malheureux qu'on ne puisse plus croire en nos institutions.

Mme la Présidente, je vous remercie et j'espère que nous aurons le loisir de trouver, à la satisfaction de l'ensemble des parents, les modifications à apporter au projet de loi 21 et que nous aurons, dans des délais très courts, la réglementation qui permettra, enfin, que les délais soient réduits et que les parents puissent recevoir des services dans l'ensemble des CLSC de la province de Québec. Actuellement, à cause de restrictions budgétaires, certains CLSC ont coupé le poste de travailleur social qui pouvait faire les évaluations. Les parents ont de plus en plus de difficultés à trouver, à l'intérieur du Comité de la protection de la jeunesse, la ressource nécessaire pour que leur projet d'adoption aboutisse, c'est-à-dire pouvoir enfin trouver un enfant et pouvoir créer une famille. Mme la Présidente, je vous remercie et j'ose espérer que ces modifications seront faites dans les plus brefs délais.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Marie-Victorin.

M. le député de Saint-Louis.

M. Chagnon: Mme la Présidente, je voudrais savoir si la députée de Marie-Victorin accepterait, en vertu de l'article 213, de répondre à une question que je pourrais lui poser au sujet du discours qu'elle

vient de tenir, très long discours d'ailleurs.

La Vice-Présidente: Mme la députée, il s'agit de l'article 213. Or, en vertu de l'article 213, il faut le consentement de la députée. Est-ce que vous êtes consentante à ce qu'on vous pose une question, Mme la députée?

Mme Vermette: Mme la Présidente, j'ai simplement à donner comme réponse à mon collègue que, s'il avait écouté le discours, il aurait eu les réponses.

La Vice-Présidente: Je considère qu'il n'y a pas consentement. Il n'y a pas de consentement, M. le député de Saint-Louis.

M. Chagnon: Je vous remercie, madame.

La Vice-Présidente: M. le député de Taschereau.

Une voix: ...le "kid kodak" de Saint-Louis.

La Vice-Présidente: Je vais reconnaître le prochain intervenant.

M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Merci, Mme la Présidente. Il me fait plaisir d'intervenir relativement au projet de loi 21. Je voudrais signaler la pertinence des commentaires faits par ma collègue, la députée de Marie-Victorin. À ce moment-là, il n'est pas de mon intention de reprendre l'excellent argumentaire qu'elle a développé dans ces dernières 40 minutes et qui a fait vraiment le tour, d'une façon cohérente, comme on aurait aimé que le gouvernement le fasse au début, de tout le problème de l'adoption internationale.

À titre d'exemple, pour bien comprendre le projet de loi 21 qui est devant nous, il serait bon de se rappeler le festival de la réglementation et de la législation que la ministre de la Santé et des Services sociaux a inauguré le 19 novembre 1986 dans ce dossier-là. Le 19 novembre 1986, un an après avoir été nommée titulaire du ministère de la Santé et des Services sociaux, donc responsable du dossier de l'adoption internationale, la ministre de la Santé faisait adopter le décret 1728-86 qui avait pour effet d'interdire l'adoption internationale dans les pays dont les règles de droit en matière d'adoption diffèrent des nôtres. Par décret, on donnait une interprétation des dispositions du Code civil et, c'était là, une fonction réservée aux tribunaux, on le sait.

En décembre 1986, dépôt du projet de loi 139 par lequel le gouvernement se donne

le pouvoir de préciser, par règlement, les modalités d'intervention, en matière d'adoption internationale, du directeur de la protection de la jeunesse ou d'un organisme reconnu par la ministre. Donc, un décret, le dépôt d'un projet de loi. Le 11 mars 1987, projet de règlement concernant l'adoption internationale. Le 2 avril 1987, dépôt du projet de loi 21 modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse et, toujours, sur le même sujet de l'adoption internationale.

On le sait, il y a eu une consultation particulière, heureusement, pour permettre d'éclairer la lanterne de la ministre les 6, 7, 12 et 13 mai 1987, sur le projet de loi 21. Aujourd'hui nous entendions, il y a à peine une heure, que la ministre déposait des amendements importants au projet de loi 21 qui, en partie seulement, donnent suite aux recommandations faites par l'Opposition dans ce dossier-là, depuis le début du dossier.

Nous espérons, Mme la Présidente, que le festival sur l'adoption internationale déclenché par la ministre, connaîtra sa fin à un moment donné, parce que les parents adoptifs, les pères et les mères qui désiraient adopter un enfant né dans un autre pays commencent à en avoir assez des tergiversations de la ministre dans ce dossier-là. On voudrait, une fois pour toutes, avoir des règles du jeu claires qui respectent les données fondamentales du problème de l'adoption internationale. Notamment, on espérerait aussi que la ministre procède à une réforme au niveau du Secrétariat à l'adoption. On va amender la loi 21, on va donner une structure légale, on va se donner des règles du jeu sur le plan légal mais ce n'est pas tout. Il faut également que la ministre apporte un soin particulier à refaire, à réformer le Secrétariat à l'adoption pour le rendre plus accessible, encore une fois, aux candidats parents adoptifs, à ceux qui veulent adopter des enfants qui viennent d'ailleurs.

On n'a pas besoin d'insister longtemps. Combien de fois de l'autre côté... On commence à se réveiller depuis trois semaines, on vient de se rendre compte du côté du gouvernement libéral qu'il y a un problème sur le plan démographique au Québec. Ils viennent de se rendre compte qu'il y a un petit problème au niveau démographique au Québec alors que le Parti québécois le dit depuis déjà plusieurs années. Réveillez-vous au niveau de l'adoption internationale également. C'est une bonne façon que le Québec s'enrichisse, comme l'a bien souligné la députée de Marie-Victorin, par le biais de cette adoption internationale où des enfants nés ailleurs pourraient venir ici enrichir notre potentiel humain au Québec.

(17 h 10)

Donc, nécessaire réforme au Secrétariat

à l'adoption pour arriver à administrer cette politique en matière d'adoption internationale, qui doit tenir compte de la faible natalité au Québec et qui doit tenir compte aussi de notre politique d'immigration.

Mme la Présidente, le ministère devra également voir à corriger légèrement son tir. On parle de l'adoption internationale, mais on ne fait rien actuellement. Les Centres de services sociaux qui doivent traiter les demandes, qui doivent, entre autres, procéder aux évaluations des parents adoptifs ou adoptants, connaissent des délais d'attente énormes. Des exemples ont été fournis en cette Chambre. C'est beaucoup trop long! Les parents se découragent! Pourtant, ce n'est pas compliqué, évaluer nos rapports d'impôt quand c'est le temps de venir chercher une portion plus grande d'impôt qu'on n'aurait pas payée. Comment cela se fait-il que cela prend autant de temps pour procéder à l'évaluation d'un foyer pour déterminer si oui ou non ces parents sont en mesure d'adopter les enfants, quand c'est leur souhait, leur désir? Les parents font des tas de démarches, mais font face à des délais bureaucratiques parce que les centres de services sociaux n'ont pas les ressources financières nécessaires pour procéder à l'étude des dossiers. Plusieurs des centres de services sociaux ont dû affecter des travailleurs sociaux à d'autres services en raison des coupures budgétaires faites par la ministre afin d'atteindre cet équilibre budgétaire souhaité par tout le monde au Québec. Quand je dis "tout le monde", je veux dire le "Conseil du trésor".

Les organismes bénévoles ont piloté jusqu'à maintenant un grand nombre d'adoptions internationales. Ces organismes ont prouvé, dans bien des cas, leur efficacité, ont développé une expertise certaine et ils doivent continuer à demeurer et doivent conserver les mêmes responsabilités qu'ils ont maintenant. S'ils devaient disparaître pour être remplacés par des fonctionnaires, c'est l'État qui devrait en assumer le coût. Deuxièmement, ce sont peut-être les citoyens qui devraient payer également en étant obligés de supporter un délai beaucoup plus long.

Au Parti québécois, notre position a toujours été claire. Elle a été bien explicitée par la députée de Marie-Victorin. Nous sommes pour un contrôle de l'adoption internationale; cela est nécessaire pour éviter le trafic d'enfants qui se fait et qui pourrait se faire; cela n'est pas difficile à concevoir. Les règles d'encadrement, adoptées par le Québec, cependant, doivent être souples, accueillantes pour les couples adoptants. C'est la meilleure façon d'éviter que ne se créent des réseaux parallèles, où le mot "adoption" prend parfois l'allure du mot "trafic". Les droits individuels des parents, de la famille et de l'enfant doivent primer

l'interventionnisme abusif de l'État.

Il y a un mot sur l'aspect international du dossier de l'adoption. Au Parti québécois, notre position, encore une fois, a toujours été limpide et claire. Cette position ne s'est pas modifiée à la suite du festival de projets de règlement, de règlements et de lois de la part de la ministre. Nous sommes pour la légalisation des projets d'adoption privée qui se font selon les règles juridiques du pays étranger et celles du Québec.

Je vois que le ministre délégué aux Affaires internationales est avec nous. Il y a possibilité de concevoir une loi qui respecte le caractère d'identité des pays étrangers et qui respecte également les règles que nous voulons nous donner ici au Québec en pareille matière. Ce n'est pas sorcier. Il s'agit juste de s'asseoir, de bien faire ses devoirs et de consulter les gens, bien sûr. Ces projets laissent place à l'initiative des parents adoptants qui trouvent eux-mêmes l'enfant à l'aide d'un organisme, qui obtiennent le jugement d'adoption dans le pays et le font reconnaître par les tribunaux québécois.

Ces contrôles législatifs auxquels s'ajoutent ceux exercés lors de l'entrée de l'enfant au Québec suffisent à éviter le trafic d'enfants que tout le monde cherche à éviter. Mme la Présidente, à ce stade-ci, les amendements apportés par la ministre de la Santé et des Services sociaux ont besoin d'être étudiés de très près. Nous nous inquiétons, non pas du contenu de ces amendements, parce que, encore une fois, dans certains cas, ils sont absolument bénéfiques. Nous nous inquiétons de voir que la ministre de la Santé et des Services sociaux est incapable de faire son lit en matière d'adoption internationale, est incapable de faire part à la population québécoise, désireuse d'en savoir plus, exactement à quelle enseigne elle doit se loger parce que, bien sûr, elle ne sait pas à quelle enseigne la ministre elle-même se loge.

Va-t-elle changer d'idée encore la semaine prochaine quand on va faire l'étude article par article? Va-t-elle changer d'idée encore l'automne prochain trois mois après l'entrée en vigueur d'une loi? Où allons-nous en matière d'adoption internationale? Je vois le député de Laurier qui me fait signe que lui non plus peut-être ne le sait pas. C'est ça qu'on veut, Mme la ministre, une opinion claire, des règles du jeu claires, des avenues claires et ne pas changer d'idée à tout bout de champ. Je regarde les amendements que nous a annoncés la ministre. En commission parlementaire, on aura l'occasion de passer au travers. Il y a des modifications importantes là-dedans.

L'adoption simple, ce n'est quand même pas une mince décision. Comment se fait-il que tout d'un coup elle vient de réaliser que

l'adoption simple, elle va l'introduire dans son projet de loi. Il faudrait quand même, à un moment donné, sur une matière aussi importante que l'adoption internationale, que le Québec puisse donner l'heure juste à la fois à sa population, aux parents désireux d'adopter des enfants et aussi aux pays étrangers. Ceux qui essaient de suivre - ceux qui nous regardent ailleurs - ce qui se passe en matière de loi au Québec, en matière d'adoption internationale, ont besoin de suivre un cours accéléré en droit. Ce cours va durer au moins six mois.

Personne ne s'y retrouve et les délais continuent de s'accumuler au Secrétariat à l'adoption. Une bonne loi, des mesures administratives intelligentes, des ressources financières appropriées pour permettre à ce personnel de faire leurs études, leurs évaluations, leurs contacts, leurs enquêtes, ce n'est pas une affaire compliquée. Puisque le Parti libéral vient de réaliser qu'il y a un problème démographique au Québec, pourquoi ne pas injecter les sous nécessaires dans ce dossier immédiatement alors que les CSS sont en pleine crise budgétaire? Je pourrais parler du CSS-Richelieu dans mon comté où on entend parler des conséquences des coupures budgétaires dans ce secteur. C'est la même chose pour l'adoption internationale.

J'ai des amis, Mme la Présidente, qui m'ont appelé il y a trois semaines et qui m'ont demandé: On veut adopter un enfant qui est né dans un pays étranger, en l'occurrence, en Thaïlande. J'ai essayé de m'y retrouver pour leur donner les meilleurs conseils possible pour que ça puisse se dérouler le plus rapidement possible. J'ai appelé, au ministère de la Santé et des Services sociaux. J'ai appelé à la DPJ, au CSS, pour avoir l'heure juste pour savoir combien de temps à peu près cela peut prendre après cette démarche, etc. Mon dossier, Mme la ministre, est rendu à peu près à un demi-pouce d'épais juste parce que j'essaie d'aider les gens qui veulent adopter cet enfant né en Thaïlande. Un demi-pouce d'épais. Je vais vous dire que c'est la députée de Marie-Victorin qui m'a donné le meilleur conseil dans ce dossier et je ne vous dirai pas lequel.

(17 h 20)

En deux mots, en terminant, la ministre apporte des amendements au projet de loi 21. On va les étudier attentivement. Mme la députée de Marie-Victorin pilotera l'équipe de l'Opposition qui veillera à scruter ces amendements afin de faire en sorte qu'il y ait un minimum de cohérence dans l'attitude législative de la ministre de la Santé et des Services sociaux. On sait que son bilan législatif est semé d'embûches. Cela n'a pas toujours été facile de légiférer dans son secteur. Dans ce cas-ci, je pense qu'on peut dire que l'Opposition lui apportera la collaboration nécessaire pour qu'on puisse

pondre un "oeuf" législatif qui ait la forme un peu d'une coquille sans trop de trous.

Mais il y a une chose qu'on ne peut pas faire, par exemple, c'est qu'on ne pourra pas donner les ressources suffisantes aux centres des services sociaux, on ne pourra pas réformer administrativement le Secrétariat à l'adoption pour le rendre plus humain, plus près des besoins véritables des parents qui, aujourd'hui, désirent - et hier, parce qu'il y en a que leur dossier remonte à loin et ce n'est toujours pas réglé...

Une voix: ...

M. Filion: Alors, cela m'est confirmé par des députés libéraux qui semblent, d'ailleurs, trouver que c'est correct que cela prenne trois ans et demi pour savoir à peu près ce qui va se passer.

Une voix: Cela prend des solutions.

M. Filion: Ils trouvent cela correct. Des solutions...

La Vice-Présidente: À l'ordre!

M. Filion: ...je vous les donne. Donnez l'argent suffisant aux gens et aux ressources existantes pour les faire marcher. Réformez le Secrétariat à l'adoption. Et faites donc un projet de loi, une fois pour toutes, qui est clair, qui respecte les pays étrangers au lieu de vouloir les intégrer à notre Code civil. Bon, il faut respecter les traditions juridiques qui se sont développées dans les autres continents. On n'est pas tous issus du code Napoléon quand même! Alors qu'on respecte les traditions juridiques des pays étrangers à l'intérieur d'un projet de loi, qu'on fasse les consultations... On pourra même employer la diplomatie des petits pas, si cela peut convenir et parfaire le travail. Une fois pour toutes, quand même, donnez l'heure juste aux Québécois, donnez-leur des règles et un cadre législatif qui se tient debout, donnez les ressources suffisantes aux organismes existants à l'intérieur du réseau des affaires sociales pour qu'ils puissent faire leur travail, faites une réforme du Secrétariat à l'adoption et le problème, à ce moment-là, sera réglé et les Québécois, qui voudront adopter des enfants ailleurs, pourront le faire pour le plus grand bénéfice de ces enfants et pour le plus grand bénéfice du Québec qui va les recevoir généreusement, de façon hospitalière et accueillante. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taillon. M. le député de Taschereau.

M. Jean Leclerc

M. Leclerc: Merci, Mme la Présidente.

Il y a déjà plus d'une heure que nous écoutons, de ce côté-ci de la Chambre, les représentations de l'Opposition. Force nous est de faire le constat, à ce moment-ci, qu'ils n'ont pas été très clairs. Sont-ils pour le projet de loi? Probablement. Comment en parlent-ils? Nébuleusement, surtout dans le cas de la députée de Marie-Victorin. Et on retrouve chez eux, tout à coup, un intérêt fantastique pour la question de l'adoption. Là, le député de Taillon nous a dit que la députée de Marie-Victorin piloterait l'équipe en commission parlementaire. Ce n'est pas n'importe quoi! Mais, c'est drôle, on a fait une consultation; on a entendu une vingtaine de groupes. La seule qu'on a vue, c'est la députée de Marie-Victorin. Je peux vous dire que l'équipe n'était pas grosse, mais la députée de Johnson est venue quelques moments...

Mme Juneau: ...je m'en venais là.

M. Lederc: Elle est venue, oui, faire quelques interventions au débat; je ne l'avais pas oubliée. Mais, quand on parle d'équipe, il faut dire que c'est un intérêt tout à fait nouveau. Là, on nous dit qu'il y a seize, douze intervenants. L'Opposition au complet arrive en Chambre, il y a un projet de loi qui arrive.

Mme Juneau: On est 23, d'accord?

M. Leclerc: Donc, je suis un peu surpris - oui, je suis fort au courant que vous êtes 23 - de voir que, tout à coup, la question de l'adoption internationale devient une question de toute une Opposition, mais je suis heureux, par ailleurs, qu'ils s'y intéressent.

Je comprends mal, cependant, leur attitude. Comme on le dit dans notre sport national, je trouve que, depuis qu'ils parlent, ils comptent dans leur propre but. Mme la députée de Marie-Victorin nous a parlé pendant une heure de temps des horreurs du régime actuel et précédent de l'adoption internationale, de gens - et c'est vrai - qui ont attendu cinq ans, six ans, huit ans et dix ans et qui, pendant toutes ces années, ont eu à subir le stress psychologique et toutes les dépenses s'y rapportant. Ils ont attendu toutes ces années pour être évalués et pour avoir finalement un enfant d'un autre pays. Respectueusement, je ferai remarquer à la députée de Marie-Victorin, elle en est fort consciente, que l'actuelle ministre de la Santé et des Services sociaux est en poste depuis 18 mois. Or, moi politiquement, je ne comprends absolument pas les arguments de l'Opposition qui nous sort les horreurs des six, sept, huit ou dix dernières années. Je pense que nous avons là un projet de loi où il faudrait faire le moins de politique possible, il faudrait rester le plus près possible des besoins de la population.

Ressortir des vieilles choses, donner libre cours au porte-parole du gouvernement de rappeler le mauvais temps qu'on a dû subir sous l'ancien gouvernement, cela m'apparaît fort malhabile. Je n'ai pas l'intention de continuer sur cela. Je tiens, à tout le moins, à rappeler que je ne comprends pas l'attitude politique de l'Opposition dans ce dossier. Oui, ils vont avoir besoin d'une équipe, c'est là que je vois cela. C'est la ministre actuelle qui a mis en branle le processus du projet de loi. C'est la ministre actuelle qui a tenu la commission parlementaire. L'Opposition dit: Oui, mais cela a pris du temps. Il faut laisser le temps aux intervenants de préparer leur mémoire. Il faut les entendre. Il faut que les légistes, le cabinet de la ministre et l'administration du ministère se penchent sur les représentations, les étudient et modifient le projet de loi, ce qui a été fait. C'est bien mal connaître la procédure parlementaire que de dire que le gouvernement s'est traîné les pieds dans ce dossier alors que, pendant bon nombre d'années, vous n'avez rien fait. On a pris cela dans la condition que vous décrivez. On a pris cela avec des horreurs et des parents qui ont attendu pendant des années et des années.

La députée de Marie-Victorin nous a parlé d'un sujet dont elle nous parle souvent et qui nous préoccupe. Malheureusement, elle pense être la seule à être préoccupée de dénatalité au Québec. Mon collègue de Westmount me faisait remarquer, tout à l'heure, qu'il y a quatre à cinq ans qu'il s'est penché sur ce problème. Ce n'est pas nouveau dans le décor. Ce n'est pas nouveau dans les parages politiques au Québec qu'il y a un problème de dénatalité. Mais quand la députée de Marie-Victorin nous dit: Avec l'adoption internationale, on va régler le problème de dénatalité au Québec, là je ne comprends pas. Actuellement, il s'adopte environ 250 enfants provenant de pays étrangers, par année, au Québec. Admettons que cela double, que cela triple ou que cela quadruple, ce n'est pas 1000 enfants par année qui vont régler le problème de la dénatalité au Québec.

Je trouve donc tout à fait déplacé de tenter de faire un lien entre la dénatalité et l'adoption internationale. Je regrette là, je n'en vois pas! L'adoption internationale c'est pour aider les couples qui n'ont pu avoir d'enfants et qui ne peuvent en avoir au Québec, c'est-à-dire qui ne peuvent pas en adopter provenant du Québec, d'en adopter au niveau international. Or, je regrette infiniment, mais ce n'est pas avec l'adoption internationale que la courbe de natalité au Québec ou que le nombre d'enfants va, à ce point, augmenter. Encore là, je pense que c'est un peu fausser le débat. La députée de Marie-Victorin a aussi mis en doute... Vous me permettez de parler surtout de

l'intervention de la députée de Marie-Victorin puisqu'elle est critique officielle en la matière, non pas que je trouve que le discours du député de Taillon n'était pas important, mais je vais me concentrer sur le discours de la députée de Marie-Victorin, parce qu'il me semblait contenir beaucoup plus de choses pas tout à fait correctes. Elle parlait de la réputation internationale du Québec à l'étranger. Elle disait que le Québec, de la façon dont on s'en allait avec le projet de loi, n'aurait pas bonne réputation au niveau international. Je vois mon collègue, le ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et je sais à quel point il est soucieux de la réputation du Québec à l'étranger. Je vais simplement, pour la bonne compréhension de la députée, lire le paragraphe 72.3 qui dit: "L'adoptant domicilié au Québec au moment de l'adoption ne peut adopter un enfant domicilié hors du Québec que par l'entremise du ministre de la Santé et des Services sociaux."

(17 h 30)

Voilà une garantie hors de tout doute que le Québec entend prendre ses responsabilités à l'étranger en ne permettant pas qu'il puisse se faire n'importe quoi en adoption internationale, en ne permettant pas que des parents puissent prendre l'avion, aller chercher un enfant, revenir à Québec, le tour est joué, on n'en parle plus.

Il est normal qu'il en soit ainsi parce que tout le monde est au courant qu'il y a eu, et qu'il y a encore malheureusement des personnes fort mal intentionnées, dans certains pays, qui font le trafic d'enfants et il n'est pas question que le gouvernement du Québec s'associe, d'une façon ou d'une autre, à ce genre de trafic et il est normal que le gouvernement intervienne au minimum dans l'adoption internationale. D'ailleurs, les groupes que nous avons rencontrés en commission parlementaire, sauf un, nous ont dit: Oui, il faut que le gouvernement intervienne dans le domaine de l'adoption internationale. Par conséquent, encore là, je ne vois pas comment la députée de Marie-Victorin peut oser même prétendre qu'au plan international, le Québec n'aura pas ou n'a pas une bonne réputation.

Je voudrais aussi corriger une petite erreur qu'elle a commise, mais que, heureusement, le député de Taillon a reprise. Elle dit: Il y a des coupures dans les CLSC, nos gens ne pourront pas être évalués. On sait très bien que c'est dans les CSS que se fait ce genre d'évaluation. De toute façon, ces coupures n'ont pas eu lieu.

Elle a aussi parlé de l'évaluation des parents, nous soumettant un cas où les parents avaient été traumatisés. Il y a un grand nombre d'intervenants sociaux au Québec. Il peut arriver qu'un intervenant, qu'un travailleur social fasse un travail que

l'on peut qualifier de répréhensible auprès d'un couple. Est-ce que, parce qu'un couple a eu une mauvaise expérience avec un travailleur social, tous les travailleurs sociaux sont mauvais? Est-ce que, parce qu'un médecin donne une mauvaise pilule à un patient, tous les médecins du Québec ne sont pas bons? Je trouve, encore là, que la députée de Marie-Victorin exagère énormément en disant que les travailleurs sociaux au Québec ne font pas un bon travail auprès des couples alors qu'il se peut qu'un couple, deux couples aient eu une mauvaise expérience avec des travailleurs sociaux. C'est bêtement ce qu'on peut appeler la loi de la moyenne, mais de là à dire que notre système est mauvais, que nos couples sont tous traumatisés, il y a toute une marge. Je trouve que la députée de Marie-Victorin saute beaucoup trop vite aux conclusions.

Elle a aussi dit: Les travailleurs sociaux ont des préjugés envers l'adoption internationale. Elle nous a dit cela. Peut-être, encore une fois, qu'un ou deux travailleurs sociaux sur le territoire du Québec peut ou peuvent avoir des préjugés, mais d'aucune façon cela n'implique les autres travailleurs sociaux, d'aucune façon cela n'implique le gouvernement, d'aucune façon cela n'implique la ministre. Je demanderais un minimum de retenue à la députée de Marie-Victorin, qui a passé une heure à faire toutes sortes d'affirmations qui n'ont absolument rien à voir avec le fond de la loi qu'on étudie aujourd'hui. Ce n'est pas ce genre d'affirmation qui permettra au gouvernement, en commission parlementaire, de bonifier le projet de loi. Je souhaite que l'équipe qu'elle dirigera en commission parlementaire nous arrive beaucoup mieux intentionnée pour que ce projet de loi voie le jour le plus tôt possible et que les problèmes soient réglés.

Comme j'ai assisté à la commission parlementaire, je suis fort heureux d'intervenir sur le projet de loi 21. Je dois vous dire que j'ai trouvé cette commission parlementaire - à cet égard, je suis d'accord avec la députée de Marie-Victorin - difficile à vivre parce que des parents, souvent, sont venus devant nous avec une bonne expertise technique et sont venus nous dire qu'ils avaient vécu personnellement des périodes difficiles. Ils sont venus nous parler des horreurs dont nous a parlé la députée de Marie-Victorin, des attentes de cinq, sept, huit ans. Personnellement, comme individu, j'ai trouvé cela difficile parce qu'il y avait là des parents qui, en plus d'avoir eu des problèmes de fertilité, ont eu à vivre pendant des années et des années avec des problèmes administratifs, des problèmes de paperasse, des problèmes d'attente qui ont été difficiles et je pense que de venir nous rencontrer pour nous parler de leurs problèmes a été une attitude tout à fait

convenable. Ils l'ont fait dans la majorité et je dirais même dans la totalité de façon fort convenable, fort convaincante, et c'est ce qui fait que nous avons aujourd'hui devant nous un projet de loi modifié, un projet de loi bonifié. Je ne comprends pas l'attitude de la députée de Marie-Victorin qui dit qu'on n'a pas consulté les gens alors que, de façon générale, nous avons écouté tous les intervenants et nous avons bonifié le projet de loi pour tenir compte de leurs recommandations.

J'ai été touché en commission parlementaire par ces parents qui avaient tant d'amour à donner à un enfant, sans égard à sa couleur, à sa race, à sa provenance. Cela a été, je m'en confesse, la commission parlementaire à laquelle j'ai assisté qui fut pour moi la plus pénible, parce que ce qui nous était raconté avait été vécu de façon difficile par les intervenants. Je suis donc heureux que le projet de loi modifié que nous étudions aujourd'hui tienne compte des recommandations des intervenants. La ministre et le gouvernement ont été sensibles aux revendications, aux commentaires des groupes que nous avons entendus. Outre la sympathie normale, naturelle éprouvée pour les parents adoptants en attente, outre l'ouverture manifestée envers leurs recommandations, il est évident que le gouvernement ne peut pas, sous les seules prémisses qu'il y a dans le monde des enfants à adopter et au Québec des parents prêts à adopter des enfants, laisser libre cours, comme je le disais tout à l'heure, à l'adoption sans aucune formalité. Le gouvernement doit jouer son rôle et je pense que le projet de loi est équilibré puisque, d'une part, il permet au gouvernement d'exercer un contrôle pour le bien des enfants et des parents, mais il laisse d'autre part, de la latitude aux personnes.

Pour ceux qui nous écoutent et pour la députée de Marie-Victorin, j'aimerais simplement parler des principaux amendements que nous proposons. L'exigence du consentement de l'État étranger disparaît. Elle ne nous a pas tellement parlé de cela. Cela veut dire en conséquence que tous les jugements étrangers, y compris ceux d'adoption simple, pourront être reconnus au Québec pour autant que soit respectée la loi du domicile de l'enfant quant au consentement à l'adoption et à son adoptabilité et les exigences des lois du Québec. C'est ouvert, mais évidemment, on dit qu'il faut respecter les lois du pays d'où vient l'enfant. Je pense que, comme gouvernement, c'est tout à fait normal et logique que nous imposions cela aux parents adoptants. On dit qu'il faut aussi respecter les lois du Québec. Il faut que cette adoption internationale se fasse dans les mêmes règles que se ferait l'adoption d'un enfant provenant du Québec.

Le rôle des organismes reconnus est

réaffirmé. Voilà un point intéressant. Nous en avons rencontré certains qui ont développé avec le temps une expertise intéressante. Ce sont des organismes qui, soit en pays étranger, soit au Québec, favorisent des liens, qui aident les parents à trouver des enfants et je pense que c'est tout à fait légitime que ces organismes soient reconnus et leur rôle réaffirmé.

Enfin, une meilleure information sera donnée aux adoptants et aux intervenants par la publication de certains documents visant à faciliter l'adoption. Un avis à la **Gazette officielle du Québec** fera état de leur accessibilité. Je pense que c'est un point majeur, pour avoir assisté à l'ensemble des commentaires des groupes que nous avons rencontrés en commission parlementaire qui disaient manquer d'information. Je pense que voilà une façon de leur en procurer, une façon tout à fait officielle.

(17 h 40)

En terminant, je voudrais dire que je suis heureux que le gouvernement, après avoir entendu les différents groupes, ait modifié le projet de loi 21. Je suis un peu déçu, par contre, et je l'ai dit, de l'attitude de la députée de Marie-Victorin, critique en la matière. Je me serais attendu de sa part à un discours beaucoup plus positif d'autant plus qu'elle semble, je dis bien qu'elle semble, être en faveur du projet de loi, mais je compte bien qu'elle puisse, avec son équipe, comme on l'a dit, arriver en commission parlementaire, lors de l'étude article par article, avec une attitude positive et intéressante pour que ce projet de loi franchisse les dernières étapes, soit adopté, pour le plus grand bien des parents du Québec qui désirent adopter des enfants d'autres pays. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taschereau.

M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. François Gendron

M. Gendron: Mme la Présidente, je veux prendre les minutes qui suivent pour donner mon point de vue et donner celui de la formation politique à laquelle j'appartiens. Contrairement à ce que je viens d'entendre du député de Taschereau, j'ai été très attentif aux propos de notre critique en cette matière et je pense qu'elle a fait ce qu'elle avait à faire en prononçant un excellent discours sur le projet de loi que nous avons à discuter. J'ai l'impression que c'est toujours le problème qu'on a avec nos jeunes jouvenceaux qui arrivent dans le Parlement; ils ont l'impression qu'il faut parler parce que la ministre leur a dit de parler comme ça et qu'il s'agit de vanter, bien sûr, l'action de la ministre.

Ce qu'on a étudié, Mme la Présidente,

nous autres, ce n'est pas le projet de loi qui, après toutes sortes de circuits qu'il a suivis et que je décrirai pendant quelques minutes, sera étudié, après l'adoption de son principe, en commission parlementaire, article par article. À ce moment-là, on pourra apprécier les amendements déposés, et il est possible que les amendements soient très intéressants et permettent à l'Opposition, de même qu'à notre critique, de rectifier le tir.

Le député de Taschereau, il y a quelques minutes, disait: Je n'ai pas entendu la critique parler des amendements. Je comprends, elle a fait sa "job". Ce n'est pas la place en deuxième lecture, à l'étude du principe d'un projet de loi, de parler des amendements. C'est tellement vrai ce que je dis, Mme la Présidente, que je viens de vivre, pendant deux jours, l'étude d'un projet de loi qui a été étudié par des intervenants spécialisés dans le domaine des relations du travail, soit celui sur la création de la Commission des relations du travail. Lorsque j'ai pris connaissance du projet de loi qui a été déposé ici pour adoption en deuxième lecture, j'ai trouvé que les principes qui soutenaient ce projet de loi étaient valables et méritaient d'avoir l'appui de l'Opposition. Mais on s'est mis à regarder le contenu et à scruter chacun des articles, ce que des intervenants ont fait, et je vous dis que le tableau de bord a changé passablement à cause de toutes sortes d'imprécisions, de flou, de manque de clarté. Il y a même le Conseil du patronat qui a titré: Le monstre de l'arbitraire. Je reviens à nos moutons. C'était un petit aparté très court.

Ce qu'on a à étudier aujourd'hui, c'est le projet de loi 21 - je ne vous le lirai pas, j'espère que vous l'avez lu, je parle à l'ensemble des parlementaires - Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, etc. Juste une phrase: "Ce projet de loi a pour objet d'obliger l'adoptant, etc." Il nous parlait de mécanismes, de règles, de certains principes qui, dorénavant, devront guider la façon dont sera géré toute la problématique de l'adoption. Or, une chose est sûre dans le discours de notre critique officielle, c'est qu'elle a fait le portrait que ça n'allait pas bien. Je suis convaincu que le portrait qu'elle a fait n'est pas le sien. Bien sûr, elle a parlé à travers son expérience mais c'est davantage celui qu'elle a entendu et qu'elle a vu. Moi, règle générale, Mme la Présidente, quand j'ai à parler sur un projet de loi... J'aimerais bien mieux que l'ensemble des parlementaires développent l'habitude suivante: Pourquoi ne pas se référer davantage à ceux qui ont à vivre avec le problème? Pourquoi ne pas aller voir davantage ce que disent les gens concernés? Or, dans ce projet de loi-là, même si j'étais bien attentif aux propos du député de Taschereau, c'est loin d'être beau comme il

le disait. Ce n'est pas ce que les gens, qui ont à vivre les problèmes, ont dit.

Je veux juste faire un petit tour d'horizon de ce que ces intervenants ont dit en commission parlementaire. Je fais confiance aux gens qui sont venus là parce que, règle générale, ce sont des gens qui avaient étudié la question, des gens qui sont confrontés quotidiennement avec les problèmes qu'ils ont soulevés, qui ont une expertise pertinente et ils sont venus faire valoir à la ministre en commission qu'ils trouvaient son cheminement, concernant ce dossier, pour le moins tortueux, pour le moins obtu. Dans quelle direction s'en allait-elle? Et cela doit être vrai puisque, il y a quelques minutes, la ministre elle-même, après des mois, après avoir entendu toutes sortes de gens, disait: Je vais déposer deux amendements majeurs. Nous sommes probablement d'accord que ces amendements apportent enfin des réponses à des problèmes soulevés mais il faut comprendre que ce que le leader du gouvernement a appelé ce n'est pas l'étude article par article en commission parlementaire, mais le projet de loi en deuxième lecture, le principe du projet de loi avec les failles, les trous, les faiblesses et les nombreuses craintes et inquiétudes qui ont été soulevées par l'ensemble des intervenants. C'est de ça qu'on doit parler, Mme la Présidente.

Quand le député de Taschereau dit ne pas comprendre l'attitude de l'Opposition, elle est pourtant très simple. C'est ce qu'elle a vu actuellement.

M. Leclerc: Simpliste.

M. Gendron: Elle est très très simple, pas simpliste. Ce qu'elle a vu c'est que la ministre a eu énormément de difficultés à savoir précisément... Certains ont demandé à quelle enseigne elle logeait, qu'elle avait de la misère à faire son lit dans l'adoption, peu importe les mots. Les intervenants l'ont dit. J'en cite un qui s'appelle la réaction du Regroupement des organismes et des associations de parents pour l'adoption internationale. Vous verrez, M. le député de Taschereau, si c'est simpliste. Vous irez leur dire à ces gens-là qui ont dit: Le projet de loi 21 ne règle rien, ne règle pas du tout le problème que connaît le Québec, etc. Le gouvernement du Québec ne fait pas ci, etc. Si le gouvernement prétend accepter l'adoption simple... Je le sais. Il me parle des amendements. Les amendements, Mme la Présidente, je suis obligé, au moment où je vous parle en deuxième lecture, d'avoir le comportement de quelqu'un qui a lu le projet de loi que nous avons entre les mains. Or, les amendements, c'est faux, Mme la Présidente, ce n'est pas en débat de deuxième lecture qu'on étudie les amendements à un projet de loi. On n'a jamais fait

ça et ce n'est pas, parce qu'on arrive, après quinze mois comme jeune parlementaire, qu'on va changer les règles du jeu et que, dorénavant, on fera, à la fois, en Chambre en deuxième lecture, l'étude, article par article, qu'on fait en commission. Si on veut modifier le règlement, ça ne me dérange pas mais, que je sache, le règlement n'est pas modifié.

Ces gens-là ont dit: Le projet de loi 21 exige que les parents adoptants demandent aux pays étrangers de donner un consentement à l'adoption d'un enfant, ce qui, à la limite, nous apparaît être une renonciation à sa Loi sur l'adoption lorsque celle-ci n'accorde que l'adoption simple. Bon!

Aujourd'hui, Mme la ministre nous dit: On va permettre des choses qui vont aller dans le sens des revendications qu'on a eues. On regardera cela, Mme la ministre.

Le projet de loi 21 ajoute des procédures - il n'y a pas d'amendement là-dessus. Je n'ai pas entendu parler la ministre de la Santé et des Services sociaux - et augmente les délais d'attente que subissent les parents adoptants et les enfants en attente d'adoption à un moment crucial du projet d'adoption, celui où l'enfant est déjà proposé aux parents adoptifs.

Le projet de loi 21 oblige les organismes d'adoption internationale à se soumettre à la tutelle de la ministre de la Santé et des Services sociaux et de son Secrétariat à l'adoption internationale, perdant ainsi leur autonomie. Je répète que je ne fais que traduire les propos des intervenants qui connaissent cela, des intervenants qui vivent le problème depuis des années.

Le projet de loi 21 place - c'est gros ce que je vais dire - sous l'entière discrétion de la ministre de la Santé et des Services sociaux et du directeur de la protection de la jeunesse qu'on appelle le DPJ tout parent québécois qui veut réaliser un projet d'adoption. Ces gens ont dit: Nous, nous trouvons que c'est compliqué, c'est très complexe, c'est rigoureux le processus. Il y a tellement de balises que cela crée beaucoup trop d'enfarges, cela décourage la générosité de couples québécois qui voudraient poser un geste humanitaire, poser un geste humain, mais dans lesquels ils ne voudraient pas être pris pendant des années.
(17 h 50)

Mon voisin d'en face est gentil comme ce n'est pas possible. Mais, depuis les trois ou quatre dernières années, il me parle d'un problème majeur, car cela fait cinq ans qu'il essaie d'adopter un ou deux enfants. Cela a fonctionné, c'est venu proche, cela a reculé, cela ne fonctionne plus, cela coûte cher, il a été obligé de recommencer. Il fait des frais, aménage une chambre pensant qu'il l'aurait enfin. Il ne les a pas encore, ses deux petits enfants - je ne me rappelle pas de quel pays d'origine. Il ne les a pas encore au moment

où on se parle. Le deuxième voisin, c'est le même problème, Mme la Présidente.

Ce qu'on dit à la ministre, il y a quelque chose. Ces gens ne parlent sûrement pas tous à travers leur chapeau. Ces gens ont sûrement des points de vue intéressants. Et je parle toujours des gens regroupés au sein des organismes et associations de parents pour l'adoption internationale. Je pourrais continuer pendant des heures.

Quand les gens ont pris connaissance du projet de loi, qu'est-ce qu'on a lu partout dans les articles de journaux? Adoption internationale, un projet de loi pour des bureaucrates. Un expert appuie les parents adoptants et dit que cela n'a pas de bon sens, que cela n'a pas d'allure et que c'est trop compliqué. Rien dans la procédure ne permet de faciliter l'adoption. L'État veut trop intervenir, trop "interventionner". Ce n'est pas moi qui dis cela. Ce sont des gens qui ont regardé cela attentivement.

Le projet de loi sur l'adoption ne fera qu'aggraver les problèmes. On est en deuxième lecture et c'est cela le principe. Le projet de loi 21 sur l'adoption et au sujet duquel le gouvernement tient une consultation non seulement ne règle pas les problèmes nombreux soulevés par les parents qui connaissent cela, mais les empirera. Ce n'est pas François Gendron dixit, Bernard Racine dixit, après avoir suivi la commission, après avoir entendu une série d'intervenants qui connaissent ces problèmes.

De nous dire, comme le député de Taschereau a essayé de le faire: On ne sait pas où va l'Opposition, je trouve que la différence est fondamentale. Nous, on sait justement où on va. Dans un projet de loi comme cela, sur un sujet important pour le Québec, majeur pour les Québécois, et je trouvais complètement caricatural qu'un député se permette d'affirmer en cette Chambre - c'est vrai qu'ici on peut pratiquement entendre n'importe quoi à certains moments et on en a eu la preuve il y a à peu près quinze minutes en disant qu'il n'y avait aucun lien entre l'adoption et le fait qu'au Québec on pourrait, nous, si on avait un système d'adoption un peu moins compliqué, un peu moins difficile, s'en servir pour bonifier notre crise sans précédent concernant la dénatalité.

Je n'essaie pas de faire croire au monde que l'adoption internationale, ça devient une politique de natalité. Je ne suis pas un enfant d'école. Dans une politique de natalité, il y a une série d'éléments quand on veut augmenter la démographie. Ça prendrait, bien sûr, une politique familiale. On n'en a pas encore, même si ce gouvernement avait promis que c'était urgent, que les études étaient faites. Ça fait 18 mois qu'ils sont au pouvoir et on ne sait rien là-dessus. Oui, cela améliorerait les affaires, première chose. Bien sûr que l'immigration normale,

régulière peut contribuer à améliorer notre démographie. Mais ne pensez pas... L'adoption internationale bien faite, dans des délais plus courts, où ça ne prend pas quatre, cinq, sept ou dix ans, a des coûts astronomiques, avec toutes sortes de difficultés, avec le Secrétariat à l'adoption qui n'a pas l'air de comprendre grand-chose dans le système. Il n'a pas les effectifs, il y a des problèmes partout... Pensez-vous qu'à ce moment-ci, le Québec n'aurait pas besoin d'une contribution importante du Service à l'adoption internationale pour améliorer notre démographie? Pas dans le sens d'en faire le principe. On n'a jamais parlé de cela. Un député affirmait tantôt qu'il n'y a aucun lien entre l'adoption internationale et l'augmentation démographique requise. Il me semble que c'est effrayant, c'est gros pour quelqu'un qui a suivi la commission avec intérêt, qui a entendu des groupes dire tout à fait le contraire. Ça fait curieux.

Je reviens toujours sur le projet de loi 21. La ministre nous dit: On va déposer des amendements, en particulier sur toute la question de l'adoption simple, et on va regarder. Effectivement, ça peut changer le visage. Sauf que la ministre n'a pas parlé beaucoup des difficultés soulevées par les intervenants concernés, par exemple, l'absence de ressources nécessaires pour répondre aux demandes d'évaluation des parents adoptants afin de raccourcir les délais d'attente. Encore là, Mme la Présidente, ce n'est pas moi qui parle. Ce sont des gens qui connaissent cela. Ils disent: Actuellement, les délais sont invraisemblables et les ressources - je ne les blâme pas, ce ne sont pas les gens qui sont dans les bottes, ce ne sont pas les gens aux CSS que je blâme. Au contraire, ils font leur "job" comme ce n'est pas possible.

Mais les ressources étant diminuées, les ressources étant tellement restreintes, il n'y a plus le support requis pour aller correctement, d'accord, mais plus rapidement. C'est ça qu'on demande. On mentionne ici: Plusieurs CSS ont dû affecter des travailleurs sociaux à d'autres services en raison des coupures budgétaires afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. Là, Mme la ministre dit: Non, non, il n'y a pas de coupures. Bien, allez voir les CSS de l'Estrie, du Bas-du-Fleuve, de l'Outaouais et de la Côte-Nord, ce sont ces gens qui nous ont dit qu'actuellement les ressources qui étaient à l'adoption ne sont plus là. Ce n'est pas à cause des coupures, les gens sont prêts ailleurs! Alors, quel soutien les intéressés pourront-ils avoir? Aucun. Les organismes bénévoles qui ont piloté, jusqu'ici, un grand nombre d'adoptions internationales ont prouvé leur efficacité et développé une expertise certaine. Donc, ce sont des gens qui devraient davantage être mis à contribution, qui ne devraient pas être dans un carcan

juridique, qui ne devraient pas être dans un projet de loi où, effectivement, seuls les bureaucrates vont s'y retrouver. Ils ont tous dit cela à la ministre lors de la commission parlementaire. Tous ces gens ont expliqué à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux qu'il serait important qu'ils soient plus intégrés à cette structure concernant l'adoption internationale. Ils ont la capacité de réduire les délais, de conseiller des intervenants qui veulent procéder plus rapidement, parce que la volonté québécoise, la volonté réelle de plusieurs citoyens et citoyennes du Québec de poser un geste humanitaire rapide pour toutes sortes de motifs est là. Et ce n'est pas à moi à les juger. Si on ne permet pas, par des mécanismes, qu'elle puisse se traduire dans des délais rapides, concrètement et rapidement, on assiste à des situations où des gens qui, après avoir mis tellement d'énergie, de cœur, de vitalité et également de coûts - parce qu'il y a toujours des coûts reliés à ces gestes - dans certains cas, se découragent. Ils ne veulent plus poursuivre cet objectif. Chaque fois, c'est un manque de contribution "oecuménique", si vous me permettez l'expression, au niveau international. C'est aussi l'incapacité, pour des Québécois, de vouloir avoir droit d'élever des enfants lorsqu'il y a des difficultés pour certains ou d'autres. Peu importe, on n'est pas ici pour porter des jugements.

Ce sont ces éléments qu'on a vus. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas d'autres. Ma collègue, la députée de Marie-Victorin, critique en cette matière, a très bien démontré que, si on pouvait un peu plus savoir où la ministre va s'arrêter une fois pour toutes, quels correctifs majeurs elle apportera aux nombreuses lacunes du projet de loi, qui ont été évoquées, il n'est pas dit que notre position ne changera pas. On est capable de modifier notre position parce qu'on est des adultes capables d'analyser des situations et de changer notre point de vue. Mais là, on en est au principe de deuxième lecture et tous les intervenants qui ont regardé le projet de loi ont dit: Cela ne marche pas du tout, ce n'est pas cela qu'on veut. C'est un projet de loi qui ne répond pas à nos attentes. Si la ministre répond davantage aux attentes des gens du milieu, cela nous fera plaisir de contribuer à son adoption, cela nous fera plaisir de dire: Écoutez, compte tenu que la ministre a tenu compte des points majeurs qui avaient été soulevés, on va y souscrire. Vu que, règle générale, elle a un certain esprit d'ouverture, j'espère qu'elle sera très attentive aux propos des collègues qui me suivront. On va être d'accord pour regarder cela attentivement en commission parlementaire mais à la condition qu'on puisse s'y retrouver, à la condition qu'on soit certains que, lorsqu'on prend connaissance des amendements, ces

amendements correspondent à des problèmes réels qui ont été soulevés et très bien identifiés à plusieurs reprises et, en conséquence, que cela devienne un projet de loi dans lequel, non seulement, cette fois, en lisant les notes explicatives mais en lisant surtout son contenu, on trouve un parfait équilibre entre ce qu'on a dit que ce serait et ce que c'est effectivement. Il faut éviter de vivre, comme j'ai mentionné tantôt, ce qu'on voit avec un autre projet de loi où personne ne trouve une corrélation entre les notes explicatives et le contenu du projet de loi. Dans ce sens, Mme la Présidente, je termine en disant tout simplement que, oui la ministre aura notre collaboration à la condition qu'on puisse apprécier ces nombreux amendements, puisqu'il semble que là, après toutes sortes d'intervenants, elle a compris la nécessité d'en présenter. En conséquence, je suis convaincu que notre critique en cette matière sera en mesure de les apprécier convenablement. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, si vous me permettez, strictement pour l'information du député d'Abitibi-Ouest... Il n'était pas ici en Chambre mais c'est, avec le consentement de l'Opposition, qui d'ailleurs me l'a demandé, que nous avons déposé les amendements. Les amendements, vous êtes en mesure de les apprécier déjà. Je comprends que c'est peut-être plus facile pour vous de discuter du projet de loi 21 mais c'est vous qui avez sollicité que je les dépose. C'est avec ce consentement unanime de la Chambre que nous les avons déposés. Alors, ils existent ces amendements.

La Vice-Présidente: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Très rapidement, pour l'information de la ministre. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas physiquement ici... J'ai eu l'occasion, comme leader adjoint, d'entendre, effectivement, le court débat de procédure qui a eu lieu entre mon collègue, le député de Joliette et le député de Frontenac. Effectivement, oui on était complètement d'accord avec les amendements, on n'a jamais dit qu'on n'était pas d'accord, sauf que je vous rappelle que - cela va être ma conclusion très simple - quand le leader a donné un ordre de la Chambre, il l'a fait pour discuter de l'adoption du principe du projet de loi 21 en deuxième lecture. Si on veut nous convier à une autre étape, je n'ai jamais dit qu'à chacune des étapes... Moi, j'ai toujours le même discours indépendamment des amende-

ments qu'on apporte, Mme la ministre. Cela arrive que, dépendamment des étapes, je change de discours parce que, entre-temps, il s'est posé des gestes qui me permettent de changer de discours. Alors, posez ce geste et vous allez voir qu'on va avoir un bon discours.

La Vice-Présidente: Je pense que ce sont des remarques préliminaires de part et d'autre. Oui, M. le député de Shefford.

M. Paré: Oui, je demanderais la suspension du débat, s'il vous plaît.

La Vice-Présidente: Compte tenu de l'heure, nous allons donc suspendre les travaux jusqu'à 20 heures ce soir.

(Suspension de la séance à 18 h 2)

(Reprise à 20 h 3)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir. Nous allons donc reprendre le débat sur le projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile. Je reconnais le député de Shefford, compte tenu que c'est lui qui avait demandé la suspension du débat. M. le député de Shefford.

M. Paré: Je vous remercie beaucoup, Mme la Présidente. J'aimerais vous demander en commençant, étant donné que c'est un sujet très important, si nous avons quorum pour permettre au plus grand nombre d'élus d'être ici pour pouvoir être informés et participer à ce débat si important pour l'avenir du Québec.

La Vice-Présidente: Je vais donc vérifier, M. le député de Shefford. Nous n'avons pas quorum. Qu'on appelle les députés!

Il y a quorum. Je vais donc reconnaître le député de Shefford. M. le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci, Mme la Présidente. Moi aussi, j'ai le goût d'intervenir sur le projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Avant d'aller sur le fond comme tel ou sur le projet de loi, j'aimerais faire un petit tour d'horizon de la société québécoise. Cela vaut la peine parce que c'est directement relié au fondement même de cette loi.

Mme la Présidente, vous savez que le Québec est une société riche, civilisée, accueillante et généreuse. C'est reconnu non seulement par les pays proches, mais de façon internationale. Le Québec est vraiment reconnu comme une terre d'accueil. À preuve, beaucoup d'immigrants viennent chaque année - à qui j'en profite pour souhaiter la bienvenue - et beaucoup d'autres aussi veulent venir. En plus, chez nous ici, on n'a pas vu de cas d'esclavage et de cas de trafic d'enfants, alors qu'ailleurs très souvent des milliers, sinon des millions d'enfants sont délaissés, abandonnés ou maltraités. Le problème du trafic des enfants on ne retrouve pas cela ici. Le danger n'est pas ici, il est ailleurs. Ce problème doit être réglé là où il se trouve, c'est-à-dire ailleurs. Et ce n'est pas par un projet de loi voté au Québec que l'on va mettre un frein à ce qui se passe dans les autres pays même si on change notre loi et si on essaie de l'imposer à d'autres Législatures. C'est sûr que, moralement, à titre d'exemple, sur le plan des échanges avec ces pays, on peut faire valoir notre point de vue, on peut faire valoir la qualité de vie de chez nous et demander aux gens que cette même qualité puisse s'appliquer dans les pays où on maltraite des enfants. Mais la solution reste la responsabilité des gouvernements de ces pays, où ce genre d'esclavage, où ce genre de trafic d'enfants s'exerce...

Le Québec, même s'il est une terre d'accueil, une société ouverte et généreuse, accuse aussi, malheureusement - tout le monde le reconnaît - une baisse dramatique du nombre de naissances. En même temps, plusieurs couples québécois désirent profondément devenir parents au moyen de l'adoption. Entre nous, y a-t-il une plus belle intégration que d'aller chercher un enfant étranger et de lui donner des parents, de lui donner un foyer dans notre communauté? C'est certainement la meilleure intégration, la meilleure façon d'avoir une population québécoise qui grandisse avec nos coutumes, notre mentalité, notre spécificité et notre façon de vivre.

L'adoption internationale, c'est important. Pourtant, que se passe-t-il depuis quelques années? La façon d'adopter est de plus en plus complexe. C'est devenu presque infaisable à cause des délais, à cause des embûches et à cause, aussi, de la façon plutôt désincitative que l'on connaît, qui est pratiquée par les instances. Cela fait en sorte qu'on enlève le goût aux gens, qu'on les désincite, souvent, parce que cela coûte trop cher, parce que c'est trop long et parce que, finalement, à force d'en parler avec des gens qui devraient inciter les gens, les aider, on essaie plutôt de leur montrer les obstacles, combien c'est long, combien c'est difficile, combien cela coûte cher. En fin de compte, il y a des parents potentiels qui,

malheureusement, ne réussissent pas à aller chercher un enfant pour leur plus grand bonheur et aussi pour le plus grand bonheur de cet enfant qui, dans la plupart des cas, dans les autres pays où on va les chercher, sont malheureux, maltraités, délaissés; ils souffrent souvent de toutes sortes de maux y compris la famine.

Il serait important, à ce moment-ci, d'arrêter la confusion. Ce que j'entends par là, c'est des décisions qui ne sont pas bonnes et qui sont souvent prises sans consultation. C'est vrai que ce n'est pas un problème qui date d'hier. Il y avait des problèmes, mais il y a des problèmes qui sont plus graves depuis le 19 novembre 1986. La situation s'est empirée à ce moment précis où la ministre de la Santé et des Services sociaux a fait adopter le décret 1728-86 qui a pour effet l'interdiction d'adoption internationale dans les pays dont les règles de droit en matière d'adoption diffèrent des nôtres. C'est ce que je vous disais, Mme la Présidente, au début de mon intervention. On doit favoriser l'adoption internationale. On peut améliorer nos lois, mais on ne doit pas imposer nos lois aux autres pays qui fournissent des enfants aux parents qui désirent en adopter. (20 h 10)

Ce décret signifiait qu'on donnait une interprétation des dispositions du Code civil, une fonction qui est réservée aux tribunaux. On a fait en sorte de l'appliquer par décret. Cela veut dire qu'on a fermé la possibilité d'adopter des enfants dans six pays, et c'étaient six pays à potentiel élevé, là où il y avait énormément de demandes. C'est à ce moment-là, c'est à partir du 19 novembre 1986, par une décision de l'actuelle ministre de la Santé et des Services sociaux, que la situation est devenue intolérable, que la situation s'est empirée au point où il a fallu poser d'autres gestes. Oui, il s'en est posé d'autres, mais, malheureusement, entre novembre et décembre 1986, sans consultation, la ministre a déposé le projet de loi 139 par lequel le gouvernement se donne le pouvoir de préciser par règlement les modalités d'intervention, en matière d'adoption internationale, du directeur de la protection de la jeunesse ou d'un organisme reconnu par le ministère. Donc, après un décret qui est venu compliquer les choses encore davantage, qui est venu fermer la porte à six pays pour l'adoption internationale, quelques jours plus tard un projet de loi sans consultation est déposé.

La plupart des députés du Québec ont certainement eu des visiteurs à leurs bureaux, des gens qui sont venus leur dire que la situation était devenue intolérable, invivable. Il ne faut pas oublier que, quand on parle d'adoption, quand des parents ont déjà choisi un enfant, cela devient une question humanitaire. Ce sont des gens qui désirent un enfant, qui l'ont choisi et qui, à

cause de toutes sortes de procédures, ne peuvent amener cet enfant chez eux. Donc, la plupart des 122 députés ont certainement été informés de situations dramatiques, tragiques où on s'est tous fait demander d'intervenir, ce qui a amené, le 11 mars 1987, le projet de règlement concernant l'adoption internationale. Un projet de règlement qui découlait du projet de loi mais sans consultation, encore une fois. Un règlement qui ne venait pas régler les problèmes, un règlement qui faisait en sorte qu'on venait, peut-être encore, de rendre les choses plus complexes. Il faut arrêter la confusion. C'est ce que je veux dire dans mon intervention ce soir, Mme la Présidente, qu'on règle le problème une fois pour toutes de façon humaine et de façon raisonnable.

Le 2 avril 1987, il y a eu le dépôt du projet de loi 21 que nous avons devant nous ce soir, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile. Le projet de loi est déposé. À la suite du dépôt, il y a eu quatre jours d'auditions; 18 groupes sont venus présenter des mémoires, faire valoir à la ministre que ça n'avait pas de bon sens la situation qu'on vivait depuis le 19 novembre 1986 et que, le projet de loi 21 déposé ne venait absolument pas améliorer la situation. Au contraire, il amenait des délais d'attente encore plus longs. Pourquoi? Parce qu'on a bloqué la possibilité d'aller chercher des enfants dans six pays et des délais plus longs aussi parce que, en même temps, il ne faut pas l'oublier, si on veut être capable de donner un meilleur service, il faut aussi se donner des moyens humains, des moyens physiques et des moyens financiers, les ressources nécessaires. Pendant ce temps-là, avec les budgets qui sont déposés, les crédits, on ne se donne pas plus de moyens au niveau du secrétariat, au niveau des conseils des services sociaux, des CSS. On ne se donne pas les moyens.

On pourra tenir tous les discours... Si, sur le terrain, un peu partout au Québec, dans chacune des régions, on n'a pas les ressources nécessaires, on ne viendra pas simplifier les choses, on n'apportera pas davantage d'aide aux gens qui veulent adopter un enfant.

Donc, non seulement ce projet de loi ne règle rien, et entraîne des délais encore plus longs et, en plus, les coûts seront plus exorbitants, ça coûtera encore plus cher, quand on sait que déjà, pour adopter un enfant en adoption internationale, ça coûte entre 7000 \$ et 10 000 \$ aux parents et, que par le projet de loi, on ne viendra rien régler. En plus, ce qui a été dénoncé par les intervenants et par les citoyens qui sont venus nous voir dans nos bureaux de comté, c'est une intervention abusive de l'État.

Donc, c'est souvent une décision qui ne

tient pas avec le discours qu'on a entendu de l'autre côté où l'on parle de déréglementation, d'enlever de la paperasse, d'enlever les pouvoirs de l'État. Dans ce cas-ci, c'est une intervention encore plus grande, c'est une intervention abusive de l'État. Donc, on ne pouvait pas faire autrement que d'être contre le projet de loi 21.

Mais aujourd'hui, pendant qu'on étudie, en deuxième lecture, le principe du projet de loi 21, voilà que la ministre dépose des amendements. C'est là qu'il faut arrêter la confusion. Sur un projet de loi de quatorze articles, on dépose, aujourd'hui, quatorze amendements. Et on va nous faire accroire que cela avait été planifié, bien réfléchi, qu'on connaissait le problème et qu'on voulait le régler il y a longtemps et que ce n'était pas notre faute si cela allait mal?

Ce projet de loi a été déposé sans consultation et, maintenant, comme on arrive à l'étude du principe en deuxième lecture, on nous apporte quatorze amendements pour un projet de loi de quatorze articles. Eh bien! Il aurait été bien plus simple, et probablement bien plus logique, à la suite de la commission parlementaire où on a entendu des groupes, de recommencer ses devoirs et de redéposer un projet de loi qui contient les recommandations demandées par l'Opposition, demandées par les intervenants et les gens qui ont adopté et qui sont venus nous expliquer pourquoi cela n'avait pas de bon sens et spécialement ceux qui sont en attente.

Mme la Présidente, oui c'est possible, comme l'ont dit mes confrères avant le souper, que, maintenant, on vote pour le projet de loi 21 amendé s'il répond vraiment aux besoins des gens. Et l'on espère. Comme je l'ai dit, c'est important, mais pas à n'importe quelle condition. Il y a des principes qui devront être retenus si vous voulez que le projet de loi soit conforme à ce que désirent les gens: ce projet de loi, avec les nouveaux amendements, devra faciliter, enlever la complexité de cette façon qu'on connaît présentement de pouvoir adopter un enfant sur le plan international.

Selon nous, il faudrait une réforme du Secrétariat à l'adoption. C'est là une demande de presque tout le monde. Cela prend une réforme du Secrétariat à l'adoption. Pour être acceptable, cela prend aussi une mise en place d'une politique en matière d'adoption internationale qui doit tenir compte de la faible natalité du Québec et de la politique d'immigration.

Je l'ai dit au tout début: on vit une situation dramatique au Québec avec une natalité parmi les plus basses au monde et, en même temps, oui, on est ouvert à l'immigration. Mais les enfants qu'on adopte sur le plan international doivent faire partie d'une politique globale, une politique de la natalité, une politique sur le plan de

l'immigration. Donc, il faudrait qu'il y ait une orientation précise et claire là-dessus.

Le ministère doit aussi accorder à tous les CSS les ressources nécessaires si on veut être capable d'aider les gens. Ce n'est pas facile l'adoption internationale. Ça prend de l'argent, - je l'ai dit tantôt - ça prend des délais. Et les gens qui sont sur le terrain, les gens des CSS, sont là pour nous apporter de l'aide, mais il faut leur donner les ressources nécessaires pour qu'ils puissent nous apporter cette aide si essentielle et faire en sorte aussi que le Secrétariat à l'adoption internationale soit plutôt un groupe-conseil, un groupe d'aide, un groupe qui incite plutôt qu'un groupe qui "désincite" en rendant les choses complexes et en expliquant plutôt les difficultés. À mon avis, ça devrait plutôt être un service aux futurs parents, un service d'aide et de conseils quant aux démarches à entreprendre.

Ce qui est important aussi et ce qu'on doit retenir si on veut que le nouveau projet de loi sur l'adoption internationale soit profitable, il faut que les organismes bénévoles qui ont prouvé leur efficacité... (20 h 20)

La Vice-Présidente: Je m'excuse. Je demanderais la collaboration de la Chambre, il y a un peu de murmure et ça dérange le député de Shefford. Là-dessus, je demande votre collaboration. M. le député de Shefford.

M. Paré: Merci beaucoup, Mme la Présidente. Comme je disais, il serait très important aussi que les organismes bénévoles qui ont fait leurs preuves, qui ont été très efficaces dans le passé demeurent et conservent les mêmes responsabilités qu'ils ont présentement. Je pense que c'est important. De plus, les règles d'encadrement adoptées par le Québec doivent être souples, accueillantes pour les couples adoptants. C'est la meilleure façon d'éviter que ne se créent des réseaux parallèles. S'il s'est créé des réseaux parallèles, ce n'est pas pour le plaisir d'être à côté. C'est par nécessité. Quand on a vraiment le désir, comme je le disais au début, la volonté ferme de devenir parent par adoption, et que la structure en place rend les choses tellement complexes, finalement on n'a pas d'autres choix que d'utiliser un réseau parallèle.

Donc, si on veut empêcher cela, il faut faire en sorte que les règlements et la loi soient souples, surtout pas complexes et surtout ouverts sur une aide, un incitatif pour les parents adoptants.

Nous sommes favorables à la législation de projets d'adoption privée qui vont selon les règles juridiques du pays étranger et celles du Québec. Ces projets laissent place à l'initiative des parents adoptants qui trouvent eux-mêmes l'enfant à l'aide d'un organisme, obtiennent le jugement d'adoption

dans le pays et le font reconnaître par les tribunaux du Québec. Si on accepte ce principe, et avec les contrôles législatifs auxquels s'ajoutent ceux qui seront exercés lors de l'entrée en vigueur de la loi, je pense qu'on viendra de faire en sorte d'éviter les réseaux parallèles et de faciliter pour les gens l'adoption internationale. Je le disais et je le répète, je suis convaincu que tous les députés ont eu de la visite dans leur comté; plus loin que cela, je peux vous dire que, chez nous, on a vu dans les journaux des manchettes faites sur des cas spécifiques de gens qui ont eu des problèmes et qui ont réussi, en fin de compte, quelques-uns, pas tous malheureusement, à devenir, selon leur vœu et leur souhait des parents, pour leur bonheur et le plus grand bonheur de l'enfant qui a été adopté. Cela a fait les manchettes. Il fallait trouver une solution. Nous, on dit que le projet de loi 21, tel que présenté, n'était pas une solution.

Ce qu'on espère, maintenant, et on est très ouverts là-dessus, c'est que les amendements apportés répondent aux objectifs que je viens de spécifier. Dans ce sens, si cela nous permet une structure plus accueillante, de réduire les délais, de permettre aux parents adoptifs une économie financière aussi, nous serons heureux de collaborer, en commission parlementaire, et de voter pour le projet de loi, mais à la condition que cela respecte ces principes et que la ministre reconnaisse aussi qu'au-delà des principes, il faut se donner les ressources nécessaires et essentielles par l'intermédiaire des CSS. Si on va dans ce sens, les parents adoptifs pourront compter sur notre appui, et la ministre aussi. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Shefford. M. le ministre de la Justice et député de D'Arcy McGee.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 21, qui traite de l'adoption internationale, vise à modifier, entre autres, le Code civil et le Code de procédure civile dont j'ai la responsabilité. Bien que le législateur québécois soit déjà intervenu en cette matière, à quelques reprises, au cours des dix dernières années, il s'agit d'un phénomène relativement récent qui occasionne, comme il est tout à fait normal dans le domaine juridique, des modifications à nos lois.

La période d'ajustement que nous avons vécue est d'ailleurs généralisée autant en Amérique du Nord que dans les pays européens. Les systèmes juridiques fondés sur des cultures fort différentes présentent des différences non moins profondes qui causent des problèmes difficiles à résoudre.

Le projet de loi 21 vise à introduire certaines modifications en mettant à profit l'expérience acquise des problèmes engendrés

par la législation antérieure et par l'application administrative et judiciaire de cette législation. Ce projet de loi est axé sur deux points fondamentaux qui visent à faire disparaître les principaux problèmes.

Le premier point a pour but de remettre au pouvoir judiciaire, soit au Tribunal de la jeunesse, l'appréciation des questions de droit plutôt que de les laisser à la discrétion du pouvoir administratif. Préalablement, le Tribunal de la jeunesse vérifiera si le projet d'adoption respecte les conditions d'adoptabilité de la loi étrangère de même que les conditions de notre loi concernant l'évaluation des adoptants par le directeur de la protection de la jeunesse et l'entremise de ministres ou des organismes reconnus à cette fin.

Cette judiciarisation de l'approbation préalable aura plusieurs effets bénéfiques. Elle procurera d'abord une plus grande sécurité juridique aux adoptants qui seront assurés - je le souligne - dès le début de leur démarche, que le jugement qu'ils obtiendront à l'étranger sera reconnu au Québec.

En effet, la vérification du respect de toutes les conditions d'adoption étant faite dès le début, le tribunal ne vérifiera, au moment de la reconnaissance du jugement, que la conformité du jugement étranger avec le projet préalablement approuvé. De fait, il s'agira de voir si l'adoption a été faite dans le pays mentionné au début, s'il s'agit du même enfant et s'il s'agit vraiment d'un jugement d'un tribunal compétent.

Actuellement, nos juges sont confrontés à des situations difficiles où un adoptant, vivant déjà au Québec avec l'enfant qu'il a adopté, se présente pour faire reconnaître un jugement d'adoption à l'étranger qui n'a pas été obtenu conformément aux conditions de notre loi. Or, cette modification évitera de placer les juges devant un fait accompli.

Enfin, pour les personnes impliquées dans le processus d'adoption internationale et relevant du ministère de la Santé et des Services sociaux et du Secrétariat à l'adoption, la situation deviendra, certainement plus facile parce que les questions de droit seront déferées au tribunal. Ces personnes pourront donc se consacrer davantage à établir des relations avec les pays étrangers et à aider, au besoin, les parents adoptifs dans la réalisation de leur projet.

Cette distribution plus adéquate des rôles aura certainement pour effet d'accélérer le processus et de donner plus de satisfaction aux adoptants québécois, bien sûr, qui le méritent bien par la nature humanitaire de leur geste.

Le second point de la réforme, Mme la Présidente - et je tiens à le souligner - consiste en l'assouplissement de nos règles de reconnaissance de jugement. Actuellement,

seuls peuvent être reconnus les jugements d'adoption étrangers qui créent un lien de filiation et rompent le lien de filiation d'origine juridiquement appelé "jugement d'adoption plénier". Le projet de loi 21 adopte une règle beaucoup plus souple qui permet au tribunal de reconnaître non seulement un jugement d'adoption plénier, mais également un jugement d'adoption simple. Cependant, cette modification n'introduit, pas dans notre système de droit, le concept d'adoption simple puisque ces jugements reconnus au Québec auront les mêmes effets que les jugements d'adoption prononcés au Québec. Autrement dit, les enfants ainsi adoptés auront les mêmes droits que les autres enfants québécois.

(20 h 30)

À mon avis, ce point est très important pour nous, puisque l'un des objectifs fondamentaux de la récente réforme des droits de la famille consistait à accorder à tous les enfants les mêmes droits, quelles que soient les circonstances de leur naissance. Cette ouverture à l'adoption internationale dans les pays d'adoption simple aurait également de grands avantages. L'effet sera d'augmenter considérablement le nombre d'enfants étrangers adoptables par des Québécois. Ce fait, à lui seul, est susceptible de résoudre la plupart des problèmes actuels. La liste d'attente des adoptants devra diminuer de façon très appréciable et assez rapidement, puisque, dans les faits, ce ne sont ni l'évaluation des directeurs de la protection de la jeunesse, ni les délais judiciaires qui provoquent l'attente actuelle, mais bien plutôt le manque d'enfants disponibles "adoptables" selon notre loi.

L'adoption devenant plus facile et plus rapide, Mme la Présidente, il nous apparaît que son application par tous les intervenants devrait se faire sans les problèmes que nous avons vécus au cours des derniers mois. Le projet de loi 21 contient d'autres modifications importantes visant toutes à faciliter l'adoption internationale, soit en clarifiant le rôle des divers intervenants, soit en apportant des précisions aux règles actuelles. J'aimerais toutefois souligner en particulier les dispositions transitoires qui visent à corriger des situations engendrées par les problèmes que j'ai mentionnés au début.

Ces dispositions transitoires, communément désignées dans le domaine comme des clauses d'amnistie, permettront de régulariser le statut juridique de quelques centaines d'enfants qui sont concernés par des jugements étrangers qui ne pouvaient être reconnus par le Tribunal de la jeunesse, en général, parce qu'ils constituaient des jugements d'adoption simple. Ces clauses permettront également la reconnaissance de jugements étrangers obtenus sans l'auto-

risation préalable des intermédiaires reconnus. Ces clauses d'amnistie nous sont apparues nécessaires pour éviter de causer un tort irréparable à des adoptants de bonne foi et surtout à des enfants qui n'ont aucunement contribué à créer la situation problématique dans laquelle ils se trouvent. De plus, ces clauses auront pour effet de permettre à tous les intervenants de se consacrer plus rapidement à l'application de nouvelles règles et à aider les adoptants qui attendent actuellement à réaliser au plus tôt leur projet d'adoption.

J'aimerais également mentionner certaines modifications apportées au Code de procédure civile pour faciliter le fonctionnement du processus judiciaire. Ainsi, la demande d'approbation préalable du projet d'adoption sera faite par requête et ce sera, dans la mesure du possible, le même juge qui entendra cette demande et celle en reconnaissance de jugements étrangers obtenus dans l'intervalle. Ces deux règles ont pour but d'accélérer le processus et d'assurer la cohérence entre les deux jugements concernant le même projet d'adoption.

Par ailleurs, avant de terminer, je ne voudrais pas passer sous silence un autre amendement suggéré qui, même s'il semble anodin, règle un problème important pour les adoptants qui procèdent à l'adoption d'enfants étrangers au Québec. Il s'agit, Mme la Présidente, de la possibilité qu'auront les futurs adoptés d'exercer dès l'ordonnance de placement leurs droits civils sous les prénom et nom choisis par les adoptants. Actuellement, l'enfant conserve son nom d'origine jusqu'au jugement d'adoption, ce qui pose un problème aux Québécois qui veulent donner leur propre nom à leurs enfants adoptés.

En conclusion, nous croyons que le projet de loi 21, amélioré par les amendements proposés par la ministre, devra régler les problèmes actuels relatifs en particulier à la reconnaissance des jugements d'adoption simple, à l'introduction du contrôle préalable du tribunal et aux clauses d'amnistie. Ce projet, nous le croyons également, devra permettre une meilleure utilisation des ressources et répondre en général aux attentes des personnes et des groupes qui ont fait des représentations lors de la commission parlementaire. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice et député de D'Arcy McGee.

Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci beaucoup, Mme la Présidente. J'espère que la ministre ne s'en va pas. J'ai des petits messages à lui passer.

Mme la Présidente, je pense que, tous

et chacun de nous, on l'a échappé belle et je vais vous dire pourquoi. La loi a quatorze articles, et il y a quatorze amendements. Auriez-vous vu cela s'il avait fallu qu'il y ait 800 articles? On aurait eu 800 amendements. C'est la raison pour laquelle je vous dis qu'on vient de l'échapper belle. Quatorze amendements, quatorze articles dans la loi. Si les devoirs avaient été faits tels qu'ils auraient dû les faire, Mme la Présidente, je ne suis pas sûre qu'on aurait quatorze amendements au projet de loi 21. On aurait peut-être plus que quatorze articles, je n'en disconviens pas, mais on n'aurait certainement pas quatorze amendements si le travail avait été fait à la bonne place, dans le bon temps, et avec toutes les informations comme éclairage que la commission parlementaire nous a données, ainsi qu'à la ministre responsable, et à tous ceux et celles qui ont participé à cette commission parlementaire.

Mme la Présidente, la situation qu'on vit aujourd'hui a commencé le 19 novembre 1986. Le 19 novembre 1986, il y a eu l'adoption du décret pour interdire l'adoption internationale dans les pays dont les règles de droit en matière d'adoption diffèrent des nôtres. Par décret, on donnait une interprétation des dispositions du Code civil, une fonction réservée aux tribunaux. En décembre 1986 - cela faisait juste un mois - dépôt du projet de loi 139 par lequel le gouvernement se donne le pouvoir de préciser par règlement des modalités d'intervention en matière d'adoption internationale. On est loin de la fin, madame. On est juste à la deuxième étape.

Le 11 mars 1987, projet de règlement concernant l'adoption internationale. Le 2 avril 1987, dépôt du projet de loi 21 modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse. Les 6, 7, 12 et 13 mai, consultations particulières. Le 11 juin, je vous ferai remarquer que c'est aujourd'hui, Mme la Présidente, dépôt d'amendements au projet de loi 21, quatorze amendements, aujourd'hui même. Si la commission parlementaire s'était tenue non pas les 6, 7, 12 et 13 mai, mais entre le 19 novembre et le mois de décembre 1986, je pense qu'on ne serait pas arrivés aujourd'hui même avec un projet de loi qui compte quatorze articles et quatorze amendements. Je vous l'ai dit tout à l'heure, on aurait peut-être un projet de loi qui aurait plus d'articles, mais il serait plus convenable aussi. À ce moment-là, l'Opposition ne ferait pas d'obstruction, de la façon dont on va essayer de faire comprendre à la ministre notre point de vue par rapport à ce que nous vivons, au moment où l'on se parle, avec le projet de loi 21. (20 h 40)

L'Opposition ne peut pas être d'accord, Mme la Présidente, avec le projet de loi 21

tel qu'il est écrit et tel que les amendements ont été déposés aujourd'hui même. L'Opposition serait très heureuse de consentir à ce que le projet de loi aille de l'avant éventuellement. Si tout ce qui nous a été présenté et qui a beaucoup d'allure, je dirais, en commission parlementaire, était inclus dans le projet de loi 21, on pourrait définitivement dire que certains points correspondent vraiment à ce qu'on a demandé lors de la commission parlementaire.

Deuxièmement, Mme la Présidente, la mise en place d'une politique en matière d'adoption internationale qui doit tenir compte du faible taux de natalité au Québec et des politiques d'immigration. Vous savez, avant les années soixante-dix, on parlait de la revanche des berceaux mais depuis les années soixante-dix, c'est bien plus souvent de dénatalité qu'on parle, bien plus souvent de vieillissement de la population québécoise et de toutes les conséquences que le Québec d'aujourd'hui doit vivre à cause d'une dénatalité profonde. Quand on songe qu'il n'y a plus que 1,4 enfant par famille, je pense que c'est vraiment le temps de bouger, d'essayer de trouver des moyens tout à fait convenables pour que nos familles puissent grossir parce que 1,4 enfant, on sait que cela n'a absolument pas de bon sens pour nos familles québécoises.

Le printemps dernier, la ministre a coupé des postes. Je viens d'une région qui a perdu son poste de services à l'adoption internationale au CSS. Cela faisait douze ans que le service était offert chez nous, à la population, en Estrie. Cette année, le ministère de la Santé et des Services sociaux a demandé de réduire les dépenses. On a fait des propositions au ministère de la Santé et des Services sociaux afin de fermer le service de planification des naissances, du service de retrouvailles et du service d'expertises en Cour supérieure. C'est le service d'adoption internationale que la ministre a choisi de fermer en Estrie.

Nous sommes devenus la région la plus pauvre du Québec en termes de services pour l'adoption internationale. Il y a, au moment où l'on se parle, 111 couples dont les demandes n'ont pas encore été en évaluation auprès du service d'adoption internationale Estrie et ces 111 couples seront obligés de faire faire une évaluation en consultation privée. Donc, si vous comprenez bien la situation, cela signifie des coûts additionnels pour les parents adoptants pour être en mesure, au bout de cinq ou six ans, comme c'est l'usage, de pouvoir obtenir un tout petit enfant pour enrichir leur famille. Cinq à six ans et cela peut coûter environ 10 000 \$ pour adopter un enfant et tous les problèmes extrêmement graves et nombreux que cela représente pour nos familles de l'Estrie. Je vous parle des 111 couples. Je ne

prétendrai pas les connaître tous mais il y en a une bonne partie que j'ai eu l'occasion de rencontrer. Ils auraient souhaité que le service puisse continuer d'exister en Estrie.

Je pense que c'était une décision très arbitraire à mon point de vue de priver les gens de ma région de ce service d'adoption internationale Estrie. Je pense aussi qu'il est important de comprendre la situation des gens qui sont venus s'exprimer lors de la commission parlementaire. Je ne dirais pas tous, mais certaines associations de parents du Saguenay—Lac-Saint-Jean, le Soleil des nations, Me Francoeur, les parents adoptants, Me Massé sont venus dire, en commission parlementaire, que le Secrétariat à l'adoption fonctionnait très mal. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont des intervenants qui ont eu la chance de s'exprimer en commission parlementaire, qui sont venus nous dire que le Secrétariat à l'adoption fonctionnait très mal. Qu'il souffrait de lenteurs administratives, qu'il s'arrogeait des pouvoirs normalement dévolus aux tribunaux. Je pense que ces charges, que les personnes et les associations sont venues dire en commission parlementaire, sont extrêmement graves. Si ces gens sont venus porter une accusation aussi lourde de conséquences par rapport au Secrétariat à l'adoption internationale, je pense que la ministre n'aura pas le choix de réagir rapidement sur la possibilité de faire un ménage au Secrétariat à l'adoption internationale.

Les parents adoptants se sont plaints de plusieurs choses: ils se sont plaints, bien sûr, que cela fonctionnait très mal, mais ils se sont plaints de complications inutiles, et de discrimination. Ils se sont plaints de démotivation. Ils se sont aussi plaints d'intrusion dans leur vie intime. Pour toutes ces accusations portées, les gens qui vivent des situations pour le moins insultantes, à certains égards par l'adoption internationale, ont bien raison de se plaindre. La ministre doit intervenir au Secrétariat à l'adoption internationale et elle doit le faire très vite avant que tous les parents désireux d'adopter un enfant ne se découragent et ne puissent aller jusqu'au bout de leur vœu le plus cher, celui d'avoir un petit enfant à la maison, un petit enfant qu'ils pourront aimer, protéger et nourrir.

À mon point de vue et à celui des gens venus s'exprimer en commission parlementaire, il faut une réforme en profondeur du Secrétariat à l'adoption internationale. Ils nous ont dit aussi que c'était impossible, par une nouvelle loi, d'espérer faciliter l'adoption internationale. L'insatisfaction des parents adoptants demeurera et la commission n'aura été qu'un examen théorique. C'est un jugement très dur qu'on a porté en commission parlementaire. Je pense aussi que si cette commission parlementaire s'était tenue, comme je l'ai exprimé tout à l'heure, au bon

moment et aux bons endroits, c'aurait été pour la ministre une aide extrêmement précieuse en vue de faire sa loi avec tous les éclairages qu'on est venu nous donner.

On a dit aussi que le projet de loi 21 est trop restrictif et ne règle pas les problèmes actuels. Les délais d'attente pour l'évaluation des parents adoptants et au cours du processus seront plus longs. Pourquoi instituer une loi si, éventuellement, cette loi ne vient pas corriger les anomalies actuelles et qui vont perdurer et s'accroître avec le dépôt du projet de loi 21? Si la ministre était plus responsable et si elle évaluait comme il se doit les interventions de groupes et d'associations venus présenter des mémoires, elle retirerait son projet de loi et en écrirait un autre. Si le projet de loi est négatif, on ne doit pas se hâter pour le faire adopter.

Selon les personnes venues en commission parlementaire, des délais raisonnables se situeraient entre douze et dix-huit mois et non pas entre cinq et sept ans, comme c'est aujourd'hui. Vous comprendrez, Mme la Présidente, en tant que femmes, lorsque nous attendons un enfant, la gestation dure neuf mois et ces parents attendent de cinq à sept ans. Je pense que c'est tout à fait dépasser la limite de la convenance que de faire attendre ces parents pendant cinq à sept ans avant d'avoir le plaisir de serrer dans leurs bras leur petit enfant. Si on pouvait instituer un projet de loi qui réussirait à réduire le délai raisonnable d'attente à douze ou dix-huit mois, je pense qu'on ferait beaucoup de parents heureux, de parents qui veulent adopter un enfant.

(20 h 50)

Je vous disais tout à l'heure que ça coûte entre 7000 \$ et 10 000 \$ pour adopter un enfant. Les personnes qui ont l'intention de mettre 10 000 \$ pour adopter un enfant, vraiment ces parents ont décidé tout au fond de leur cœur comme tout au fond de leur portefeuille d'adopter un enfant et de lui donner tous les soins nécessaires.

Tout à l'heure, Mme la Présidente, le député de Taschereau, dans son intervention, se posait la question et disait qu'il ne comprenait pas ce que le projet de loi 21 venait faire dans la dénatalité. Il faudrait peut-être que quelqu'un l'avertisse que s'il y a de la dénatalité et qu'on essaie d'une façon ou d'une autre de nous amener des enfants ici au Québec pour les femmes qui n'ont pas le privilège ou qui n'ont pas eu la chance d'avoir des enfants, cela crée vraiment une relation entre le projet de loi et le taux de dénatalité. J'ai entendu aussi le député de Fabre dire: Amenez-nous-en des avenues possibles, des mesures pour qu'on puisse écrire un projet de loi ou qu'on puisse réglementer de façon que ce soit positif pour nos familles. J'ai repris le mémoire qui avait été présenté par les gens de ma région,

Adoption Estrie. Ils ont présenté dans leur mémoire des avenues possibles, des mesures qui pourraient être envisageables pour aider les parents, ceux qui désirent à cor et à cri avoir un enfant, adopter un enfant.

Je vais les répéter publiquement étant donné que tous les parlementaires n'ont pas suivi la commission parlementaire. Ce n'est pas un blâme quand je dis cela. Chacun de nous a son travail respectif et je pense qu'on est tous et chacun à des commissions parlementaires différentes.

Il serait bon, à mon point de vue, tel que le mentionnent les gens de l'Estrie, d'avoir comme mesure la possibilité d'accumuler des fonds dans un régime de planification familiale pour les ménages qui décident d'avoir un troisième enfant ou plus, pour les ménages qui décident d'adopter un ou des enfants à l'étranger. Il devrait y avoir une planification familiale pour accumuler un certain montant d'argent nécessaire pour leur donner un coup de main lorsque vient le temps d'adopter leur enfant.

Les gens de l'Estrie sont venus dire aussi que les fonds accumulés dans le régime pourraient être déduits du revenu imposable à l'année où ils sont déposés; que les fonds accumulés pourraient être retirés du régime sans pénalité lorsque l'enfant ou les enfants arrivent; que les intérêts accumulés dans un tel régime ne soient pas imposables. Ça, madame, ce sont des mesures extrêmement positives, des mesures qui aideraient nos jeunes familles à avoir d'autres enfants ou à adopter d'autres enfants. Ce sont des mesures positives. Les gens de l'Estrie sont venus nous dire aussi: Si l'on s'inspire plutôt des politiques natalistes européennes, il faut alors opter pour une politique qui prend l'allure suivante. Qu'un montant forfaitaire soit versé à tout ménage qui adopte un ou des enfants étrangers ou un troisième, un quatrième ou un cinquième enfant. Ça, c'est une politique nataliste, une politique qui va aider à contraindre ce mouvement de dénatalité qu'on vit ici au Québec depuis les années soixante-dix.

Les gens de l'Estrie sont venus dire aussi que ce montant forfaitaire pourrait être établi en fonction du rang de l'enfant dans le ménage, pour des enfants nés au Québec ainsi qu'en fonction du coût réel rattaché à la première année de l'année de vie d'un enfant; que dans le cas de l'adoption internationale, il soit établi de façon à couvrir environ 20 % des frais totaux d'adoption et que ce montant forfaitaire ne soit pas imposable. Voilà pour le député de Fabre qui me disait tout à l'heure qu'il voulait avoir des mesures concrètes. Je pense que les gens de l'Estrie ont fait leur devoir. Tout autant qu'eux j'étais fière de les entendre en commission parlementaire parce qu'ils sont arrivés avec un mémoire bien étoffé, avec des suggestions

très positives pour aider nos familles et raccourcir le temps d'attente pour les familles qui, depuis plusieurs années, attendent qu'un enfant puisse arriver dans la famille.

Ne perdons pas de vue qu'en Estrie seulement 111 familles attendaient pour être évaluées. Je pense qu'avec une bonification du projet de loi dans l'esprit de ce que les gens sont venus nous présenter en commission parlementaire, à ce moment-là, l'Opposition pourrait éventuellement être d'accord avec le projet de loi, selon les amendements qui pourraient y être apportés. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Johnson. M. le député de Saint-Jacques.

M. André Boulerice

M. Boulerice: Mme la Présidente, je suis heureux de pouvoir intervenir sur ce dossier. Mon plaisir est gâché, malheureusement, par l'absence de Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Je l'ai bien connue à l'époque où elle exerçait les plus hautes fonctions qui puissent exister à la CECM. J'avais le plaisir de la rencontrer assez souvent. Je pense qu'à cette époque, elle n'apportait pas au conseil des commissaires de la CECM, la Commission des écoles catholiques de Montréal, que des résolutions, mais elle déposait en même temps une série d'amendements immédiats. Je pense qu'elle était reconnue à l'époque pour ses grandes qualités administratives. Je ne comprends pas qu'entre cette administratrice chevronnée qu'il y avait à la CECM, voilà maintenant qu'il y a une ministérielle qui nous présente des devoirs aussi bâclés que cela. Sans jeu de mots, je serais peut-être tenté de dire à la ministre qu'il faudrait qu'elle refasse ses classes.

J'ai un peu l'impression de revivre le projet de loi 142 qu'elle a déposé avant les fêtes, où elle l'a déposé justement en juxtaposition avec une série d'amendements à la propre loi qu'elle venait de présenter. On nous refait exactement le même scénario, c'est-à-dire un projet de loi qui est complètement bâclé, qui aurait d'ailleurs pu être beaucoup plus solide si la ministre avait, au départ, écouté la voix du cœur et de la raison qu'étaient les nombreux organismes qui voulaient intervenir en commission parlementaire pour lui faire part de leurs points de vue. Là, elle aurait pu nous présenter un projet de loi structuré; non pas un brouillon accompagné d'autres esquisses, comme c'est le cas actuellement, mais quelque chose de beaucoup plus solide.

Je ne peux pas être d'accord avec le projet de loi que nous présente la ministre à cause justement de la ligne de parti de ma

formation politique. Je ne peux pas souscrire aux amendements qui sont déposés par la ministre avant que ne soit effectuée une véritable réforme du Secrétariat à l'adoption, avant qu'il n'y ait une mise en place d'une politique en matière d'adoption internationale. Je remarque qu'il y a au moins la présence de la députée de Bourassa, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, et néanmoins amie qui, j'espère, va pouvoir se faire l'interprète des propos de l'Opposition, parce que je vais revenir justement sur l'adoption et son caractère international, tantôt. J'espère que sa présence en Chambre, ce soir, va au moins servir à la bonification de cette loi.

Je ne peux pas être d'accord parce qu'il y a, en matière de politique d'adoption internationale... Il n'y a absolument rien dans la loi qui nous aide à tenir compte du faible taux de natalité du Québec et de la politique d'immigration qu'on peut avoir. Le ministère de la Santé et des Services sociaux doit accorder - cela est un préalable essentiel - à tous les CSS, les centres de services sociaux, les ressources qui sont nécessaires pour répondre aux demandes d'évaluation des parents adoptants afin de raccourcir les délais d'attente. Plusieurs de ces centres de services sociaux ont dû affecter des travailleurs sociaux à d'autres tâches, à d'autres services, en raison des coupures budgétaires qui leur ont été imposées afin d'atteindre l'équilibre budgétaire et ce veau d'or, je le répète, de la rationalisation, qu'on entend régulièrement de l'autre côté. Cela a été le cas, et ma collègue, la députée de Johnson, en a fait état, pour le centre des services sociaux de l'Estrie, celui du Bas-du-Fleuve, celui de l'Outaouais et celui de la Côte-Nord. Les organismes bénévoles, qui ont piloté jusqu'ici un grand nombre d'adoptions internationales, ont prouvé leur efficacité, ont développé une expertise qui est certaine, et ils doivent demeurer et conserver les mêmes responsabilités. S'ils devaient disparaître pour être remplacés par les fonctionnaires, je pense que c'est l'État qui devrait en assurer les coûts.

(21 heures)

On est favorables à un contrôle de l'adoption internationale, nécessaire pour éviter un vulgaire trafic d'enfants, qui se fait d'ailleurs dans certains pays. Les règles d'encadrement adoptées par le Québec doivent être souples mais accueillantes pour les couples adoptants. C'est la meilleure façon que ne se créent des réseaux parallèles comme malheureusement on en a vu se développer. Les droits individuels des parents, de la famille et de l'enfant doivent primer l'interventionnisme abusif de l'État. On est favorables à la législation des projets d'adoptions privées qui se font selon les règles juridiques des pays étrangers et celles du Québec. Ces projets laissent place à

l'initiative des parents adoptants qui trouvent eux-mêmes l'enfant à l'aide d'un organisme reconnu, obtiennent le jugement d'adoption dans un pays et le font reconnaître par les tribunaux québécois.

Ces contrôles législatifs auxquels s'ajoutent ceux exercés lors de l'entrée de l'enfant au Québec suffisent, à mon avis, à éviter le trafic d'enfants qui est clamé par Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Quand on parlait d'adoption internationale - je vois que la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration ne semble pas distraite par les propos que je vais tenir, fidèle à son habitude - il y avait les réactions du Regroupement des organismes et des associations de parents pour l'adoption internationale. C'est un organisme sérieux et qui a fait ses preuves - bonsoir, Mme la ministre, bienvenue à l'Assemblée nationale pour votre projet de loi - je vais continuer. Là, je suis au stade de l'adoption internationale. J'espère que vous allez prêter une oreille aussi attentive que votre collègue, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. Le Regroupement des organismes et des associations de parents pour l'adoption internationale, un organisme qui représente au-delà de 3000 membres si je ne me trompe, s'est dit, dans sa réaction, insatisfait du projet de loi 22 sur l'adoption internationale tel que vous l'avez présenté, Mme la ministre et ceci pour les raisons suivantes. Je vais me permettre de les citer:

"Le projet de loi 22 ne règle pas le problème que connaît le gouvernement en ce qui a trait à l'adoption simple. Le gouvernement du Québec n'accepte pas qu'un enfant d'un pays étranger puisse être adopté par un Québécois s'il demeure un quelconque lien de filiation entre cet enfant et ses parents naturels et son pays d'origine."

Sur cela, je pourrais peut-être vous faire part d'une expérience personnelle. Lorsque je visitais, il y a quelques mois, la république Dominicaine, où, malheureusement, j'étais confronté à une misère incroyable dans certains petits villages comme Sosua, Cabarete, et Puerto Plata, près de la frontière haïtienne en république Dominicaine, il y avait effectivement des enfants à adopter. J'ai même vu, Mme la Présidente, je ne peux pas les blâmer, les conditions de vie étant tellement effroyables dans ces pays qu'on dit du tiers-monde mais je pense qu'on devrait plutôt parler du deux-tiers monde, des parents offrir leurs enfants aux touristes. Oui, j'ai vu cela. Je vous avoue que lorsqu'on vient d'un pays comme le nôtre, un pays où il y a certaines difficultés peut-être mais où il y a quand même une relative abondance, je vous avoue qu'émotivement, c'est difficile à prendre de voir des choses comme celles-là. L'enfant que le parent offrait à vendre, je ne porte

pas de jugement moral sur le geste que posait cette dame dominicaine, cet enfant, son espérance de vie, sa chance - je vous demanderais s'il vous plaît de faire respecter le règlement de l'Assemblée nationale et suggérer aux députés qui veulent "caucusser" qu'il y a des salons privés attenants à cette Chambre. C'est un peu fatigant de les entendre. Je vous remercie, Mme la Présidente d'intervenir dans ce sens.

Donc, je vous disais, je ne porte pas de jugement moral sur l'offre que faisait cette brave dame dominicaine. Mais je regardais l'enfant et je me disais effectivement, comme je l'ai souligné tantôt... Je vois que cela fait sourire, la misère dans un pays d'Amérique centrale. Je vous avoue être déçu de voir ces sourires de l'autre côté. J'espère que c'est pour des motifs autres que ceux-là parce que je serais profondément déçu de l'attitude des députés ministériels dans un dossier aussi sérieux que celui-là.

Mme la Présidente, l'espérance de vie de ces enfants, la chance de développement harmonieux et intégral de ces enfants, leur chance d'avoir une éducation réside peut-être dans l'adoption internationale. Il me revient justement, à la mémoire que, au moment de changer d'avion à l'aéroport de Miami pour revenir à Montréal, il y avait justement un couple de Sept-Îles - s'ils sont à l'écoute et je les salue - qui ramenait deux jeunes enfants - cela fait rire Mme la députée de Vachon - dominicains.

La Vice-Présidente: S'il vous plaît! Je demanderais la collaboration de la Chambre.

M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: Merci, Mme la Présidente. Effectivement, comme on me l'a suggéré, je pourrais peut-être faire des bye-bye à ce couple de Sept-Îles parce que leur générosité mérite d'être soulignée. Il ramenait justement deux enfants en très jeune âge... Un ancien de la CECM s'amuse à agiter son mouchoir dans un signe d'adieu, mais quel cirque ils sont en train de faire à l'Assemblée nationale, Mme la Présidente depuis le 2 décembre! Les caméras ne voient pas cela; heureusement, car c'est peu édifiant, je vous le dis. Mais pour revenir à l'essentiel du débat, puisqu'il ne faut pas se laisser distraire par ces gestes absurdes de l'autre côté, ces deux enfants pris dans un très jeune âge, intégrés harmonieusement dans la société québécoise, sans aucun préjugé, vont faire d'extraordinaires petite Québécoise et petit Québécois. Ils vont adopter notre culture, par leurs parents, vont parler notre langue et vont acquérir nos traditions. C'est là une façon, ce n'est peut-être pas la seule, mais c'est là une des façons de solutionner en partie le problème d'immigration au Québec en facilitant l'adoption internationale de jeunes enfants.

Le Regroupement pour l'adoption internationale dénonçait le projet de loi que présente Mme la députée de L'Acadie, en disant qu'il ne réglait pas ce problème-là. Le regroupement disait que le projet de loi exige que les parents adoptants demandent au pays étranger de donner un consentement à l'adoption d'un enfant, ce qui, à la limite, nous apparaît être une renonciation à sa loi sur l'adoption lorsque celle-ci n'accorde que l'adoption simple. Qu'allons-nous répondre à un représentant de pays étranger qui nous demande les raisons d'une telle approbation? Je vous pose la question. "Le projet de loi, continuait de dire le regroupement, ajoute des procédures et augmente les délais d'attente que subissent les parents adoptants et les enfants en attente d'adoption." Je pourrais peut-être vous citer le cas justement, encore une fois, même si cela agace mes amis d'en face, cette attente interminable qu'a dû vivre une de mes employées, il y a quelques années. À un moment crucial du projet d'adoption, celui-ci où l'enfant est déjà proposé aux parents adoptifs, le drame vécu, à ce moment-là, devrait vous faire réfléchir. Par contre, le regroupement disait qu'il retenait que l'approbation d'un projet d'adoption ne relève plus d'une décision arbitraire d'un fonctionnaire. Ce qui est exact.

(21 h 10)

Le projet de loi 21 oblige les organismes d'adoption internationale à se soumettre à la tutelle de la ministre de la Santé et des Services sociaux et de son Secrétariat à l'adoption internationale. On connaît les tutelles dans les urgences. La ministre a pris cela en tutelle, à un moment donné. Je vous avoue qu'on a un peu d'inquiétude de voir que le Secrétariat à l'adoption internationale va subir également une tutelle - j'avoue nourrir de profondes réserves là-dessus - perdant ainsi son autonomie, qui était très importante. Le rôle des organismes va être restreint à celui d'un valet ou d'une espèce de commis voyageur d'enfants, ce qui ne devrait pas être le cas.

Le projet de loi 21, toujours selon le regroupement - et je pense qu'il faut insister parce que son expertise est grande - place sous l'entière discrétion de la ministre de la Santé et des Services sociaux et du directeur de la protection de la jeunesse tout parent québécois qui veut réaliser un projet d'adoption. Le regroupement réitérait, c'est inévitable, la nécessité de reconnaître les organismes comme intermédiaires compétents et autonomes en matière d'adoption internationale. Le regroupement constatait également que, depuis quelques mois, le personnel du Secrétariat à l'adoption a doublé, qu'il s'est équipé d'un ordinateur, a fait plusieurs voyages à l'étranger, en projette d'autres, mais que le nombre d'adoptions internationales a diminué

considérablement au Québec. Le secrétariat aurait-il - je vous pose encore là une autre question, Mme la ministre - oublié le but de l'adoption internationale qui est d'aider les enfants démunis à trouver des parents et non pas à faire des tours de ville organisés?

Il continuait dans un septième point, parce qu'il avait bien des choses à dire. Malheureusement, on a refusé de les entendre. Le regroupement disait: "Une fois de plus, on tient à rappeler à la ministre de la Santé et des Services sociaux qu'il est inexact sinon faux d'affirmer que les délais d'adoption d'un enfant étranger ont toujours été occasionnés par un nombre insuffisant d'enfants adoptables à l'étranger et forcément adaptables à la réalité québécoise." Ça va de soi. Dans la majorité des cas, les organismes et les adoptants attendent toujours pour obtenir l'évaluation familiale et les autorisations des fonctionnaires pour continuer les projets d'adoption. Très souvent, elles se font dans des conditions qui sont méprisantes pour les parents qui désirent être adoptants. Quelquefois, on va même jusqu'à un véritable harcèlement psychologique des parents en désir d'adoption. Souvent, les organismes ont vu partir des enfants vers d'autres pays que le Québec, parce qu'il n'y avait pas de dossiers en réserve venant du Secrétariat à l'adoption.

On vous a réclamé une commission parlementaire. Vous avez refusé. Je disais tantôt, Mme la ministre, avant que vous arriviez, que j'ai eu le plaisir de vous connaître à l'époque où vos étiez une des premières administratrices de la Commission des écoles catholiques de Montréal et je ne me rappelle pas, Mme la ministre, que quand vous présentiez les résolutions au conseil des commissaires elles étaient accompagnées d'autant d'amendements qu'il y avait d'articles à l'intérieur des résolutions que vous présentiez. C'est malheureusement ce que vous avez fait avec le projet de loi qui ne règle absolument pas le fond des choses. Il est bien entendu que dans ce projet, il y a une grande similitude dans vos agissements avec le projet de loi 142 où il y avait autant d'amendements... J'ai même dû faire de l'étymologie grecque d'ailleurs pour vous faire saisir le sens des mots. Il est bien entendu, Mme la ministre...

Mme la Présidente m'indique que, malheureusement, mon temps achève. Quinze minutes pour parler pour la loi, c'est beaucoup trop; une heure pour parler contre, ce n'est pas assez. Cette loi est incomplète, Mme la ministre, elle ne règle pas le fond du problème et, surtout, ne s'inscrit pas dans un cadre général de promotion de la natalité au Québec, de promotion de la population et de l'augmentation de notre démographie. C'est la raison pour laquelle mes collègues et moi-même allons voter contre le projet de loi 21 que vous nous présentez. Je vous

remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Saint-Jacques.

M. le député de Laurier.

M. Christos Sirros

M. Sirros: Merci, Mme la Présidente. Je ne sais pas si le député de Saint-Jacques a véritablement consulté la critique de sa formation en la matière pour nous affirmer, comme il l'a fait, qu'il va voter contre le projet de loi. Je sais que, parfois, Mme la Présidente, dans la vie parlementaire, il faut faire des choses qu'on regrette après. Je pense que, pour le député de Saint-Jacques, son discours d'aujourd'hui va être une des choses qu'il va regretter, parce que tout son discours a porté, évidemment, sur des choses qui auraient pu être vraies, mais s'il avait le moindre suivi le débat, lu les amendements, il aurait tout de suite compris que même l'Opposition va voter pour le projet de loi, tel que proposé, avec les amendements.

Je ne peux comprendre les références que faisait le député de Saint-Jacques aux multiples amendements qu'on propose au projet de loi. Il y a effectivement quatorze amendements. Je pense qu'il serait temps de faire un appel à une certaine objectivité minimale de la part des collègues de l'Opposition parce que, même s'il y a quatorze amendements, il n'y en a que deux qui sont des amendements majeurs. Les douze autres sont surtout des amendements de concordance, des amendements techniques. Il y a deux véritables amendements, deux amendements très importants, des amendements qui sont issus de la commission parlementaire qu'on a tenue sur le projet de loi 21. Même si la démocratie peut paraître lourde parfois, c'est quand même une magnifique trouvaille que ces Grecs avaient découverte, il y a quelque 2500 ans, Mme la Présidente.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Sirros: Nous avons proposé, le 2 avril, un projet de loi qui, pour la première fois depuis 1983, visait à régler des problèmes que vivaient les gens en matière d'adoption internationale. Il serait peut-être intéressant de faire un bref retour historique pour bien renseigner surtout les collègues de l'Opposition qui, ce soir, semblent oublier complètement que c'est leur propre gouvernement qui avait légiféré en la matière en 1983 et qui, en le faisant, avait créé les problèmes qu'on vit aujourd'hui. Et je vais vous l'expliquer, M. le député de Saint-Jacques.

En 1983... Reculons d'un an, en 1982, l'actuel chef de l'Opposition, ministre des Affaires sociales de l'époque, décidait de

créer le Secrétariat à l'adoption avec un mandat de deux ans, parce que, en l'espace de deux ans, j'imagine, il souhaitait régler tous les problèmes que connaissaient les gens en matière d'adoption internationale. Par la suite, le mandat du secrétariat a été renouvelé pour une autre période de deux ans, en 1984, donc encore sous l'ancien gouvernement, et nous avons fait de même en 1986, Mme la Présidente.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Sirros: Retournons maintenant en 1983. C'est le moment où le gouvernement précédent décidait de modifier le Code civil pour faire en sorte que seulement les adoptions plénières soient reconnues...

Une voix: En 1980.

M. Sirros: En 1980. En 1980 encore? Seulement les adoptions plénières seraient reconnues. Il arrive parfois qu'on se trompe, M. le député de Saint-Jacques, sauf qu'il arrive que c'est encore le précédent gouvernement qui prenait la décision de préciser que seulement les adoptions plénières seraient reconnues au Québec. Depuis ce temps, une série de jugements ont été rendus par les tribunaux qui démontraient clairement que ce n'était pas clair, que c'était confus. Dans ce sens, nous avons adopté, au mois de novembre dernier, un décret auquel l'Opposition a souvent fait référence ce soir en essayant de dire que nous avons légiféré je ne sais trop combien de fois depuis les six ou sept mois, depuis novembre. Comptez-les. Mais, Mme la Présidente, le décret, ce n'est pas une loi qui a été adoptée ici. C'est un décret. C'est un décret qui visait à réitérer le principe que le précédent gouvernement avait adopté, à savoir que seules les adoptions plénières seraient reconnues au Québec.

Nous avons effectivement légiféré pour la première fois en décembre 1986, mais, encore une fois, nous n'avons jamais eu la prétention que c'était une loi qui visait à régler les problèmes que vivaient les gens en matière d'adoption internationale. C'était clairement annoncé dès le départ que c'était un projet de loi qui ne faisait que donner le pouvoir de réglementation à la ministre pour clarifier le rôle des directeurs de protection de la jeunesse et les organismes reconnus. (21 h 20)

Nous avons, à ce moment, indiqué notre volonté de regarder la question de l'adoption internationale d'une façon un peu plus globale et nous avons aussi annoncé que nous allions tenir une commission parlementaire sur la question. Pour la première fois, il y aurait une commission parlementaire en la matière. Effectivement, le 2 avril nous avons proposé le projet de loi 21

qui visait à faciliter le processus d'adoption. Nous avons entendu, ce soir, toutes sortes de discours de la part de l'Opposition qui voudrait nous faire croire que seulement les membres de l'Opposition ont à coeur le désir que peuvent avoir des parents québécois à adopter un enfant à l'étranger, que seulement les membres de l'Opposition sont touchés par la misère que peuvent vivre les enfants dans le tiers monde, par exemple. Nous avons même entendu des histoires qui faisaient en sorte que l'adoption internationale réglerait, pour le député de Saint-Jacques, par exemple, le problème de l'immigration. Est-ce qu'il y a un problème de l'immigration, d'abord? Est-ce que l'adoption internationale va régler un problème de l'immigration? Pour d'autres de l'autre côté, cela réglait le problème de la dénatalité. Est-ce qu'on est sérieux quand on veut faire en sorte de miser sur l'adoption internationale pour régler le problème de la dénatalité au Québec?

Mme la Présidente, pour d'autres cela réglait le problème de famine que vivaient les enfants dans les pays du tiers monde. Franchement, je pense qu'il y a eu beaucoup d'exagération et c'est pour ça que je pense que ça vaut la peine de faire ce petit retour historique dans le processus qui nous a amenés à ce projet de loi.

Comme je le disais, le 2 avril, nous avons déposé un projet de loi qui, pour la première fois depuis les modifications qui ont été adoptées en 1980 et en 1983 par l'ancien gouvernement, visait à faciliter le processus d'adoption. En présentant le projet de loi, nous avons annoncé également qu'il y aurait une commission parlementaire avant l'adoption du principe du projet de loi, c'est-à-dire entre le moment où on dépose le projet de loi et le moment où on se trouve, aujourd'hui. On s'était engagé à entendre et à écouter les gens. Cela fait partie du processus démocratique. Si on nous reproche aujourd'hui de présenter des amendements, je pense que c'est un reproche qui provient surtout du fait que l'Opposition s'était préparée à critiquer le projet de loi dans sa forme initiale et se retrouve aujourd'hui avec un projet de loi qui contient des amendements qui tiennent compte, presque en totalité, des désirs de changements que nous ont fait valoir les intervenants, les experts que nous avons écoutés et entendus en commission parlementaire.

Le projet de loi tel qu'il sera amendé... Et, je réitère qu'il ne s'agit pas de quatorze amendements. Si, techniquement, il y a quatorze endroits où il faudra changer le projet de loi, il n'y a que deux amendements majeurs apportés au projet de loi et je vous les nommerai. D'une part, là où le projet de loi exigeait le consentement du pays pour qu'un enfant d'un pays étranger soit adopté ici, nous laissons tomber cette exigence pour

autant que l'enfant est adoptable dans le processus que le pays lui-même définira.

Ce qui résulte que nous pourrions ici, par la suite, transformer les adoptions simples, c'est-à-dire les adoptions où le lien de filiation n'est pas brisé dans le pays d'origine, en adoptions plénières pour que les enfants qui sont adoptés aient exactement les mêmes droits que tous les enfants, ici au Québec.

Ce changement est majeur. Le résultat net de ce changement sera de deux ordres. Premièrement, cela facilitera beaucoup, par rapport à ce qui avait été proposé, le processus d'adoption. Cela raccourcira les délais. Deuxièmement, cela ouvrira le bassin des enfants qui sont adoptables dans le sens que, jusqu'à maintenant, à cause du principe qui avait été adopté il y a sept ans où on ne reconnaissait que les adoptions plénières, on pourra maintenant adopter des enfants dans les pays où seulement l'adoption simple est reconnue et on va les transformer, une fois ici, en adoption plénière. Cela veut dire qu'il y aura maintenant beaucoup plus de pays d'où peuvent provenir des enfants pour les parents québécois qui veulent adopter un enfant à l'étranger. Cela va aussi réduire les délais parce qu'il y aura plus d'enfants disponibles.

Mais nous n'avons pas la prétention de pouvoir régler tous les problèmes dans un dossier assez complexe. Je trouve malheureux que l'Opposition ait décidé de se braquer sur des arguments qui avaient été formulés à l'endroit d'un projet de loi soumis en consultation et essaie de ne pas tenir compte des amendements proposés.

Je comprends que cela puisse bouleverser un peu la stratégie du parti de l'Opposition, mais il faudrait quand même faire un effort sérieux pour tenir compte de ce qui est proposé dans un dossier complexe où nous n'avons pas la prétention, comme peuvent l'avoir les membres de l'autre côté, de tout régler à tout jamais où beaucoup d'autres pays ont essayé de légiférer et tentent de légiférer dans le domaine, mais qui connaissent encore des problèmes. Si vous voulez des exemples, je vais vous en donner. Prenez la Finlande, par exemple, où il y a, comme le Québec, à peu près 6 500 000 habitants. En 1985, il n'y a eu que 38 adoptions internationales. En 1986, il y en eut 87. Ici au Québec, on est quand même rendu à 200.

Mme la Présidente, le projet de loi vise surtout et avant tout à garantir que les enfants qui seront adoptés ici auront exactement les mêmes droits que ceux nés ici. Cela vise aussi à assurer un minimum d'encadrement. J'aimerais demander aux autres membres de l'Opposition qui vont me suivre et qui vont parler s'ils croient qu'il ne devrait absolument pas y avoir d'encadrement dans le dossier de l'adoption internationale.

Est-ce que vous êtes prêts, de l'autre côté, à laisser libre cours au trafic d'enfants, ou, comme l'a dit si bien le député de Saint-Jacques, des problèmes que... Pardon?

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! Continuez.

M. Sirros: ...ou les problèmes que peuvent vivre les gens laissés au chantage, à la tentation. Il y a des gens qui peuvent profiter du fait que d'autres vivent dans la misère. S'il n'y a aucun encadrement, s'il n'y a pas un minimum d'intervention de l'État, tout en s'assurant que nos règles sont flexibles, accueillantes et souples, qu'on élimine tout au moins pour le Québec... Que le Québec ne devienne pas un marché pour un trafic d'enfants, Mme la Présidente. C'est ce que le projet de loi vise.

Le projet de loi non seulement vise, mais va, d'une part, reconnaître et réaffirmer le rôle des organismes reconnus qui deviendront les mandataires du ministère pour agir comme des intermédiaires reconnus afin de trouver les enfants "adoptables". Il va assurer au minimum que les enfants qui vont arriver ici, une fois ici, vont avoir les mêmes droits, seront reconnus comme si c'était une adoption plénière même si, dans leur pays d'origine, cela demeure une adoption simple.

Il va demander au Tribunal de la jeunesse, au début du processus et non deux fois, non pas de vérifier, mais d'approuver le projet d'adoption. Il va soumettre les familles qui veulent adopter un enfant à l'étranger aux mêmes exigences auxquelles doivent s'astreindre les familles qui veulent adopter un enfant ici, c'est-à-dire qu'il y aura une évaluation de la part d'un travailleur social du CSS. Il ne faudrait pas non plus continuer dans le charriage qu'on a entendu jusqu'à maintenant sur des difficultés éprouvées par une ou deux familles avec un travailleur social ou deux parce que quelqu'un n'était pas content ou même peut-être parce que, surtout, ils étaient frustrés d'avoir eu jusqu'à maintenant des attentes si longues.

Encore une fois, j'incite les membres de l'Opposition à la prudence, parce que, s'il y a des cas d'attente de cinq ans, sept ans, et même de dix ou douze ans, ce n'est sûrement pas un gouvernement au pouvoir depuis dix huit mois qui est responsable de ces délais.

Mme la Présidente, j'espère que, chez les quelques intervenants qui restent de l'autre côté, nous aurons droit à quelques interventions un peu plus objectives, un peu plus sérieuses que ce que nous avons eu jusqu'à maintenant.

(21 h 30)

En résumé et en terminant, le projet de loi 21 a subi une intervention tout à fait

démocratique, c'est-à-dire a été soumis aux audiences publiques d'une commission parlementaire où nous avons eu l'occasion d'écouter, d'entendre des personnes qui sont le plus intéressées et le plus connaisseuses dans le dossier. Que ce soient des organismes reconnus, que ce soient des associations de parents, que ce soient même des avocats qui interviennent dans la matière, qui nous ont fait part de leurs commentaires sur le projet de loi 21 qui a été déposé le 2 avril, encore une fois, dans le but de faciliter l'adoption internationale, ils nous ont dit: L'exigence que vous avez par rapport à l'approbation du pays étranger est trop lourde, trop compliquée pour plusieurs pays et ça va faire en sorte que vous n'atteindrez pas l'objectif que vous vous êtes fixé, mais vous allez plutôt alourdir les délais. Nous avons tenu compte de ces remarques et nous enlevons cette exigence. Des amendements qui seront soumis en bonne et due forme, ici, qui seront déposés en commission parlementaire et débattus lors de l'étude article par article. Nous proposons d'éliminer l'exigence qu'on retrouvait dans le projet de loi 21 initial de faire approuver par l'État étranger un projet d'adoption.

Nous avons réduit, effectivement, au minimum les exigences sans pour autant que le Québec ne devienne un marché de trafic d'enfants. Nous croyons de ce côté-ci que si la décision d'adopter un enfant à l'étranger est une décision privée, c'est un acte public qui est posé, en faisant la jonction entre le pays étranger et le Québec. Dans ce sens, nous sommes confiants et convaincus que quiconque prend le temps de regarder sérieusement le projet de loi et évite de s'embarquer dans la démagogie facile dont ont fait preuve jusqu'à maintenant les membres de l'Opposition, va se rendre compte que les amendements proposés tiennent compte de presque la totalité des revendications des parents, des associations reconnues et conduiront à faciliter l'adoption internationale.

Nous n'avons pas la prétention, comme je vous le disais tout à l'heure, de tout régler à tout jamais, comme nous n'avons pas la prétention que l'adoption internationale va régler un ensemble de problèmes qu'on nous a fait miroiter ici aujourd'hui, que ce soit l'immigration, que ce soit la dénatalité, que ce soit la famine dans les pays du tiers monde, que ce soit la misère que vivent ces enfants dans ces pays, Mme la Présidente. C'est une intervention qui va permettre à des parents qui, pour des raisons personnelles, décident d'adopter un enfant à l'étranger, de trouver un appui dans le système, de trouver un appui au gouvernement et de trouver des règles qui seront compréhensibles, qui seront flexibles et qui seront efficaces. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Laurier. M. le député de Mercier.

M. Gérald Godin

M. Godin: Mme la Présidente, on discute ce soir un problème extrêmement important. Je dois reconnaître que mon collègue, comme on dit en grec (s'exprime dans la langue grecque), au moins d'avoir été très sérieux en abordant ce sujet sérieux. Mon intervention portera sur la reconnaissance que c'est un problème très sérieux et que le député de Laurier a raison de dire qu'il faut s'assurer que les droits des enfants sont respectés et protégés. Nous savons maintenant les drames des familles qui ont adopté des enfants et qui voient maintenant leurs droits parentaux mis en cause par les enfants eux-mêmes qui cherchent leurs vrais parents. Il faut donc qu'il y ait une définition claire des droits des enfants et la tâche du gouvernement est de s'assurer que ces droits sont reconnus clairement par la loi que nous adoptons.

Par ailleurs, le député de Laurier n'a pas fait état, du fait qu'il y a des parents qui attendent depuis des années au Québec et pas seulement sous le gouvernement actuel, mais sous l'autre avant. Je pense que ça tient au fait que les services sociaux sont sous-budgétisés et ne peuvent pas répondre à des rythmes assez rapides aux adoptants, aux parents qui veulent adopter un enfant. Il faudrait absolument, au-delà des discours sérieux et rassurants du gouvernement, que la ministre nous parle des vrais problèmes qui sont les suivants. Il n'y a pas de budget suffisant dans les services sociaux pour permettre aux experts du gouvernement de rencontrer les adoptants et de les évaluer assez rapidement.

Je connais personnellement des adoptants qui ont dû attendre des délais de 24 à 36 mois pour enfin recevoir leur nouvel enfant. J'ai vu l'enfant récemment; je l'ai vue grandir très rapidement, devenir, comme on dit, une Québécoise pure laine, même si son origine était des îles Caraïbes. Donc, j'ai constaté sur place qu'il n'y avait pas de meilleur moyen d'intégration des nouveaux citoyens que le milieu parental, car c'est là, effectivement, que les enfants trouvent le plus rapidement, je dirais, l'immersion totale dans le Québec, dans la vie québécoise et dans le français. Il est vrai que l'adoption ne règle pas le déficit démographique du Québec, mais elle y joue un rôle, car si, effectivement, il y a environ 1500 parents qui attendent pour adopter un enfant, il est sûr que si les procédures s'assouplissent et s'accélèrent, le nombre va augmenter. Donc, on peut compter qu'il y aura probablement environ 10 % du total - mettons 2000 par année - de l'immigration annuelle au Québec qui pourrait venir de l'adoption, ce qui

permettrait donc au Québec de s'accroître chaque année de nouveaux citoyens qui soient intégrés totalement et parfaitement à la communauté québécoise.

En effet, beaucoup mieux que les COFI, que les cours de français ou que tout autre service que peut fournir le ministère de l'Immigration, la famille constituée, à mon avis, le COFI idéal pour franciser ces nouveaux Québécois et leur apprendre sur place, sur le tas, comme on dit, ce qu'est la vie au Québec et surtout leur fournir un environnement de tendresse et d'affection à nul autre pareil.

Donc, tout en reconnaissant que le projet de loi 21 a été modifié dans un sens louable, nous voterons contre parce que les propos de la ministre ne tiennent pas compte d'un fait précis, soit que ses services sociaux ne sont pas suffisamment dotés en budgets pour permettre à leurs travailleurs sociaux de rencontrer les parents, de les évaluer rapidement, de manière qu'ils puissent avoir, comme on dit, le "rubber stamp of approval" du gouvernement qui leur permettra de devenir des parents adoptants le plus tôt possible et dans des délais dignes de ce nom, c'est-à-dire des délais respectables, inférieurs à deux ans, si possible.

D'autant plus, Mme la Présidente, alors qu'on se pète les bretelles depuis des mois sur l'entente du lac Meech, sur les acquis dans le domaine de l'immigration, il serait peut-être temps qu'on se penche également sur des problèmes concrets et vécus par les parents qui veulent adopter des enfants et qu'on sache d'eux-mêmes, car ce sont souvent eux qui sont le plus au courant des problèmes vécus par leurs semblables... ils nous disent tous ceci: Il n'y a pas assez d'efficacité ou de services disponibles dans les services sociaux du gouvernement pour procéder à l'évaluation des familles et, ainsi, leur permettre de donner enfin la signature finale à l'accord entre eux et la famille d'où vient l'enfant. Il est sûr que, s'il y avait des budgets de débloqués en quantité suffisante, le problème serait en grande partie résolu. Donc, avant de faire de beaux discours, le député de Laurier devrait peut-être descendre dans la rue et visiter son ancien CLSC où il était p.-d.g. et s'informer sur place des problèmes vécus par les parents, qui se plaignent tous que les délais sont trop longs et que les travailleurs sociaux traitent leur dossier avec une lenteur tout à fait inacceptable.

Donc, au lieu de se pêter les bretelles sur les accords du lac Meech et les acquis que nous aurons dans le domaine de l'immigration et dans le domaine démographique du Québec, je pense que nous devrions, tous ensemble, l'Opposition et le gouvernement, travailler à ce que les budgets soient débloqués pour que les services sociaux traitent rapidement ces dossiers, car

ils sont très importants. J'ai observé des cas, à l'époque où j'étais au ministère de l'Immigration, où l'enfant à adopter était sujet à des délais tellement longs qu'entre-temps il perdait ses droits à l'adoption ou les parents décidaient de le garder dans son pays d'origine. Donc, ces délais sont inacceptables. Et, dans la mesure où le projet de loi 21 ne règle pas ces délais, dans la mesure où la ministre est muette, étrangement muette, comme une carpe, sur le problème réel des services sociaux sous-budgétisés, nous voterons contre ce projet de loi, en espérant que Mme la ministre s'ouvrira les yeux et interviendra auprès de son collègue du Trésor et d'autres membres du gouvernement pour que les fonds soient débloqués et que les services sociaux du gouvernement soient en mesure de donner des accords rapides aux parents adoptants. Merci beaucoup. (21 h 40)

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Mercier. M. le député de Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Merci, Mme la Présidente. Cela me fait plaisir, ce soir, d'intervenir sur le projet de loi 21 qui concerne l'adoption internationale, pour plusieurs raisons. D'abord, pourquoi toute cette histoire autour d'un projet de loi qui, à toutes fins utiles, aurait dû être un projet de loi relativement simple pour corriger les anomalies qui existent actuellement?

Essentiellement, le Québec a des problèmes au niveau démographique et, dans ce sens, on sait que, à cause de la dénatalité, on se retrouve avec une population qui ne croît plus. C'est une population qui s'en va en décroissant. Une des façons d'augmenter notre population c'est, entre autres, l'immigration et, avec cela, il y a cette fameuse adoption internationale. Or, toute l'histoire qui entoure le projet de loi 21, il faut peut-être en rappeler un peu l'historique et les problèmes avec lesquels on se retrouve. La levée de bouclier à laquelle on a assisté au cours des dernières semaines, voire des derniers mois sur le sujet et la position que nous prenons aujourd'hui s'explique de la façon suivante: Au cours des sept derniers mois, Mme la Présidente, c'est-à-dire depuis le 19 novembre 1986, Mme la ministre responsable a enclenché un processus. Aujourd'hui on est à terminer ce processus. C'est dès le 19 novembre 1986 qu'il y a eu une adoption de décret, le décret 1728-86 qui avait pour effet d'interdire l'adoption internationale dans les pays dont les règles de droit en matière d'adoption diffèrent des nôtres.

Par décret, on donnait une interprétation des dispositions du Code civil,

une fonction réservée aux tribunaux. Or, c'est à cause de ce décret de novembre 1986 que tous les problèmes ont commencé. Je conviens, aujourd'hui, que Mme la ministre a annoncé, cet après-midi, des modifications et des amendements au projet de loi 21. L'un des deux points qu'elle a proposés dans ses modifications et qui a été souligné, entre autres, par le député de Laurier, précédemment, c'est qu'effectivement elle revient à la charge et elle apporte un amendement. L'amendement apporté au projet de loi 21, de la façon dont je le comprends, c'est effectivement pour venir corriger le décret qui avait été lui-même adopté en novembre 1986 par Mme la ministre. En décembre 1986, il faut se rappeler, Mme la Présidente, le projet de loi 139 par lequel le gouvernement se donnait un pouvoir de préciser, par règlement, les modalités d'intervention, en matière d'adoption internationale, du directeur de la protection de la jeunesse ou d'un organisme reconnu par le ministère.

Finalement, en mars 1987, plus précisément le 11 mars il y avait un projet de règlement qui était mis de l'avant. Le 2 avril il y avait le dépôt du projet de loi. Il s'est passé, au cours de cette période de quatre jours - 6, 7, 12 et 13 mai 1987 - cette fameuse consultation particulière. Oui, une consultation, une commission parlementaire qui a permis à des groupes, à des associations et à des parents qui avaient vécu l'expérience de l'adoption internationale de venir témoigner et de dire au gouvernement, et plus précisément à la ministre responsable de ce dossier, ce qui faisait que cela accrochait. Je vous résume, de façon très succincte, un peu ce qui s'est passé durant ces quatre jours pour mieux nous faire comprendre pourquoi, aujourd'hui, on est dans cette position de dire: On ne peut pas être d'accord et on ne peut pas aller de l'avant, malgré les modifications qui sont dans le bon sens, malgré les amendements apportés par Mme la ministre, cet après-midi, et j'en conviens, mais ils ne vont pas assez loin parce qu'ils ne règlent pas, à mon avis, le fond du problème. J'y reviendrai tantôt.

Essentiellement ce que les gens en commission ont dit c'est que le Secrétariat à l'adoption fonctionne très mal, il souffre de lenteur administrative et, aussi, il s'arroge des pouvoirs normalement dévolus aux tribunaux. Les parents adoptants se sont plaints, en commission parlementaire, des complications inutiles, des complications de discrimination, de démotivation et d'intrusion dans leur vie intime. C'est important. On a un peu l'impression qu'on est en train de transiger avec des choses qui ne sont pas de la marchandise. Il faut être conscient que, lorsque l'on parle d'adoption, on parle d'enfants, d'être humains. L'essentiel de mon

message, ce soir, vis-à-vis de Mme la ministre - et je suis sûr qu'elle sera réceptive à cela, - c'est de dire: Des parents qui désirent, un jour, avoir des enfants, leur moyen à eux, c'est d'aller vers l'adoption internationale. À partir du moment où le couple décide d'aller dans cette voie, il ne faut pas qu'ils se retrouvent dans une situation où deux ans, deux ans et demi, trois ans, cinq ans plus tard, ils sont encore dans un dédale administratif et ne peuvent pas avoir cet enfant.

M. le Président, si un couple décide ou a décidé, l'année dernière, d'avoir des enfants et d'aller dans la formule d'adoption internationale, il a une fièvre d'avoir ces enfants pour pouvoir les élever. Souvent, on les veut relativement jeunes pour être capable d'en jouir. Or, entre le moment où est prise cette décision et le moment où on peut avoir les enfants, le temps est beaucoup trop long. Serait sûrement acceptable une période entre douze et dix-huit mois, mais à cause de la bureaucratie, à cause du système dans lequel nous sommes actuellement et à cause de la façon dont cela fonctionne - les parents, les associations et les groupes sont venus nous le dire en commission parlementaire - on se retrouve dans une situation où cela prend beaucoup plus de temps.

Or, qu'est-ce qui se passe? Les parents qui veulent avoir ces enfants sont complètement démotivés. Ce n'est pas vrai que, si, à l'âge de 32, 33 ans, on décide d'adopter des enfants, et qu'on entre dans la procédure, à l'âge de 37, 38 ans - pour prendre un exemple - soit quatre ou cinq ans plus tard, on a la même motivation. Non, les règles du jeu ont changé, le milieu dans lequel tu évolues et tes conditions financières ont changé. Il est complètement démotivant de recevoir une réponse à une demande d'adoption après une aussi longue période. C'est un peu comme lorsque le couple décide d'avoir des enfants. La femme, finalement, devient enceinte. Il y a une période entre le moment de la décision et souvent le moment où l'enfant arrive qui se situe, bien sûr, entre les neuf mois - dépendamment si cela se produit immédiatement - et un an. Mais ce désir, cette dimension humaine fort importante fait en sorte que, dans le système dans lequel nous vivons, on ne retrouve pas cela et, de là, tous les problèmes. Les témoignages ont été on ne peut plus clairs et une partie de ces témoignages ont été tenus en considération. De là la modification concernant l'adoption des règles dans les pays d'origine.

L'essentiel du problème vient du fait que le projet de loi 21, malgré les amendements, ne touche pas au fond et au coeur du problème qui se retrouve à deux niveaux, à mon point de vue: premièrement au niveau administratif et du secrétariat, de la bureaucratie. S'il y a un gouvernement qui se

disait des plus désireux d'amoindrir la machine à tous les points de vue, dans quelque organisme que ce soit qui relève du gouvernement, on se voulait de le faire. Mme la ministre a une occasion unique, aujourd'hui, avec un projet de loi en main, de faire une intervention qui pourrait changer les règles du jeu, mais, à la lueur de ce qu'elle nous apporte, on ne les changera pas. L'autre niveau touche les CSS, les travailleurs, donc les sommes d'argent qui devront être remises, de façon à donner les ressources nécessaires.

Il n'y a pas suffisamment - je ne suis pas dans le quotidien dans ce milieu-là, mais des vérifications ont été faites - de ressources humaines pour être capable de donner suite à toutes ces demandes. À toutes fins utiles, on est en train de démobiliser, de décourager de façon importante ces hommes et ces femmes qui conjointement ont décidé d'aller vers la formule de l'adoption internationale.

(21 h 50)

J'ai été un peu surpris, pour en avoir jase avec quelques personnes qui se préoccupaient de cet aspect de voir combien d'autres n'ont pas présenté une demande d'adoption parce que tout ce qu'ils entendent de l'expérience des autres et tout ce qui tourne autour de l'adoption internationale est connu maintenant. Il y a une espèce de cote autour de cela. On se dit que cela n'a pas de sens et qu'on n'est pas pour attendre une période aussi longue. Cela n'a pas de sens combien c'est compliqué. Cela n'a pas de sens comment ils interviennent dans notre vie privée. Cela n'a pas de sens combien il y a de la discrimination. Si tels sont les commentaires, je pense que le gouvernement sait de quelle façon répondre à cela pour apporter des correctifs. Je pense que Mme la ministre a une occasion en or, avec ce projet de loi 21, d'apporter des correctifs pour permettre non seulement la tombée des boucliers mais pour apporter un nouvel esprit de fraîcheur qui ferait en sorte qu'on pourrait dire: Dorénavant, avec le projet de loi 21 qui sera adopté, on pourrait avoir une nouvelle façon de voir l'adoption internationale. On pourrait dorénavant penser positivement, parce qu'on saurait que, dans une période d'un an ou un an et demi, on pourrait donner suite à notre désir le plus cher qui est d'avoir un enfant.

Je conclurai en vous disant pourquoi, sur ce point particulier, au niveau de la machine - j'appelle cela de la bureaucratie qui est lourde - et pourquoi au niveau des ressources financières qui sont concernées vis-à-vis des ressources humaines, on ne met pas le paquet pour être capable de toucher au coeur du problème. Quant au reste, il restera bien sûr... Le député de Laurier le disait dans son exposé, on ne peut pas être parfait. Oui, mais quand on est au gouverne-

ment et qu'on a la chance de mettre la main sur un projet de loi, il faut qu'il soit le plus parfait possible. Il faut profiter de cette occasion. L'exercice a été fait en profondeur, parce qu'il y a eu un système d'enclenché depuis plusieurs mois et il y a eu cette consultation.

Si la ministre, si le gouvernement n'avait pas eu l'intention d'avoir une ouverture complète pour régler le problème, il n'y aurait pas eu de commission parlementaire; il y en a eu une. Je dis bravo. Mais cela donne quoi d'avoir pris quatre jours, d'avoir entendu des dizaines et des dizaines d'intervenants et de ne pas suivre la plupart des recommandations? Cela donne quoi? On me dira à la fin: Les problèmes financiers, on ne peut pas donner suite à cela, il y a toutes sortes de demandes. Oui, mais on va commencer par quel bout, Mme la ministre, pour être capable un jour de payer le prix qu'on a à payer pour être capable d'apporter des solutions concernant le problème de démographie? Il y a un prix à payer et le premier ministre lui-même annonçait il y a quelques semaines qu'il voulait s'attaquer de façon prioritaire à l'aspect démographique. Je dis bravo si on veut corriger l'aspect démographique et apporter des solutions pour que ce soit plus facile. Mais voilà une occasion, le projet de loi 21, par lequel Mme la ministre des Services sociaux aurait la chance, justement, d'ouvrir une porte et de donner suite, parce que, effectivement, si on apporte les correctifs que nous réclamons dans l'Opposition qui sont des correctifs en entier, parce que c'est à la portée qu'ils soient faits aujourd'hui, je pense qu'on pourrait avoir un projet de loi qui serait à la mesure des problèmes qui existent actuellement. Il ne s'agit pas de revenir au passé, et de dire qu'en 1983 ou 1984, il s'est passé cela. C'est possible qu'il y ait eu des choses qui aient été faites dans le passé et qui fassent qu'aujourd'hui, on a une grosse machine. Mais face à cela, on les a, les pouvoirs de l'autre côté. Je dis: Prenons les solutions. C'est cela que l'Opposition réclame. Ce n'est pas être négatif. On essaie d'être positif, on essaie de vous dire quoi faire, on essaie de vous dire dans quel sens aller. Vous avez des contraintes, on peut les comprendre, mais c'est fondamental. Cela va permettre à des centaines de personnes et, par ricochet, à des milliers d'enfants, donc à des milliers de personnes de venir s'ajouter ici au Québec et cela va être très stimulant par rapport à tout le problème des parents qui, de nos jours, ne peuvent pas, pour différentes raisons de stérilité ou autres, avoir des enfants. S'il y en a qui ont le goût d'avoir des enfants, prenons cette voie d'adoption et rendons-leur la tâche facile. Je pense que cela doit être une chose compréhensible, une chose à laquelle la ministre pourrait donner

suite pour aller plus en profondeur par rapport aux amendements qu'elle aurait dû apporter, je le souligne. Il y a eu des amendements, mais ils ne sont pas suffisants. En ce sens, on se voit contraint et obligé de voter contre. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Pour la poursuite du débat, je reconnais maintenant Mme la députée de Châteauguay.

Mme Pierrette Cardinal

Mme Cardinal: Merci, M. le Président. On ne peut ignorer l'intérêt que suscite de nos jours l'adoption d'enfants originant de pays étrangers. L'adoption internationale attire l'attention de toute la population. Il est donc important de considérer cette réalité sociologique de notre société québécoise. Depuis quelques années, l'adoption internationale est devenue un phénomène important susceptible de se retrouver dans toutes les régions du Québec, faisant en sorte que les députés devront nécessairement y apporter une attention particulière, puisque leur rôle de première ligne les invite fréquemment à rencontrer les citoyens qui s'engagent dans un projet d'adoption à l'étranger.

C'est pourquoi, M. le Président, je me dois aujourd'hui d'intervenir en cette Chambre pour débattre l'adoption du principe du projet de loi intitulé, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, puisque je me suis occupée personnellement d'adoption internationale, ces dernières années.

L'adoption internationale, c'est l'émergence d'un phénomène, car, vers le début des années cinquante, l'économie en ruine des pays touchés par la guerre, les catastrophes naturelles, la surpopulation ou la démographie galopante des pays en voie de développement sont autant de phénomènes conjoncturels qui augmentent le nombre d'orphelins ou d'enfants abandonnés vers lesquels se tournent de plus en plus de couples de tous les pays.

Durant ces années, les contraintes religieuses, morales et sociales exercées sur les mères célibataires laissaient presque aux parents québécois désireux d'adopter des enfants l'embarras du choix. Les crèches et les orphelinats étaient si remplis que le Québec faisait adopter dans différents États américains, en Europe et plus particulièrement en France, plusieurs de ces enfants, jusqu'à 400 par année durant une certaine période.

Mais, durant les années soixante-dix, le nombre d'enfants disponibles pour l'adoption dans la province de Québec chute de façon

draconienne. Face à ce choix de plus en plus restreint, il est évident que les longs délais d'attente ne peuvent plus répondre à l'identification des besoins de notre population.

Entre-temps, le taux de natalité, dans notre province, est très faible et d'autres facteurs, comme le recours plus fréquent à l'avortement, une plus grande acceptation de la fille-mère dans la société actuelle et la diffusion des moyens contraceptifs, même à l'école, font en sorte que la diminution d'enfants disponibles pour adoption est une triste réalité que nous ne devons plus ignorer.

Ce projet de loi 21, M. le Président, vise à harmoniser les procédures en matière d'adoption internationale et facilite ainsi les démarches des parents adoptants. En adaptant notre loi d'adoption au contexte social actuel et en favorisant l'immigration, notre gouvernement règle seulement une partie du grave problème de la dénatalité au Québec.

Comme chacun le sait en cette Chambre, au Québec, le taux de fécondité est passé de 4,8 qu'il était en 1957 à environ 1,4, ce qui représente le plus bas taux en Amérique du Nord et l'un des plus bas taux en Occident. Or, on sait, M. le Président, que cette baisse de natalité au Québec signifie que les générations actuelles n'arrivent pas à se reproduire. Une proportion de plus en plus grande de Québécois qui décèdent ne seront pas remplacés par de nouvelles naissances. Or, rappelons-nous que, pour que les générations puissent être remplacées, il faudrait un indice de fécondité situé à 2,1. Ce projet de loi 21 aidera donc les familles qui ont le courage de se lancer dans cette voie.

M. le Président, le gouvernement a le droit et le devoir d'intervenir pour s'assurer que tout projet d'adoption se réalise dans le respect de l'intérêt des droits de l'enfant, dans le respect de l'intérêt des droits des parents de naissance et dans le respect de l'intérêt des droits des parents adoptifs, dans l'observance des lois du pays d'origine et, enfin, dans l'observance des lois du Québec. (22 heures)

Cependant, il ne faut jamais oublier que le but que l'on doit rechercher, c'est avant tout celui du meilleur intérêt de l'enfant. Ce principe est le fondement même de l'adoption dans la très grande majorité des pays! Et il est, d'ailleurs, édicté à l'article 595 du Code civil du Québec et je cite: "L'adoption ne peut avoir lieu que dans l'intérêt de l'enfant et aux conditions prévues par la loi."

Ainsi, M. le Président, les principes qui guident le gouvernement du Québec en matière d'adoption internationale sont d'ordre juridique et social. Ils reposent sur des critères éthiques et moraux et s'inspirent des

valeurs véhiculées dans notre société, des conventions internationales et, donc, de la volonté généralement exprimée par les pays qui ont des enfants à être confiés en adoption. D'ailleurs, les travaux du deuxième congrès de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille tenu au Brésil en août dernier et regroupant plus d'une trentaine de pays dont le Canada vont dans le même sens que la politique québécoise. Ces principes peuvent être résumés ainsi. Tous les enfants qui vivent au Québec, quelle que soit leur origine, doivent être égaux devant la loi. C'est ainsi que les effets d'une adoption prononcée ou reconnue au Québec sont de conférer à l'enfant et à ses parents adoptifs les mêmes droits et les mêmes obligations qu'une filiation par le sang. Cette filiation est unique et indiscutable. Il faut remédier à l'insécurité qui découlerait du fait que l'enfant puisse appartenir à deux familles. La politique du Québec est orientée en fonction de l'intérêt de l'enfant, du respect de ses droits et du respect de la volonté légitime des pays de décider de l'avenir de leurs enfants.

Dans cette optique, l'adoption internationale est conçue comme un moyen de protection en vue de donner une famille à l'enfant qui n'en a pas et non un moyen de fournir un enfant à des personnes qui en voudraient un.

Le Québec adhère aux grands principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'enfant proclamée par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1959, à savoir: la reconnaissance de la primauté du principe de l'unité familiale pour le bien-être et le développement de l'enfant; la reconnaissance du droit de l'enfant à une qualité de vie dans son pays d'origine; la reconnaissance du principe du respect des parents biologiques de l'enfant susceptible d'être adopté; la reconnaissance du principe que l'adoption internationale ne doit pas être préférée à la vie dans un milieu familial stable et uni du pays d'origine de l'enfant même si ses conditions de vie s'avèrent difficiles; la reconnaissance du principe que l'adoption internationale peut offrir à l'enfant orphelin ou abandonné un milieu familial susceptible de lui apporter l'amour, la compréhension et l'éducation nécessaires à son développement physique, mental et social.

En assouplissant les règles qui s'appliquent à un Québécois ou à une Québécoise qui désire adopter un enfant à l'étranger, en reconnaissant au Québec les jugements étrangers d'adoption simple, en reconnaissant les jugements d'adoption rendus à l'étranger avant le 2 avril 1987, même si les liens de filiation avec les parents biologiques ne sont pas rompus, en reconnaissant les organismes reconnus comme mandataires de la ministre de la Santé et

des Services sociaux dans la réalisation de projets d'adoption à l'étranger et en reconnaissant le rôle de la ministre de la Santé et des Services sociaux comme celui d'un contrôleur de la légalité du processus d'adoption, ce projet de loi 21 donne aux couples qui désirent adopter un enfant un droit aussi fondamental que la décision de concevoir un enfant.

Ce projet de loi 21 confirme également, et cette Chambre en conviendra avec moi, que Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux est une personne très humaine qui ne désire aucunement traiter les citoyens avec injustice et inéquité.

Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux pour ce projet de loi 21.

Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, je remarque que juste du fait que vous annonciez que je dois dire un mot, la ministre s'est sauvée d'un pas très rapide. Elle a eu peur que je lui parle trop durement. On a l'impression que le Parti libéral n'aime pas les enfants.

Des voix: Oh! Oh!

M. Garon: Moi, je le vis quotidiennement dans mon comté où il y a le plus haut taux de natalité au Québec. Dans la municipalité régionale des Chutes-de-la-Chaudière, on est en train de mendier actuellement une école secondaire pour des enfants qui sont venus au monde au Québec, qui ont eu des parents québécois qui ont eu des écoles primaires. Mais là, le Parti libéral arrive au gouvernement et on est en train de demander une école. Il faut la demander sans cesse. On voit approcher l'ajournement de la session alors que les écoles vont être pleines dès septembre 1987 et l'école est nécessaire pour septembre 1988.

On a un CLSC actuellement qui est, justement, spécialisé dans les questions de la famille dans la municipalité régionale des Chutes-de-la-Chaudière. La ministre voudrait le faire partager pour que 105 000 personnes se retrouvent dans le même CLSC et, avec le taux de croissance prévu, ce sera au-dessus de 150 000 d'ici dix ans. On a l'impression que le Parti libéral se sent obligé de persécuter un secteur où il y a des enfants. Je ne suis pas étonné. C'est le même problème qu'on voit dans le projet de loi qui est devant nous, le projet de loi 21. Je n'entrerai pas dans la plomberie, mais je dirai simplement ceci. Les mécanismes sont

lourds et au lieu de vouloir décentraliser, faciliter et rendre les ressources disponibles, j'ai le sentiment que la ministre de la Santé et des Services sociaux adopte la même solution que dans le cas des CLSC. Elle centralise, elle va faire en sorte que les mécanismes vont être plus complexes et rien ne sera facile.

M. le Président, on m'a dit que la ministre s'entourait mal, que les gens qui la conseillent sont habitués à concevoir des grosses boîtes, les plus grosses possible. Mais, habituellement, les grosses boîtes, cela ne fonctionne pas aussi bien que les boîtes qui sont plus près de la population. Il faudrait faciliter la tâche à des gens qui se sont occupés eux-mêmes de leurs affaires. Au Québec, on sait actuellement qu'un des problèmes importants est la natalité et on ne facilite pas l'immigration qui va peut-être être la plus adaptée au Québec, l'immigration d'enfants qui vont être élevés dans des familles québécoises. Je comprends que la ministre, qui me regarde par-dessus ses lunettes, est responsable des cours de français aux immigrants, justement, qui manquent de cours. Mais là, au moins, il y aurait de nouveaux arrivants qui n'auraient pas besoin de cours de la ministre. Les familles elles-mêmes servent d'intégrateur, au milieu sans que le gouvernement ait à s'impliquer là-dedans.

C'est pourquoi le Parti québécois est pour la légalisation des projets d'adoption privée qui se font selon les règles juridiques du pays étranger et celles du Québec. Mais il faut faciliter la tâche, ne pas la compliquer, ne pas faire en sorte que les gens devront payer entre 7000 \$ et 10 000 \$ pour adopter un enfant. Au contraire, on doit faciliter la tâche, mettre dans le coup le plus possible les organismes bénévoles qui vont s'occuper de la question, mettre dans le coup les CSS qui connaissent les gens sur le plan local et qui peuvent s'occuper de la question, faire en sorte que des organismes privés qui fonctionnent déjà puissent s'occuper de cela et non pas créer des bureaux administratifs complexes qui manquent de personnel.

C'est pourquoi le Parti québécois dit à la ministre: Le problème, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de gens pour s'occuper de ces questions. On se retrouve devant des retards incroyables. Vous savez, un des problèmes importants au Québec, c'est que le taux de natalité est bas. Mais il y a aussi une autre question. Le plus haut taux de natalité au Québec a été en 1959. Cela veut dire que ceux qui sont venus au monde en 1959 ont aujourd'hui 28 ans ou vont avoir 28 ans au cours de l'année. Et si on regarde les années qui suivent 1959, le taux de natalité a baissé rapidement au Québec. Je ne dirai pas que c'est à cause du Parti libéral qui a pris le pouvoir en 1960 mais cela n'a sûre-

ment pas aidé. Vous pouvez regarder les statistiques. Je n'ai pas inventé les statistiques. Le plus haut taux de natalité au Québec, c'est en 1959. Après cela, cela baisse régulièrement. Au cours des années soixante, il y a eu une baisse drastique.

Tantôt, il n'y aura pas assez de personnes pour s'occuper, justement, de ces questions. Il n'y aura pas assez de jeunes couples pour faire des adoptions en grande quantité parce qu'il n'y aura pas de jeunes couples en grand nombre au Québec. Si on regarde après les années soixante où le taux de natalité a baissé à 90 000, alors que c'était autour de 150 000 en 1959, cela veut dire que, plusieurs années plus tard, on se retrouve avec moins de personnes en état de former des couples parce qu'il y a moins de monde de tel âge.

(22 h 10)

Actuellement, nous sommes au maximum du nombre de personnes en âge de procréer au Québec parce que le taux de natalité a été dans une pyramide montante, une courbe montante jusqu'en 1959 et, après, dans une courbe descendante. Actuellement, on est dans la période des âges où il y a le plus de personnes au Québec en état de faire des enfants ou d'en adopter. Ce n'est pas à 60 ans qu'on adopte des enfants. Ce n'est sûrement pas, non plus, très souvent à 50 ans. Le problème, c'est qu'il faut agir dès maintenant parce que c'est actuellement qu'il y a un problème au Québec.

Tantôt, quand on aura au-dessus de 20 % de la population qui auront au-delà de 65 ans et que le nombre de gens qui seront venus au monde il y a un certain nombre d'années sera de moins en moins grand, on se retrouvera avec un nombre de contribuables restreint par rapport à un grand nombre de citoyens qui auront des besoins. Je vous dis que ceux qui pensent que c'est simplement en faisant venir du monde au Québec qu'on compensera notre manque de natalité... Je crains que les gens trouvent que cela coûte cher, les charges sociales quand il y a 20 % ou 25 % de la population au-dessus de 65 ans.

Tandis qu'au moins on peut aider dans le monde les enfants qui ont des problèmes, qui n'ont pas de parents ou qui ont des parents qui n'ont pas les moyens de les élever. J'ai des amis qui sont allés dans des pays étrangers et qui se sont faits, à toutes fins utiles, donner leur enfant. J'ai un ami, entre autres - c'est une personne connue, je ne le nommerai pas - qui disait: Un père de famille, les larmes aux yeux, m'a donné son enfant. Il m'a dit: Je vous le donne même si je trouve cela épouvantablement triste de vous le donner. Je veux que vous le preniez parce que je sais que vous, vous avez les moyens de l'élever. Moi, je n'ai pas les moyens de l'élever. Il va faire un pauvre misérable comme tous les enfants que j'ai

ici. Mais lui, je voudrais au moins vous le donner pour que vous en fassiez quelque chose.

Cet enfant aujourd'hui est au Québec et est élevé par une famille qui a les moyens de l'élever, qui est capable de l'élever, alors que, chez lui, il était condamné à mourir, très jeune, d'inanition. D'ailleurs, il était malade quand il a été adopté. Il avait des problèmes au point de vue de sa nutrition. Je pense qu'on a tous un certain nombre de cas de personnes qui sont allées dans des pays où le niveau de vie est très bas et où il y a des enfants à adopter. Dans une société plus riche comme le Québec où il y a un problème de natalité, des gens pourraient rendre service à leur société et rendre service aussi à ces enfants qui ont des problèmes et qui n'auront pas de chance dans la vie parce qu'ils n'auront pas eu de parents et qu'ils auront été des orphelins misérables.

Je pense que, dans cette affaire, il s'agit essentiellement d'adopter un projet de loi qui va faciliter la tâche aux gens plutôt que la compliquer. C'est pourquoi le Parti québécois ne peut souscrire à un projet de loi ou à des amendements déposés avant que soit effectuée une réforme au niveau du Secrétariat à l'adoption internationale. On demande la mise en place d'une politique, en matière d'adoption internationale, qui tienne compte du faible taux de natalité du Québec et de la politique d'immigration; que le ministère de la Santé et des Services sociaux accorde à tous les CSS les ressources nécessaires pour répondre aux demandes d'évaluation des parents adoptants afin de raccourcir les délais d'attente.

Là encore, il s'agit d'une demande qui va dans le même sens que les CLSC: qu'on essaie de centraliser moins pour permettre que, sur le plan administratif, le fonctionnement se fasse plus facilement avec des organismes qui sont plus près des gens. Les réformes qui ont été demandées au Québec depuis un certain nombre d'années, c'est de décentraliser pour que les boîtes administratives soient mieux placées pour répondre aux besoins des gens. Quand on parle d'organismes comme les CSS qui sont dans le milieu, qui connaissent les gens, ils sont beaucoup mieux placés pour répondre aux besoins que les organismes administratifs qui brassent du papier sans connaître les individus ou les personnes qui y font appel.

Plusieurs CSS ont dû affecter des travailleurs sociaux à d'autres services en raison des coupures budgétaires et pour atteindre l'équilibre budgétaire que leur demandait la ministre. Vous savez, dans une société, on ne peut pas tout mesurer en fonction du PNB, du produit national brut; il faut aussi tenir compte, un peu davantage, du BNB, c'est-à-dire du bonheur national brut. En ce sens, la ministre devrait

davantage considérer les problèmes humains et les questions humaines qu'uniquement regarder les centralisations administratives qui ne sont pas efficaces pour les gens qui veulent faire usage des services gouvernementaux quand les services gouvernementaux ne sont pas disponibles.

J'ai eu l'occasion de voir, au cours des dernières années, comme député de comté, des gens qui m'ont parlé de ces questions. Ce qui m'a frappé, c'est que les services ne vont pas dans le sens des besoins de la population. La population du Québec, actuellement, est capable de rendre des services considérables; elle veut le faire, mais il n'y a pas les ressources qu'il faut. Je pense que ce n'est pas une question uniquement légale, c'est une question administrative qui demande des solutions, c'est-à-dire un meilleur fonctionnement. Je disais tantôt qu'il y a des organismes bénévoles qui ont piloté, jusqu'ici, un grand nombre d'adoptions internationales. Ils ont prouvé leur efficacité et développé une expertise certaine. Ils doivent demeurer et conserver les mêmes responsabilités. S'ils devaient disparaître pour être remplacés uniquement par des fonctionnaires, l'État devrait en assumer les coûts, mais cela donnerait aussi, sur le plan administratif, des fonctionnaires beaucoup plus éloignés que les organismes bénévoles ou que des organismes comme les centres de services sociaux qui, eux, sont mieux placés par rapport à la population.

Tout le monde est d'accord pour éviter le trafic d'enfants. Il doit y avoir un certain contrôle de l'adoption internationale. Chacun est d'accord pour qu'il y ait des règles d'encadrement, lesquelles doivent être souples et accueillantes pour les couples adoptants. C'est la meilleure façon d'éviter que ne se créent des réseaux parallèles. La meilleure façon également, c'est de situer les centres de décision plus près de ceux qui vont adopter. Il est bien difficile de passer des réseaux de commercialisation d'enfants ou de trafic d'enfants, quand les organismes sont situés près de la population. Quand les gens qui ont des décisions à prendre sont proches de la population, ce n'est pas là que le trafic va se faire habituellement, parce que cela va être connu: les gens qui adoptent, ceux qui sont sur les listes d'attente. Quand on regarde, par exemple, au niveau local, l'administration des HLM, il est difficile d'en passer beaucoup; quand on décide de l'admission dans les HLM et de ceux qui doivent entrer selon des règles de priorité, cela se fait au su et au vu de tous. S'il y a quelque chose qui est mal fait, les gens le savent.

Quand il s'agit de l'adoption internationale, ce n'est pas toujours facile par rapport au pays d'où provient l'enfant, mais, pour les parents qui font l'adoption,

quand les organismes qui les aident sont proches du milieu, on sait que c'est beaucoup plus difficile que les choses soient mal faites et ceux qui voudraient se servir du système comme d'une passoire pourraient difficilement le traverser. C'est pourquoi les règles doivent être les plus souples possible. Le problème avec le projet de loi de la ministre, c'est qu'on considère l'ensemble de la question d'une façon trop bureaucratique, sans tenir compte suffisamment des questions humaines que l'on retrouve dans ces organismes ou de ces situations où les gens, qui veulent vraiment être des adoptants, qui sont vraiment des gens du milieu qui veulent adopter des enfants, ont besoin de services rapides, ont besoin d'être aidés et d'être encouragés. Ce n'est pas en mettant un mur de Chine autour de l'adoption internationale, sous prétexte qu'il peut y avoir du trafic, qu'on règle la question.

Vous savez, dans ces règles de fonctionnement, il faut essayer de corriger les problèmes les plus criants et de trouver les mécanismes les plus appropriés pour que l'adoption puisse être facilitée, parce qu'il y a un besoin d'adoption, tant du côté des enfants qui ont besoin d'une famille que du côté d'un territoire, d'un peuple comme le peuple québécois qui actuellement a un taux de natalité moins élevé.

(22 h 20)

M. le Président, je ne voudrais pas faire un long discours, mais dire tout simplement qu'en ce qui concerne le principe du projet de loi, le problème que nous y trouvons, c'est que les mécanismes administratifs ne sont pas à la mesure des espoirs que devrait susciter dans notre population la question de l'adoption internationale et, surtout, que l'administration n'a pas de plan ni de projet pour faciliter l'adoption. On pense régler des choses ou des problèmes uniquement en changeant les règles bureaucratiques. Ce n'est pas la solution au problème actuel. Tous ceux qui ont eu à discuter de cela et qui ont été entendus ont dit, au fond, que ce qu'il faut, c'est réduire les délais et faciliter l'adoption. Cela devrait être la principale préoccupation qui nous guide dans l'étude de ce projet de loi qui va être faite en commission parlementaire. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le leader de l'Opposition et député de Joliette.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette: Merci, M. le Président. Dans un premier temps, je voudrais apporter une rectification, puisque quelques députés ministériels ont dit: Il y en a qui semblent pour et d'autres qui semblent contre. Je vais expliquer pourquoi. C'est assez simple.

Plusieurs députés étaient en commission parlementaire et n'étaient même pas au courant, au moment où ils ont été appelés à venir en cette Chambre pour prendre la parole, qu'il y avait eu des amendements de déposés. Donc, le discours était prêt en fonction de ce qui avait été présenté. Il n'y a pas d'incohérence à ce sujet. Il n'y a absolument pas de problème. Tel que le projet de loi était libellé, c'était clair que l'Opposition était contre. Est-ce que l'Opposition sera contre les amendements qui ont été apportés? Au premier coup d'oeil, il y en a au moins une couple qui plaisent même, parce que ce sont des revendications mêmes de l'Opposition et des revendications aussi de groupes qui sont venus en commission parlementaire.

Pardon? Est-ce que je vous dérange, Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration? Vous aussi. Donc, M. le Président, j'essaie d'expliquer le contexte. Il n'est pas de coutume et c'est même à ma demande que Mme la ministre les a déposés, puisqu'elle en parlait dans son exposé. Je pense que, pour rétablir un peu les faits, il est important de situer les choses dans leur juste perspective. Il n'y a pas eu de "charriage" sur cela, cela s'est fait selon les normes dans une discussion correcte avec le leader adjoint du gouvernement cet après-midi.

Donc, cela dit, je me contenterai de quelques remarques sur le fond du projet de loi. J'ai eu la chance de lire les amendements et l'abolition du consentement dans le cas de l'adoption simple, personnellement, cela me réjouit. Je suis convaincu que cela constitue un pas important. C'est clair. On n'a même pas le droit théoriquement d'en discuter ici, puisque ce n'est pas l'endroit, ce n'est pas la place, ce sera en commission parlementaire. Mais cela vient pallier, en tout cas, quelque chose qu'on avait observé lors de l'étude qu'on a faite du projet de loi comme formation politique et qui, à mon avis, présentait une embûche majeure et aussi selon les témoignages qu'on avait eus en commission parlementaire. J'espère qu'on va pouvoir bonifier ce projet de loi et qu'en troisième lecture on pourra présenter un projet de loi où on aura l'unanimité de la Chambre. D'ailleurs, c'est cela, le rôle du Parlement à ce stade, de parler du principe. Quand on verra l'ensemble des modifications - et peut-être la ministre acceptera-t-elle également des modifications qu'on apportera nous-mêmes, des amendements qu'on suggérera - peut-être qu'on se ramassera avec un projet de loi qui fera l'unanimité de la Chambre. C'est à souhaiter, en tout cas.

M. le Président, il y a deux ou trois remarques que je voudrais faire. Vis-à-vis de la structure administrative qui, elle, n'est pas abordée d'une certaine façon, soit le

fameux appareil qui s'appelle le Secrétariat à l'adoption internationale, je suis un peu inquiet parce que, moi aussi, pendant le peu de temps où j'ai occupé le siège de ministre de la Santé et des Services sociaux, c'est évident que les plaintes pleuvaient de tous bords et de tous côtés.

M. le Président, je voudrais demander à Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration... J'ai rarement dérangé un orateur de l'autre côté et, depuis le début, je ne sais pas ce qu'elle a.

Le Vice-Président: D'accord, M. le leader de l'Opposition. Je vais demander la collaboration de tous les membres de l'Assemblée - à l'ordre, s'il vous plaît! pour permettre de terminer nos débats dans un meilleur esprit. M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, je disais donc que cela m'inquiète, parce qu'on ne l'aborde pas comme tel, peut-être indirectement. Peut-être que les nouvelles procédures feront en sorte qu'il y aura moins de travail, donc moins de paperasse, je le souhaite. Ce dont les gens nous parlent, et cela dans tout le Québec, pas dans un comté en particulier plus que dans un autre, c'est des délais, de la paperasse! Cette loi ne vient pas donner aux CSS des ressources additionnelles pour faire l'évaluation des familles. Cela m'inquiète, parce que, si on veut faciliter l'adoption et si on ne donne pas les ressources pour faire les évaluations, ne craignez-vous pas, à ce moment-là, qu'au contraire ces gens-là seront encore plus surchargés? On risque d'avoir encore plus de mécontentement, alors que la loi visait à éviter le mécontentement. J'ai l'impression que l'on risque de se trouver dans un cul-de-sac.

Mme la ministre devra présenter au Conseil du trésor un nouveau projet visant à donner les ressources qui vont permettre de réaliser l'esprit de la loi; sinon, on risque de se ramasser avec les mêmes griefs, les mêmes plaintes, les mêmes revendications, peut-être même amplifiées. Cela, il faut le reconnaître, si on a un objectif de simplifier, de réduire les délais, d'accroître le nombre de jeunes qui pourraient être adoptés au Québec. Cette partie-là reste nébuleuse et j'espère qu'en commission parlementaire on pourra la clarifier avec Mme la ministre.

Un autre point rapidement, c'est le rôle des associations bénévoles. Si j'ai compris le projet de loi et les amendements parce que j'en ai fait lecture, cela devient, ni plus ni moins, un rôle consultatif par rapport à la ministre et non pas un rôle actif. J'espère que la ministre, dans son droit de réplique, pourra nous le clarifier, parce que cela m'apparaît être un instrument ministériel plutôt qu'un instrument auprès des clientèles.

J'aimerais que cela soit clarifié. Il faut dire qu'on a eu les amendements à la dernière minute, mais il reste que cela m'est apparu un peu ambigu.

M. le Président, le seul discours qui m'a profondément déplu - quant au reste, il y a eu des interventions de fond passablement intéressantes sur le projet de loi - c'est l'intervention du député de Taschereau. J'ai été fort déçu qu'un jeune député, qui a assisté à la commission, qui a entendu tous les témoignages, ait tenu le discours qu'il a tenu. Ou bien c'est de l'inconscience ou bien il a entendu, mais il n'a pas compris, mais aller affirmer qu'il n'y a pas de lien, aucun lien d'aucune nature que ce soit entre une politique d'adoption et le phénomène de la dénatalité... Eh bien, il doit y avoir un petit lien. Je ne dis pas que cela doit être la politique qui va venir combler tout le problème de la dénatalité, je le conçois, j'en suis bien convaincu. Quand on voit qu'on a 1,4 enfant par famille, comme le disait Mme la députée de Châteauguay tantôt, et que cela prendrait au moins 2,1 pour s'assurer une survie comme collectivité, on ne peut pas se fier à un seul moyen pour pallier cela. Il y a l'immigration qui est un moyen. Il y a l'adoption internationale qui est un moyen et il y a une politique familiale incitative à la natalité qui peut être un autre moyen. Cela devient un tout. Mais un député qui affirme cela, je l'ai écouté, j'ai rebondi et je me suis dit: Cela n'a quasiment pas d'allure. Ou bien ce jeune député n'a rien compris, ou bien il ne fait pas les liens nécessaires. C'est vraiment le seul qui se soit enfargé dans les fleurs du tapis.

M. le Président, je dirai en conclusion, en tout cas, que notre vote sera sans doute négatif à cause du principe tel qu'établi présentement dans le projet de loi de Mme la ministre, mais je dis à Mme la ministre, au nom de la formation politique que je représente, que déjà, face aux amendements qui sont déposés et à d'autres qui seront ajoutés, on est capables de changer l'idée et de voter pour en troisième lecture. Je peux vous dire tout de suite que c'est déjà un pas, en tout cas, ce qu'on a eu, et j'ose espérer qu'on pourra l'améliorer davantage et faire en sorte que l'Assemblée nationale, à l'unanimité puisse adopter en troisième lecture ce projet de loi.
(22 h 30)

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux pour l'exercice de son droit de réplique.

Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Je voudrais, d'abord, remercier mes collègues du côté ministériel qui m'ont accordé leur appui tout au long de ce long

processus qu'ont représenté la préparation du projet de loi 21 et sa présentation à la commission parlementaire, et qui, encore aujourd'hui, ont continué de me donner cet appui sur ce projet de loi qui, comme je le disais cet après-midi, demeure un projet de loi complexe, difficile et pour lequel les solutions miracles n'existent pas.

Je voudrais également remercier le leader de l'Opposition pour la mise au point qu'il a faite tout à l'heure. D'une part, il est normal - je voudrais le dire pour tous les collègues de l'Assemblée nationale - quand il y a une commission parlementaire, qu'en deuxième lecture nous fassions part des amendements que nous prévoyons déposer. Je pense qu'il y avait peut-être quelque chose d'un peu ironique lorsque l'Opposition me reprochait de parler d'amendements ou d'indiquer mes intentions quant aux amendements. Je pourrais fort bien leur dire que, si j'étais revenue après une commission parlementaire strictement avec le projet de loi 21 tel qu'il avait été déposé en première lecture, ils auraient été les premiers à dire: La ministre de la Santé et des Services sociaux a tenu une commission parlementaire; elle n'a absolument rien compris, elle ne veut rien comprendre et elle ne veut rien changer. Je suis à l'Assemblée depuis assez longtemps pour savoir qu'à la suite d'une commission parlementaire, c'est normal et presque la coutume que le ministre, au moment du débat de deuxième lecture, fasse part des amendements qu'il entend apporter à un projet de loi.

Je pourrais peut-être m'amuser pendant un moment à parler de plusieurs incohérences que j'ai entendues de la part de l'Opposition, mais je pense que ni l'heure ni le moment ne sont indiqués. Ce qui est important, c'est qu'il y a une certaine assurance - avec toutes les restrictions que cela peut comprendre de la part du leader de l'Opposition qui le souhaite - que, finalement, en troisième lecture, nous arrivions à l'adoption unanime d'un projet de loi.

Je pense que le leader de l'Opposition s'en souviendra. Il faut bien le dire, je l'ai dit tout à l'heure, ce n'est pas la première fois qu'il y a une loi touchant l'adoption à l'Assemblée nationale. En 1979, le Dr Lazure, avec le projet de loi 13 sur l'adoption, a introduit les premiers articles touchant l'adoption internationale. Sur ce projet d'adoption, nous avons apporté notre concours le plus complet. Par la suite, il y a eu la révision du Code civil, particulièrement en ce qui touche le droit de la famille qui, lui, a inscrit l'intention du législateur quant au type d'adoption qui devrait être fait au Québec et sur le plan international quand il s'agissait de l'adoption internationale. Par la suite, en 1982, il y a eu la création du secrétariat à l'adoption; je reviendrai là-dessus. En 1983, le ministre d'alors et chef

de l'Opposition actuel, en toute fin de session, a obtenu mon consentement pour agir en dehors des délais prévus et il a eu mon plein concours pour apporter des modifications à la loi sur l'adoption internationale, parce que j'étais fort consciente que ce ne sont pas des projets de loi qui prêtent à la partisanerie. Ce sont des projets de loi qui visent avant tout les droits des individus, qu'il s'agisse des droits des enfants, qu'il s'agisse des droits des parents ou des familles. S'il est tout à fait correct et même souhaitable que l'Opposition joue totalement son rôle dans le sens de bonifier un projet de loi, encore une fois, je le répète, M. le Président, jamais dans le passé je ne me serais prêtée à de la partisanerie dans de tels projets de loi comme, d'ailleurs, je ne l'ai pas fait dans le cas de la Loi sur la protection de la jeunesse. Je suis heureuse d'entendre que c'est aussi l'intention exprimée par le leader de l'Opposition.

Je voudrais simplement revenir sur quelques souhaits qui ont été exprimés par des représentants de l'Opposition. Par exemple, on est revenu à quelques reprises sur la nécessité de maintenir le rôle des organismes d'adoption internationale reconnus. On le sait maintenant, il y aura un amendement de discuté touchant justement le maintien de ce rôle. Pour répondre à la question ou à l'interrogation du leader de l'Opposition, je veux lui dire que cet organisme d'adoption internationale reconnu, à toutes fins utiles, agit pour et au nom du ministre dans le pays étranger, là où il entretient des relations avec des organismes locaux d'adoption. Dans ce sens-là, je pense, évidemment, que la ministre a la responsabilité de toute l'administration de cette loi, mais elle doit, d'une part, la déléguer aux organismes reconnus d'adoption internationale et, là où ils n'exercent pas d'activités, ce qui pourrait arriver maintenant avec l'ouverture à un plus grand nombre de pays, fort probablement que le secrétariat devra jouer encore un rôle de suppléance.

On a également souhaité que l'aspect juridique soit donné aux tribunaux. M. le Président, déjà, dans le projet de loi 21, il était prévu de remettre au pouvoir judiciaire, soit au Tribunal de la jeunesse, l'appréciation des questions de droit plutôt que de les laisser à la discrétion du pouvoir administratif. En d'autres termes, désormais, le fameux pouvoir discrétionnaire du ministre, qui est présentement même contesté devant les tribunaux, ne fera plus problème puisque la décision de reconnaître une adoption ou d'en approuver le projet est remise en totalité au pouvoir judiciaire, soit au Tribunal de la jeunesse. Ceci était déjà prévu dans le projet de loi 21.

On souhaite également que plus d'information soit donnée, que l'adoption

internationale ne soit pas une chose mystérieuse à laquelle seuls les initiés peuvent aspirer, mais que les choses soient faites plus ouvertement et soient mieux connues du public, de telle sorte que ceux qui voudront s'en prévaloir puissent le faire plus facilement.

Le leader de l'Opposition a également soulevé des questions sur le rôle du secrétariat et exprimé des inquiétudes car, comme il le disait, il a eu l'occasion, de le vivre jusqu'à un certain point lorsqu'il occupait les fonctions que j'occupe. Il faut bien dire que le secrétariat n'apparaît pas dans le projet de loi parce que, de toute façon, c'est strictement un organisme administratif qui a été créé, comme je le disais tout à l'heure, par l'actuel chef de l'Opposition, en 1982, avec l'espoir, et un mandat strictement de deux ans, d'aider à voir un peu plus clair dans toute cette question de l'adoption internationale qui, je le dis encore une fois, est une question fort complexe. Cela a été créé par une volonté politique et administrative, si je puis m'exprimer ainsi, et non pas par une loi.

Cela dit, M. le Président, il reste que le Secrétariat à l'adoption, à toutes fins utiles, a été tant pour les ministres qui m'ont précédée que pour moi depuis un an et demi, somme toute, l'organisme auquel le ministre délègue ses responsabilités en matière d'adoption, c'est-à-dire de l'application et de la réalisation des objectifs en adoption internationale. Je dois dire, à la décharge de ce secrétariat qui, souvent, a été accablé, quoique, en commission parlementaire, à ma connaissance, parmi les cinq ou six organismes d'adoption internationale qui sont venus présenter des mémoires, il y en a trois qui ont parlé d'une façon très positive de la façon dont leurs relations étaient établies avec le secrétariat à l'adoption et qui ont dit que les choses se faisaient très bien... Ils n'ont pas apporté les mêmes contestations que d'autres ont pu apporter et qui pouvaient être fondées également.

(22 h 40)

Il faut également dire que le secrétariat a été pris dans cette espèce d'imbraglio juridique qui persiste plus particulièrement depuis les modifications apportées au Code civil lors de la révision du droit de la famille, qui établissaient comme droit que l'adoption plénière ou l'adoption où tous les liens de filiation étaient rompus était la règle. Selon des jugements rendus en faveur de l'adoption plénière dans certains cas, en faveur de l'adoption simple dans d'autres cas, enfin devant tous les imbroglios juridiques, ils se sont trouvés au centre et souvent pris entre deux feux. On leur demandait, à toutes fins utiles, de trancher le litige et ils avaient peu d'appuis sur lesquels se fonder. Il faut

bien dire qu'au cours des années, parfois, selon des pressions qui s'exerçaient, on était peut-être plus laxiste vis-à-vis d'une reconnaissance de droit d'adoption simple alors qu'à d'autres moments on se disait: Il faut appliquer la loi telle qu'elle existe.

Vous me permettrez juste une rectification parce que plusieurs des intervenants du côté ministériel sont revenus sur ce point à savoir que, depuis les 18 mois que je suis titulaire du ministère de la Santé et des Services sociaux, j'aurais présenté, il y en a qui sont allés jusqu'à dire cinq projets de loi alors que pour d'autres c'était peut-être trois, d'autres peut-être deux. Il faudrait quand même, au moins pour le **Journal des débats** et peut-être pour le public qui nous écoute, indiquer que les seuls gestes que nous avons posés sont les suivants: au mois de décembre, nous avons proposé, en fait, un projet de loi qui permettait à la ministre d'adopter un règlement, un pouvoir de réglementation qui lui était accordé par la Loi sur la protection de la jeunesse. Ce règlement avait, justement, pour but de corriger ce que tout le monde déplorait comme une lourdeur, des incompréhensions; en fait, le règlement avait pour but de mieux départir les responsabilités respectives de la protection de la jeunesse du secrétariat à l'adoption et les responsabilités des organismes reconnus d'adoption internationale.

Prioritairement à ça, il est vrai qu'il y avait eu un décret. Un décret, ce n'est pas une nouvelle loi, c'était un décret qui venait réitérer l'intention du législateur quant à la forme d'adoption qui devait se faire au Québec en adoption internationale, c'est-à-dire réitérer ce principe de l'adoption plénière où il y a rupture totale de liens avec les parents biologiques pour former des liens nouveaux de filiation avec les parents adoptifs.

Si je fais cette mise au point, c'est que pas nécessairement par mauvaise volonté, mais par incompréhension d'une loi et de dispositions administratives ou autres qui sont très complexes, on a peut-être un peu erré et, sans le vouloir, peut-être un peu induit nos auditeurs en erreur.

M. le Président, en ce qui a trait au secrétariat lui-même, pour l'avenir, encore une fois pour répondre aux interrogations de nos collègues de l'Opposition, je veux indiquer qu'il y a, tout d'abord, un nouveau projet de règlement pour lequel on doit compléter certaines consultations - sinon, il m'aurait fait plaisir de le déposer aujourd'hui - et également une nouvelle convention type qui devra intervenir entre le gouvernement et les organismes d'adoption internationale, qui, je pense, auront dans les deux cas comme objectif de simplifier les choses et de les clarifier.

On a raison de dire que toute la partie

du volet administratif, qui n'est pas forcément incluse dans la loi par la force des choses, reste encore un défi important à relever. Si, d'une part, le volet législatif ou juridique est éclairci, permet de faire appel à un plus grand nombre de pays et, on le souhaite, en tout cas, de rendre disponibles un plus grand nombre d'enfants pour l'adoption au plan international, il reste que le volet administratif devra aussi être relevé avec énergie, clairvoyance, afin que, justement les problèmes que l'on veut corriger puissent l'être.

M. le Président, un dernier point sur lequel on a fait des remarques et sur lequel on est revenu assez régulièrement. Cela a été la question des ressources financières mises à la disposition des centres de services sociaux qui agissent à titre de représentants du directeur de la protection de la jeunesse. Je ferai, encore une fois, une rectification et, évidemment, on peut s'attendre à cela du côté de l'Opposition. Quand on nous dit: Écoutez, vous avez coupé dans les centres de services sociaux et c'est pour cela qu'il n'y a pas suffisamment de ressources mises à la disposition des parents qui veulent adopter sur le plan international, je pense, M. le Président, que cela nécessite certaines nuances. J'ai eu l'occasion de le dire dans cette Chambre et, quelles que soient les raisons que pouvait invoquer à ce moment l'ancien gouvernement, quand on a mis en place la Loi sur la protection de la jeunesse, des ressources supplémentaires importantes ont été ajoutées par l'ancien gouvernement afin de répondre aux exigences de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Par la suite, des montants identiques ont été retranchés, que ce soit pour des raisons d'ordre économique ou autres, si bien qu'on s'est retrouvé avec les responsabilités de la Loi sur la protection de la jeunesse, mais avec des ressources en moins. Je dois vous dire que l'an dernier nous avons ajouté des sommes pour corriger un peu les bases budgétaires des centres de services sociaux, que cette année nous avons ajouté de nouvelles sommes pour la Loi sur la protection de la jeunesse. Il restera à voir comment les budgets des centres de services sociaux pourront être révisés de telle façon que, parmi des priorités, un certain montant soit accordé pour répondre aux besoins en adoption internationale.

M. le Président, il y a aussi eu une idée émise par à peu près tous les groupes de parents qui se sont présentés en commission parlementaire; je ne veux pas dire par la totalité parce qu'il y aurait peut-être quelqu'un parmi eux pour me démentir et avec raison. La plupart ont proposé et évoqué la possibilité que, peut-être, ils pourraient concourir à défrayer les frais de l'évaluation dans les centres de services sociaux. Évidemment, ceci soulève toute la

question de la gratuité, cela soulève aussi la question de l'équité. Comment pourrions-nous assurer que ceux qui ont des ressources personnelles puissent se prévaloir d'une telle disposition alors que d'autres, dans une position financière beaucoup plus difficile, ne pourraient pas s'en prévaloir? Il reste que c'est, quand même, une proposition qui est venue de l'ensemble des parents - je dirais de la presque-totalité - et qu'on ne devrait pas la rejeter du revers de la main sans au moins en examiner le mérite.

Cela étant dit, nous allons aller en commission parlementaire pour l'étude de ce projet de loi. Je suis presque convaincue que nous pourrions, tous ensemble, continuer de le bonifier. En dépit des échanges qui ont pu avoir lieu, d'un côté et de l'autre de la Chambre, je pense qu'il y a, sans doute, un sentiment unanime qui nous anime: celui de faciliter, dans toute la mesure du possible, pour les parents qui le désirent et pour les parents qui peuvent assumer ces tâches de parents dans toute leur plénitude, de leur faciliter l'adoption internationale, tout en ne perdant jamais de vue que le premier défi, je dirais, que nous devons relever ou le premier principe que nous devons mettre de l'avant dans tout ce processus de l'adoption internationale, c'est celui de l'intérêt de l'enfant. Je pense que nous ne devrions jamais sacrifier quoi que ce soit à ce principe qui doit nous guider dans l'adoption internationale. Je vous remercie, M. le Président.
(22 h 50)

Le Vice-Président: Ceci met donc fin au débat à cette étape de l'étude du projet de loi. En conséquence, le principe du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile est-il adopté?

Une voix: Vote reporté à demain.

Le Vice-Président: On demande donc un vote enregistré. Vote enregistré qui sera reporté à demain, à la période des affaires courantes. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 17 du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi 43

Reprise du débat sur l'adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 17 du feuillet, nous allons maintenant reprendre le débat sur la motion présentée par le ministre des Affaires municipales à savoir que le principe du projet de loi 43, Loi

modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit maintenant adopté. À ce moment-ci, je reconnais comme intervenant M. le député de Saint-Hyacinthe. Non, un instant. M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Il y a une entente à ce stade-ci...

Le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...pour qu'il y ait, sur les deux projets de loi 43 et 16 un intervenant de chaque côté. Comme le ministre, pour des raisons qu'il a identifiées ne pourra être ici, c'est la réplique du député ministériel qui constitue la réplique au projet de loi avant son adoption. Confirmez-le donc.

Le Vice-Président: Très bien. Donc, à ce moment-ci, il y aurait un seul intervenant, si je comprends bien. Ce sera le député de Saint-Hyacinthe qui exerce son droit de réplique avant vous. D'accord. En conséquence...

M. Lefebvre: Dans un premier temps, le leader de l'Opposition et, après, on terminera avec le député de Saint-Hyacinthe.

Le Vice-Président: Très bien. Maintenant, je comprends le processus. Donc, suivant l'entente, comme premier intervenant, je reconnais M. le leader de l'Opposition et comme dernier intervenant - ce n'est pas la réplique, mais cela fera pratiquement office de réplique - ce sera le député de Saint-Hyacinthe.

M. Chevette: Ce sera le dernier intervenant, c'est dans ce sens-là.

Le Vice-Président: Très bien. Donc, deux intervenants, comme avant-dernier, M. le leader de l'Opposition.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Merci, M. le Président. Je serai très bref, compte tenu de l'heure. Ce matin, d'ailleurs, ceux qui ont pu entendre les discours à la fois du ministre des Affaires municipales et du critique de l'Opposition, le député de Jonquière, pourront se rendre compte que le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est un projet de loi fortement contesté.

Ce projet de loi vient, à toutes fins utiles, introduire une nouvelle procédure qui permettra, maintenant, à une municipalité de procéder au zonage d'une aire délimitée, non développée par étapes, et de modifier unilatéralement la réglementation d'urbanisme pour y intégrer le contenu d'un plan

d'aménagement d'ensemble présenté par un promoteur. Ce projet de loi est aussi contesté parce que, aux articles 3 et 4, il vient compléter les dispositions du projet de loi 19 qui est déjà adopté en deuxième lecture, en cette Chambre, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, lequel vise à permettre au ministre de l'Environnement d'imposer, au besoin, ses normes aux villes et aux MRC qui refuseraient de protéger, par exemple, les rives, le littoral et les plaines inondables.

Cela a suscité passablement d'agressivité ces derniers jours. Je voudrais tout simplement vous dire, par exemple, qu'on a reçu énormément d'information, pour ne pas dire de pression, de groupes comme l'Association des aménagistes régionaux du Québec qui, le 26 mai, nous faisait connaître sa position; également, l'Association des urbanistes municipaux du Québec, le 3 juin 1987, qui faisait connaître sa réaction. Le 8 juin, l'Union des municipalités du Québec faisait également connaître ses réactions, ses réticences. Aujourd'hui, l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec nous faisait connaître également sa position. Ils n'y vont pas de main morte, ils sont carrément opposés à l'article 5; ils ont des réticences sur plusieurs points parce que, disent-ils, cela constitue, à toutes fins utiles, une brimade à l'autonomie municipale et au rôle que peuvent exercer véritablement les municipalités régionales de comté.

On sent très bien, M. le Président, que les élus municipaux, au cours des dernières années, ont acquis cette maturité, cette capacité de travailler ensemble, de se concerter pour préparer... Ils ont préparé ensemble des schémas d'aménagement et ils veulent avoir leurs responsabilités, sans ingérence gouvernementale. Qu'est-ce que cela aurait donné de laisser aux municipalités régionales de comté, à l'ensemble des municipalités qui se sont regroupées sur une base, dans la plupart des cas, d'affinité naturelle le soin de préparer leurs schémas d'aménagement, qu'est-ce que cela aurait donné de faire cela, si aujourd'hui, on confiait des responsabilités à gauche et à droite. L'Union des municipalités régionales de comté va plus loin. Elle dit: Le projet de loi, en plus de cela, va nous donner un paquet d'interlocuteurs et nous, on en veut seulement un. On veut que ce soit le ministre des Affaires municipales avec qui on traite. On ne veut pas avoir à traiter, à l'intérieur de nos schémas d'aménagement, d'une partie avec le ministre de l'Environnement, d'une partie avec le ministre délégué aux Forêts, d'une partie avec le ministre de l'Énergie et Ressources et d'une partie, pour d'autres.

Ils veulent traiter directement avec le ministre des Affaires municipales. C'est, du

moins, ce qu'ils nous manifestent clairement dans leur prise de position. Donc, ce projet de loi tel que déposé présentement constitue à nos yeux, il faut le dire, une insulte au monde municipal. Tel que libellé, si le ministre n'apporte pas d'amendements, nous serons contre ce projet de loi. Nous sommes contre, en deuxième lecture, en souhaitant que le ministre des Affaires municipales et son équipe puissent apporter des amendements qui répondront au désir des élus municipaux qui ont fait la preuve, je pense, au cours des trois ou quatre dernières années, dans leur travail sur le schéma d'aménagement, dans leur concertation entre municipalités, d'une capacité de prendre leurs responsabilités.

Je pense que le ministre des Affaires municipales, lui qui est leur répondant, au sein du gouvernement devrait garder cette responsabilité et faire en sorte qu'on se retrouve, avec harmonie, le ministère des Affaires municipales et les municipalités régionales de comté, l'Union des municipalités du Québec et les différents groupes qui s'occupent d'aménagement du territoire et d'urbanisation. On ne peut pas laisser jouer un paquet de monde sans en arriver à vivre des chaos, des situations vraiment désagréables pour nos élus municipaux. Je les comprends de vouloir traiter avec celui qui, à l'Assemblée nationale, au gouvernement est leur représentant, leur porte-parole et qui a la responsabilité fondamentale de travailler avec les élus municipaux. Pour ces raisons, M. le Président, nous nous opposerons au projet de loi 43 en deuxième lecture.

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Charles Messier

M. Messier: Merci, M. le Président. Merci, chers collègues. Je veux prendre quelques instants de cette Chambre afin d'appuyer le ministre des Affaires municipales et ministre responsable de l'Habitation dans sa démarche dans laquelle il ne fait pas cavalier seul, mais à laquelle plusieurs membres du gouvernement sont étroitement associés. D'ailleurs, M. le Président, lors du congrès annuel de l'Union des municipalités régionales de comté qui s'est tenu à Québec en mai dernier, le ministre des Affaires municipales, M. André Bourbeau, a clairement indiqué qu'il n'était pas question pour notre gouvernement de remettre en cause les acquis des grandes réformes et des changements qui ont marqué le monde municipal depuis 1978 à 1986. Au contraire, le ministre des Affaires municipales a alors annoncé que les années 1987 et 1988 seront des années d'ajustement et de consolidation. Or, si nous voulions

résumer à quelques mots l'esprit qui anime le projet de loi 43 et son impact sur le développement de nos villes et nos régions, nous pourrions dire, premièrement, qu'il y a une volonté d'ajustement, une capacité d'adaptation et un accroissement de la souplesse, le tout face au défi que doivent relever les municipalités pour assurer le mieux-être de leurs concitoyens.

M. le Président, le projet de loi 43 introduit dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme de nouvelles dispositions qui permettront aux municipalités, dans les zones où le plan d'aménagement d'ensemble est requis, d'identifier de façon générale la nature et les caractéristiques souhaitées pour le développement de ces zones, sans pour autant se voir dans l'obligation d'entreprendre immédiatement une planification détaillée des affectations du sol, du réseau routier et des diverses infrastructures.
(23 heures)

Par conséquent, le projet de loi 43 clarifie une situation qui risquait de déboucher sur un certain aménagement désordonné des territoires municipaux et qui, à long terme, pourraient hypothéquer leur potentiel de développement. Aussi, en fixant des balises aux techniques de zonage par étapes que pratiquaient déjà plusieurs municipalités, le projet de loi 43 permet d'harmoniser les préoccupations des élus municipaux liées à la qualité de vie de leurs concitoyens, à la croissance de l'entrepreneuriat local et aux impératifs de protection de l'environnement. Bref, ce projet de loi 43 ouvre la porte à un développement qui respecte la dynamique propre à chaque municipalité et, par le fait même, le principe de l'autonomie municipale.

Il est important que ce projet de loi soit adopté à ce stade-ci, alors que la plupart des schémas d'aménagement sont en voie d'être adoptés. Si nous ne donnons pas dès maintenant, à certaines pratiques actuelles, des structures et un encadrement légal adéquat, nous risquons de condamner les municipalités du Québec à vivre une situation de confrontation et d'ambiguïté concernant l'usage d'un certain territoire essentiel à leur développement.

Venant moi-même d'un comté où la ville est située près de l'un des territoires agricoles les plus riches de la province, je suis extrêmement sensibilisé à l'importance de clarifier la situation actuelle. Il est primordial que l'aménagement du territoire, dont la responsabilité a été confiée aux municipalités régionales de comté, puisse à travers un processus démocratique jouer un rôle sans heurter de plein front la vocation agricole dévolue à de nombreuses zones. Le gouvernement, tout en responsabilisant les autorités des municipalités, met à leur disposition les outils nécessaires pour

travailler avec une plus grande souplesse et plus d'efficacité à la croissance de leur région. On leur fournira en même temps un guide pour circonscrire les usages qui pourraient compromettre l'équilibre écologique.

Ce projet de loi est tout à fait conforme à l'engagement pris par le ministre des Affaires municipales au congrès de l'Union des municipalités alors qu'il s'engageait à travailler au maintien et à la consolidation du système municipal essentiellement érigé sur le concept d'autonomie, sur le droit à la différence et à la diversité, tout en respectant les grands principes qui ont présidé aux grandes réformes des dernières années.

La seconde partie du projet de loi touche particulièrement le secteur environnemental. On y lit, dans les notes explicatives, que ce projet de loi confère au ministre de l'Environnement la responsabilité de s'assurer que les règlements municipaux d'urbanisme respectent la politique du ministère de l'Environnement en matière de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Il pourra, par exemple, en vertu de la Loi sur l'aménagement et de l'urbanisme, demander à une municipalité de modifier un règlement de zonage, de lotissement ou de construction, s'il est d'avis que ce règlement ne respecte pas la politique et ne protège pas adéquatement le milieu. C'est bien là une des volontés gouvernementales d'associer le ministère de l'Environnement à certaines dispositions qui, auparavant, étaient sous l'entière juridiction du monde municipal. Il va sans dire que ce projet de loi peut susciter la controverse chez les urbanistes et que certaines municipalités peuvent en faire grand état, comme l'a mentionné le leader de l'Opposition. Comme parlementaires, nous devons évoluer avec la société, et c'est bon en soi.

Je voudrais juste mentionner à titre d'exemple qu'en 1916, on adoptait une loi qui conférait une immunité judiciaire presque totale à la compagnie Noranda Mines. Celle-ci était protégée contre les injonctions et les poursuites en dommages-intérêts causés par la pollution.

Le député de Jonquière, qui est le critique officiel en matière d'habitation et d'affaires municipales, mentionnait que l'association des urbanistes et aménagistes s'oppose en partie à certaines dispositions du projet de loi. J'aimerais citer en contrepartie un passage du livre intitulé **Droit de l'urbanisme et de l'environnement**. L'un des orateurs qui s'adressaient à des avocats en formation, soit Vl. Jean Simon, lui-même urbaniste, mentionnait à la page 107, et je le cite: "Un bon urbaniste s'efforce de poser des questions pertinentes sans nécessairement produire des solutions valables pour les hommes politiques dont les décisions sont

fortement influencées par des valeurs sociétales, parfois incompatibles avec la philosophie du développement proposée par les urbanistes."

Dans le même ouvrage, on retrouve une définition des valeurs sociétales qui seraient les idéaux, les modes, les coutumes, les conventions officielles tacites qui régissent les comportements collectifs de la société québécoise et la nature des rapports qui ont lieu entre les membres de cette société. Je crois comprendre que notre société désire une qualité de vie et une qualité environnementale. D'ailleurs, la qualité de l'environnement vise à assainir le milieu naturel et à en prévenir la dégradation.

M. le Président, le ministère de l'Environnement possède les outils nécessaires afin d'évaluer à sa juste mesure la dégradation des sols et de l'air. Il va sans dire que le ministre des Affaires municipales, par sa volonté ferme d'agir, prend les moyens qui s'imposent afin de respecter au plus haut point le milieu naturel. Le ministre des Affaires municipales agit avec cohérence et souplesse.

En conclusion, M. le Président, ce projet de loi rendra l'exercice de la gestion du territoire plus vivant et mieux adapté à notre réalité. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Le débat étant clos, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est adoptée?

Une voix: Sur division.

Le Vice-Président: Adopté sur division.
M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour déférer le projet de loi 43 à la commission de l'aménagement et des équipements.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.
M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je vous demanderais, M. le Président, d'appeler l'article 3 du feuillet.

Projet de loi 16

Reprise du débat sur l'adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 3 du feuillet, nous allons reprendre le débat sur la motion présentée par le ministre des Affaires municipales, à savoir que le principe du projet de loi 16, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités, soit maintenant adopté.

Je reconnais comme intervenant M. le leader de l'Opposition.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette: M. le Président, le projet de loi 16 vient briser un engagement électoral libéral. Je me souviens qu'en décembre 1985, Mme la vice-première ministre prononçait le discours inaugural et elle disait: M. le Président, jamais plus en cette Chambre, il n'y aura des projets de loi dits omnibus, c'est-à-dire des projets de loi qui amendent une série de lois. Je me souviens qu'à plusieurs reprises, le leader du gouvernement se levait pompeusement et disait: M. le Président, voilà une nouvelle façon de légiférer; nous amenderons une loi à la fois. Si bien qu'on se retrouvait avec un article de loi, trois pages blanches et quatre ou cinq lignes d'écrites sur la quatrième. C'était la nouvelle façon de légiférer et c'était un engagement ferme du gouvernement de ne pas agir autrement.

M. le Président, le projet de loi 16, qu'est-ce qu'il fait? Le projet de loi 16 vient amender huit lois. Je pense, entre autres, aux articles 1, 2 et 3 qui amendent le code des cités et villes, la Loi sur les cités et villes. Les articles 5, 6 et 7 amendent le Code municipal. Les articles 4, 8 et 21 suppriment l'obligation de faire approuver un règlement concernant le fonds de pension par la Commission municipale. Les articles 10 et 11 traitent de la rémunération des membres de la Société de développement de la Baie James et on parle encore de décret sur la rémunération des bénévoles qui pointe en perspective. L'article 12, je l'oubliais, modifie la Loi sur la fiscalité municipale au chapitre de la taxe d'affaires et ça, c'est drôlement important, M. le Président. Je me souviens, sur ce dernier point, je crois que c'est en juin 1986, lorsque le ministre avait fait adopter le projet de loi 40, qu'on pouvait lire à l'article 18 de la Loi sur la fiscalité... On lui avait demandé, à l'époque, si une municipalité pouvait prélever une taxe d'affaires auprès de tout organisme qui oeuvrait à partir d'objectifs à but non lucratif. Le ministre avait dit: Aucun problème. Aucun problème, M. le Président. Pourtant, je vais vous le citer dans le texte: Je tiens à souligner au député - il s'adressait

au député de Jonquière - que cette mesure que nous introduisons n'apporte pas de nouveaux revenus aux municipalités par rapport à la situation antérieure, parce que l'intention du législateur, en 1979-1980, était de soumettre ces organismes à la taxe d'affaires. Ils ont été taxés, depuis la réforme de la fiscalité municipale, par les municipalités qui ont bien voulu les taxer. Mais les municipalités ne sont pas obligées de les taxer.

(23 h 10)

On sait ce qui est arrivé, M. le Président. Il y a eu quelques jugements et, aujourd'hui, on se retrouve, seulement à Montréal, avec au moins 1600 comptes de taxes qui doivent être envoyés à ces organismes sans but lucratif. Cela ne comprend pas exclusivement le local de l'Association des infirmières; cela va jusqu'au Conseil du patronat comme organisme structurant qui s'occupe du patronat. Cela va aux chambres de commerce. Tous les organismes qui, en soi, ne sont pas là pour faire de l'argent, qui s'occupent des gens, reçoivent des comptes de taxes alors que ce n'était pas le cas antérieurement.

Ce n'est pas pour rien que cela a soulevé des tollés. A ma grande surprise, le 19 mai dernier, le Conseil du patronat s'était plaint ouvertement devant le premier ministre. Il a fait une sortie en règle dernièrement et a rendu publique une position en demandant au gouvernement d'agir très rapidement et d'exempter du paiement des taxes d'affaires les associations et les organismes dits sociaux qui vivent surtout de cotisations de leurs membres et qui ne mènent pas des activités visant la réalisation de profits, comme c'est le cas des organismes commerciaux et d'affaires. Même le Conseil du patronat, imaginez-vous! s'opposait à une telle position. Donc, le ministre est bien obligé de se rendre compte que ça ne marchait pas, que le texte de l'an dernier ne fonctionnait pas. Même si on l'avait mis en garde l'an dernier, il se voit dans l'obligation de le corriger.

Sur les décrets de paiement, je vous avoue qu'avec la lecture de l'article qu'on a vu ce matin, "Une politique de deux poids, deux mesures", de Vincent Cliche, on nous explique qu'encore là on assiste à une dérogation de l'engagement du Parti libéral. Vous vous souvenez quand le Parti libéral a été élu en décembre 1982, ces gens ont dit: Dorénavant, les membres des conseils d'administration n'auront plus de jetons de présence. C'est fini, ça. On va tout abolir ça.

C'est intéressant de voir qu'on a trois classes d'individus: les gens qui siègent à des conseils d'administration ordinaires dans leur région, rien; une classe moyenne qui peut siéger, par exemple, au Palais des congrès de Montréal, à la Société québécoise d'assainis-

sement des eaux, au Conseil consultatif de l'environnement, à la Commission de la construction, ah! là, ils sont payés. La classe moyenne est payée après douze réunions, à la treizième, elle l'est. Quand on arrive aux riches, ces derniers sont payés dès la première réunion. Trois classes, trois catégories de jetons de présence. Pour un gouvernement qui avait promis d'uniformiser, il me semble au contraire qu'on accentue les différences entre les catégories de personnes.

Quand il s'agit de conseils d'administration comme à la Société de développement coopérative, à la Régie de la sécurité dans les sports, à la Société des traversiers, au Grand Théâtre de Québec, là, ce n'est rien. Pas un sou pour ces gens-là. Du petit monde, ça.

Tombons dans la classe moyenne et vous autres, on va vous en donner après douze réunions et quand on tombe dans une catégorie super, là c'est le jeton à tant par jour, dès la première rencontre. C'est là également la rupture d'un engagement du Parti libéral et, au contraire, on accentue la différence existante entre le traitement des membres des divers conseils d'administration.

En soi, bien sûr, il n'y a pas, dans ce projet de loi omnibus, quelque chose de renversant. Ce sont plutôt des correctifs que le ministre apporte à des anomalies observées en cours de route. Mais je ne pouvais pas passer sous silence le fait que c'était bel et bien un omnibus municipal et qu'on amendait huit lois. On suggérera, bien sûr, des amendements en cours de route, mais rien ne nous empêche à ce stade-ci, au niveau du principe, de nous déclarer quand même en faveur du projet de loi.

Des voix: Ah! Ah!

Le Vice-Président: Maintenant, pour clore ce débat, je cède la parole à Mme la députée de Dorion, adjointe parlementaire du ministre des Affaires municipales.

Mme Violette Trépanier

Mme Trépanier: M. le Président, le projet de loi 16, dont nous adoptons aujourd'hui le principe, ne vient en aucune façon modifier le fond de la Loi sur la fiscalité municipale. La loi 16 viendra préciser, clarifier certaines situations qui exigeaient des correctifs immédiats. Cette loi viendra résoudre un problème ponctuel. Nous adaptons la loi aux besoins maintes fois exprimés par les gens du milieu.

Vous me permettrez d'être en désaccord avec le député de Joliette lorsqu'il nous dit que nous faisons un bris à notre engagement électoral quand il s'agit de rectifier des erreurs passées. On ne brise en rien nos engagements électoraux et cette loi date d'assez longtemps.

Le ministre des Affaires municipales a brossé ce matin un tableau des diverses dispositions de ce projet de loi. Pour ma part, vous me permettrez de m'attarder plus spécifiquement à un de ces éléments, soit la taxe d'affaires imposée aux organismes sans but lucratif, sujet qui a fait couler beaucoup d'encre depuis la dernière année et que le député de Joliette a considéré comme très important, il y a quelques minutes.

M. le Président, depuis la réforme fiscale de 1980, l'assujettissement des organismes sans but lucratif à la taxe d'affaires cause certains problèmes. Suivant l'esprit de cette réforme, la taxe d'affaires se voulait applicable à toute activité économique ou administrative en matière de finance, de commerces, d'industries ou de services et à toute activité qui constitue un moyen de profit.

On se souviendra qu'en juin 1986 l'Assemblée nationale adoptait la loi 40, loi qui visait à corriger certaines exemptions de taxes consenties par les tribunaux à la suite d'une interprétation littérale de la Loi sur la fiscalité municipale. L'impact d'une telle interprétation des tribunaux causait une injustice auprès de nombreux contribuables québécois et privait également certaines municipalités de plusieurs millions de dollars de revenus en taxes d'affaires. Par exemple, la ville de Québec s'était vue privée de 17 000 000 \$ et Montréal, de 9 500 000 \$.

M. le Président, dans le cadre de la loi actuelle, il existe encore une inéquité injustifiée selon qu'un organisme à but non lucratif est propriétaire ou locataire du local qu'il occupe dans le cadre de ses activités. Ainsi, les organismes sans but lucratif qui sont propriétaires de leurs immeubles peuvent, sur décision de la Commission municipale du Québec, être exemptés de la taxe foncière. S'ils obtiennent l'exemption de la taxe foncière, ils sont ipso facto, par l'effet de la loi, exemptés de la taxe d'affaires alors que, les mêmes organismes, s'ils ne sont pas propriétaires de leurs immeubles, ne peuvent être exemptés de la taxe foncière et de ce fait ne rencontrent pas la condition préalable nécessaire à l'exemption de la taxe d'affaires.

En d'autres mots, l'existence d'une exemption de la taxe foncière se pose comme une condition préalable à l'exemption de la taxe d'affaires. Nous voulons corriger cette situation et remplacer la formule actuelle qui procède par renvoi. Nous voulons la remplacer par une formule plus précise qui énumère spécifiquement les activités exemptées de la taxe d'affaires.

Les paragraphes 5, 6, 7 et 8 que propose le présent projet de loi constituent le corps principal des modifications introduites en matière d'exemption de la taxe d'affaires. Ces exemptions ne sont pas automatiques. Contrairement aux précédentes,

elles doivent faire l'objet d'une reconnaissance par la Commission municipale du Québec.

Le paragraphe 5 rompt le lien qui, jusqu'ici, était nécessaire entre l'exemption de la taxe foncière et celle de la taxe d'affaires. Les organismes sans but lucratif qui exercent principalement une activité à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables, sociales, ou de protection des animaux dans un immeuble à l'usage du public, sont par cette disposition exemptés de la taxe d'affaires. Les activités administratives rattachées aux activités précédemment énumérées sont aussi exemptées et ce, même si elles s'exercent dans un immeuble distinct.
(23 h 20)

L'exemption de la taxe d'affaires s'applique aussi aux organismes poursuivant des activités administratives à caractère social, tel que la défense des intérêts ou des droits d'un groupe de personnes formées en raison de la langue, de l'origine ethnique, un groupe formé en raison de l'âge, de handicaps ou d'un groupe luttant contre une forme de discrimination illégale ou visant à venir en aide à des personnes socialement et économiquement défavorisées. Notons, en dernier lieu, que l'actuelle exemption de taxes d'affaires dont peut se prévaloir un organisme de charité inscrit aux fins de la Loi sur les impôts en raison de ses activités, est reconduite.

Je dois vous dire, M. le Président, que le projet de loi 16 a fait l'objet d'une importante consultation auprès du monde municipal. La table Québec-municipalités, qui réunit l'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté, la ville de Montréal et la ville de Québec a également été consultée. Les municipalités ont pu exposer leurs problèmes, leurs expériences, leurs attentes dans la recherche d'une solution au problème de la perception de la taxe d'affaires qui était dénoncée par les organismes sans but lucratif et ils ont exprimé un consensus dans la solution avancée dans ce projet de loi.

M. le Président, notre gouvernement considère que nous devons adopter toutes les mesures nécessaires pour faciliter le travail de ces organismes sans but lucratif qui sont un apport très précieux pour notre collectivité. Nous sommes privilégiés de pouvoir compter sur la collaboration bénévole de centaines d'organismes charitables et communautaires. Leur présence dans nos milieux est valable et souhaitable. Cette loi 16 veut faciliter leur travail dans la promotion des intérêts collectifs.

L'action de ces nombreux organismes représente une économie réelle pour notre gouvernement et pour le palier municipal. Si, par contre, cette prise en charge par le milieu n'était pas adéquate, la responsabilité

reposerait très rapidement sur les épaules du gouvernement. Je suis loin d'être convaincue que nous puissions remplir ce rôle aussi pleinement et aussi adéquatement que ces nombreux leaders de chacune de nos municipalités. D'autre part, il faut bien être conscient que ces organismes sans but lucratif ont besoin de tout l'appui possible pour accomplir leur travail. Leurs moyens financiers sont limités, leur situation est souvent précaire. Nous devons donc adopter toutes les mesures possible pour leur faciliter la tâche sans quoi plusieurs d'entre eux seront voués à disparaître à très brève échéance.

M. le Président, je crois que comme parlementaires, nous devons appuyer ce projet de loi qui vient préciser et clarifier une loi qui fait consensus au sein de la société québécoise. J'ai été heureuse de constater que le critique de l'Opposition, ce matin, et maintenant le député de Joliette nous donnent leur appui. Nous faisons donc des ajustements nécessaires pour corriger une inéquité que les groupes concernés souhaitent voir corriger. Il nous faut fournir aux différents intervenants les outils nécessaires afin qu'ils puissent assumer adéquatement leurs tâches.

Le ministre des Affaires municipales soulignait ce matin la généreuse contribution du monde municipal à l'endroit des organismes communautaires. Je fais mienne cette vision et, en ce sens, nous devons les appuyer dans leurs actions afin qu'ensemble on tente d'en arriver à un monde meilleur pour le bien-être de tous nos concitoyens. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Le débat étant terminé, à cette étape de l'étude du projet de loi, le principe du projet de loi 16, Loi relative à diverses mesures de caractère financier concernant les municipalités est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

M. Lefebvre: Je fais motion pour déférer le projet de loi 16 à la commission de l'aménagement et des équipements.

Le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour ajourner les travaux à demain matin, 10 heures.

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Cette motion est donc adoptée. En conséquence, nos travaux sont ajournés à demain matin, 12 juin, à 10 heures.

(Fin de la séance à 23 h 25)